

3 1761 10501249 6

UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

1
ESSAI

SUR

L'ÉCONOMIE RURALE

DE L'ANGLETERRE, DE L'ÉCOSSE ET DE L'IRLANDE

DU MÊME AUTEUR.

L'AGRICULTURE ET LA POPULATION, un vol. in-12 de 420 pages.

Prix : 3 fr. 50

Paris. — Imprimerie de P.-A. BOURDIER et C^{ie}, 30, rue Mazarine.

Agrie
L

ESSAI

SUR

L'ÉCONOMIE RURALE

DE L'ANGLETERRE

DE L'ÉCOSSE ET DE L'IRLANDE

PAR

M. LÉONCE DE LAVERGNE

MEMBRE DE L'INSTITUT ET DE LA SOCIÉTÉ CENTRALE D'AGRICULTURE,
MEMBRE HONORAIRE DE LA SOCIÉTÉ ROYALE D'AGRICULTURE D'ANGLETERRE,
ANCIEN DÉPUTÉ.

Les pays ne sont pas cultivés en raison de
leur fertilité, mais en raison de leur liberté.

MONTESQUIEU.

TROISIÈME ÉDITION

REVUE ET AUGMENTÉE D'UN NOUVEL APPENDICE

PARIS

GUILLAUMIN ET C^{ie}, LIBRAIRES-ÉDITEURS

RUE RICHELIEU, 14

LIBRAIRIE AGRICOLE

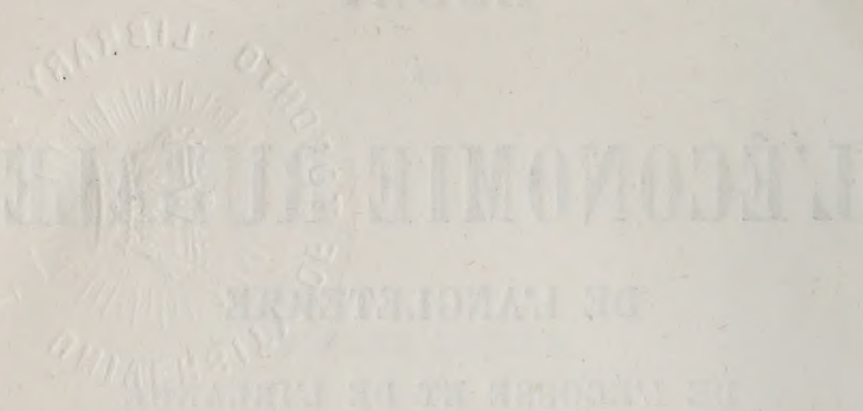
RUE JACOB, 26

—
1858

116210
—
14611

Argie
i

ESSE



THE UNIVERSITY OF LONDON
LIBRARY
STATIONERS' HALL
LONDON

11/11/11
11/11/11
11/11/11
11/11/11
11/11/11
11/11/11
11/11/11
11/11/11
11/11/11
11/11/11

11/11/11

UNIVERSITY OF LONDON
LIBRARY
STATIONERS' HALL
LONDON

11/11/11

PRÉFACE

• DE LA PREMIÈRE ÉDITION.

(Mars 1854.)

Cet Essai est un fragment du cours d'études que j'avais entrepris pour l'enseignement de l'Économie rurale à l'Institut national agronomique. Quand il ne m'a plus été permis d'en faire usage pour l'enseignement oral, j'ai pensé que ces notes pourraient être utiles sous une autre forme, et j'ai commencé par les publier en extraits dans la *Revue des Deux-Mondes*. L'accueil bienveillant qu'a reçu cette série, soit en France, soit en Angleterre, me décide aujourd'hui à la réunir en un volume.

J'espère donner bientôt une suite à cette publication. J'ai eu le temps de faire, pendant la courte durée de l'Institut agronomique, un cours complet d'économie rurale, dans les années 1851 et 1852. Je rédige en ce moment mes leçons, et je les publierai prochainement. Mais j'ai cru utile, dans l'intérêt même de la science, de faire précéder l'exposé didactique de ses principes par une démonstration pratique de son utilité.

Quelques personnes me font dès à présent l'honneur de me consulter sur ce qu'il y aurait à faire en France, pour tirer parti des exemples que nous donnent l'Angleterre et l'Écosse. La réponse à cette question sera dans

mon *Cours d'économie rurale*, autant du moins qu'il m'est possible de la donner à moi seul, car il ne faut pas oublier que mon enseignement n'était qu'une branche du faisceau, et que les cours d'agriculture, de zootechnie, de génie rural et des autres sciences appliquées, physique, chimie, etc., en formaient l'indispensable complément.

Malheureusement notre pays est beaucoup plus habile à détruire qu'à fonder, et cette grande tentative n'est plus qu'un souvenir. Des germes précieux, qui porteront plus tard leurs fruits, ont pu cependant se développer. Je n'en citerai qu'un exemple, parce qu'il vient d'être consacré par une récompense académique; je veux parler des recherches de M. Doyère, professeur de zoologie, pour la destruction des insectes nuisibles, et en particulier de l'*alucite des blés*, dont les ravages s'élèvent périodiquement à des sommes énormes. D'autres conséquences de ces quelques années d'étude paraîtront successivement au grand jour.

Si j'en juge par les nombreux témoignages de sympathie que je reçois, l'attention publique se porte en ce moment chez nous vers l'agriculture avec beaucoup de vivacité. Je m'applaudis de ce mouvement, je suis heureux et fier d'y avoir contribué pour ma faible part, mais je ne puis dissimuler qu'il m'inspire en même temps quelques inquiétudes.

L'agriculture est le plus beau de tous les arts, mais il est en même temps le plus difficile; il exige avant tout de la patience, de la persévérance, qualités fort

rare parmi nous. Prenons garde d'ajouter de nombreux chapitres de plus à l'histoire déjà fort longue des mécomptes agricoles. S'il en était ainsi, nous ne tarderions pas à retomber dans le découragement, et, en définitive, nous aurions reculé au lieu d'avancer.

Je m'adresse surtout à ceux qui, comme moi, se sont tournés vers la vie rurale, après avoir essayé d'autres carrières, et par dégoût des révolutions de notre temps. Au sein de la nature qui ne change pas, ils trouveront ce qu'ils cherchent, l'activité dans le calme et l'indépendance par le travail, mais pourvu qu'ils n'entreprennent pas trop à la fois.

Le premier soin de quiconque veut se livrer à des améliorations agricoles doit être d'étudier les causes locales de ce qu'on appelle la routine; très-souvent ces causes ne sont que transitoires, accidentelles, et on peut les écarter hardiment; souvent aussi elles sont profondes et fondamentales, et on est sûr de succomber en les attaquant de front. Le plus prudent est de marcher pas à pas, en s'éclairant toujours par l'expérience et en laissant une large place au temps. Si la pratique qui prétend se passer de théorie est misérable, la théorie qui prétend se passer de pratique est vaine et téméraire.

Il y a une différence radicale entre la France et l'Angleterre : c'est dans l'une l'extrême simplicité, et dans l'autre l'extrême diversité du problème; on se trompe presque toujours quand il s'agit de la France, parce qu'on veut généraliser; rien ne se prête moins à la généralisation que cette immense variété de sols, de climats, de cul-

tures, de races, d'origines, de conditions sociales et économiques, qui font de notre unité apparente un monde multiple à l'infini.

Pour en revenir à cet Essai, j'aurais pu indiquer au bas des pages les nombreuses sources où j'ai puisé, mais j'ai craint de grossir inutilement le volume; je me bornerai à dire ici qu'indépendamment de mes observations personnelles pendant les quatre voyages que j'ai faits en Angleterre depuis 1848, j'ai particulièrement consulté les *Lettres sur l'agriculture anglaise en 1851*, par M. Caird, commissaire du *Times*, le meilleur ouvrage de ce genre qui ait paru depuis Arthur Young, les excellents écrits de MM. Porter et Mac Culloch, et les recueils périodiques anglais, consacrés aux matières économiques et agricoles.

Je ne veux pas terminer cette préface sans rendre un hommage public à M. le comte de Gasparin, qui a rempli pendant deux ans les fonctions de directeur général de l'Institut national agronomique, et qui, en cette qualité, a bien voulu encourager mes travaux et ceux de mes collègues. Puisse ce témoignage de reconnaissance et de respect de l'un de ses plus dévoués collaborateurs adoucir pour lui l'amertume du coup qui a atteint sa vieillesse, après une vie si noblement consacrée au bien public et en particulier au progrès de l'agriculture nationale !

AVERTISSEMENT

DE LA SECONDE ÉDITION.

(Mars 1855.)

Une traduction anglaise de cet *Essai*, faite avec beaucoup de soin, a paru à Édimbourg et à Londres ; elle est accompagnée de Notes *par un cultivateur écossais*. Ces notes sont peu nombreuses et viennent presque toujours à l'appui de ce que j'ai avancé ; il en est cependant quelques-unes qui indiquent un léger dissentiment ; j'ai eu soin de les discuter au bas des pages de cette seconde édition.

Les journaux anglais ont généralement rendu compte de mon livre dans des termes dont je ne saurais trop les remercier. Quelques-uns m'ont reproché d'avoir trop atténué le produit brut agricole de la Grande-Bretagne. Je m'attendais à ce grief, et je l'avais en quelque sorte annoncé d'avance ; je ne crois pourtant pas l'avoir mérité. Je me suis donné beaucoup de peine pour contrôler les uns par les autres les documents statistiques que j'avais pu réunir. Si je me suis trompé, ce n'est qu'après avoir fait, en toute conscience, tous les efforts possibles pour l'éviter. Nous saurons bientôt à quoi nous en tenir plus exactement, car on rassemble en ce moment en Angleterre les éléments d'une statistique plus complète.

Vers le même temps paraîtra aussi la nouvelle statistique de France, comme terme de comparaison. Dans tous les cas, l'opinion que j'ai soutenue n'aurait qu'à gagner à une rectification dans ce sens, et j'aime mieux être accusé d'avoir atténué qu'exagéré le produit anglais.

Celle de mes assertions qui m'a paru exciter en France la plus grande surprise est relative aux baux annuels ou *at will*. Je prie de remarquer que je n'ai pas fait l'apologie de ce genre de baux, je me suis au contraire prononcé en faveur des baux longs, surtout chez nous ; mais j'ai dû faire connaître un fait aussi caractéristique. Outre que mon tableau n'aurait pas été complet sans ce trait, j'y vois la preuve évidente que, même avec un mauvais système de baux, l'agriculture peut prospérer quand elle a ses deux plus grands stimulants, des débouchés et des capitaux. Les inconvénients des baux annuels sautent aux yeux ; il a fallu que l'action des causes générales fût bien puissante pour les avoir à peu près neutralisés. Je crois cependant que ce genre de bail pourrait n'être pas tout à fait sans application en France ; j'y verrais entre autres un moyen de transition entre le métayage et le fermage proprement dit.

L'excellent recueil agricole anglais, le *Farmer's magazine*, m'a adressé sur le même sujet une observation critique qui repose sur une confusion de mots. J'avais dit : « La véritable supériorité de la constitution agricole anglaise se manifeste par l'usage à peu près universel du bail à ferme qui fait de l'agriculture une industrie spéciale. » Le *Farmer's magazine* répond

que les baux (*leases*), étant fort rares en Angleterre, n'ont pas pu avoir l'influence que je suppose, et il cite comme une contradiction ce que je dis moi-même quelques lignes plus bas des tenanciers *at will*. L'erreur vient de ce que, dans le premier cas, le mot *bail à ferme* est entendu dans un sens général et sert à caractériser un mode particulier d'exploitation distinct du faire-valoir par le propriétaire, du métayage, etc.; tandis que, dans le second, le mot *bail (lease)* est pris dans un sens spécial et sert à désigner les conventions écrites entre le propriétaire et le fermier.

Pour qu'il y ait bail à ferme dans le sens général du mot, il suffit que l'exploitation soit librement conduite par le tenancier, sous la condition d'une rente servie au propriétaire; voilà ce qui est la forme à peu près universelle des exploitations rurales en Angleterre, et ce qui suppose l'existence d'une classe particulière d'entrepreneurs, cherchant dans la culture l'emploi de leur intelligence et de leur capital; quant au sens étroit du mot, il est vrai que j'aurais commis une erreur et une contradiction, si j'avais attribué le progrès agricole à des baux qui n'existent pas et dont j'ai moi-même constaté l'absence; il y a en Angleterre beaucoup de tenanciers qui n'ont pas de *baux*, et qui n'en sont pas moins de véritables *fermiers*: cette simple distinction explique ce qui avait frappé le *Farmer's magazine*.

AVERTISSEMENT

DE LA TROISIÈME ÉDITION.

(Décembre 1857.)

J'ai ajouté à cette édition un appendice sur l'état de l'*Agriculture anglaise en 1857*, en remplacement de la note sur la *Population de la France au XVIII^e siècle*, qui a fait partie de l'édition précédente, et qui m'a paru avoir un rapport moins direct avec le sujet.

Plus que jamais, il est nécessaire d'insister sur les faits contemporains, car, malgré quelques progrès éclatants mais partiels, l'ensemble de notre économie rurale ne s'améliore guère, et la distance qui nous séparait des Anglais va en s'accroissant.

ÉCONOMIE RURALE

DE L'ANGLETERRE

CHAPITRE I.

LE SOL ET LE CLIMAT.

Quand l'exposition universelle attirait à Londres un immense concours de curieux venus de tous les points du monde, la puissance industrielle et commerciale du peuple anglais a frappé les regards sans les étonner. On s'attendait généralement au gigantesque spectacle qu'ont présenté les produits de Manchester, de Birmingham, de Sheffield, de Leeds, entassés sous les voûtes transparentes du palais de cristal, et à cette autre scène non moins merveilleuse qu'offraient, en dehors de l'exposition, les docks de Londres et de Liverpool, avec leurs magasins sans fin et leurs vaisseaux sans nombre ; mais ce qui a surpris plus d'un observateur, c'est le développement agricole que révélaient les parties de l'exposition consacrées aux machines aratoires et aux produits ruraux anglais ; on était en général assez loin de s'en douter.

En France plus qu'ailleurs peut-être, malgré notre extrême proximité, on a trop cru jusqu'ici que l'agriculture avait été négligée en Angleterre au profit de l'intérêt

industriel et mercantile. Un fait mal étudié dans son principe et dans ses conséquences, la réforme douanière de sir Robert Peel, a contribué à répandre parmi nous ces idées inexactes. Ce qui est vrai, c'est que l'agriculture anglaise, prise dans son ensemble, est aujourd'hui la première du monde, et qu'elle est en voie de réaliser de nouveaux progrès. Je voudrais faire connaître sommairement son état actuel (1853), en indiquer les véritables causes, et en induire l'avenir ; plus d'un enseignement utile peut sortir pour la France de cette étude.

Une crise grave et douloureuse s'est déclarée presque en même temps, quoique par des causes différentes, en 1848, dans les intérêts agricoles des deux pays. J'essayerai d'en apprécier à part la portée ; mais il importe auparavant d'examiner quelle était, avant 1848, la situation des deux agricultures. Deux ordres de questions se rattachent à cette comparaison, les unes fondamentales, qui dérivent de l'histoire entière de leur développement, les autres transitoires, qui naissent de leur condition pendant la crise.

Avant tout, essayons de nous rendre compte du théâtre même des opérations agricoles, le sol.

Les îles Britanniques ont une étendue totale de 31 millions d'hectares, c'est-à-dire les trois cinquièmes environ du territoire français, qui n'en a pas moins de 53 ; mais ces 31 millions d'hectares sont loin d'avoir une fertilité uniforme : il s'y trouve des différences plus grandes peut-être qu'en aucun pays.

Tout le monde sait que le Royaume-Uni se décompose en trois parties principales, l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande. L'Angleterre forme à elle seule la moitié environ

du territoire ; l'Écosse et l'Irlande se partagent le reste à peu près également. Chacune de ces trois grandes fractions doit elle-même se diviser, sous le rapport de la culture comme sous les autres points de vue, en deux parties principales : l'Angleterre, en Angleterre proprement dite et pays de Galles ; l'Écosse, en haute et basse ; l'Irlande, en région du sud-est et région du nord-ouest.

L'Angleterre proprement dite, la portion la plus grande et la plus riche des trois royaumes, comprend 13 millions d'hectares, ou un peu plus du tiers de l'étendue totale des îles Britanniques et l'équivalent d'un quart de la France. C'est d'elle surtout qu'il doit être question dans cette étude. En lui comparant le quart de la France le mieux cultivé, c'est-à-dire l'angle du nord-ouest, qui comprend les anciennes provinces de la Flandre, de l'Artois, de la Picardie, de la Normandie, de l'Île-de-France, et même en y ajoutant les départements les plus riches des autres régions, nous n'avons pas une égale étendue de terres bien cultivées à lui opposer. Certaines parties de notre sol, comme le département du Nord presque tout entier et quelques autres cantons détachés, sont supérieures comme production à ce qu'il y a de mieux en Angleterre ; d'autres, comme les départements de la Seine-Inférieure, de la Somme, du Pas-de-Calais, de l'Oise, peuvent soutenir la comparaison ; mais 13 millions d'hectares comparables comme culture aux 13 millions d'hectares anglais, nous ne les possédons pas.

Le sol et le climat de l'Angleterre seraient-ils donc naturellement supérieurs aux nôtres ? Bien loin de là. Un million d'hectares sur 13 sont restés tout à fait improductifs et ont résisté jusqu'ici à tous les efforts de l'homme ;

sur les 12 millions restants, les deux tiers au moins sont des terres ingrates et rebelles que l'industrie humaine a eu besoin de conquérir.

La pointe sud de l'île, qui forme le comté de Cornouailles et plus de la moitié du Devon, se compose de terrains granitiques analogues à ceux de notre Bretagne. Il y a là, dans les anciennes forêts d'Exmoor et de Dartmoor, dans les montagnes qui finissent au Land's End et dans celles qui avoisinent la presqu'île galloise, près d'un million d'hectares qui n'ont que bien peu de valeur. Dans le nord, d'autres montagnes, celles qui séparent l'Angleterre de l'Écosse, couvrent de leurs ramifications les comtés de Northumberland, Cumberland, Westmoreland, et une partie de ceux de Lancastre, Durham, York et Derby. Cette région, qui comprend plus de 2 millions d'hectares, ne vaut guère mieux que la première. C'est un pays pittoresque par excellence, parsemé de lacs et de cascades, mais qui n'offre, comme les pays pittoresques en général, que peu de ressources à la culture.

Presque partout où le sol n'est pas montueux, il est naturellement couvert de marécages. Les comtés de Lincoln et de Cambridge, qui comptent aujourd'hui, surtout le premier, parmi les plus productifs, n'étaient autrefois qu'un marais couvert en partie par les eaux de la mer, comme les polders de Hollande qui leur font face de l'autre côté du détroit. De nombreuses tourbières appelées *mosses* montrent encore çà et là l'état primitif du pays. Sur d'autres points sont de grandes étendues de sables délaissés par l'Océan; le comté de Norfolk, où a pris naissance le système agricole qui a fait la fortune de l'Angleterre, n'est pas autre chose.

Restent les collines onduleuses qui font la moitié environ de la surface totale, et qui ne sont ni aussi arides que les montagnes, ni aussi humides que les plaines sans écoulement; mais ces terres elles-mêmes n'ont pas toutes la même composition géologique. Le bassin de la Tamise est formé d'une argile tenace nommée argile de Londres, d'où sont tirées les briques pour la construction de l'immense capitale, et qui ne s'ouvre qu'avec difficulté sous la main du laboureur. Les comtés d'Essex, de Surrey et de Kent appartiennent, avec celui de Middlesex, à cette couche argileuse désignée en Angleterre sous le nom de *stiff land*, terre forte, et dont les agriculteurs de tous les pays connaissent bien les inconvénients, que vient aggraver encore la fraîcheur du climat. Livrée à elle-même, cette argile ne sèche jamais; quand elle n'est pas transformée par des amendements et assainie par le drainage, elle fait le désespoir des fermiers. Elle domine dans tout le sud-est et reparaît sur beaucoup de points du centre, de l'ouest et du nord.

Une longue bande de terres crayeuses de médiocre qualité traverse du sud au nord ce grand banc d'argile, et forme la plus grande partie des comtés de Hertford, Wilts et Hants; la craie presque pure s'y montre à la surface.

Les terres argilo-sableuses à sous-sol calcaire, les terres limoneuses ou *loams* du fond des vallées, n'occupent que 4 millions d'hectares environ. Les rivières étant plus courtes dans cette île étroite et les vallons plus resserrés qu'ailleurs, les alluvions y tiennent peu de place. Ce sont les sols légers qui dominent, ceux qu'on appelait autrefois *poor lands*, terres pauvres. Ces terres formaient, il n'y a

pas bien longtemps, de vastes landes qui venaient jusqu'aux portes de Londres du côté de l'ouest, et presque partout elles sont devenues par la culture aussi productives que les *loams*. Il a fallu un mode d'exploitation parfaitement approprié à leur nature pour en tirer un si bon parti.

Il en est de même du climat. Les agriculteurs britanniques ont su admirablement utiliser les caractères distinctifs de ce climat particulier, mais en soi il n'a rien de séduisant. Ses brumes et ses pluies sont proverbiales ; son extrême humidité est peu favorable au froment, qui est le but principal de toute culture ; peu de plantes mûrissent naturellement sous ce ciel sans chaleur, il n'est propice qu'aux herbes et aux racines. Des étés pluvieux, des automnes prolongés, des hivers doux, entretiennent, sous l'influence d'une température à peu près constante, une végétation toujours verte. Là s'arrête son action ; ne lui demandez rien de ce qui exige l'intervention du grand créateur, le soleil.

Combien le sol et le climat de la France sont supérieurs ! En comparant à l'Angleterre, non plus seulement le quart, mais la moitié nord-ouest de notre territoire, c'est-à-dire les trente-six départements qui se groupent autour de Paris, à l'exclusion de la Bretagne, nous trouvons plus de 22 millions d'hectares qui dépassent en qualité comme en quantité les 13 millions d'hectares anglais. Presque pas de montagnes, très-peu de marécages naturels, de vastes plaines presque partout saines, un sol suffisamment profond et formé dans des proportions assez justes des éléments les plus favorables à la production, de riches dépôts dans les larges vallées de la Loire,

de la Seine et de leurs affluents, un climat un peu moins humide, mais plus chaud, moins favorable peut-être à la végétation des prairies, mais plus propre à la maturation du froment et des autres céréales, tous les produits de l'Angleterre, obtenus avec moins de peine, et avec eux des produits nouveaux et précieux, tels que le sucre, les plantes textiles, les oléagineux, le tabac, le vin, les fruits, etc.

Il serait facile de suivre pas à pas cette comparaison et d'opposer, par exemple, au comté de Leicester, le plus fertile des comtés anglais, notre magnifique département du Nord, aux terrains crayeux du Wiltshire ceux de la Champagne, aux sables les sables, aux argiles les argiles, aux *loams* les *loams*, et de chercher ainsi pour la plupart des districts anglais un district correspondant dans le nord de la France. Cette étude de détail démontrerait en quelque sorte, hectare par hectare, sauf un petit nombre d'exceptions, la prééminence de notre territoire ; il n'y a pas de terrains, parmi les plus mauvais du sol français, qui ne rencontrât plus mauvais encore de l'autre côté du détroit ; il n'y a pas de si riche sol en Angleterre qui ne trouvât chez nous son équivalent et souvent même son supérieur.

Le pays de Galles n'est qu'un massif de montagnes couvertes de terrains stériles appelés *moors*. En y ajoutant les îles qui l'avoisinent et la partie du sol anglais qui le touche de plus près, il comprend 2 millions d'hectares, dont la moitié seulement susceptible de culture. On trouve en France l'analogie du pays de Galles dans la presqu'île de Bretagne, dont les habitants sont unis aux Gallois par une origine commune ; mais, outre que la

Bretagne occupe relativement moins de place sur la carte de France, l'Armorique anglaise est plus âpre et plus sauvage que notre Armorique ; l'analogie n'est vraiment complète que pour quelques cantons.

Les deux parties de l'Écosse ont une étendue à peu près égale, elles sont toutes deux bien connues par des noms que la poésie et le roman ont popularisés ; les basses terres ou *lowlands* occupent le sud et l'est, les hautes terres ou *highlands*, l'ouest et le nord ; chacune de ces deux moitiés, avec les îles adjacentes, comprend environ 4 millions d'hectares.

La haute Écosse est sans comparaison un des pays les plus infertiles et les plus inhabitables de l'Europe. L'imagination ne le voit qu'au travers des rêves charmants du grand romancier écossais ; mais si la plupart de ses sites méritent leur réputation par leur grandeur agreste, ces belles horreurs se soumettent peu à la culture. C'est un immense rocher de granit, tout découpé de cimes aiguës et de profonds précipices, et qui, pour ajouter encore à sa rudesse, s'étend jusqu'aux latitudes les plus septentrionales. Les *highlands* font face à la Norwège, qu'ils rappellent à beaucoup d'égards. La mer du Nord, qui les entoure et les pénètre de toutes parts, les bat de ses tempêtes éternelles ; leurs flancs, sans cesse déchirés par les vents et tout ruisselants de ces eaux intarissables qui vont former à leur pied des lacs immenses, ne se couvrent que rarement d'une mince couche de terre végétale. L'hiver y dure presque toute l'année, et les îles qui les accompagnent, les Hébrides, les Orcades, les Shetland, participent déjà de la sombre nature islandaise. Plus des trois quarts de la haute Écosse sont incultes ; le peu de terre qu'il est

possible de travailler a besoin de toute l'industrie des habitants pour produire quelque chose ; l'avoine elle-même n'y mûrit pas toujours.

Où trouver en France l'analogue d'un pareil pays ? Ce qui s'en rapproche le plus est le noyau des montagnes centrales avec leurs ramifications qui couvrent une dizaine de départements et vont se rattacher aux Alpes par delà le Rhône, c'est-à-dire les anciennes provinces du Limousin, de l'Auvergne, du Vivarais, du Forez et du Dauphiné ; mais les départements des Hautes et des Basses-Alpes, les plus pauvres et les plus improductifs de tous, ceux de la Lozère et de la Haute-Loire, qui viennent après, sont encore bien au-dessus, comme ressources naturelles, des célèbres comtés d'Argyle et d'Inverness et du comté plus inaccessible encore de Sutherland. Cette supériorité, de plus en plus marquée dans ceux du Cantal, du Puy-de-Dôme, de la Corrèze, de la Creuse, de la Haute-Vienne, devient tout à fait incommensurable quand on oppose aux meilleures vallées des *highlands*, la Limagne d'Auvergne et la vallée du Grésivaudan, ces deux paradis du cultivateur jetés au milieu de notre région montagneuse.

La basse Écosse elle-même est loin d'être partout susceptible de culture : de nombreuses chaînes la traversent et unissent les montagnes du Northumberland à celles des Grampians. Sur les 4 millions d'hectares dont elle se compose, deux sont à peu près improductifs, les deux autres présentent presque partout, notamment autour d'Édimbourg et de Perth, les prodiges de la culture la plus perfectionnée, mais le sol n'est véritablement riche et profond que sur un million d'hectares environ, le reste est pauvre et maigre. Quant au climat, il suffit de rappeler

qu'Édimbourg est à la même latitude que Copenhague et que Moscou. La neige et la pluie y tombent presque sans interruption les trois quarts de l'année, et les fruits de la terre n'ont pour se développer qu'un été court et chanceux.

Ce qui offre en France le plus de rapports avec la basse Écosse, ce sont les dix départements qui forment la frontière de l'est et qui s'étendent des Ardennes au Dauphiné par les Vosges et le Jura; mais là encore, la supériorité du sol et du climat est sensible. La nature a fait les pâturages de la Lorraine et de la Franche-Comté au moins égaux à ceux d'Ayr et de Galloway; l'Alsace vaut bien les Lothians. La pointe septentrionale de cette région est à six degrés de latitude au-dessous de Berwick, et sa pointe méridionale à la hauteur de Venise; le souffle ardent de l'air d'Italie arrive jusqu'à Lyon.

Des deux fractions de l'Irlande, celle du nord-ouest, qui embrasse un quart de l'île et qui comprend la province de Connaught avec les comtés adjacents de Donegal, de Clare et de Kerry, ressemble beaucoup au pays de Galles, et même, dans ses parties les plus mauvaises, à la haute Écosse. Il y a là encore 2 millions d'hectares disgraciés, dont l'aspect effrayant a donné naissance à ce proverbe national : *Aller en enfer ou en Connaught*. L'autre, celle du sud-est, beaucoup plus considérable, puisqu'elle embrasse les trois quarts de l'île et comprend les trois provinces de Leinster, d'Ulster et de Munster, c'est-à-dire environ 6 millions d'hectares, égale au moins l'Angleterre proprement dite en fertilité naturelle. Tout n'y est cependant pas également bon; l'humidité y est plus grande encore qu'en Angleterre. De grands marais

tourbeux appelés *bogs*, couvrent un dixième environ de cette surface; plus d'un autre dixième est à déduire pour les montagnes et les lacs. En somme 5 millions d'hectares sur 8 sont seuls cultivés.

Déduction faite du nord-ouest que nous avons comparé à l'Angleterre, du centre et de l'est que nous avons comparés à l'Écosse, la France ne nous offre plus que le midi à comparer à l'Irlande. Ce rapprochement se justifie à quelques égards, car la France du midi est à l'égard du nord un pays distinct et inférieur en richesse acquise, comme l'Irlande à l'égard de l'Angleterre; mais là s'arrête l'analogie, car rien ne se ressemble moins sous tous les rapports. Le parallèle tourne, comme les précédents, et plus qu'eux encore peut-être, en faveur de la France. Notre région méridionale s'étend de l'embouchure de la Garonne à celle du Var; elle embrasse une vingtaine de départements environ et 13 millions d'hectares, ce qui maintient la proportion : elle a aussi, dans les Pyrénées et les Cévennes, sa partie montagneuse; mais il y a déjà loin, comme fécondité, des montagnes de l'Hérault et du Gard, qui produisent la soie, et même des cantons pyrénéens, où la culture peut s'élever jusqu'au pied des neiges éternelles, aux glaciales aspérités du Connaught et du Donegal; à mesure qu'on descend dans les plaines, la supériorité devient de plus en plus frappante, malgré les avantages naturels qui ont fait donner à l'Irlande ce surnom poétique : *La plus belle fleur de la terre et la plus belle perle de la mer.*

La plaine qui s'étend de Dublin à la baie de Galway, dans toute la largeur de l'Irlande, et qui fait l'orgueil de cette île, est dépassée en richesse comme en étendue par

la magnifique vallée de la Garonne, un des plus beaux pays de culture de la terre. La vallée d'or, *golden vale*, dont se vante Limerick, les pâturages des bords du Shannon, les terres profondes si favorables à la production du lin des environs de Belfast, ont sans doute une grande valeur ; mais les vignobles du Médoc, les sols du Comtat qui portent la garance, ceux du Languedoc où le froment et le maïs peuvent se succéder, ceux de la Provence où mûrissent l'olive et l'orange, valent plus encore. L'Irlande a sur l'Angleterre cet avantage qu'elle a moins d'argiles, de sables et de craies, et que le sol y est généralement de bonne qualité ; mais le midi de la France a sur elle la supériorité de son ciel. Les *bogs* irlandais n'ont pas leur équivalent dans les landes marécageuses de la Gascogne et de la Camargue, bien moins impropres qu'eux à la production.

Ainsi notre territoire l'emporte de tous points sur le territoire britannique, non-seulement en étendue, mais en fertilité. Notre région du nord-ouest vaut mieux que l'Angleterre et le pays de Galles, celle du centre et de l'est vaut mieux que l'Écosse, celle du sud vaut mieux que l'Irlande.

Il y a déjà plus de soixante ans qu'Arthur Young, le grand agronome anglais, a reconnu cette supériorité de notre sol et de notre climat : « Je viens de passer en revue, dit-il à la fin de son *Voyage agronomique en France*, de 1787 à 1790, toutes les provinces de France, et je crois ce royaume supérieur à l'Angleterre en fait de sol. La proportion de mauvaises terres qui se trouvent en Angleterre, par rapport à la totalité du territoire, est plus grande qu'en France ; il n'y a nulle part cette prodigieuse

quantité de sable sec qu'on trouve dans les comtés de Norfolk et de Suffolk. Les marais, bruyères et landes, si communs en Bretagne, en Anjou, dans le Maine et dans la Guienne, sont beaucoup meilleurs que les nôtres. Les montagnes d'Écosse et du pays de Galles ne sont pas comparables, en fait de sol, à celles des Pyrénées, de l'Auvergne, du Dauphiné, de la Provence et du Languedoc. Quant aux sols argileux, ils ne sont nulle part aussi tenaces qu'en Angleterre, et je n'ai pas rencontré en France d'argile semblable à celle de Sussex. » Le célèbre agronome anglais rend le même hommage au ciel de la France : *Nous savons tirer parti de notre climat*, dit-il avec orgueil, *et les Français sont encore dans l'enfance sous ce rapport*, mais quant aux propriétés intrinsèques des deux climats, il n'hésite pas à donner la préférence au nôtre : cette conviction se reproduit à chaque ligne de son livre.

Et cependant, malgré des exceptions de détail nombreuses sans doute, mais qui ne détruisent pas la règle, l'Angleterre, même avant 1848, était mieux cultivée et plus productive, à surface égale, que le nord-ouest de la France; la basse Écosse rivalisait au moins avec l'est, l'Irlande elle-même, la pauvre Irlande, était plus riche en produits que notre Midi. Il n'y a que la haute Écosse qui, comme région, soit dépassée par la région correspondante, et ce n'est pas la faute des hommes; encore est-il possible de trouver, hors du territoire continental, mais toujours dans un département français, l'île de Corse, une contrée comparable à la haute Écosse pour la valeur actuelle de sa production, malgré l'immense disproportion que la nature a mise entre leurs ressources, et ce n'est pas la seule comparaison qu'il serait facile d'établir

entre ces deux pays, tous deux d'un accès si rude, tous deux anciennement habités par une population indomptée de pâtres et de bandits.

Si la France est restée en arrière du Royaume-Uni, elle est bien en avant des autres nations du monde, excepté la Belgique et la haute Italie, qui ont sur elle des avantages naturels. Les causes de cette infériorité relative ne tiennent pas, d'ailleurs, à notre population agricole, la plus laborieuse, la plus intelligente et la plus économe qui existe peut-être. Ces causes sont multiples et profondes, je me propose de les rechercher; mais auparavant je dois prouver ce que je viens d'avancer. Je suis obligé d'entrer à cet effet dans quelques détails purement agricoles. Je dirai d'abord comment l'agriculture anglaise est plus riche que la nôtre; je me demanderai ensuite pourquoi.

CHAPITRE II.

LES MOUTONS.

Le trait le plus saillant de l'agriculture britannique comparée à la nôtre, c'est le nombre et la qualité de ses moutons. Il suffit de traverser, même en chemin de fer, un comté anglais pris au hasard, pour voir que l'Angleterre nourrit proportionnellement beaucoup plus de moutons que la France ; il suffit de mesurer d'un coup d'œil un de ces animaux, quel qu'il soit, pour voir qu'ils sont beaucoup plus gros en moyenne, et qu'ils doivent donner plus de viande que les nôtres. Cette vérité, qui saisit en quelque sorte de tous les côtés l'observateur le plus superficiel, n'est pas seulement confirmée par l'examen attentif des faits ; elle prend, par cette étude, des proportions inattendues : ce qui n'est pour le simple voyageur qu'un objet de curiosité, devient pour l'agronome et l'économiste le sujet de recherches qui l'étonnent lui-même par l'immensité de leurs résultats.

Le cultivateur anglais a remarqué, avec cet instinct de calcul qui distingue ce peuple, que le mouton est de tous les animaux le plus facile à nourrir, celui qui tire le meilleur parti des aliments qu'il consomme, et en même temps celui qui donne, pour entretenir la fertilité de la terre, le fumier le plus actif et le plus chaud. En conséquence,

il s'est attaché, avant toute chose, à avoir beaucoup de moutons ; il y a dans la Grande-Bretagne d'immenses fermes qui n'ont presque pas d'autre bétail. Pendant que nos cultivateurs se laissaient distraire par beaucoup d'autres soins, l'élève de la race ovine était, de temps immémorial, considérée par nos voisins comme la première des industries agricoles. Qui ne sait que le chancelier d'Angleterre, président de la chambre des lords, est assis sur un sac de laine, afin de montrer, par un pittoresque symbole, l'importance que la nation entière attache à ce produit ? La viande de mouton n'est pas moins recherchée par les consommateurs anglais.

Depuis cent ans, le nombre des moutons a suivi la même progression en France et dans les îles Britanniques : de part et d'autre, il a doublé. On calcule qu'en 1750 ce nombre, dans chacun des deux pays, devait être de 17 à 18 millions de têtes ; il doit être de 35 aujourd'hui. La statistique officielle française dit 32 millions, et Mac Culloch arrive au même chiffre pour le Royaume-Uni, mais de part et d'autre on est, je crois, un peu au-dessous de la vérité. Cette égalité apparente cache une inégalité profonde. Les 35 millions de moutons anglais vivent sur 31 millions d'hectares, ceux de la France sur 53 ; pour en avoir proportionnellement autant que nos voisins, il nous en faudrait 60 millions.

Cette différence déjà sensible s'accroît quand on compare à la France l'Angleterre proprement dite ; les deux autres parties du Royaume-Uni n'ont que peu de moutons relativement à leur étendue : l'Écosse n'en peut nourrir, malgré tous ses efforts, que 4 millions environ ; l'Irlande qui devrait rivaliser par ses pâturages avec l'Angleterre,

n'en compte tout au plus que 2 millions sur 8 millions d'hectares, et ce n'est pas là un des moindres signes de son infériorité; la seule Angleterre en a 30 millions environ, sur 15 millions d'hectares, c'est-à-dire proportionnellement trois fois plus que la France.

A cette inégalité dans le nombre vient se joindre une différence non moins importante dans la qualité.

Depuis un siècle environ, indépendamment des progrès antérieurs qui avaient été plus grands en Angleterre que chez nous, les deux pays ont suivi dans l'éducation des troupeaux deux tendances opposées. En France, la laine a été considérée comme le produit principal et la viande comme le produit accessoire; en Angleterre, au contraire, la laine a été considérée comme le produit accessoire, et la viande comme le produit principal. De cette simple distinction, qui paraît peu importante au premier abord, datent des différences dans les résultats qui se comptent par centaines de millions.

Les efforts tentés en France pour l'amélioration de la race ovine depuis quatre-vingts ans se résument presque tous dans l'introduction des mérinos. L'Espagne possédait seule autrefois cette belle race, qui s'était formée lentement sur l'immense plateau des Castilles; la réputation des laines espagnoles engagea plusieurs autres nations de l'Europe, notamment la Saxe, à tenter l'importation. Cette tentative ayant réussi, la France voulut en essayer à son tour, et le roi Louis XVI, ce prince excellent, qui donna le signal de tous les progrès réalisés depuis, sollicita et obtint du roi d'Espagne l'envoi d'un troupeau espagnol pour sa ferme de Rambouillet. Ce troupeau, amélioré et en quelque sorte transformé par les

soins dont il a été l'objet, est devenu la souche de presque tous les mérinos répandus en France. Deux autres races, également d'origine espagnole, celle de Perpignan et celle de Naz, ont été dépassées par lui.

Les propriétaires et les fermiers français hésitèrent beaucoup d'abord à adopter cette innovation. La révolution étant survenue, plusieurs années se passèrent sans qu'aucun résultat sérieux fût obtenu ; ce ne fut guère que sous l'empire que les avantages de la nouvelle race commencèrent à se répandre. Le mouvement une fois engagé gagna de proche en proche, et, de grands bénéfices ayant été faits, l'enthousiasme s'en mêla.

Beaucoup de fortunes de fermiers, notamment dans les environs de Paris, datent de cette époque. La production de béliers pour la propagation de la race était devenue, dans les premières années de la restauration, une industrie fort lucrative. Un bélier de Rambouillet fut vendu 3,870 francs en 1825. C'est qu'en effet, quand le mouton indigène donnait à peine quelques livres d'une laine grossière, le mérinos dépouillait le double ou le triple en poids d'une laine fine d'un prix plus élevé. Ce profit était considérable, il parut suffisant à nos cultivateurs, qui n'en imaginaient pas d'autre ; et c'est ainsi que la propagation des mérinos fut considérée en France comme le but suprême que devait rechercher l'économie rurale dans l'élève du mouton. Un quart environ de moutons français est aujourd'hui composé de mérinos ou métis-mérinos ; le reste a gagné en même temps, soit en viande, soit en laine, par le seul effet de soins plus intelligents et d'une meilleure nourriture, de sorte qu'on peut affirmer, sans crainte d'exagération, que le revenu de la France en mou-

tons doit avoir quadruplé depuis un siècle, bien que le nombre de ces animaux n'ait que doublé. C'est beaucoup sans doute qu'un pareil progrès, mais nous allons en constater un plus grand, en comparant à l'histoire des troupeaux en France depuis cent ans, la même histoire en Angleterre pendant la même période.

Il y a toujours eu beaucoup de moutons en Angleterre; ces îles étaient déjà, sous ce rapport, célèbres du temps des Romains. Les races primitives vivaient à l'état sauvage, on retrouve encore leurs derniers descendants dans les montagnes des pays de Galles, de la presqu'île de Cornouailles et de la haute Écosse. Cette tendance naturelle du sol et du climat n'a fait que se fortifier avec le temps. Déjà, il y a près de trois siècles, au moment où l'esprit commercial et manufacturier commençait à se développer en Europe, l'éleveur des moutons avait pris en Angleterre une extension inusitée partout ailleurs : c'était alors la laine qu'on recherchait avant tout, comme de nos jours, en France. On les distinguait en races à longue laine et races à laine courte, les premières surtout étaient très-estimées. L'Angleterre avait donc sur nous une grande avance, quand nous avons commencé à nous occuper de nos troupeaux, et cette avance s'est accrue par la révolution nouvelle qui a inauguré chez elle la supériorité de la viande sur la laine comme produit.

Vers le temps où le gouvernement français travaillait à introduire en France les mérinos, des tentatives du même genre furent faites en Angleterre. A l'exemple de Louis XVI, le roi George III, qui était fort occupé d'agriculture, fit venir à plusieurs reprises des moutons espagnols qu'il établit sur ses propres terres. Les premiers

importés périrent : l'humidité des pâturages leur donnait des maladies qui devenaient bientôt mortelles. On plaça les derniers venus sur un terrain plus sec, et ils vécurent. Dès ce moment, il fut démontré que le climat anglais, s'il mettait une limite à la propagation des mérinos, n'était pas un obstacle invincible à leur introduction. Des grands seigneurs, des agriculteurs célèbres, s'occupèrent activement des moyens de naturaliser cette nouvelle race; mais les fermiers firent, dès le début, des objections plus fondamentales que celles du climat; les idées avaient changé, on commençait à pressentir l'importance du mouton comme animal de boucherie. Peu à peu cette tendance nouvelle a prévalu, la race espagnole a été abandonnée par ceux mêmes qui l'avaient le plus vantée à l'origine, et aujourd'hui il n'existe plus de mérinos ou métis-mérinos en Angleterre que chez quelques amateurs, comme objet de curiosité plutôt que de spéculation.

Le plus grand promoteur de cette préférence a été le célèbre Bakewell, un homme de génie dans son genre, qui a fait autant pour la richesse de son pays que ses contemporains Arkwright et Watt. Avant lui, les moutons anglais n'étaient mûrs pour la boucherie qu'à l'âge où sont abattus encore aujourd'hui les nôtres, c'est-à-dire vers quatre ou cinq ans. Il pensa fort justement que s'il était possible de porter les moutons à leur complet développement avant cet âge, de les rendre, par exemple, propres à être abattus à deux ans, on doublerait par ce seul fait le produit des troupeaux. Avec cette persévérance qui caractérise sa nation, il poursuivit, dans sa ferme de Dishley-Grange, en Leicestershire, la réalisation de cette

idée, et il finit, après bien des années d'efforts et de sacrifices, par en venir à bout.

La race obtenue ainsi par Bakewell porte le nom de *nouveaux Leicester*, du nom du comté, ou de *Dishley*, du nom de la ferme où elle a pris naissance. Cette race extraordinaire, sans rivale dans le monde pour sa précocité, fournit des animaux qui peuvent s'engraisser dès l'âge d'un an, et qui, dans tous les cas, ont acquis tout leur volume avant l'expiration de leur seconde année. A cette qualité, précieuse entre toutes, ils joignent une perfection de formes qui les rend, à volume égal, plus charnus et plus lourds qu'aucune race connue. Ils donnent en moyenne 50 kilos de viande nette, et il n'est pas rare d'en trouver qui vont au delà.

Le procédé que Bakewell a suivi pour obtenir un si merveilleux résultat est connu de tous les éleveurs sous le nom de *sélection*. Il consiste à choisir, parmi les individus d'une espèce, ceux qui présentent au plus haut degré les qualités qu'on veut perpétuer, et à s'en servir uniquement comme reproducteurs. Au bout d'un certain nombre de générations, en suivant toujours la même méthode, les caractères qu'on a recherchés chez tous les reproducteurs mâles et femelles deviennent permanents, et la race est constituée. Ce procédé paraît extrêmement simple; mais ce qui l'est moins, c'est le choix des qualités qu'il faut s'attacher à reproduire, afin d'arriver au meilleur résultat. Beaucoup d'éleveurs s'y trompent, et travaillent dans un sens contraire à leur propre dessein.

Avant Bakewell, les fermiers des riches plaines du Leicester, dans l'intention de produire le plus de viande

possible, recherchaient avant tout dans leurs moutons une grande taille. L'un des mérites de l'illustre fermier de Dishley-Grange fut de comprendre qu'il y avait de plus sûrs moyens d'augmenter le rendement pour la boucherie, et que la précocité de l'engraissement d'une part, la rondeur des formes de l'autre, valaient mieux, pour atteindre le but, que le développement excessif de la charpente osseuse. Les nouveaux Leicester ne sont pas plus grands que ceux qu'ils ont remplacés, mais l'éleveur peut en envoyer trois au marché dans le temps qui lui était autrefois nécessaire pour en produire un, et s'ils n'ont pas plus de hauteur, ils sont plus larges, plus ronds, plus développés dans les parties qui donnent le plus de chair, ils n'ont que les os absolument nécessaires pour les supporter, et presque tout leur poids est en viande nette.

L'Angleterre fut émerveillée quand les résultats annoncés par Bakewell furent définitivement acquis. Le créateur de la nouvelle race, qui, comme tout bon Anglais, tenait avant tout au profit, tira largement parti de l'émulation que sa découverte excita. Comme tout le monde voulait avoir du sang Dishley, Bakewell imagina de louer ses béliers au lieu de les vendre ; les premiers qu'il loua ne lui rapportèrent que 22 francs par tête, c'était en 1760, et sa race n'était pas encore arrivée à sa perfection ; mais à mesure qu'il fit de nouveaux progrès et que la réputation de son troupeau s'accrut, ses prix s'élevèrent rapidement ; en 1789, une société s'étant formée pour la propagation de sa race, il lui loua ses béliers pour une saison, au prix énorme de 6,000 guinées (plus de 150,000 fr.). On a calculé que, dans les années qui sui-

virent, les fermiers du centre de l'Angleterre dépensèrent jusqu'à 100,000 livres par an (2,500,000 fr.) en location de béliers; Bakewell, malgré tous ses efforts pour garder le monopole, n'était plus le seul qui louât des reproducteurs, cette industrie s'était répandue autour de lui, et plusieurs troupeaux avaient été formés sur le modèle du sien.

La richesse dont Bakewell a doté son pays est incalculable; s'il était possible de supputer ce que la seule race de Dishley a rapporté aux cultivateurs anglais depuis quatre-vingts ans, on arriverait à des résultats prodigieux.

Mais ce n'est pas tout. Bakewell n'a pas seulement créé une espèce particulière de moutons qui réalise le maximum de précocité et de rendement qu'il paraît possible d'atteindre, il a encore indiqué, par son exemple, les moyens de perfectionner les races indigènes placées dans d'autres conditions. Les purs Dishley ne peuvent pas se répandre uniformément partout; originaires de plaines basses, humides et fertiles, ils ne réussissent parfaitement que dans les contrées analogues; c'est une race tout à fait artificielle, conséquemment délicate, un peu malade, chez qui la précocité n'est qu'une disposition à une vieillesse prématurée, et qui, par sa conformation même, est incapable d'effort; il lui faut, avec un climat froid et une nourriture abondante, un repos à peu près absolu et des soins continuels, qu'elle paye ensuite avec usure, il est vrai, mais qu'il n'est pas toujours possible de lui donner.

On peut diviser le sol anglais, comme tous les pays possibles, en trois parties : les plaines, les coteaux et les montagnes. Le Dishley est resté le type du mouton de plaine et le modèle unique et supérieur dont toutes les

racés doivent se rapprocher le plus possible ; deux autres ont été choisies : l'une un peu inférieure au Dishley, mais tendant toujours vers lui, pour en faire le type des pays de coteaux, c'est le mouton des dunes méridionales du Sussex ou *South Downs* ; l'autre, inférieure à son tour aux *South Downs*, mais tendant toujours vers eux, est devenue le type des pays de montagne ; c'est celle qui a pris naissance dans le nord du Northumberland, entre l'Angleterre et l'Écosse, au milieu des montagnes des *Cheviot*.

Les dunes méridionales du Sussex sont des rangées de collines calcaires de deux lieues de largeur moyenne sur vingt-cinq de longueur environ, qui courent de l'est à l'ouest le long des côtes de la Manche, en face de la France. L'élégante ville de Brighton, célèbre par ses bains de mer qui attirent tous les ans une grande partie du beau monde anglais, est située au pied de ces collines, qui présentent un aspect particulier à l'Angleterre ; elles sont entièrement dépouillées de bois, semées çà et là de quelques bruyères, et couvertes sur toute leur surface d'une herbe courte, fine et serrée. De tout temps, ces pâturages ont servi à nourrir des moutons à qui ils conviennent parfaitement ; mais l'ancienne race de ces *South Downs*, petite et rustique, donnait peu de viande, leur chair était d'ailleurs très-estimée et leur laine recherchée pour certaines espèces de draps.

Un propriétaire du pays, nommé John Ellmann, entreprit, vers 1780, d'appliquer à l'amélioration de cette espèce les procédés qui réussissaient si bien à Bakewell pour le perfectionnement des races à longue laine. Une circonstance particulière lui permettait de tenter cet essai avec quelque chance de succès ; le long des collines du

Sussex s'étend une bande de terres basses et cultivées, qui pouvait fournir un supplément de nourriture artificielle pour les moutons des dunes pendant l'hiver. Ce qui retient en effet les moutons de montagne dans un état chétif, c'est moins la maigreur du pâturage en été que le défaut à peu près complet de nourriture en hiver; cette vérité a été surabondamment démontrée par les expériences d'Ellmann et de ses successeurs sur le mouton des dunes.

Dès que ce mouton a ajouté à son régime d'été un bon régime d'hiver, on l'a vu prendre rapidement des proportions plus fortes, et comme, en même temps, par un choix de bons reproducteurs, on s'appliquait à lui donner, autant que possible, l'aptitude à l'engraissement précoce et la perfection de formes qui caractérisaient le Dishley, il a fini par devenir presque le rival de la création de Bakewell. Aujourd'hui, après soixante-dix ans de soins bien entendus, les moutons *South Downs* donnent en moyenne 40 à 50 kilos de viande nette. Ils s'engraissent en général vers deux ans, et se vendent après leur seconde tonte. Leur chair est considérée comme meilleure que celle des nouveaux Leicester. Le poids de leur toison a doublé comme celui de leur corps, et comme ils ont conservé l'habitude du pâturage pendant l'été, ils ont gardé leur tempérament robuste et leur rusticité primitive.

On a calculé que les dunes du comté de Sussex et les plaines qui les avoisinent devaient nourrir aujourd'hui un million de moutons améliorés, et la race n'est plus renfermée dans ses anciennes limites, elle en est sortie pour se répandre au dehors, soit en se substituant purement et simplement aux variétés locales, soit en s'y mê-

lant et en les transformant de fond en comble par des croisements ; elle a pénétré partout où le sol, sans être assez riche pour nourrir des Dishley, l'est assez cependant pour joindre à de bons pâturages d'été une suffisante alimentation d'hiver ; elle domine dans toutes les contrées de formation calcaire, tend à remplacer les anciennes espèces des comtés de Berks, de Hants et de Wilts, et dans le nord, on la retrouve jusque dans le Cumberland et le Westmoreland.

L'histoire des moutons Cheviot n'est pas tout à fait aussi brillante que celle des Dishley et des *South Downs*. Cette race n'est pourtant pas moins précieuse que les autres en ce qu'elle permet de tirer tout le parti possible de régions froides et incultes. Sortie des montagnes intermédiaires entre les hautes chaînes de l'Angleterre et les terres cultivées, elle a dû son amélioration, comme les *South Downs*, à un supplément de nourriture artificielle pendant l'hiver, autant du moins que l'ont permis les lieux agrestes où elle vit ; elle a été de plus, autant qu'aucune autre, l'objet de sélections conduites avec beaucoup de soin, et ses formes sont aujourd'hui aussi parfaites que possible. Les moutons *Cheviot* perfectionnés s'engraissent dans leur troisième année, ils donnent en moyenne 30 à 40 kilos d'excellente viande. Leur toison est épaisse et courte ; ils passent l'hiver sur leurs montagnes, exposés à toutes les intempéries des saisons, et ne s'abritent que bien rarement dans des bergeries.

En Angleterre, les Cheviot n'ont guère été introduits hors de leur pays natal que dans les parties les plus montagneuses du pays de Galles et de Cornouailles. En Écosse, où ils ont été importés par sir John Sinclair, ils se sont

répandus en très-grand nombre; ils ont commencé par envahir les *highlands* du sud, et ont pénétré de là, en suivant les monts Grampians, jusqu'aux extrémités septentrionales, où ils se propagent avec rapidité. Partout, dans ces régions élevées et orageuses, ils disputent le terrain à une autre race encore plus rustique, la race à tête noire des bruyères, qui leur abandonne peu à peu les meilleures pâtures pour se réfugier sur les cimes les plus sauvages.

Ces trois races tendent aujourd'hui à absorber toutes les autres et à envahir la Grande-Bretagne tout entière. Quelques variétés locales persistent cependant et se développent à part : telles sont celle des marais de Romney dans le comté de Kent, celle des plateaux ou *cots wolds* du comté de Gloucester, les races de Lincoln et de Teeswater à laine longue, celle de Dorset et de Hereford à laine courte, etc. Toutes ces espèces sont améliorées par des procédés analogues à ceux qui ont été suivis pour les Dishley, les *South Downs*, et les Cheviot. Dans toute l'Angleterre, l'éleveur de moutons s'attache avant tout aujourd'hui, soit en perfectionnant sa race par elle-même, soit en la croisant avec d'autres déjà perfectionnées, soit en substituant une de ces races à la sienne, suivant que l'un ou l'autre de ces moyens lui paraît le plus efficace, à augmenter la précocité et à arrondir les formes de ses produits. On peut dire que le génie de Bakewell a pénétré tous ses compatriotes.

Essayons maintenant de comparer approximativement les produits annuels que les deux pays retirent de ce nombre égal de moutons.

La production de la laine doit être en France de 60

millions de kilos environ ; la même production est évaluée en Angleterre à 550,000 packs de 240 livres anglaises, soit encore 60 millions de kilos. Les deux pays seraient donc sur un pied d'égalité pour la laine ; mais l'Angleterre prend le dessus dans une proportion énorme dès qu'il s'agit de la viande.

On abat tous les ans dans les îles Britanniques environ 10 millions de têtes, dont 8 millions en Angleterre seulement, qui donnent, au poids moyen de 36 kilos de viande nette, 360 millions de kilos.

On doit abattre en France environ 8 millions de têtes qui au poids moyen de 18 kilos de viande nette, c'est-à-dire la moitié des moutons anglais, donnent 144 millions de kilos.

D'où il suit que le produit des 35 millions de moutons français serait représenté par les chiffres suivants :

Laine.	60 millions de kilos.
Viande	144 —

Et le revenu des 35 millions de moutons anglais par ceux-ci :

Laine.	60 millions de kilos.
Viande	360 —

Sans doute ces chiffres ne sont pas d'une exactitude mathématique, mais ils se rapprochent assez de la vérité pour donner une idée suffisante des faits généraux. J'ai plutôt réduit qu'accru les résultats donnés par les statistiques en ce qui concerne l'Angleterre, et, au contraire, plutôt accru que réduit ce qui concerne la France. David Low, le savant professeur d'agriculture à l'université d'É-

dimbourg, dans son *Traité des animaux domestiques*, publié il y a quelques années, porte à 227 millions la valeur de la laine produite annuellement en Angleterre, cette évaluation est évidemment exagérée¹; le commentateur français de David Low évalue en même temps le produit des moutons anglais en viande à 640 millions de kilos, ce qui ne serait possible que si tous les moutons anglais étaient des Dishley. D'un autre côté, M. Moreau de Jonès, dans sa statistique agricole faite sur des documents officiels, porte à 6 millions le nombre des têtes abattues en France, à 13 kilos la moyenne de rendement, et à 80 millions de kilos le produit total; j'ai relevé toutes ces estimations, qui m'ont paru trop basses.

On pressent aisément combien ce résultat, qui paraît déjà si grand pour les îles Britanniques en général, doit devenir énorme quand il s'agit seulement de l'Angleterre proprement dite. L'Angleterre nourrit 2 têtes de mouton par hectare, tandis qu'en France la moyenne est de deux tiers d'une tête; et le produit des moutons anglais étant

¹ Ici se rapporte une des notes du *Cultivateur écossais*. D'accord avec moi sur la quantité de viande produite par les moutons britanniques, il incline à penser que j'ai estimé trop bas la quantité de laine; il donne pour raison la taille de ces moutons et la longueur de la toison chez la plupart d'entre eux; mais je crois à mon tour qu'il ne s'est pas suffisamment rendu compte du poids moyen des toisons de nos mérinos et métis-mérinos. Beaucoup atteignent 6 kilos en suint, et on ne peut pas les estimer en moyenne à moins de 3 à 4; les toisons anglaises ne pèsent pas autant. Pour la quantité comme pour la qualité de la laine, rien ne vaut nos mérinos. Cette supériorité d'une partie de nos moutons compense ce qui manque, sous ce rapport, à nos petites races indigènes; et je crois toujours être dans le vrai en admettant l'égalité des deux pays pour ce genre de production,

double de celui des moutons français, il s'ensuit que le revenu moyen d'une ferme anglaise en moutons doit être à surface égale six fois plus élevé que celui d'une ferme française.

Cette disproportion affligeante n'est pas vraie sans doute de quelques-unes de nos fermes où l'éducation de l'espèce ovine est aussi savamment entendue qu'en Angleterre, où même on est en voie de dépasser nos voisins par un mélange intelligent du sang anglais et du sang mérinos; il suffit de citer entre autres le magnifique troupeau de M. Pluchet, à Trappes (Seine-et-Oise), celui de M. Malingié, à la Charmoise (Loir-et-Cher), et les croisements qui se poursuivent dans les bergeries de l'État, notamment à Alfort; mais la France en général est restée fort en arrière. L'Irlande seule, dans les îles Britanniques, a une richesse ovine égale à la nôtre; l'Écosse elle-même est au-dessus; et ces chiffres, si frappants par eux-mêmes, sont loin de donner la mesure complète des avantages que l'agriculture anglaise retire de ses moutons; il ne faut pas oublier que ce précieux animal ne donne pas seulement au cultivateur sa viande et sa laine, il l'enrichit encore par son fumier, tout ce revenu est obtenu en améliorant le sol qui le produit. C'est en quelque sorte le beau idéal de la production rurale.

Si maintenant nous portons nos regards hors d'Europe, dans les colonies britanniques, nous y trouverons l'éducation du mouton pratiquée, à l'exemple de la mère patrie, avec une prédilection marquée. Ici la population étant plus rare et la richesse consistant surtout dans l'exportation, ce n'est plus la viande qui est recherchée, c'est la laine, parce que la laine s'exporte plus aisé-

ment. Au moment où l'Angleterre bannissait de chez elle le mérinos, elle le transportait dans ses colonies. Il s'est trouvé à l'autre extrémité des mers, des régions désertes et indéfinies, admirablement propres à la race espagnole. Cette race s'y est largement multipliée, et un nouveau monde a été créé. Des villes magnifiques se sont élevées comme par enchantement sur ces parages inhabités. Le flot de l'émigration britannique s'y répand comme une mer toujours montante. C'est pourtant un faible animal, le mouton, qui a produit toutes ces merveilles. Un moment on a pu craindre que la découverte des mines d'or ne fît abandonner les pâturages, et toute l'Angleterre s'en est émue ; mais ces craintes sont maintenant un peu calmées, et le mouton le dispute même à l'or.

Au commencement de ce siècle, l'Angleterre tirait de l'Espagne la moitié de ses laines importées ; aujourd'hui (1853) l'Espagne ne paraît plus que nominalelement sur ses états d'importation. Des pays qui ne donnaient pas une livre de laine il y a cinquante ans, dont le nom même était à peu près inconnu, figurent sur ces états pour des quantités énormes. Telles sont les colonies britanniques dans l'Australie, qui fournissent 40 millions de livres de laine, la colonie du cap de Bonne-Espérance et les possessions anglaises de l'Inde, qui en envoient 10 à 12 millions. Ces laines sont d'une qualité excellente et s'améliorent tous les jours. Les producteurs viennent de ces pays lointains disputer à nos cultivateurs les béliers de Rambouillet, qu'ils payent fort cher. En réunissant au produit de ses moutons indigènes celui de ses moutons coloniaux, l'Angleterre réalise tous les ans une richesse

de 6 à 700 millions qu'elle double ensuite par ses manufactures. Admirable pouvoir de l'industrie humaine quand elle sait tirer habilement parti des dons de la Providence !

Dépassée pour la production de la viande par la partie européenne de l'empire britannique, la France l'est encore pour la production de la laine par l'union des colonies et de la métropole. Nous avons cependant, soit dans notre propre sol, soit dans notre colonie africaine, bien autrement rapprochée de nous que les colonies australiennes, de quoi rivaliser largement. La même distinction qui s'est établie chez nos voisins devra probablement s'introduire un jour entre notre sol national et notre possession coloniale ; chez nous, sans renoncer précisément à la laine, les éleveurs tourneront leur attention vers la production de la viande plus qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici ; à leur tour, les éleveurs algériens ont devant eux un immense avenir pour la production de la laine. L'impulsion est donnée de toutes parts, et de grands pas s'accomplissent tous les jours dans cette double voie, mais nous nous sommes mis en marche un peu tard.

CHAPITRE III.

LE GROS BÉTAIL.

La supériorité de l'agriculture britannique sur la nôtre n'est pas tout à fait aussi grande pour le gros bétail que pour l'espèce ovine; elle est cependant encore sensible.

Le nombre des bêtes à cornes que possède la France est évalué à 10 millions de têtes; le Royaume-Uni en nourrit environ 8 millions, c'est-à-dire un peu moins; mais si la quantité absolue est inférieure, la quantité proportionnelle ne l'est pas. Sur ce nombre, l'Angleterre et le pays de Galles comptent pour 5 millions de têtes, l'Écosse pour un million, l'Irlande pour 2, c'est-à-dire que l'Angleterre a une tête sur trois hectares, l'Écosse une sur huit, l'Irlande une sur quatre; en France, la moyenne est d'une tête sur cinq hectares. On voit que la moyenne de la France n'est supérieure qu'à celle de l'Écosse, dont le sol fait exception; nous sommes au-dessous de l'Irlande elle-même et assez loin de l'Angleterre. Voilà pour le nombre; quant à la qualité, notre désavantage est plus grand.

L'homme peut demander à la race bovine, indépendamment de son fumier, de son cuir et de ses abats, trois sortes de produits : son travail, son lait et sa viande. De ces trois produits, le moins lucratif est le premier, et nous retrouvons ici une distinction tout à fait analogue

à celle que nous avons faite pour les moutons. Pendant que l'agriculteur français demandait surtout au bétail à cornes du travail, l'agriculteur britannique lui demandait surtout du lait et de la viande. Cette seconde distinction a amené des différences presque aussi marquées que la première.

Voyons d'abord les produits du lait dans les deux pays. La France possède 4 millions de vaches en état de porter, et le Royaume-Uni 3 millions ; mais les trois quarts des vaches françaises ne sont pas laitières, et presque toutes les vaches anglaises le sont. Les exigences du travail, qui demande des races fortes et dures, se concilient difficilement avec le tempérament favorable à l'abondante production du lait. La mauvaise nourriture, le défaut de soins, l'absence de toute précaution dans le choix des reproducteurs, et peut-être aussi, dans l'extrême Midi, la sécheresse et la chaleur du climat, achèvent ce que le travail a commencé. Dans les parties de la France où l'attention des éleveurs a été portée par des circonstances locales sur la production du lait, des résultats comparables et souvent supérieurs à ceux qu'on obtient en Angleterre montrent que nous sommes en général placés, pour cette industrie, dans d'aussi bonnes conditions que nos voisins ; mais si nos races laitières valent autant et quelquefois plus que les leurs, elles ne sont pas aussi répandues.

Il n'y a en Angleterre aucune espèce de vaches qui dépasse sensiblement nos vaches flamandes, nos normandes, nos bretonnes, pour la quantité et la qualité du lait, ainsi que pour la proportion du rendement en lait à la quantité de nourriture consommée. Quant aux produits de laiterie, si les fromages anglais sont en général su-

périeurs aux nôtres, le beurre français est au-dessus du beurre anglais ; il n'y a rien en Angleterre de comparable aux bonnes qualités de beurre que produisent la Bretagne et la Normandie. Malgré ces avantages incontestables, le produit total des vaches anglaises en lait, beurre et fromage, dépasse de beaucoup le produit des vaches françaises, bien que celles-ci soient plus nombreuses, et sur certains points aussi bonnes ou même meilleures laitières. C'est la généralité d'une pratique qui peut seule donner de grands résultats en agriculture, et l'entretien d'une ou plusieurs vaches laitières est une pratique universelle en Angleterre.

La race laitière par excellence de l'empire britannique est originaire de ces îles de la Manche, fragments détachés de notre Normandie. On la désigne généralement sous le nom de l'île d'Alderney, qu'on appelle en français Aurigny. Les précautions les plus minutieuses sont prises pour maintenir la pureté de cette race, qui n'est, au bout du compte, qu'une variété des nôtres. Les îles de la Manche produisent beaucoup de génisses vendues pour l'Angleterre, et fort recherchées par les gens riches pour leurs laiteries de campagne. Quiconque a fait le voyage de Jersey a pu admirer ces jolies bêtes, à l'air si intelligent et si doux, qui peuplent les pâturages de cette île, et qui font partie de la famille chez tous les cultivateurs. Naturellement bonnes sans doute, les soins affectueux dont elles sont l'objet n'ont pas peu contribué à les rendre si productives. Les habitants de Jersey en sont fiers et jaloux comme d'un trésor unique au monde.

Cette race trouve cependant une rivale dans une autre qui lui ressemble beaucoup, et qui doit en être sortie par

des croisements, celle du comté d'Ayr, en Écosse. Il n'y a pas longtemps que l'Écosse, en général, était dans un état d'inculture presque complet; le comté d'Ayr, en particulier, n'a été cultivé avec quelque soin que depuis cinquante ou soixante années. Cet ancien pays de bruyères et de marais est devenu une sorte d'Arcadie. Robert Burns, le berger poète, y est né; ses poésies champêtres, qui datent de l'époque de la révolution française, ont été contemporaines du réveil agricole de son pays natal. La même inspiration qui a produit les chansons bucoliques de Burns a créé cette charmante race laitière d'Ayr, dont les formes gracieuses, le pelage bariolé, l'humeur paisible, les larges mamelles, le lait abondant et crémeux, réalisent l'idéal de la vie pastorale. Une bonne vache de cette espèce peut donner plus de 4,000 litres de lait par an; elles en donnent en moyenne 3,000, et on les rencontre partout, soit en Écosse, soit en Angleterre.

On peut dire qu'une vache qui n'a pas de lait est une exception dans ce pays. L'Irlande elle-même possède deux races de vaches laitières : l'une, petite et rustique, tout à fait analogue à notre race bretonne et originaire des montagnes sauvages du Kerry; l'autre, grande et forte, qui s'est développée dans les riches pâturages des bords du Shannon.

La consommation du lait, sous toutes les formes, a pris chez les Anglais un développement énorme; leurs habitudes sont anciennes sous ce rapport; il y a bien longtemps que César disait d'eux : *Lacte et carne vivunt*. Ils n'ont pas, comme une grande partie des Français, l'usage de préparer leurs aliments à la graisse ou à l'huile; le beurre leur sert pour toutes les préparations culinaires,

le fromage figure à leurs principaux repas. Les quantités de beurre et de fromage qui se fabriquent d'un bout à l'autre des îles Britanniques passent toute idée ; le comté de Chester produit à lui seul pour un million sterling ou 25 millions de fromages par an. Non contents de ce que donnent leurs laiteries, ils font encore venir beaucoup de beurre et de fromage de l'étranger, et cette circonstance qui montre jusqu'à quel point est poussé le goût national, explique pourquoi le prix moyen du lait est plus élevé chez eux qu'en France. Quand nos producteurs obtiennent tout au plus 40 centimes par litre de lait, les producteurs anglais en obtiennent 20.

En somme, on peut évaluer la production en lait des vaches anglaises à 3 milliards de litres, dont 1 milliard environ sert à la nourriture des veaux et 2 à la nourriture de l'homme ; soit une moyenne d'environ 4,000 litres par tête de vache. La production de la France doit être tout au plus de 2 milliards de litres, à raison de 500 litres par tête, dont la moitié au moins est absorbée par les veaux.

Ainsi, quand les producteurs français n'ont à vendre pour la consommation humaine qu'un milliard de litres, les producteurs anglais en vendent deux, et comme ils obtiennent de leur lait un prix double de celui qu'en obtiennent les nôtres, il s'ensuit que le revenu des laiteries doit être quatre fois plus élevé en Angleterre qu'en France ; les deux produits seraient alors représentés par les chiffres suivants :

France, 1 milliard de litres à 10 c.	100 millions.
Îles Britanniques, 2 milliards de litres à 20 c.	400 —

Ces différences, quelle que soit leur gravité, n'étonne-

ront pas quiconque aura comparé, même en France, le produit des vacheries sur les différents points du territoire. Entre une étable de Normandie, par exemple, où la production et la manipulation du lait sont habilement entendues, et une étable du Limousin ou du Languedoc, où la faculté lactifère n'a pas été développée chez les vaches, le contraste est plus grand qu'entre une étable française en général et une étable anglaise. Non-seulement la quantité de lait est infiniment moindre, mais le prix qu'on en retire est moindre aussi; le producteur du Centre ou du Midi ne sait que faire de son lait, quand il en a; le producteur du Nord en tire au contraire admirablement parti. Par tout pays, l'art de produire et d'utiliser le lait est une excellente industrie, et les contrées qui fabriquent du beurre et du fromage sont toujours plus riches que les autres.

Si le travail que nous imposons à notre gros bétail nous prive d'un grand revenu en lait, il nous prive aussi d'un revenu non moins important en viande de boucherie.

Il semble, au premier abord, que le travail de la race bovine ne doive avoir que peu d'influence sur son rendement en viande, on peut même se persuader aisément que ce travail, en utilisant la vie du bœuf, permet de faire de la viande à meilleur marché. L'expérience a démontré que, si c'était quelquefois une vérité de détail, c'était une erreur d'ensemble. L'habitude du travail forme des races dures, vigoureuses, tardives, qui, comme les hommes livrés à un labeur pénible, mangent beaucoup, s'engraissent peu, développent leur charpente osseuse, font en définitive peu de chair et la font tard. L'habitude de l'inaction crée au contraire des races molles, tranquilles, qui

s'engraissent de bonne heure, prennent des formes rondes et charnues, et donnent, à nourriture égale, un plus beau produit à l'abattoir. Les soins de l'éleveur viennent en aide à cette disposition naturelle, et l'accroissent en quelque sorte à l'infini. A cette cause générale de supériorité peuvent se joindre des causes secondaires qui dérivent toutes du même principe. Ainsi, quand on se préoccupe avant tout de la somme de travail que peut donner un animal, on ne l'abat que quand il a fini sa tâche ; si, au contraire, on ne lui demande que de la viande, on saisit pour l'abattre le moment où il peut en donner le plus. Ainsi encore, pour les animaux de trait, les cultivateurs pauvres sont facilement entraînés à en multiplier le nombre en proportion du besoin qu'ils en ont, sans s'inquiéter de la nourriture qu'ils peuvent leur donner ; ils sont ainsi amenés à produire des races petites et maigres qui remplissent après tout, comme l'âne, leur destination, mais qui ne sont d'aucune ressource au delà ; quand, au contraire, on ne spéculé que sur la viande, on apprend bien vite à n'avoir de bêtes que celles qu'on peut bien nourrir, parce que la nourriture leur profite mieux.

Cet ensemble de causes fait que, contrairement aux apparences, ce sont les races de boucherie qui payent le mieux ce qu'elles consomment, et que le travail des bêtes à cornes, nécessaire ou non, au lieu d'être un bénéfice, est une perte.

C'est encore le célèbre fermier de Dishley-Grange, Robert Bakewell, qui a donné l'élan en Angleterre pour le perfectionnement de la race bovine, considérée exclusivement au point de vue de la boucherie. Il se servait des mêmes procédés que pour les moutons. Seulement, il a

moins bien réussi personnellement. Le mouton produit par Bakewell est resté le type le plus parfait du mouton de boucherie; la race de bœufs qu'il a créée n'a pas eu la même fortune. C'est une race défectueuse à beaucoup d'égards, celle à longues cornes du centre de l'Angleterre, qu'il avait choisie pour en faire le sujet de ses efforts. Malgré son habileté et sa persévérance, il n'a pas pu la modifier assez profondément pour lui enlever ses défauts primitifs, la race à longues cornes est aujourd'hui abandonnée à peu près généralement; mais, si ce grand éleveur n'a pas tout à fait réussi dans son entreprise, il a du moins donné des exemples et des modèles qui ont été suivis de toutes parts et qui ont fini par transformer les races anglaises.

Il n'existe peut-être pas aujourd'hui dans la Grande-Bretagne une seule tête de bétail qui n'ait été profondément modifiée suivant la méthode de Bakewell, et si aucune ne porte son nom, comme parmi les bêtes à laine, toutes ont également subi son empreinte.

Parmi ces races améliorées de longue main, figure au premier rang celle à courtes cornes de Durham. Elle a pris naissance dans la grasse vallée de la Tees, et paraît avoir été formée à son origine par le croisement de vaches hollandaises avec des taureaux indigènes. Cette race était déjà remarquable par son aptitude à l'engraissement et par ses qualités lactifères, quand les idées de Bakewell se répandirent en Angleterre. Les frères Collins, fermiers à Darlington, imaginèrent, vers 1775, d'appliquer ces procédés à la race de la vallée de la Tees, et ils obtinrent presque dès le début des résultats considérables. L'étable de Charles Collins avait acquis une telle réputation en

trente ans, que lorsqu'elle se vendit aux enchères en 1810, les 47 animaux dont elle se composait, dont douze au-dessous d'un an, furent achetés 178,000 fr. La race à courtes cornes améliorée s'est propagée depuis cette époque dans tout le Royaume-Uni, elle s'introduit depuis quelque temps en France. Les animaux qui en sont issus peuvent s'engraisser dès l'âge de deux ans, et atteindre à cet âge un poids énorme qu'aucune autre race ne peut donner aussi vite. Leur tête, leurs jambes, leurs os, ont été réduits à de si minces proportions, et les parties du corps les plus charnues si largement développées, qu'ils rendent près de trois quarts de leur poids en viande.

Après la race à courtes cornes de Durham, qui est pour les bœufs ce qu'est pour les moutons celle de Dishley, viennent celles de Hereford et de Devon, qui peuvent être comparées aux South-Downs et aux Cheviot.

La race de Hereford suit de près celle de Durham et est même plus généralement recherchée, comme offrant presque la même précocité, la même aptitude à l'engraissement, avec plus de rusticité. Le comté de Hereford, d'où elle est sortie, s'étend au pied des montagnes du pays de Galles, et, bien que renommé pour ses bois, ses pâturages et ses sites, n'a que des terres d'une fertilité médiocre. Les bœufs qu'il produit sont rarement engraisés dans le pays, mais achetés jeunes par des herbagers qui les emmènent dans des cantons plus fertiles, où ils prennent leur entier développement, ce qu'il est difficile de faire pour les Durham, qui exigent dès leur naissance une alimentation plus abondante. Le comté de Hereford est ainsi, pour une grande partie de l'Angleterre, ce que sont en France l'Auvergne ou le Limousin, une contrée

d'élevage dont les produits s'exportent de bonne heure et vont de proche en proche alimenter le marché de la capitale. C'est à un contemporain de Bakewell, nommé Tomkins, qu'est dû le perfectionnement des Hereford.

La race de Devon est une race de montagne, qui travaillait beaucoup autrefois et qui est encore soumise au travail sur quelques points; elle est petite, mais admirablement conformée.

Toutes les autres races de la Grande-Bretagne, sans avoir atteint précisément la même perfection, ont été améliorées dans le même sens. L'Écosse en produit plusieurs qui jouissent d'une grande réputation; beaucoup de bœufs écossais sortent de leurs montagnes vers trois ans pour venir s'engraisser en Angleterre; tels sont les bœufs dits de Galloway, la race noire sans cornes du comté d'Angus, et cette admirable race des *highlands* de l'ouest, une des plus merveilleuses créations de l'homme, qui vit sans abris sur les plus sauvages montagnes du Nord, et qui, malgré la stérilité du sol et la rudesse du climat, arrive à un poids moyen extraordinaire, dont la valeur s'accroît encore par l'excellente qualité de sa viande ¹.

Voici maintenant quels peuvent être à peu près les résultats comparatifs des deux systèmes :

En France, le nombre des bestiaux abattus annuellement pour la boucherie doit être de 4 millions de têtes, produisant en tout 400 millions de kilogrammes de viande, à raison de 100 kilos de poids moyen. La statistique officielle dit 300 millions seulement.

¹ Une collection complète de ces races précieuses avait été réunie en France à l'Institut national agronomique, elle a été dispersée par la destruction de cet établissement.

Dans les îles Britanniques, le nombre des bestiaux abattus annuellement est de 2 millions de têtes produisant en tout 500 millions de kilogrammes de viande, à raison de 250 kilos de poids moyen.

Ainsi, avec 8 millions de têtes et 30 millions d'hectares, l'agriculture britannique produit 500 millions de kilos de viande, tandis que la France, avec 10 millions de têtes et 53 millions d'hectares, n'en produit en tout que 400.

Cette nouvelle disproportion s'explique parfaitement, outre la différence des races, par la différence dans l'âge des animaux abattus. Les bœufs français sont abattus trop tôt ou trop tard. La nécessité de nourrir avant tout nos animaux de travail nous force à tuer un grand nombre de veaux à l'âge où la croissance est le plus rapide; sur nos 4 millions de têtes figurent 2 millions et demi de veaux qui ne donnent pas plus de 30 kilos de viande nette en moyenne. Ceux qui survivent ne sont immolés qu'à un âge où la croissance a cessé depuis longtemps, c'est-à-dire après que l'animal a consommé pendant plusieurs années de la nourriture qui n'a pas servi à accroître son poids. Les Anglais, au contraire, ne tuent leurs animaux ni aussi jeunes, parce que c'est dans la jeunesse qu'ils font le plus de viande, ni aussi vieux, parce qu'ils n'en font plus; ils saisissent le moment précis où l'animal a pris son *maximum* de croissance.

Ces résultats, si favorables à l'économie rurale anglaise, s'atténuent, il est vrai, par la valeur du travail que donnent en France les bêtes bovines. Nous possédons en tout 2 millions environ de bœufs, qui travaillent pour la plupart, et parmi nos vaches, il en est beaucoup aussi qui traînent la charrue. Si nous avions, comme les Anglais, supprimé à

peu près partout le travail des bœufs, nous aurions été forcés de les remplacer par des chevaux; ces chevaux entraîneraient des dépenses qui représentent la valeur actuelle du travail des bêtes à cornes. En évaluant ce travail à 200 francs environ par attelage, ce serait une somme annuelle de 200 millions à ajouter au crédit de notre race bovine.

Le compte des produits du gros bétail dans les deux pays pourrait alors s'établir en gros de la manière suivante, en négligeant de part et d'autre la valeur des issues et celle des fumiers, qui doivent se compenser à peu de chose près, et en évaluant le kilogramme de viande à 1 franc :

FRANCE.

Lait.	100 millions.
Viande.	400
Travail.	200
TOTAL.	700 millions.

Soit 70 francs par tête et 14 francs par hectare.

ÎLES BRITANNIQUES.

Lait.	400 millions.
Viande.	500
TOTAL.	900 millions.

Soit 110 francs par tête et 30 francs par hectare. Dans l'Angleterre proprement dite, ce produit doit être d'environ 50 francs par hectare.

Ces chiffres se contrôlent par un fait extrêmement simple et facile à constater : le prix moyen des animaux dans les deux pays. En général, le prix courant d'un ani-

mal donne une mesure assez exacte du bénéfice que l'acheteur espère en tirer ; or, la valeur moyenne des bêtes à cornes est en Angleterre fort au-dessus de ce qu'elle est en France. Il n'est même pas nécessaire d'aller en Angleterre pour constater une semblable différence ; nous avons en France deux régions, l'une où le gros bétail ne travaille pas, et l'autre où il est soumis au travail. Si nous recherchons sa valeur moyenne dans les deux régions, nous la voyons dans la première au-dessus de ce qu'elle est dans la seconde ; et cependant l'art d'élever les bestiaux pour la boucherie uniquement est encore en France à peu près inconnu ; que serait-ce s'il était parvenu au point où il est aujourd'hui en Angleterre ?

Je sais que la substitution des races de laiterie et de boucherie aux races de travail n'est pas toujours possible. Je ne fais aucun reproche aux portions de notre territoire cultivées par des bœufs ou même par des vaches, je ne conseille aucune transformation brusque et irréfléchie ; je me borne à constater ce qui est, et je crois avoir démontré que, par le seul fait de l'abandon à peu près complet du travail par les bœufs, le sol britannique, même y compris l'Écosse et l'Irlande, est arrivé à un produit double du nôtre pour le gros bétail. Telle est en agriculture la puissance d'une idée juste, quand il est possible de l'appliquer.

Les autres espèces d'animaux domestiques sont les chevaux et les porcs. Pour les chevaux, la prééminence des producteurs anglais est depuis longtemps reconnue. Nous possédons en France environ 3 millions de chevaux de tout âge, ou 6 têtes environ sur 100 hectares ; on en compte en Angleterre, Écosse et Irlande, 2 millions, soit

encore 6 têtes environ par 100 hectares ; mais nos 3 millions de chevaux ne peuvent être estimés en moyenne que 150 francs par tête, soit en tout une valeur capitale de 450 millions, tandis que les 2 millions de chevaux anglais peuvent être estimés en moyenne 300 francs, ce qui donne une valeur capitale de 600 millions. Il est vrai que, pour compléter la comparaison, il faut ajouter, à notre capital en chevaux, la valeur de nos mulets et ânes, que la statistique officielle porte à 80 millions, et qui approche probablement de 100 ; mais, même en ajoutant cette dernière somme à l'autre, nous restons encore en arrière, quand l'étendue de notre sol devrait nous assurer une grande supériorité.

On dira peut-être que la valeur moyenne de nos chevaux a été réduite dans l'estimation qui précède, et celle des chevaux anglais accrue. Je ne crois pas ce reproche fondé. Sans doute, tous les chevaux anglais ne sont pas des chevaux de course, mais s'ils étaient tous des chevaux de course, ils seraient estimés plus de 300 fr. La valeur du cheval de course anglais est tout à fait idéale, mais elle porte sur un petit nombre de têtes, et dans cette mesure, elle se justifie à beaucoup d'égards par le haut prix que les Anglais attachent à tout ce qui peut améliorer leurs races. C'est précisément parce que des étalons sans défaut se payent des prix énormes, que les éleveurs britanniques ont pu perfectionner, comme ils l'ont fait, leurs chevaux communs. Chaque espèce d'animaux domestiques a son utilité spéciale ; celle du cheval est la force unie à la vitesse. Les Anglais se sont attachés à développer dans leurs chevaux ces deux conditions, quoi qu'il leur en coûte au premier abord, et il se trouve, en définitive, qu'ils ne

payent pas l'unité de force et de vitesse plus cher que nous, parce qu'ils concentrent autant que possible leurs moyens de production et d'entretien sur des individus choisis, au lieu de les disperser sur des animaux sans valeur.

Outre leurs célèbres chevaux de selle, ils ont des races de trait également précieuses. Tels sont, par exemple, les chevaux de charrue, dont les meilleurs viennent du comté de Suffolk. Nous avons vu qu'on avait généralement substitué le travail des chevaux à celui des bœufs pour la culture ; on a pensé avec raison que, le cheval allant plus vite, son travail était plus productif. On a fait plus : on a substitué les chevaux aux hommes eux-mêmes, toutes les fois que le travail de l'homme, le plus coûteux de tous, pouvait être remplacé par une machine mise en mouvement par un cheval. La somme de travail agricole exécuté en Angleterre par des chevaux est donc beaucoup plus considérable qu'en France, et le nombre de ces animaux employés par l'agriculture n'a pas augmenté en proportion. C'est que leurs attelages, plus choisis et mieux entretenus que les nôtres, ont plus de vigueur et d'agilité.

Les chevaux qui servent aux travaux des brasseries, aux transport des charbons et autres marchandises lourdes et encombrantes, sont célèbres par leur force et par leur masse. Les meilleurs atteignent des prix très-élevés. Il en est de même des chevaux de voiture : la race des chevaux bais de Cleveland, dans le comté d'York, est regardée comme une des plus parfaites qui existent pour les attelages de luxe.

Quant au cheval de course et à son rival, le cheval de chasse, tout le monde sait par quel ensemble d'efforts on

est arrivé à produire et à maintenir ces espèces supérieures. Ce sont des créations de l'industrie humaine, de véritables œuvres d'art, obtenues à grands frais, et destinées à satisfaire une passion nationale. On peut dire sans exagération que toute la richesse britannique semble n'avoir d'autre but que l'entretien des haras d'où sortent ces créatures privilégiées. Un beau cheval résume pour tout le monde l'idéal de la vie élégante, c'est le premier rêve de la jeune fille comme le dernier plaisir de l'homme vieilli dans les travaux; ce qui tient à l'éducation des chevaux de selle, aux courses, aux chasses, à tous les exercices où se déploient les qualités de ces brillants favoris, est la grande affaire du pays entier. Le peuple s'y intéresse comme les grands seigneurs, et le jour où se court le Derby à Epsom, tout vaque; il n'y a plus de parlement, plus d'affaires, toute l'Angleterre a les yeux fixés sur ce turf, où courent quelques jeunes étalons, et où des millions de paris se gagnent ou se perdent en quelques minutes.

Nous sommes encore bien loin de cet engouement national. Certes, ce n'est pas que nos races nationales soient sans valeur : elles ont au contraire des mérites naturels que l'art seul a pu donner aux chevaux anglais; la production n'est jamais, à vrai dire, restée chez nous au-dessous de la consommation; mais ce qui importe au perfectionnement de nos races, c'est que nous apprenions à payer les bons chevaux ce qu'ils valent : tout est là. Rien n'est cher à produire comme un bon cheval. Tant que nous chercherons avant tout le bon marché, les beaux et bons chevaux ne seront chez nous que des exceptions, quand il nous serait bien facile de les multiplier.

Nos Percherons, nos Boulonnais, nos Limousins, nos Bretons, nos Béarnais, offrent déjà des types admirables qui se répandraient et se perfectionneraient aisément, si nos éleveurs trouvaient une rémunération suffisante de leurs peines.

Les porcs anglais ne sont pas en moyenne plus gros que les nôtres, mais ils sont beaucoup plus nombreux et se tuent plus jeunes. Toujours le grand principe de la précocité préconisé par Bakewell et appliqué à toutes les espèces d'animaux comestibles. La seule Angleterre nourrit autant de pores que la France entière ; ceux de l'Écosse et de l'Irlande sont en sus, et bien peu de ces animaux vivent au delà d'un an. Ils appartiennent tous à des races qui s'engraissent vite, et dont les formes ont été améliorées de longue main. La statistique officielle porte à 290 millions de kilogrammes la production annuelle de la viande de porc en France ; ce chiffre doit être très-inférieur au total réel, un grand nombre de ces utiles animaux étant abattus et consommés dans les ménages de campagne sans que leur existence ait pu être constatée ; mais même en le portant à 400 millions, le Royaume-Uni doit produire le double. Encore une supériorité dont on ne saurait s'étonner, quand on a vu avec quelle habileté est entendue chez nos voisins la conduite des porcheries. Les fermes où l'on engraisse les pores par centaines ne sont pas rares ; presque partout ils figurent parmi les principales branches de revenu.

Tels sont en aperçu les avantages obtenus par l'agriculture britannique dans l'élève des animaux domestiques. Il est vrai que la France prend sa revanche pour une autre branche de produits animaux à peu près nulle

en Angleterre et très-considérable chez nous, celle des basses-cours. Les Anglais élèvent peu de volailles, leur climat humide s'y prête mal, et malgré les efforts considérables faits depuis quelque temps par de riches amateurs, cette industrie n'a pris encore que peu de faveur; c'est tout au plus si les statistiques portent à 25 millions par an la valeur créée par ce moyen, tandis qu'en France on a évalué à 100 millions le seul produit annuel des œufs, et celui des volailles de toute espèce à une somme équivalente. Une portion notable de la population s'en nourrit, surtout dans le Midi, et ce supplément remplace une partie de ce qui nous manque en nourriture animale; mais tout en rendant justice à l'importance trop souvent négligée de cette ressource, on ne peut méconnaître qu'elle ne comble qu'imparfaitement le déficit.

Nous allons voir, en traitant des cultures, quelles sont à la fois les causes et les conséquences de cette grande production animale.

CHAPITRE IV.

LES CULTURES.

Toute culture a pour but de créer la plus grande quantité possible d'alimentation humaine sur une surface donnée de terrain ; pour arriver à ce but commun, on peut suivre des voies très-différentes. En France , les cultivateurs se sont surtout occupés de la production des céréales, parce que les céréales servent immédiatement à la nourriture de l'homme. En Angleterre, au contraire, on a été amené, d'abord par la nature du climat, ensuite par la réflexion, à prendre un chemin détourné qui ne conduit aux céréales qu'après avoir passé par d'autres cultures, et il s'est trouvé que le chemin indirect était le meilleur.

Les céréales, en général, ont un grand inconvénient qui n'a pas assez frappé le cultivateur français : elles épuisent le sol qui les porte. Ce défaut est peu sensible avec certaines terres privilégiées qui peuvent porter du froment presque sans interruption ; il peut être d'un faible effet tant que les terres abondent pour une population peu nombreuse : on est libre alors de ne cultiver en blé que les terres de première qualité, et de laisser reposer les autres pendant plusieurs années avant d'y ramener la charrue ; mais quand la population s'accroît, tout

change. Si l'on ne s'occupe pas sérieusement des moyens de rétablir la fécondité du sol à mesure que la production des céréales la réduit, il arrive un moment où les terres, trop souvent sollicitées à porter du blé, s'y refusent. Même avec les climats et les terrains les plus favorisés, l'ancien système romain, qui consistait à cultiver le blé une année et à laisser le sol en jachère l'année suivante, finit par devenir insuffisant ; le blé ne donne plus que des récoltes sans valeur.

La terre s'épuise plus vite par la production des céréales dans le Nord que dans le Midi ; de cette infériorité de leur sol, les Anglais ont su faire une qualité. Dans l'impossibilité où ils étaient de demander aussi souvent que d'autres du blé à leurs champs, ils ont dû rechercher de bonne heure les causes et les remèdes de cet épuisement. En même temps, leur territoire leur présentait une ressource qui s'offre moins naturellement aux cultivateurs méridionaux : la production spontanée d'une herbe abondante pour la nourriture du bétail. Du rapprochement de ces deux faits est sorti tout leur système agricole. Le fumier étant le meilleur agent pour renouveler la fertilité du sol après une récolte céréale, ils en ont conclu qu'ils devaient s'attacher avant tout à nourrir beaucoup d'animaux. Outre que la viande est un aliment plus recherché des peuples du Nord que de ceux du Midi, ils ont vu dans cette nombreuse production animale le moyen d'accroître par la masse des fumiers la richesse du sol et d'augmenter ainsi leur produit en blé. Ce simple calcul a réussi, et, depuis qu'ils l'ont adopté, l'expérience les a conduits à l'appliquer tous les jours de plus en plus.

Dans l'origine, on se contentait des herbes naturelles

pour nourrir le bétail ; une moitié environ du sol restait en prairies ou pâturages , l'autre moitié se partageait entre les céréales et les jachères. Plus tard, on ne s'est pas contenté de cette proportion, on a imaginé les prairies artificielles et les racines , c'est-à-dire la culture de certaines plantes exclusivement destinées à la nourriture des animaux, et le domaine des jachères s'est réduit d'autant. Plus tard encore, la culture des céréales a elle-même diminué ; elle ne s'étend plus, même en y comprenant l'avoine, que sur un cinquième du sol ; et ce qui prouve l'excellence de ce système, c'est qu'à mesure que s'accroît la production animale, la production du blé s'augmente aussi : elle gagne en intensité ce qu'elle perd en étendue, l'agriculture réalise à la fois un double bénéfice.

Le pas décisif dans cette voie a été fait il y a soixante ou quatre-vingts ans. Au moment où la France se jetait dans les agitations sanglantes de sa révolution politique, une révolution moins bruyante et plus salutaire s'accomplissait dans l'agriculture anglaise. Un autre homme de génie, Arthur Young, complétait ce que Bakewell avait commencé. Pendant que l'un enseignait à tirer des animaux le meilleur parti possible , l'autre apprenait à en nourrir la plus grande quantité possible sur une étendue donnée de terrain. De grands propriétaires, que d'immenses fortunes ont récompensés de leurs efforts, favorisaient la diffusion de ces idées en les pratiquant avec succès. C'est alors que le fameux assolement quadriennal, connu sous le nom d'assolement de Norfolk, du comté où il a pris naissance, a commencé à se propager. Cet assolement, qui règne aujourd'hui avec quelques variantes dans toute l'Angleterre, a transformé complètement les terres les

plus ingrates de ce pays et créé de toutes pièces sa richesse rurale.

Je ne referai pas ici la théorie de l'assolement, déjà faite cent fois. Tout le monde sait aujourd'hui que la plupart des plantes fourragères, puisant dans l'atmosphère les principaux éléments de leur végétation, ajoutent au sol plus qu'elles ne lui prennent, et contribuent doublement, soit par elles-mêmes, soit par leur transformation en fumier, à réparer le mal fait par les céréales et les cultures épuisantes en général; il est donc de principe de les faire au moins alterner avec ces cultures; c'est ce que fait l'assolement de Norfolk. De grands efforts ont été tentés en France, dès le commencement de ce siècle, par des agronomes éminents, pour y répandre cette pratique salutaire, et des progrès réels ont été accomplis dans cette voie; mais les Anglais y ont marché beaucoup plus vite que nous, et par là s'est accru sans cesse entre leurs mains ce précieux capital de fertilité que tout bon cultivateur ne doit jamais perdre de vue.

Près de la moitié du sol cultivé a été maintenue en prairies permanentes; le reste, formant ce qu'on appelle les terres arables, est divisé en quatre soles, d'après l'assolement de Norfolk : — 1^{re} année : racines, principalement navets ou turneps; — 2^e année : céréales de printemps (orge et avoine); — 3^e année : prairies artificielles (notamment trèfle et *ray-grass*); — 4^e année : blé.

Depuis, on a assez généralement ajouté une année à la rotation en laissant les prairies artificielles occuper la terre pendant deux ans, ce qui rend l'assolement quinquennal. Ainsi, sur une terre de 70 hectares, par exemple, 30 seraient en prairies permanentes, 8 en pommes de

terre et navets, 8 en orge et avoine, 8 en prairie artificielle de première année, 8 en prairie artificielle de seconde année, et 8 en blé. Dans les parties du pays les plus favorables à la végétation herbacée, la proportion des prairies est encore accrue, et celle du blé réduite; dans celles qui ne se prêtent pas autant à la végétation des racines et des prés, on substitue aux turneps les féveroles, et on étend les soles de céréales aux dépens des autres récoltes, mais dans l'ensemble, ces exceptions se compensent à peu près, au moins pour la Grande-Bretagne; en Irlande, tout est différent.

En somme, déduction faite des 11 millions d'hectares incultes que renferment les îles Britanniques, les 20 millions d'hectares cultivés se décomposent à peu près ainsi :

Prairies naturelles.	8,000,000 d'hectares.
Prairies artificielles.	3,000,000
Pommes de terre, turneps, fèves.	2,000,000
Orge.	1,000,000
Avoine.	2,500,000
Jachères.	500,000
Froment.	1,800,000
Jardins, houblon, lin, etc.	200,000
Bois.	1,000,000
TOTAL.	20,000,000 d'hectares.

En France, nous avons aussi 11 millions d'hectares incultes sur 53; les 42 millions restants peuvent se décomposer ainsi :

Prés naturels.	4,000,000 d'hectares.
Prés artificiels.	3,000,000
Racines.	2,000,000
A reporter.	9,000,000 d'hectares.

Report.	9,000,000 d'hectares.
Avoine.	3,000,000
Jachères.	5,000,000
Froment.	6,000,000
Seigle, orge, maïs, sarrasin.	6,000,000
Cultures diverses.	3,000,000
Vignes.	2,000,000
Bois.	8,000,000
TOTAL.	42,000,000 d'hectares.

De la comparaison entre ces deux tableaux ressort toute la différence des deux agricultures.

Il semble au premier abord que la France ait l'avantage sur le Royaume-Uni pour la proportion des terres incultes aux terres cultivées ; mais les terres délaissées par nos voisins sont pour la plupart incultivables, elles se trouvent presque toutes dans la haute Écosse, le nord de l'Irlande et le pays de Galles ; tout ce qui était susceptible d'être défriché l'a été, tandis que, chez nous, la plupart des terres en friche seraient susceptibles de culture. Nous avons en outre beaucoup plus de bois que nos voisins ; et en ajoutant nos terrains forestiers aux terres incultes, nous trouvons 19 millions d'hectares sur 53 soustraits en France à la culture proprement dite, ou à peu près la même proportion. Grâce à leurs mines de charbon, qui leur fournissent en abondance un combustible excellent et à bon marché, les Anglais ont pu se défaire des grands bois qui couvraient autrefois leur île et racheter ainsi leur infériorité sous d'autres rapports ; il ne reste plus aujourd'hui des anciennes forêts que quelques vestiges, tous les jours menacés de destruction.

Le véritable domaine agricole se compose donc, d'une

part, de 19 millions d'hectares, et de l'autre, de 34. Nous trouvons à première vue que, sur les 19 millions d'hectares anglais, 15 sont consacrés à la nourriture des animaux, et 4 tout au plus à la nourriture de l'homme; en France, le nombre des hectares consacrés aux cultures améliorantes est de 9 millions, tandis que les cultures épuisantes en couvrent le double; le domaine des jachères est encore énorme, et dans leur état actuel elles ne peuvent être que d'une faible ressource pour renouveler la fertilité de la terre. L'examen des détails ne fera que confirmer ce que fait pressentir ce premier aperçu.

D'abord s'offrent les prairies naturelles, représentées chez nous par 4 millions d'hectares et dans les îles Britanniques par 8. Ici moins du huitième, là presque la moitié du sol cultivé; il est vrai que, dans les prés anglais, figurent surtout des pâturages, mais ces pâturages valent pour le produit nos prairies fauchées.

C'est à coup sûr une des plus frappantes originalités de la culture britannique, du moins jusqu'ici, que cette extension du pâturage. On fait peu de foin en Angleterre, la nourriture d'hiver des animaux est surtout demandée aux prairies artificielles, aux racines, et même aux céréales. Depuis quelque temps, des systèmes nouveaux, dont je parlerai ailleurs, tendent à substituer la stabulation, même en été, à l'antique tradition nationale; ces tentatives ne sont encore et n'étaient surtout avant 1848 que des exceptions. L'usage à peu près universel est de n'enfermer le bétail que le moins possible. Les trois quarts des prés anglais sont pâturés, et comme la moitié des prairies artificielles le sont aussi, surtout dans la seconde année, comme les turneps eux-mêmes sont en

grande partie consommés sur place par les moutons, comme enfin les terres incultes ne peuvent être utilisées que par le parcours, les deux tiers du sol total sont livrés au bétail. De là le charme particulier des campagnes britanniques. Hors de la Normandie et de quelques autres provinces où le même usage s'est conservé, notre territoire présente rarement le spectacle riant qu'offre partout l'Angleterre avec ses vertes pelouses peuplées d'animaux en liberté.

L'attrait de ce paysage s'accroît par l'effet pittoresque des haies vives, souvent plantées d'arbres, qui entourent chaque champ. L'existence de ces haies est aujourd'hui fort attaquée. Jusqu'ici elles ont été considérées comme un accessoire obligé du système général de culture. Chaque pièce de terre étant pâturée à son tour, il est commode de pouvoir y parquer en quelque sorte les animaux et les y laisser sans gardien. Avec nos habitudes nationales, il nous paraît étrange de voir des bestiaux, surtout des moutons, complètement livrés à eux-mêmes dans les pâturages et quelquefois assez loin des habitations. Il faut se rappeler que les Anglais ont détruit les loups dans leur île, qu'ils ont, par des lois terribles sur la police rurale, défendu la propriété contre les déprédations humaines, et qu'enfin ils ont eu soin de clore exactement tous leurs champs, pour comprendre cette sécurité générale. Ces belles haies apparaissent alors comme une défense utile aussi bien que comme une riche parure : on s'étonne qu'il puisse être question de les supprimer.

La pratique du pâturage a, aux yeux du très-grand nombre des cultivateurs anglais, plusieurs avantages ; elle

épargne la main-d'œuvre, ce qui n'est pas pour eux une petite considération; elle est favorable, ils le croient du moins, à la santé des herbivores; elle permet de tirer parti de terrains qui ne seraient autrement que d'un faible produit et qui s'améliorent à la longue par le séjour du bétail; elle fournit une nourriture toujours renaissante et dont la somme finit par être égale, sinon supérieure, à celle qui aurait été obtenue par la faux. En conséquence, ils attachent un grand prix à avoir dans chaque ferme une étendue suffisante de bonnes pâtures; même dans les prés qu'ils fauchent, ils intercalent souvent une année de pâturage entre deux années de fenaison. Quand nos pâturages sont en général négligés, les leurs sont, au contraire, soignés admirablement, et quiconque a un peu étudié ce genre de culture, le plus attrayant de tous, sait quelle immense distance peut exister entre un pâturage inculte et sauvage et un pâturage cultivé.

On peut affirmer hardiment que les 8 millions d'hectares de prés anglais donnent trois fois autant de nourriture pour les animaux que nos 4 millions d'hectares de prés et nos 6 millions d'hectares de jachères. La preuve en est dans le prix vénal de ces différentes espèces de terrains. Les prés anglais se vendent en moyenne, qu'ils soient fauchés ou non, environ 4,000 francs l'hectare; on en trouve qui valent 10,000, 20,000, et jusqu'à 50,000 francs. Les bons herbages de la Normandie sont parmi nous les seuls qui puissent rivaliser avec quelques-uns de ces prix; nos prés valent en moyenne les trois quarts environ de ce que valent les prés anglais, et quant à nos jachères, elles en sont à une grande distance. Nulle part l'art d'améliorer les prés et pacages,

de les assainir par des conduits d'écoulement, de les fertiliser par des irrigations, par des engrais habilement appropriés, par des défoncements, des épierremens, des terrassements, des amendemens de toute sorte, d'y multiplier les plantes nutritives et d'en exclure les mauvaises, qui s'y propagent si facilement, n'a été poussé plus loin ; nulle part on ne regarde moins à la dépense de création et d'entretien quand on la considère comme utile. Ces soins intelligents, favorisés par le climat, ont produit de véritables merveilles.

Ensuite viennent les racines et les prairies artificielles. Les racines universellement cultivées en Angleterre sont les pommes de terre et les turneps. Les betteraves, si usitées en France, le sont encore très-peu de l'autre côté du détroit, et commencent à peine à s'y répandre. Les pommes de terre y étaient fort en honneur avant la maladie : on sait que, dans les habitudes nationales, elles servent plus qu'en France à la nourriture des hommes ; on en consacre en même temps d'immenses quantités à la nourriture du bétail. Mais ce qui est encore plus que la pomme de terre un des éléments caractéristiques de l'économie rurale anglaise, ce qui en forme en quelque sorte le pivot, c'est la culture de la rave, navet ou turneps. Cette culture, qui couvre à peine chez nous quelques milliers d'hectares et qui est peu connue hors de nos provinces montagneuses, passe chez les Anglais pour le signe le plus sûr, l'agent le plus actif du progrès agricole ; partout où elle s'introduit et se développe, la richesse la suit. C'est par elle que les anciennes landes ont été transformées en terres fertiles ; le plus souvent la valeur d'une ferme se mesure à l'étendue du terrain qu'on

y consacre. Il n'est pas rare de rencontrer, en traversant le pays, des centaines d'hectares en raves d'un seul morceau ; partout, dans la saison, on voit briller leur belle verdure.

Les turneps, cultivés anciennement dans les Pays-Bas, ont passé en Angleterre vers la fin du dix-septième siècle, en même temps que les institutions financières et politiques qui franchirent alors le détroit à la suite de Guillaume III ; lord Townsend s'est acquis une grande renommée, pour avoir, sous George II, puissamment travaillé à leur propagation, car ces titres-là ne s'oublient pas en Angleterre.

La sole de raves est le point de départ de l'assolement de Norfolk ; de son succès dépend tout l'avenir de la rotation. Non-seulement elle doit assurer les récoltes suivantes par la quantité de bétail qu'elle permet de nourrir à l'étable et qui y laisse un abondant fumier, non-seulement elle produit beaucoup de viande, de lait et de laine par cette large alimentation qu'elle fournit à tous les animaux domestiques ; mais encore elle sert à nettoyer la terre de toutes les plantes nuisibles par les nombreuses façons qu'elle exige et par la nature de sa végétation. Aussi n'est-il point de culture, même celle qui produit directement le froment, qui soit plus perfectionnée. Les cultivateurs anglais n'y épargnent aucune peine. Pour elle, ils réservent presque tous les fumiers, les sarclages les plus complets, les soins les plus assidus. Ils obtiennent en moyenne 5 à 600 quintaux métriques de navets par hectare, ou l'équivalent de 100 à 120 quintaux métriques de foin, et ils arrivent quelquefois jusqu'au double. Les turneps exigent un sol léger et des

étés humides, ce qui les rend si propres à réussir en Angleterre.

On comprend ce qu'une pareille ressource, qui n'a que peu d'analogues en France, doit ajouter au produit des prairies naturelles. Les féveroles remplissent le même office dans certains terrains, et dans tous, les prairies artificielles complètent le système.

Dans la statistique officielle de France, l'étendue des prairies artificielles n'est portée qu'à 1,500,000 hectares ; j'ai pensé que cette indication n'était plus exacte, attendu le progrès constant que fait parmi nous ce genre de culture, et je l'ai portée au double, c'est-à-dire à 3 millions d'hectares, en réduisant d'une quantité équivalente l'étendue des jachères. Même après cette augmentation, nous sommes encore loin des Anglais ; ils ont, sur les 15 millions d'hectares de l'Angleterre, l'Irlande et l'Écosse laissées de côté, la même surface en prairies artificielles que nous sur 53. Il est vrai que nos prairies artificielles valent bien les leurs ; leur sol se prête peu à la luzerne ; ils n'ont guère que du trèfle et du *ray-grass*, et le produit de ces deux plantes, quelque beau qu'il soit, ne dépasse pas celui des espèces supérieures que nous possédons ; c'est déjà beaucoup que de l'égaliser. Depuis quelque temps, ils obtiennent, avec le *ray-grass* d'Italie, de remarquables résultats.

La dernière culture consacrée à la nourriture des animaux est l'avoine. La France ensemeince tous les ans environ 3 millions d'hectares en avoine ; les îles Britanniques n'en ensementent pas autant, et on y obtient une récolte bien supérieure. Le produit moyen de l'avoine en France, semence déduite, doit être de 18 hectolitres par

hectare ; il est du double dans le Royaume-Uni , ou de 5 quaters par acre ¹ , et il s'élève quelquefois jusqu'à 10. Les mêmes différences se retrouvent en France entre les pays où la culture de l'avoine est bien entendue , bien appropriée au sol , et ceux où elle ne l'est pas ; c'est d'ailleurs , de toutes les céréales , celle qui prospère le plus naturellement sous les climats du Nord , La nation écossaise tout entière n'avait pas autrefois d'autre nourriture , d'où était venu à l'Écosse le surnom de terre des gâteaux d'avoine , *land of cakes* , comme on donnait à l'Irlande celui de terre des pommes de terre , *land of potatoes*.

Ainsi , sur une surface totale de 31 millions d'hectares , réduite à 20 par les terres incultes , les îles Britanniques produisent beaucoup plus de nourriture pour les animaux que la France entière avec une étendue double. La masse des fumiers est donc proportionnellement trois ou quatre fois plus forte , indépendamment des produits animaux qui servent directement à la consommation , et cette masse d'engrais n'est pas encore considérée comme suffisante. Tout ce qui peut accroître la fertilité du sol , les os , le sang , les chiffons , les tourteaux , les résidus de fabrication , tous les débris animaux et végétaux , les minéraux qui sont considérés comme contenant quelques principes fécondants , comme le plâtre , la chaux , etc. , sont recueillis avec soin et enfouis dans la terre. Les vaisseaux britanniques vont chercher des suppléments d'engrais jusqu'au bout du monde. Le guano , cette matière si riche , arrive par nombreuses cargaisons des mers les plus lointaines. La chimie agricole fait d'inces-

¹ L'acre anglais équivaut à 40 ares 46 centiares , et le quarter à 2 hectolitres 90 litres.

sants efforts pour découvrir soit de nouveaux engrais, soit ceux qui conviennent le mieux à chaque culture spéciale, et au lieu de mépriser ces recherches, les cultivateurs les encouragent par leur concours actif. Tous les ans, dans les dépenses de chaque ferme, figure un chiffre assez rond pour l'achat de matières fécondantes; plus on peut en payer, plus on en a. La vente de ces engrais supplémentaires donne lieu à un commerce énorme.

La terre ne demande pas seulement des engrais et des amendements, elle a encore besoin d'être creusée, ameublée, nivelée, sarclée, assainie, travaillée dans tous les sens, pour que l'eau la traverse sans y séjourner, pour que les gaz atmosphériques la pénétrent, pour que les racines des plantes utiles s'y enfonce et s'y ramifient aisément. Une foule de machines ont été imaginées pour lui donner ces diverses façons. On a pu se convaincre de l'immense importance de l'industrie des machines aratoires en Angleterre, et des débouchés qu'elle rencontre, par l'étendue qu'elle occupait à l'exposition universelle de 1851; on comptait près de trois cents exposants de cette catégorie, venus de tous les points du Royaume-Uni, et parmi eux il en est, comme les Garrett et les Ransome, dans le comté de Suffolk, qui emploient des milliers d'ouvriers, et font tous les ans pour des millions d'affaires. Ces machines économisent singulièrement la main-d'œuvre et suppléent à un grand nombre de bras.

Deux céréales profitent de tous ces travaux et de toutes ces dépenses, l'une est l'orge, qui donne la boisson nationale, l'autre la plante reine, le froment.

L'orge occupe tous les ans un million d'hectares environ: c'est à peu près autant qu'en France, où cette plante

n'a pas la même importance relative ; mais, comme pour l'avoine, le produit moyen est environ le double de ce qu'il est chez nous ; soit de 15 hectolitres en France , et de 30 en Angleterre, ou d'un peu plus de 4 quaters par acre. Une moitié environ de cette récolte sert à la fabrication de la bière ; le droit perçu sur le *malt* ou orge germée constate tous les ans l'emploi de 14 à 15 millions d'hectolitres ¹ ; l'autre moitié offre une ressource de plus pour la nourriture et l'engraissement du bétail , surtout des cochons. Les hommes consomment aussi un peu d'orge comme un peu d'avoine, mais l'usage de ces grossières nourritures diminue de jour en jour.

Outre l'orge et l'avoine, les Anglais mangeaient autrefois beaucoup de seigle. Le seigle est en effet, avec les céréales de printemps, le grain qui s'accommode le mieux des courts étés du Nord. Tout le nord de l'Europe ne cultive et ne mange que du seigle. En Angleterre, il a presque complètement disparu ; il ne sert guère plus qu'à produire du fourrage vert au printemps, et son prix, ordinairement fort bas, n'est coté sur les marchés qu'à l'époque des se-mailles. L'importation en est nulle, comme la production. La plupart des terres qui ne portaient autrefois que du seigle, portent aujourd'hui du froment ; celles qui s'y sont absolument refusées, ont été utilisées autrement. Les

¹ Le *Cultivateur écossais* fait ici une observation dont je dois reconnaître la justesse. Aux 5 millions de quaters d'orge employés pour la fabrication de la bière, il faut ajouter, dit-il avec raison, un million de quaters ou près de 3 millions d'hectolitres consacrés à la distillation. La même remarque s'applique au seigle, dont on distille aussi une certaine quantité. Ces faits, que j'avais cru pouvoir négliger, ne changent rien aux résultats généraux.

Anglais ont justement pensé que cette culture, qui donne autant de peine et consomme presque autant d'engrais que le froment pour des produits bien inférieurs, ne méritait pas l'intérêt qu'elle obtient dans le reste de l'Europe et même en France. C'est encore là une de ces idées justes en économie rurale qui suffisent pour transformer la physionomie agricole d'un pays. Il en est de l'abandon du seigle comme de l'abandon du travail par les bœufs, de l'extension du nombre des moutons, et de toutes les autres parties du système anglais.

Le seigle peut être encore cultivé en France sur 3 millions d'hectares environ, en y comprenant la moitié des terres emblavées en méteil. C'est en général une production misérable qui ne donne pas plus de 5 ou 6 pour un, et qui paye à peine les frais de culture. Il y aurait avantage à y renoncer, mais ce n'est pas toujours possible : il ne suffit pas d'abandonner le seigle, il faut encore être en état de produire autre chose avec succès, et tout le monde n'est pas en mesure de forcer la nature. Pour arriver à leur production actuelle en froment, les Anglais ont dû faire violence à leur sol et à leur climat. C'est l'emploi de la chaux comme amendement qui les y a aidés ; le même moyen a produit les mêmes effets sur plusieurs points de la France. Il ne faut pas non plus perdre de vue cet autre principe qu'ils ont également posé, que s'il n'est presque jamais avantageux de faire du seigle, il n'y a profit à faire du froment que dans de bonnes conditions. Dix hectares en bon état valent mieux que vingt ou trente mal réparés et mal travaillés.

Quand le quart presque de notre sol est en céréales pour la consommation humaine, moins du seizième du

territoire britannique, soit 1,800,000 hectares sur 31, est en blé ; mais aussi, quand sur nos 11 millions d'hectares, déduction faite de l'orge et de l'avoine, 5 portent des grains inférieurs, les 1,800,000 hectares anglais ne portent que du froment. On évalue à 70 millions d'hectolitres de froment, 30 de seigle, 7 de maïs et 8 de sarrasin, la production totale de la France en grains, déduction faite des semences ; celle des îles Britanniques doit être de 45 millions d'hectolitres de froment, sans mélange de seigle et d'autres grains.

Le produit moyen est chez nous de 12 hectolitres de froment ou de 10 hectolitres de seigle à l'hectare, semence déduite ; en y ajoutant le maïs et le sarrasin, et en répartissant le tout sur le nombre d'hectares ensemencés, on trouve un résultat moyen pour chaque hectare d'un peu plus de 6 hectolitres de froment, un peu moins de 3 hectolitres de seigle et un peu plus de 1 hectolitre de maïs ou de sarrasin, soit en tout environ 11 hectolitres. En Angleterre, ce même produit est de 25 hectolitres de froment ou de 3 quarts et demi par acre ; soit plus du double en quantité et trois fois autant en valeur vénale. Cette supériorité n'est certes pas due, comme on peut le supposer pour les prairies naturelles et artificielles, pour les racines, et jusqu'à un certain point pour l'avoine et l'orge, à la nature du sol et du climat, mais à la supériorité de la culture, qui se manifeste surtout par la réduction du sol emblavé à l'étendue qu'il est possible de bien mettre en état.

Quant au maïs et au sarrasin, au lieu d'être des causes d'infériorité, ils devraient être pour nous des richesses, car ces deux grains sont doués par la nature d'une bien

plus grande puissance de reproduction que les deux autres, et ce qu'on en retire sur quelques points montre ce qu'on pourrait en retirer ailleurs.

L'Écosse et l'Irlande sont comprises dans ces chiffres. Si l'on se borne à la seule Angleterre, on arrive à des résultats bien plus frappants. Ce petit pays, qui n'est pas plus grand que le quart de la France, produit à lui seul 38 millions d'hectolitres de froment, 16 d'orge et 34 d'avoine. Si la France produisait proportionnellement autant, elle récolterait, semence déduite, 150 millions d'hectolitres de froment, et 200 d'orge, d'avoine ou d'autres grains, c'est-à-dire le double au moins de sa production actuelle, et nous devrions obtenir beaucoup plus d'après la nature de notre sol et de notre climat, plus favorables aux céréales que le sol et le climat anglais. Ainsi se vérifie par les faits cette loi agronomique que, pour recueillir beaucoup de céréales, il vaut mieux réduire qu'étendre la surface emblavée, et qu'en consacrant la plus grande place aux cultures fourragères, on n'obtient pas seulement un plus grand produit en viande, lait et laine, mais encore un plus grand produit en blé. La France atteindra les mêmes résultats quand elle aura couvert de racines et de fourrages ses immenses jachères, et réduit de quelques millions d'hectares sa sole de céréales.

Voilà toute la culture anglaise. Rien de plus simple. Beaucoup de prairies, soit naturelles, soit artificielles, la plupart utilisées par le pâturage; deux racines, la pomme de terre et le turneps; deux céréales de printemps, l'orge et l'avoine, et une seule céréale d'hiver, le froment; toutes ces plantes enchaînées entre elles par un assolement alterne, c'est-à-dire par l'intercalation régulière des

céréales dites récoltes blanches, *white crops*, avec les plantes fourragères dites récoltes vertes, *green crops*, et débutant par des racines ou plantes sarclées pour finir par le froment; c'est tout. Les Anglais ont écarté toutes les autres cultures, comme la betterave à sucre, le tabac, les oléagineux, les fruits, les unes parce que leur climat s'y oppose, les autres parce qu'ils les ont trouvées trop épuisantes, ou qu'ils n'aiment pas à compliquer inutilement leurs moyens de production. Deux ont échappé à cette exclusion, le houblon en Angleterre, et en Irlande le lin. Partout où ces deux plantes sont cultivées, elles le sont avec un grand succès. La récolte du lin atteint en Irlande une valeur de 1,000 francs l'hectare; mais elle ne s'étend que sur 100,000 acres ou 40,000 hectares ¹. Le houblon est un produit plus riche encore, mais qui ne s'obtient que sur 20,000 hectares environ.

Les jardins et vergers occupent relativement beaucoup moins de place qu'en France, et leurs produits sont loin de valoir les nôtres. Les Anglais mangent peu de légumes et de fruits, et ils ont raison, car les uns et les autres sont chez eux sans saveur. Tout se concentre, dans leur régime alimentaire comme dans leur production, sur un petit nombre d'articles obtenus avec une extrême abondance.

Comme pour les produits animaux, la France peut invoquer un certain nombre de cultures à peu près incon-

¹ Le *Cultivateur écossais* fait remarquer ici que la culture du lin a fait de grands progrès en Irlande depuis quelques années, et qu'elle s'est étendue en 1853 à 175,000 acres ou 70,000 hectares. Cela est vrai, mais en 1848, elle ne couvrait que 50,000 acres ou 20,000 hectares; j'ai pris une moyenne.

nues chez nos voisins, dont les produits viennent s'ajouter chez nous à ceux des cultures similaires. Telle est d'abord la vigne, cette richesse spéciale de notre sol, qui ne couvre pas moins de 2 millions d'hectares et ne produit pas moins de 250 francs par hectare; tels sont encore le colza, le tabac, la betterave à sucre, la garance, le mûrier et l'olivier; tels sont enfin les jardins et vergers, qui comprennent un million d'hectares, et d'où sortent en abondance des fruits, des légumes et des fleurs. Ces produits réunis ont une valeur annuelle d'un milliard au moins.

Ce sont là des trésors incontestables qui rachètent en partie notre infériorité, et qui pourraient la racheter plus encore, car leur avenir est indéfini. La diversité de nos climats et, mieux encore, notre génie national, qui tend naturellement à la qualité dans la variété, comme le génie anglais à la quantité dans l'uniformité, nous promettent des progrès immenses dans ces cultures qui tiennent de l'art. Nous sommes loin d'avoir dit notre dernier mot à ce sujet, nos ouvriers ruraux comme nos ouvriers d'industrie peuvent compenser de plus en plus par la perfection et l'originalité ce qui nous manque pour la masse des produits. L'art de l'horticulture, qui crée de si grandes valeurs sur une petite étendue de terrain, doit, en se répandant, accroître beaucoup nos richesses; il en est de même des procédés perfectionnés pour la fabrication des vins et eaux-de-vie, pour la production du sucre, de la soie, de l'huile, etc.

Cependant il est impossible de se dissimuler que, dans l'état actuel des choses, avec leurs deux ou trois cultures appliquées en grand, les Anglais obtiennent par la généralité et la simplicité des moyens, des résultats d'en-

semble bien supérieurs ; résultats que nous obtenons nous-mêmes dans les parties de la France qui suivent les mêmes méthodes. Ceux de nos départements qui ressemblent le plus à l'Angleterre pour la nature et la proportion des cultures sont encore ceux où l'on arrive en somme aux meilleurs produits, et s'ils restent sur quelques points au-dessous de la moyenne anglaise, c'est que la proportion des cultures épuisantes y est encore trop forte, malgré les progrès faits depuis cinquante ans par les cultures améliorantes.

CHAPITRE V.

LE PRODUIT BRUT.

Le moment est venu d'évaluer la production totale des deux agricultures. Cette évaluation est fort difficile, surtout quand il s'agit d'une comparaison.

Les statistiques les mieux faites et les plus officielles contiennent des doubles emplois. Ainsi, dans la statistique de France, le produit des animaux figure trois fois ; d'abord comme revenu des prés et pâturages, ensuite comme revenu des animaux vivants, enfin comme revenu des animaux abattus. Ces trois n'en forment qu'un : c'est le revenu des animaux abattus qu'il faut prendre, en y ajoutant la valeur du laitage pour les vaches, celle de la laine pour les moutons, et le prix des chevaux élevés jusqu'à l'âge où ils se vendent d'ordinaire, c'est-à-dire vers 3 ans. Tout le reste n'est qu'une série de moyens de production qui s'enchaînent pour arriver au produit réel, c'est-à-dire à ce qui sert à la consommation humaine, soit dans la ferme elle-même, soit au dehors. Il n'est pas plus rationnel de porter en compte la quantité qui sert à renouveler les semences ; les semences ne sont pas un produit, mais un capital ; la terre les rend après les avoir reçues. Enfin il est impossible de compter, comme le font

quelques statistiques, la valeur des pailles et fumiers; les fumiers sont bien évidemment, sauf une exception importante dont je parlerai plus bas, un moyen de production; et, quant aux pailles, elles ne constituent un produit qu'autant qu'elles servent hors de la ferme, par exemple à nourrir les chevaux employés à d'autres usages.

Tout ce qui se consomme dans la ferme elle-même pour obtenir la production, comme la nourriture des animaux de travail et même des animaux en général, les litières, les fumiers, les semences, doit figurer dans les moyens de production et non dans les produits. Il n'y a de véritables produits que ce qui peut être vendu ou donné en salaires. Sous ce rapport, les statistiques anglaises sont beaucoup mieux faites que les nôtres; les notions économiques étant plus répandues en Angleterre que chez nous, on y sépare nettement ce qui doit être séparé, et les produits réels, les denrées exportables, sont comptés à part des moyens de production. Nous devons d'autant plus faire de même que, les moyens de production étant beaucoup plus multipliés chez nos voisins que chez nous, la comparaison serait encore plus à notre désavantage, si nous les comprenions dans le calcul.

Cette première difficulté levée, nous en trouvons d'autres. Les propriétaires français se sont plaints d'erreurs et d'omissions dans la statistique officielle; ces imperfections sont réelles, quoiqu'elles n'aient pas une aussi grande importance qu'on pourrait croire; je les ai indiquées déjà, et j'ai essayé de les réparer. Là n'est pas l'embarras le plus grave; la véritable pierre d'achoppement, c'est la différence des prix. Rien n'est variable

comme les prix, soit d'une année à l'autre dans le même lieu, soit d'un lieu à l'autre du même territoire, à plus forte raison quand il s'agit de mettre en regard des contrées aussi dissemblables. En France, les anomalies sont nombreuses ; les prix ruraux ne sont pas ceux des marchés, les prix de la Provence ne sont pas ceux de la Bretagne, les prix de 1850 ne sont pas ceux de 1847 ; il en est à peu près de même de l'autre côté du détroit, et quand, pour sortir de là, on a recours à des moyennes, on trouve que la moyenne générale du Royaume-Uni n'est pas la même que la moyenne générale de la France.

Malgré ces causes d'hésitation, il n'est pas absolument impossible de se faire une idée, au moins approximative, de la masse de valeurs créées annuellement dans les deux pays par l'agriculture. En déduisant les produits qui ne sont que des moyens de production, en réparant autant que possible les omissions de la statistique officielle, et en ramenant les prix à la moyenne des années antérieures à 1848, on trouve que la valeur annuelle de la production agricole française devait être, avant 1848, d'environ 5 milliards, divisés à peu près comme il suit :

PRODUITS ANIMAUX.

Viande (1 milliard de kilog. à 80 c.).	800 millions.
Laines, peaux, suifs, abats.	300
Lait (1 milliard de litres à 10 c.).	100
Volailles et œufs.	200
400,000 chevaux, mulets et ânes de trois ans.	80
Soie, miel, cire et autres produits.	120

TOTAL. 1,600 millions.

PRODUITS VÉGÉTAUX.

Froment (70 millions d'hect. à 16 fr.). . . .	1,100 millions.
Autres céréales (40 millions d'hect. à 10 fr.).	400
Pommes de terre (50 millions d'hect. à 2 fr.).	100 ¹
Vin et eau-de-vie.	500
Bière et cidre.	100
Foin et avoine pour les chevaux non agricoles.	300
Lin et chanvre.	150
Sucre, garance, tabac, huiles, fruits, légumes.	500
Bois.	250

TOTAL. 3,400 millions.

Soit en moyenne pour les 50 millions d'hectares de notre sol, déduction faite de 3 millions, occupés par les chemins, les rivières, les villes, etc., un produit brut de 100 francs par hectare, terrains incultes et terrains cultivés tout compris. Le minimum s'obtient dans les terrains incultes et les terrains forestiers, qui peuvent rapporter, les uns dans les autres, de 15 à 20 francs; le maximum, dans les jardins, les vignobles estimés, les terres qui portent le lin, le houblon, le mûrier, le tabac ou la garance, et dont le produit brut s'élève jusqu'à 1,000, 2,000, 3,000 francs et au delà; en retranchant à la fois ces deux extrêmes, on retrouve, pour la grande majorité des terres cultivées, soit 32 millions d'hectares environ, la moyenne générale de 100 francs par hectare.

En partageant la France en deux moitiés égales, l'une

¹ La production totale est de 100 millions d'hectolitres, mais j'ai supposé la moitié consommée par les animaux. J'ai retranché aussi 5 millions d'hectolitres de céréales inférieures, comme le maïs et le sarrasin, pour représenter la consommation des volailles et d'autres espèces animales, qui doit être bien plus forte.

au nord, l'autre au midi, on arrive, pour la moitié septentrionale à un produit brut moyen de 120 francs, et pour la partie méridionale de 80.

Cette disproportion est d'autant plus regrettable, que la région méridionale pourrait être la plus riche; sur quelques points, comme aux environs d'Orange et d'Avignon, dans les vignobles de Cognac et du Bordelais, dans les cantons qui produisent l'huile ou la soie, on arrive à des rendements admirables; mais les landes et les montagnes couvrent un quart du sol, et, dans la plus grande partie du reste, la culture languit, sans capitaux et sans lumières. Le Nord l'emporte par la même raison qui met l'Angleterre au-dessus de nous, parce que la bonne culture y est plus générale.

Si l'on compare entre eux les départements, les plus productifs paraissent toujours être ceux du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme, de la Seine-Inférieure, de l'Oise, où la moyenne du produit brut atteint 200 francs par hectare. Le département du Nord produit au moins 300 francs; mais il est le seul à ce taux. Ceux au contraire qui produisent le moins, sont ceux des Landes, de la Lozère, des Hautes et Basses-Alpes, et surtout de la Corse. Le produit brut moyen de ces départements doit être de 30 francs; en Corse, tout au plus de 10. Le reste de la France s'échelonne entre ces deux points extrêmes.

On pouvait arriver aussi à un total brut de 5 milliards de francs pour la production agricole du Royaume-Uni avant 1848. Ce total se divisait ainsi : 3 milliards 250 millions pour l'Angleterre proprement dite, 250 millions pour le pays de Galles, un milliard pour l'Irlande, 500 millions pour l'Écosse. Réparti par hectare de la

superficie totale, ce revenu donnait le résultat suivant :

Angleterre.	250 francs.
Irlande, basse Écosse et Galles.	125
Haute Écosse.	12
Moyenne générale.	165

Toutes les statistiques anglaises s'élèvent plus haut. Mac Culloch, le plus modéré dans ses évaluations, porte le produit total à 5 milliards et demi; d'autres, comme M. Spackman, à 250 millions sterling ou plus de 6 milliards; j'ai pris l'estimation la plus basse, et elle doit encore être réduite, à cause de la différence des prix. On a vu que pour le lait, les prix anglais étaient doubles des nôtres; pour la viande, la différence était de 25 à 30 pour 100, pour les céréales, de 20. En Écosse et en Irlande, ces différences diminuaient, puisque les deux pays vendaient à l'Angleterre. Dans l'ensemble, pour établir une comparaison exacte et ramener les prix du Royaume-Uni aux prix des denrées similaires en France, il faut réduire les 5 milliards d'un cinquième. On se trouve alors en présence d'un total de 4 milliards, qui paraît représenter bien réellement la valeur de la production britannique comparée à la nôtre. Ce résultat, encore si énorme en comparaison, était obtenu avec des produits très-peu variés : voici comment il se divisait :

PRODUITS ANIMAUX.

Viande (1,700 millions de kilog. à 80 c.). . .	1,360 millions.
Laines, peaux, suifs, abats.	300
Lait (2 milliards de litres à 10 c.).	200
300,000 chevaux de 3 ans, à 400 fr. l'un. . .	120
Volailles.	20

Total des produits animaux. 2 milliards.

PRODUITS VÉGÉTAUX.

Froment (45 millions d'hect. à 16 fr.). . . .	720 millions.
Orge (20 millions d'hect. à 8 fr.).	160 ¹
Avoine (15 millions d'hect. à 6 fr.).	90
Pommes de terre (200 millions d'hect. à 2 fr.).	400
Foin et avoine, pour les chevaux non agricoles.	400
Lin, chanvre, légumes, fruits.	170
Bois.	60

Total des produits végétaux 2 milliards.

Voilà, je crois, la vérité, autant du moins qu'on peut l'obtenir au moyen d'évaluations aussi générales.

Le plus grand enseignement que renferment ces chiffres, outre la disproportion des résultats, c'est le rapport des produits végétaux aux produits animaux; tandis qu'en France, les produits végétaux forment les quatre sixièmes du total et les produits animaux les deux sixièmes seulement, ce qui révèle au premier abord une culture épuisante, ou tout au moins stationnaire; dans les îles Britanniques, les uns sont égaux aux autres, ce qui annonce une culture améliorante; le plus inférieur des produits ru-

¹ La production totale de l'orge doit être de 30 millions d'hectolitres, mais les deux tiers seulement servent à la consommation humaine; l'autre tiers est consommé par les animaux. Je n'ai porté aussi pour la consommation humaine que le sixième environ de la production de l'avoine, qui doit approcher de 90 millions d'hectolitres, et la moitié de celle des pommes de terre.

Le *Cultivateur écossais* ne trouve pas ces proportions complètement exactes; il estime à beaucoup moins du tiers la consommation de l'orge par les animaux, et au quart au lieu du sixième celle de l'avoine par les hommes. Ces observations peuvent être fondées pour l'Écosse, mais non pour l'Angleterre.

raux, le bois, figure d'un côté pour 250 millions, et de l'autre pour 60 seulement.

Réparti par hectare sur la superficie totale du Royaume-Uni, le total du produit brut ainsi réduit donnait les résultats suivants :

Angleterre.	200 fr. par hectare.
Basse Écosse, Irlande et Galles.	100
Haute Écosse.	10
Moyenne générale.	135

Il y a dans le Royaume-Uni, ne l'oublions pas, deux parties qui, pour des motifs différents, offrent des résultats bien inférieurs à ceux de l'Angleterre proprement dite; l'Écosse, à cause de la stérilité irrémédiable de la plus grande partie de son sol, l'Irlande, à cause de circonstances politiques et sociales toutes particulières. Je parlerai plus loin avec quelque détail de ces deux fractions; pour le moment, examinons à part l'Angleterre, sans y comprendre le pays de Galles qui ne vaut guère mieux que l'Écosse, comme sol, et qui a aussi des rapports avec l'Irlande, quant à son histoire.

L'Angleterre produit à elle seule les cinq huitièmes de ces 4 milliards, soit 2 milliards 600 millions, divisés ainsi qu'il suit :

PRODUITS ANIMAUX.

Viande (1,100 millions de kilog.).	880 millions.
Laine, peaux, suifs, abats.	200
Lait (1,500 millions de litres).	150
200,000 chevaux à 400 fr.	80
Volailles.	15

Total des produits animaux. . . . 1,325 millions.

PRODUITS VÉGÉTAUX.

Froment (38 millions d'hect.)	600 millions.
Orge (15 millions d'hect. pour l'homme). . .	120
Pommes de terre (65 millions d'hect., <i>ibid.</i>). .	130
Foin et avoine, pour les chevaux non agricoles.	300
Lin, chanvre, légumes, fruits.	85
Bois.	40

Total des produits végétaux. . . 1,275 millions.

Les réflexions naissent en foule à l'aspect de ces tableaux. Pendant que la France prise dans son ensemble produit 100 francs par hectare, l'Angleterre proprement dite en produit 200. Les seuls produits animaux d'une ferme anglaise sont égaux au moins à la totalité des produits d'une ferme française de surface égale; tous les végétaux sont en sus. A ne considérer que les trois grandes espèces d'animaux domestiques, les moutons, le gros bétail et les porcs, sans tenir compte des volailles, les Anglais en tirent quatre fois plus que nous en viande, lait et laine. Parmi les végétaux, quand le sol français ne rapporte pas tout à fait 1 hectolitre et demi de froment par hectare, le sol anglais en rapporte 3, et il donne en outre cinq fois plus de pommes de terre pour la nourriture humaine. Il ne produit ni seigle, ni maïs, ni sarrasin, mais il prend abondamment sa revanche pour l'orge et l'avoine, et il en a besoin, car moins heureux que nous, il doit demander à un de ces grains la boisson nationale. « Nous sommes forcés, dit Arthur Young, d'avoir recours à nos meilleures terres pour notre bière; le climat des Français leur donne une grande supériorité sous ce rapport, en leur permettant d'utiliser pour la vigne les sols les plus stériles. »

Enfin les produits animaux deviennent sensiblement supérieurs aux produits végétaux ; nous retrouverons au moins le même rapport dans le pays de Galles et en Écosse ; l'Irlande seule offre , comme la France , la proportion contraire.

Cette supériorité de produits se démontre d'ailleurs par deux faits qui servent à contrôler les chiffres donnés par la statistique : le premier est l'état de la population , le second le prix vénal des terres.

Lors du dénombrement de 1841 , la population totale du Royaume-Uni était de 27 millions d'âmes , et celle de la France de 34. Ainsi, quand le Royaume-Uni nourrissait presque 1 tête humaine par hectare , la France en nourrissait 1 seulement par hectare et demi ; en supposant la consommation égale des deux parts , ce qui doit être exact dans l'ensemble , car si la population anglaise consomme plus que la population française , la population irlandaise consomme moins , nous retrouvons à peu près le même résultat que par l'examen comparatif des deux agricultures ; la balance penche même un peu du côté du Royaume-Uni , l'importation des denrées alimentaires rétablit l'équilibre.

Si nous divisons les deux populations par régions , la comparaison nous donnera des résultats de détail qui confirmeront ceux d'ensemble.

L'Angleterre proprement dite , même en y comprenant le pays de Galles , nourrissait , en 1841 , 4 têtes humaines sur 3 hectares , ce qui se retrouve en France dans les départements où la production est aussi forte ; l'Écosse prise dans son ensemble n'avait qu'une tête sur 3 hectares , et notre région du centre et de l'est une sur 2 ; l'Ir-

lande comptait une tête par hectare, et notre région du sud-ouest une sur 2, ce qui indiquerait pour l'Irlande une production double ; mais la malheureuse population irlandaise étant moins bien nourrie que la nôtre, le rapport se rétablit.

Quant à la valeur moyenne des terres, qui se proportionne en général à la quantité des produits obtenus, elle était pour les terrains de l'Angleterre proprement dite, de 1,000 francs l'acre ou 2,500 francs l'hectare, et pour le reste du Royaume-Uni, non compris la haute Écosse, de la moitié environ de ce chiffre, ou 1,250 francs. La haute Écosse avec ses terres incultes valait tout au plus 125 francs l'hectare. En retranchant 20 pour 100 de ces prix, on arrive à une moyenne de 2,000 francs pour l'Angleterre, de 100 francs pour la haute Écosse, et de 1,000 francs pour le reste du Royaume-Uni.

En France, les terrains cultivés de la moitié septentrionale doivent valoir en moyenne 1,500 francs l'hectare, et ceux de la moitié méridionale 1,000 francs. En évaluant les 8 millions d'hectares de terres incultes à 125 francs, et les 8 millions de terrains forestiers à 600 francs l'hectare, on trouve pour moyenne générale 1,000 francs.

Ainsi l'examen comparatif des produits agricoles, le chiffre de la population, la valeur vénale des terres, tout se réunit pour prouver, même avec les estimations les plus réduites, que le produit de l'agriculture britannique pris dans son ensemble était, avant 1848, au produit de l'agriculture française, à surface égale, comme 135 est à 100, et qu'en comparant la seule Angleterre à la France entière, la première produisait au moins le double de la

seconde. Cette démonstration me paraît avoir acquis le caractère de l'évidence.

A ces produits, il faut, pour être complètement exact, en ajouter un qu'il est fort difficile d'apprécier, mais qui n'en est pas moins des plus importants : c'est la fertilité qui s'accumule dans le sol par les fumiers, les amendements, les travaux de toute sorte, quand les récoltes annuelles n'en épuisent pas les effets. C'est pour en tenir compte que la plupart des statisticiens ont été entraînés à mentionner les fourrages, pailles et fumiers, dans les produits ; mais il y a dans cette façon de calculer une exagération évidente, puisque les récoltes absorbent annuellement la plus grande partie de la puissance acquise. Ce qui en reste est le seul produit vrai, mais comment le mesurer ? Un seul élément peut nous l'indiquer avec quelque sûreté : l'augmentation de la valeur du sol ; cette augmentation peut être amenée par d'autres causes, mais la plus constante et la plus active est l'accroissement de fertilité qui résulte de la bonne culture. On peut l'évaluer en moyenne, chez nos voisins, à 1 pour 100 de la valeur par an, soit 10 à 15 francs par hectare pour l'ensemble des trois royaumes, et 20 francs pour l'Angleterre proprement dite. En France, il doit être en moyenne de $\frac{1}{2}$ pour 100, soit 5 francs par hectare ; dans nos départements les mieux cultivés, il doit atteindre la moyenne anglaise, dans d'autres il est presque nul.

Bien que cette évaluation ne soit et ne puisse être qu'hypothétique, elle suffit pour expliquer la supériorité de produit des terres en Angleterre, malgré l'infériorité naturelle du sol et du climat ; la fertilité acquise y sup-

plée. Elle a déjà constitué un capital foncier très-supérieur et qui grossit toujours.

Trois sortes de capitaux concourent au développement de la richesse agricole : 1^o le capital foncier qui se forme à la longue par les frais de tout genre faits pour mettre la terre en bon état; 2^o le capital d'exploitation, qui se compose des animaux, des machines, des semences; 3^o le capital intellectuel, ou l'habileté agricole, qui se perfectionne par l'expérience et par la réflexion. Ces trois capitaux sont beaucoup plus répandus en Angleterre qu'en France. Pourquoi? Nous nous le demanderons bientôt, et nous nous étonnerons alors que la supériorité des Anglais ne soit pas encore plus marquée. « Mon Dieu, disait Arthur Young dans son langage original, en traversant en 1790 nos pauvres campagnes, donne-moi patience pour voir un pays si beau, si favorisé du ciel, traité si mal par les hommes. » Il ne dirait pas tout à fait la même chose aujourd'hui, ou du moins il ne pourrait le dire que des portions les plus arriérées de notre territoire. On pourrait lui montrer des provinces entières presque aussi bien cultivées que sa chère Angleterre, et partout les éléments du progrès prêts à éclater. Si le plus grand nombre végète encore, ce sont les circonstances favorables qui ont fait défaut.

Malheureusement, avant d'en venir à l'explication des faits, nous avons besoin de quelques détails statistiques de plus, arides sans doute, mais inévitables; encore un effort et ce sera fini.

CHAPITRE VI.

LES RENTES, LES PROFITS ET LES SALAIRES.

Pour donner le dernier trait à ce tableau, il reste à nous demander comment se partageait, avant 1848, le produit brut que nous venons d'indiquer, c'est-à-dire quelle était, sur ces 5 milliards de valeur nominale, déduction faite de l'impôt et des frais accessoires, la part qui revenait aux propriétaires du sol, ou *la rente*, — celle qui payait les peines et rétribuait le capital des fermiers, ou *le profit*, — et celle qui servait à rémunérer le travail manuel proprement dit, ou *le salaire*. Quand nous aurons fait le même travail pour la France, notre comparaison entre les deux agricultures sera complète.

Avant tout, la part qui se prélève pour les dépenses générales de la société, ou l'impôt.

Beaucoup d'erreurs ont été répandues et sont encore accréditées en France sur le système d'impôts qui règne en Angleterre. On croit assez généralement, sur une fausse apparence, que la terre anglaise est à peu près affranchie d'impôts, et que les taxes indirectes y forment tous les revenus publics. C'est une grande méprise. Nulle part, au contraire, la terre ne supporte un aussi lourd fardeau qu'en Angleterre. Seulement, ce n'est pas l'État qui perçoit ce que la terre paye directement, ou du

moins il n'en revenait presque rien à l'État avant l'établissement de l'*income-tax*. L'impôt direct à son profit n'était représenté que par une taxe insignifiante que les propriétaires ont rachetée en grande partie, la *land-tax*; mais si les taxes indirectes forment presque tout le revenu de l'État, les impôts directs n'en existent pas moins sous la forme de taxes locales.

Ces impôts sont au nombre de trois, la taxe des pauvres, les taxes de paroisse et de comté, qui équivalent à nos revenus des communes et des départements, et la dîme de l'Église. La taxe des pauvres s'élevait encore, avant 1848, malgré tous les efforts qui avaient été faits pour la réduire, à 6 millions sterling ou 150 millions de francs pour la seule Angleterre. Les taxes de paroisse et de comté, pour les chemins, les ponts, la police, les prisons, etc., dépassent, toujours pour l'Angleterre seule, 4 millions sterling ou 100 millions de francs, en tout 250 millions. La propriété rurale paye à elle seule plus des deux tiers de cette somme. En y joignant la partie non rachetée de la *land-tax*, qui s'élève pour l'Angleterre à 25 millions de francs, et enfin la troisième charge de la propriété rurale anglaise, la dîme, autrefois variable et arbitraire dans sa perception, et qui, depuis sa commutation en une rente à peu près fixe, atteint au moins 175 millions, on trouve un total de 375 millions, soit, pour les 15 millions d'hectares de l'Angleterre et du pays de Galles, une moyenne de 25 francs par hectare, ou 8 shillings par acre.

Cette moyenne elle-même ne donne qu'une idée inexacte du fardeau qui pèse sur certains points du sol anglais. Une partie de la dîme ayant été rachetée aussi

bien qu'une partie de la *land-tax*, la taxe des pauvres étant très-inégalement répartie, puisqu'elle n'est point centralisée et qu'elle suit les variations du paupérisme dans les localités, il s'ensuit que certaines régions sont fort au-dessous de la moyenne, et certaines autres fort au-dessus. Il n'est pas rare de trouver en Angleterre des terres qui payent jusqu'à 50 francs l'hectare de taxes de toute sorte.

L'Irlande et l'Écosse sont moins surchargées, l'Écosse surtout; la plupart des taxes anglaises y sont à peine connues. L'Écosse paye environ 12 millions de francs, et l'Irlande 38 d'impôt direct.

L'impôt foncier sur le sol, déduction faite des propriétés bâties, s'élève en France, en principal et centimes additionnels, en y comprenant la prestation en nature pour les chemins, à 250 millions en tout, ou 5 francs par hectare; cet impôt est donc le cinquième en valeur nominale et, en valeur réduite, le quart de ce qu'il est en Angleterre.

A ces chiffres, il faut ajouter l'*income-tax*, qui a quelque analogie avec notre contribution personnelle et mobilière, et qui emporte encore environ 3 pour 100 du revenu net des propriétaires et un et demi pour 100 de celui des fermiers. Les impôts sur les propriétés bâties, dont les propriétaires ruraux supportent leur part, sont dans la même proportion que ceux qui portent sur la terre proprement dite. Enfin les taxes indirectes, outre qu'elles réduisent en fait le revenu des propriétaires en élevant le prix de toutes les denrées, pèsent lourdement sur quelques-uns des produits agricoles, notamment sur l'orge qui sert à la fabrication de la bière et qui ne paye

pas moins de 125 millions de francs ; il a été récemment question de réduire cet impôt, mais inutilement. Notre impôt des boissons produit, comme on sait, 100 millions.

La propriété rurale anglaise était, il est vrai, affranchie en partie d'une charge qui atteint largement la terre en France, l'impôt sur les successions, les mutations et les hypothèques ; mais cette franchise, qui n'était réelle que pour les terres de franc-alleu ou *freeholds*, et qui manquait aux terres soumises aux droits seigneuriaux ou *copyholds*, vient d'être fortement réduite par une législation nouvelle ; elle perd d'ailleurs beaucoup de son importance, quand on songe aux frais de tout genre qu'entraîne l'incertitude de la propriété anglaise par l'absence d'un bon système d'enregistrement.

Voilà donc un premier résultat de cette grande production anglaise, l'élévation possible de l'impôt. Je ne m'arrêterai pas à montrer la richesse qui en résulte pour le pays en général et pour l'agriculture elle-même, qui profite la première des dépenses faites avec son argent. Il est bien évident que, si la propriété rurale française pouvait payer plus d'impôt, ou en d'autres termes consacrer beaucoup plus d'argent à des dépenses d'intérêt commun, la face de nos campagnes changerait bien vite : elles se couvriraient de chemins ruraux, de ponts, d'aqueducs, de travaux d'art, qui leur manquent aujourd'hui faute de fonds, et qui abondent chez nos voisins.

Après l'impôt viennent les frais accessoires de la culture : tels sont les achats d'engrais artificiels, l'entretien des machines aratoires, les renouvellements de semences et d'animaux reproducteurs, etc. ; c'est tout au plus si le cultivateur français peut consacrer en moyenne 4 ou

5 francs par hectare à ces dépenses si productives, tandis qu'on ne pouvait pas les évaluer, même avant 1848, à moins de 25 francs par hectare en moyenne pour tout le Royaume-Uni, et à moins de 50 francs pour l'Angleterre proprement dite. C'est, comme on voit, de huit à dix fois plus qu'en France, même avec la réduction de 20 pour 100. Tel est le second effet de cette production supérieure : plus on produit, plus on peut consacrer de ressources à l'accroissement de la production, et la richesse se multiplie par elle-même.

Malgré cette part faite à l'impôt et aux frais accessoires, quand ce qui reste du produit brut se divisait entre ceux qui avaient concouru à le former par leur capital, leur intelligence et leurs bras, la part qui revenait à chacun d'eux était plus grande en Angleterre qu'en France.

D'abord la rente du propriétaire ou le revenu du capital foncier. — L'idée de la rente n'est pas aussi généralement dégagée en France qu'en Angleterre, elle se confond avec le profit de l'exploitant et le revenu du capital d'exploitation, quand le propriétaire dirige lui-même la culture, et même avec le salaire proprement dit, quand il cultive son bien de ses propres mains. On peut cependant évaluer à 30 francs par hectare la rente moyenne des terres en France, c'est-à-dire le revenu net du capital foncier, déduction faite de tout revenu du capital d'exploitation, de tout salaire et de tout profit, soit en tout 1,500 millions pour nos 50 millions d'hectares cultivés ou non.

On sait plus exactement, par suite de l'organisation de la culture anglaise, qui sépare presque toujours la propriété de l'exploitation, quelle était avant 1848 la rente des

propriétés rurales dans les diverses parties du Royaume-Uni.

Le *minimum* de la rente se trouve à l'extrémité nord de l'Écosse, dans le comté de Sutherland et dans les îles voisines, où elle descend jusqu'à 1 franc 25 centimes par hectare de valeur nominale, soit 1 franc de valeur comparative. L'ensemble des *highlands*, qui comprend, avons-nous dit, bien près de 4 millions d'hectares, ne rapporte en moyenne que 3 francs par hectare à ses propriétaires. Le *maximum* est obtenu dans quelques prairies des environs de Londres et d'Édimbourg, qui se louent jusqu'à 2,000 francs l'hectare; les rentes de 500 francs, 300 francs, 200 francs, ne sont pas rares dans les Lothians et dans les parties de l'Angleterre qui avoisinent les grandes villes. Toute la partie centrale de l'île, qui comprend, outre le comté de Leicester, le plus central de tous, ceux qui l'entourent, rapporte en moyenne 100 fr. par hectare; c'est sans comparaison la région la plus riche des trois royaumes. A mesure qu'on s'éloigne de ce cœur du pays, la rente descend; au sud, elle tombe en moyenne, dans les comtés de Sussex, de Surrey et de Hants, à 50 francs l'hectare; au nord, dans ceux de Cumberland et de Westmoreland, à 30 francs; à l'ouest, dans les plus mauvaises parties du pays de Galles, à 10. Pour l'Angleterre entière, la moyenne est 75 francs.

Dans la basse Écosse, le million d'hectares qui entoure les deux embouchures du Forth et du Tay rapporte presque autant que le comté de Leicester et ses annexes; mais, à mesure qu'on s'éloigne de ces terres privilégiées, la rente descend, et la moyenne de la basse Écosse est égale en somme à celle de ses voisins d'Angleterre, les

comtés de Cumberland, de Westmoreland et le pays de Galles.

En Irlande, nous trouvons dans le comté de Meath, en Leinster, et dans les comtés annexes de Louth et de Dublin, un autre million d'hectares dont la rente est aussi élevée que dans le centre de l'Angleterre, mais nous trouvons en même temps dans les montagnes de l'ouest et dans le Connaught tout entier, une moyenne beaucoup plus basse.

En résumé, en adoptant pour la classification des rentes les mêmes divisions que pour l'appréciation générale du produit brut, voici le résultat qu'on obtient :

	Rente moyenne par hectare.
Angleterre.	75 francs.
Basse Écosse et Galles.	36
Haute Écosse.	3
Trois quarts de l'Irlande.	50
Nord-ouest de l'Irlande.	20
Moyenne générale.	50

Tous ces chiffres doivent être réduits de 20 pour 100, d'après la base que nous avons adoptée; ils deviennent alors les suivants :

Angleterre.	60	
Basse Écosse et Galles.	30	
Haute Écosse.	2	40 cent.
Trois quarts de l'Irlande.	40	
Nord-ouest de l'Irlande.	15	
Moyenne générale.	40	

En France, dans le département du Nord, la rente atteint en moyenne 100 francs l'hectare, ce qui le maintient au niveau et même au-dessus des meilleurs comtés anglais. Dans ceux qui le touchent de plus près, elle arrive

encore à 80 francs, et elle descend progressivement jusqu'aux départements de la Lozère et des Hautes et Basses-Alpes, où elle tombe à 10. Dans l'île de Corse, elle est tout au plus de 3, comme dans les *highlands* d'Écosse.

En second lieu, le bénéfice des exploitants. On l'évaluait généralement en Angleterre à la moitié de la rente, soit 25 francs par hectare pour tout le Royaume-Uni ou en valeur réduite 20 francs. Cette richesse se divise en deux parts : le revenu des capitaux engagés dans la culture, et le profit proprement dit, ou la rémunération de l'industrie agricole. Le revenu des capitaux étant évalué à 5 pour 100, la part du profit doit être égale, ce qui porte à 10 pour 100 le revenu du capital engagé. Le capital d'exploitation devait être alors, pour les trois royaumes, de 250 francs par hectare en moyenne ou 200 francs de valeur réduite. Ce capital appartenant presque universellement à des fermiers, c'est à eux que revenait à peu près en totalité cette part du produit brut. Dans l'Angleterre proprement dite, le revenu moyen des fermiers devait être de 40 francs par hectare en valeur nominale, ce qui supposait un capital d'exploitation de 400 francs, ou en valeur réduite 320.

En France, c'est tout au plus si l'équivalent de ce bénéfice s'élève à 10 francs par hectare, c'est-à-dire à la moitié de la moyenne du Royaume-Uni et au tiers de celle de l'Angleterre proprement dite. Il n'y a que le nord de l'Écosse et l'ouest de l'Irlande qui soit au-dessous de la moyenne française ; le reste est généralement au-dessus. Il est, d'ailleurs, aussi difficile de distinguer en France le bénéfice que la rente. Un quart seulement du sol est affermé, et dans les trois autres quarts, le bénéfice se

confond, soit avec la rente, soit avec le salaire. En somme la moyenne du capital d'exploitation peut être évaluée chez nous à 100 francs l'hectare. Voilà une des plus grandes causes de notre infériorité, car en agriculture comme dans toute espèce d'industrie, le capital d'exploitation est un des agents principaux de la production.

Les fermiers de l'Angleterre proprement dite possèdent, à surface égale, le même revenu que nos propriétaires français au moins. Le fermier d'une terre de 100 hectares, par exemple, a l'équivalent de 3,000 francs de revenu net; le propriétaire d'une terre de même étendue, dans les conditions moyennes, n'aurait pas davantage chez nous. Dans les parties les plus riches, les fermiers gagnent 50, 60, jusqu'à 100 francs par hectare; on en trouve qui jouissent de 10,000, 20,000, 30,000 francs de revenu. De là l'importance sociale de cette classe qui n'est pas moins assise sur le sol que la propriété elle-même. On les appelle des gentilshommes fermiers, *gentlemen farmers*. Ils vivent pour la plupart dans une aisance modeste, mais confortable; ils sont abonnés aux journaux et aux revues, et peuvent faire paraître de temps en temps sur leur table la bouteille de *claret* et de porto; leurs filles apprennent à jouer du piano. Quand on visite les campagnes en Angleterre, on est parfaitement reçu, pour peu qu'on ait quelques lettres d'introduction, dans ces familles cordiales et simples, qui cultivent souvent la même ferme depuis plusieurs générations. L'ordre le plus parfait règne dans la maison; on y sent à chaque pas cette régularité d'habitudes qui révèle le long usage. L'aisance est venue peu à peu par le travail héréditaire, c'est surtout depuis le temps d'Arthur Young qu'elle s'est développée, on en jouit

comme d'un bien honnêtement et laborieusement acquis. Aucun d'eux ne songe à devenir propriétaire, leur condition est bien meilleure; pour avoir 3,000 francs de revenu comme propriétaire, il faut au moins 100,000 francs de capital, tandis qu'il suffit de 30,000 pour les avoir comme fermier.

Viennent enfin les salaires. Ici l'avantage paraît être du côté de la France, en ce sens que la France emploie en salaires une part du produit brut plus considérable que le Royaume-Uni; mais cette question des salaires est très-complexe, et, quand on l'examine de près, on voit que l'avantage revient encore à nos voisins, au moins en ce qui concerne les trois quarts du pays. Seulement leur supériorité était moins marquée sur ce point que sur les autres avant 1848, c'était la partie la plus faible de leur organisation rurale. Sur quelques points du territoire, le mal était sérieux et profond, et il menaçait de le devenir pour le reste.

Quand on cherche à se rendre compte de la répartition des salaires avant 1848, soit en France, soit dans les diverses parties du Royaume-Uni, on trouve, en laissant pour le moment l'Écosse de côté à cause des phénomènes particuliers qu'elle présente, qu'en Angleterre on ne consacrait aux salaires que le quart environ du produit brut, soit l'équivalent de 50 francs par hectare ou à peu près, tandis qu'en France et en Irlande on en employait la moitié, soit encore 50 francs par hectare ou l'équivalent; mais le revers de la médaille n'est pas loin, c'est le nombre des travailleurs exigé de part et d'autre pour la production. En Angleterre, ce nombre avait été réduit autant que possible; en France, il était beaucoup plus grand,

et en Irlande beaucoup plus encore ; voici quel était approximativement le chiffre de la population rurale dans les trois pays :

Angleterre, 4 millions sur 16 de population totale ;

France, 20 millions sur 35 ;

Irlande, 5 millions sur 8.

D'où il suit que la population rurale formait en Angleterre, le quart seulement de la population totale, en France les quatre septièmes, en Irlande les deux tiers ; la répartition sur la surface du sol donnait les résultats suivants : Angleterre, 30 têtes par 100 hectares ; France, 40 têtes ; Irlande, 60.

Tout s'explique par le rapprochement de ces chiffres. Bien que l'Angleterre n'employât en salaires que l'équivalent de 50 francs par hectare, tandis que la France et l'Irlande en employaient autant, le salaire effectif devait être plus considérable en Angleterre qu'en France et en France qu'en Irlande, parce qu'il se répartissait sur un moindre nombre de têtes.

Nous pouvons en même temps y trouver la mesure de l'organisation du travail dans les trois pays : en Angleterre, 30 personnes suffisaient pour cultiver 100 hectares et leur faire rapporter l'équivalent de 200 francs par hectare ; tandis qu'en France il en fallait 40 pour n'obtenir qu'un produit moyen de 100 fr., et en Irlande 60 ; d'où il suit que le travail en Angleterre devait être beaucoup plus productif qu'en France, et en France qu'en Irlande.

Ces données générales sont confirmées par les faits de détail. En Angleterre, la moyenne du salaire rural pour les hommes était, avant 1848, de 9 à 10 shillings par semaine ou 2 francs par jour de travail, et en valeur réduite,

1 franc 60 cent. Sur les points les plus riches elle s'élevait à 12 shillings ou 2 fr. 50 cent. par jour de travail, et en valeur réduite, 2 fr., sur les points les moins riches, elle tombait à 8 shillings, ou un peu plus de 1 fr. 60 par jour, et en valeur réduite, 1 fr. 25.

Dans la basse Écosse et le pays de Galles, la moyenne des salaires était de 8 shillings par semaine ou de 1 franc 25 centimes, valeur réduite, par jour de travail. Dans la haute Écosse et les trois quarts de l'Irlande, la moyenne était de 6 shillings par semaine, ou, en valeur réduite, 1 franc. Dans l'ouest de l'Irlande, elle tombait à 4 shillings, ou 70 centimes par jour¹.

En France, la moyenne du salaire rural des hommes doit être de 1 franc 25 à 1 franc 50 centimes par jour de travail. Sur certains points, il s'élève à la hauteur du salaire anglais; sur d'autres, il tombe au niveau du salaire irlandais.

Ainsi, grâce à la réduction de main-d'œuvre, qui forme une des bases de leur système agricole, les Anglais avaient pu élever chez eux le niveau des salaires en même temps que celui des rentes, des profits, des impôts et des frais accessoires, quoique dans une moindre proportion. En sus de la somme annuellement consacrée aux salaires, et qui s'élevait, pour la seule Angleterre, à 700 millions de valeur nominale, les classes ouvrières trouvaient encore une grande ressource dans la taxe des pauvres, qui n'est en définitive, qu'un supplément des salaires, et qui

¹ Le *Cultivateur écossais* estime que je suis resté un peu au-dessous de la vérité dans l'estimation des salaires ruraux, soit en Angleterre, soit en Écosse; s'il en était ainsi, j'aurais encore plus raison, mais je ne le crois pas.

venait accroître de 150 millions leur dotation annuelle.

Du reste, il suffit d'entrer, en Angleterre, dans un *cottage* de paysan et de le comparer à la chaumière de la plupart de nos cultivateurs, pour sentir une différence dans l'aisance moyenne des deux populations. Bien que le paysan français soit souvent propriétaire et ajoute ainsi un peu de rente et de profit à son salaire, il vit moins bien, en général, que le paysan anglais. Il est moins bien vêtu, moins bien logé, moins bien nourri; il mange plus de pain, mais ce pain est assez généralement de seigle, avec un supplément de maïs, de sarrasin et même de châtaignes, tandis que le pain du paysan anglais est de froment, avec un faible supplément d'orge ou d'avoine; il boit quelquefois du vin ou du cidre, ce qui manque au paysan anglais, qui n'a que de la petite bière, mais il n'a que rarement de la viande, et le paysan anglais en a souvent, au moins de porc.

Malgré ces avantages, la question des salaires était, même en Angleterre, une question brûlante avant 1848. Il est vrai que la race, le climat et les habitudes donnent aux ouvriers ruraux anglais plus de besoins qu'aux nôtres. La contrée d'Angleterre où les salaires sont le plus bas est la pointe sud de l'île qui forme les comtés de Dorset, de Devon et de Cornwall. Dans cette région, le salaire était l'équivalent de 1 franc 25 centimes par jour, et bien qu'au niveau de la plupart de nos salaires français, il était généralement regardé comme insuffisant. Dans les parties de l'Irlande et de l'Écosse où il tombait au-dessous de la moyenne française, la misère était infiniment plus grande que chez nous, à taux égal. L'équivalent de 20 sous par jour, dont se contentent en France beaucoup de nos

paysans, fait jeter les hauts cris ; quand on arrive à 70 centimes, comme dans les Hébrides et le Connaught, l'existence paraît absolument impossible.

Hélas ! je connais des contrées en France où l'on vit encore à ce prix-là, et sans trop se plaindre ; il est vrai que cette pauvreté, déjà si pénible par elle-même, n'est pas aggravée par la rudesse d'un climat hyperboréen, et, ce qui est pis encore, par le sentiment d'une inégalité excessive. L'équivalent de 70 centimes par jour, c'est partout un maigre salaire ; mais il doit plus qu'ailleurs paraître intolérable dans un pays où le salaire courant des ouvriers ruraux est sur quelques points de 2 francs 50, et où celui des ouvriers d'industrie s'élève en moyenne beaucoup plus haut.

Voici, d'après ce qui précède, comment se partageait approximativement le produit brut en France et en Angleterre proprement dite :

FRANCE.

Rente du propriétaire.	30 fr. par hectare.
Bénéfice de l'exploitant.	10
Impôts.	5
Frais accessoires.	5
Salaires.	50

TOTAL. 100 fr.

ANGLETERRE (valeur nominale).

Rente du propriétaire.	75 fr.
Bénéfice du fermier.	40
Impôts.	25
Frais accessoires.	50
Salaires.	60

TOTAL. 250 fr.

Et avec la réduction de 20 pour 100 :

Rente.	60 fr.
Bénéfice.	32
Impôts.	20
Frais.	40
Salaires.	48
TOTAL.	200 fr.

Toutes les parties prenantes, sauf le salaire, avaient donc une part plus grande en Angleterre qu'en France; même en réduisant tous les prix, la rente était double, le bénéfice plus que triple, l'impôt quadruple; le salaire lui-même, quoique égal ou à peu près en quantité absolue, était relativement un peu plus élevé. Le reste du Royaume-Uni offrait des résultats moins satisfaisants, mais presque toujours supérieurs aux nôtres.

Tels sont les faits, ou du moins tels ils étaient avant 1848. Les changements survenus depuis, soit en France, soit dans le Royaume-Uni, ont été considérables, surtout chez nos voisins, où une révolution plus légitime, plus réfléchie et surtout plus féconde que notre révolution de 1848, s'est accomplie paisiblement, pendant que nous remontions avec effort la pente de l'abîme où nous nous étions jetés. Quelque chose de pareil à ce qui s'est passé en France et en Angleterre de 1790 à 1800, s'est reproduit pendant ces cinq années, si stérilement pénibles pour nous, si utilement actives pour eux. Pendant que nous posions bruyamment beaucoup de questions sans les résoudre, ils les résolvaient sans les poser, et nous sommes sortis les uns et les autres de l'épreuve, eux fortifiés et nous affaiblis.

Avant de raconter cette crise respective qui a augmenté

encore la distance déjà si grande que nous venons de constater, il importe de rechercher les causes de la supériorité agricole des Anglais avant 1848 ; elles dérivent de l'histoire et de l'organisation entière des deux pays. La condition agricole d'un peuple n'est pas un fait isolé, c'est une part du grand ensemble. La responsabilité de l'état imparfait de notre agriculture ne revient pas à nos cultivateurs exclusivement ; son progrès ultérieur ne dépend pas uniquement d'eux, ou, pour mieux dire, ce n'est pas en fixant leurs regards sur le sol qu'ils peuvent se rendre tout à fait compte des phénomènes qu'il présente, mais en essayant de remonter aux lois générales qui régissent le développement économique des sociétés.

Jusqu'à présent, ces sortes d'études ont été peu de leur goût ; ils les repoussent à peu près d'un commun accord, comme inutiles et dangereuses pour des praticiens ; je crois qu'ils se trompent, et j'espère le leur prouver. Il n'y a pas de bonne pratique agricole sans une bonne situation économique, l'une est l'effet, l'autre la cause.

CHAPITRE VII.

CONSTITUTION DE LA PROPRIÉTÉ.

On attribue assez généralement la supériorité de l'agriculture anglaise à la grande propriété ; cette opinion est vraie à certains égards, mais il ne faut pas la pousser trop loin.

D'abord, il n'est pas exact que la propriété soit aussi concentrée en Angleterre qu'on se l'imagine communément. Il y a sans doute dans ce pays d'immenses fortunes territoriales ; mais ces fortunes, qui frappent les regards de l'étranger et même du regnicole, ne sont pas les seules. A côté des colossales possessions de la noblesse proprement dite, se montrent les domaines plus modestes de la *gentry*. Dans la séance de la chambre des communes du 19 février 1850, M. Disraëli a affirmé, sans être contredit, qu'on pouvait compter dans les trois royaumes 250,000 propriétaires fonciers. Or, comme le sol cultivé est en tout de 20 millions d'hectares, c'est une moyenne de 80 hectares par famille, et, en ajoutant les terrains incultes, de 120. Le même orateur, en évaluant, comme nous, à 60 millions sterling ou 1,500 millions de francs le revenu net de la propriété rurale, a trouvé, à raison de 250,000 copartageants, une moyenne de 6,000 francs de rente, soit 4,800 en valeur réduite.

Il est vrai que, comme toutes les moyennes, celle-ci ne donne qu'une idée fort incomplète des faits. Parmi ces 250,000 propriétaires, il en est un certain nombre, 2,000 tout au plus, qui ont à eux seuls un tiers des terres et du revenu total, et, dans ces 2,000, il en est 50 qui ont des fortunes de princes. Quelques-uns des ducs anglais possèdent des provinces entières et ont des millions de revenu. Les autres membres de la pairie, les baronets d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, les grands propriétaires qui ne font pas partie de la noblesse, s'échelonnent à leur suite. En partageant entre ces 2,000 familles 10 millions d'hectares et 500 millions de revenu, on trouve 5,000 hectares et 250,000 francs de rente par famille.

Mais plus la part de l'aristocratie est considérable, plus celle des propriétaires du second ordre se trouve réduite. Ceux-là, cependant, possèdent les deux tiers du sol, et jouent conséquemment dans la constitution de la propriété anglaise un rôle deux fois plus important. Leur lot moyen tombe à 80 hectares environ, et leur revenu foncier à 4,000 francs; en appliquant à ce revenu la réduction de 20 pour 100, il n'est plus que de 3,200. Comme il y a nécessairement beaucoup d'inégalité parmi eux, on doit en conclure que les propriétés de 1,000, 2,000, 3,000 francs de rente, ne sont pas aussi rares en Angleterre qu'on le croit; c'est, en effet, ce qu'on trouve quand on y regarde de près.

Un autre préjugé qui repose également sur un fait vrai, mais exagéré, c'est la persuasion où l'on est que la propriété foncière ne change pas de mains en Angleterre. Si la propriété y est beaucoup moins mobile que chez

nous, elle est loin d'être absolument immobilisée. Certaines terres sont frappées de substitutions ou autres droits, mais le plus grand nombre est libre. Il ne faut que parcourir les immenses colonnes d'annonces des journaux quotidiens, ou entrer un moment dans un de ces offices pour les ventes des immeubles si nombreux à Londres et dans toutes les grandes villes, pour rester convaincu de ce fait, que les propriétés rurales de 50 à 500 acres, c'est-à-dire de 20 à 200 hectares, ne sont pas rares en Angleterre, et qu'il s'en vend journellement.

Dans les journaux, ces annonces sont généralement rédigées ainsi : A vendre, une propriété de tant d'acres d'étendue, louée à un fermier solide, *substantial*, avec une résidence élégante et confortable, un bon ruisseau à truites, une belle chasse, des jardins potagers et d'agrément, à proximité d'un chemin de fer et d'une ville, dans un pays pittoresque, etc. Dans les offices, on vous montre, en outre, un plan de la terre et une vue peinte assez bien faite de la maison et de ses alentours. C'est toujours un joli bâtiment presque neuf, parfaitement entretenu, avec des ornements extérieurs d'assez mauvais goût, mais d'une disposition intérieure simple et commode, au milieu d'une pelouse plus ou moins grande, avec des bouquets d'arbres à droite et à gauche, et quelques vaches qui paissent sur le premier plan. Il y a deux cent mille résidences de ce genre réparties sur la verte surface des îles Britanniques.

Malgré le goût très-vif des Anglais pour la possession de la terre, qui les porte tous à devenir *landlords* dès qu'ils le peuvent, le prix des propriétés rurales n'est pas plus élevé qu'en France proportionnellement au revenu.

On achète généralement à raison de trente fois la rente, c'est-à-dire sur le pied d'environ 3 pour 100. Dès qu'un homme un peu enrichi dans les affaires a quelques milliers de livres sterling à mettre dans une maison de campagne, dix domaines d'une valeur de 100,000 francs à un million se disputent son choix. Dans un pays où l'hectare de terre vaut en moyenne 2,500 francs, il ne faut pas plus de 20 hectares pour constituer une propriété de 100,000 francs, il n'en faut pas plus de 300 pour valoir un million, en y comprenant la valeur de l'habitation et de ses dépendances.

Assurément la terre est, en France, beaucoup plus divisée : tout le monde connaît le chiffre célèbre des onze millions et demi de cotes foncières qui semble indiquer le même nombre de propriétaires ; mais tout le monde sait aussi maintenant, depuis les recherches de M. Passy, à quel point ce chiffre est trompeur. Non-seulement il arrive souvent qu'un seul contribuable paye plusieurs cotes, ce qui suffit déjà pour mettre une incertitude à la place d'un fait en apparence si positif ; mais les propriétés bâties des villes figurent au nombre des recensées, ce qui réduit le nombre réel des propriétés rurales à 5 ou 6 millions au plus.

Le taux des cotes a bien aussi sa valeur, et de même qu'il faut écarter en Angleterre, pour connaître l'état le plus général de la propriété, ces vastes possessions de quelques grands seigneurs qui font illusion pour le reste, de même il faut, en France, réduire à leur rôle véritable cette multitude de petits propriétaires qui abaisse tant la moyenne. Sur onze millions et demi de cotes, cinq millions et demi sont au-dessous de 5 francs, deux millions

vont de 5 à 10 francs, trois millions de 10 à 50, six cent mille de 50 à 100, cinq cent mille seulement sont au-dessus de 100 francs ; c'est dans ce demi-million que réside la propriété de la plus grande partie du sol. Les onze millions de cotes au-dessous de 100 fr. peuvent s'appliquer à un tiers environ de la surface totale, ou 18 millions d'hectares ; les deux autres tiers, ou 32 millions d'hectares, appartiennent à quatre cent mille propriétaires, déduction faite de ceux qui ne sont qu'urbains, ce qui donne une moyenne de 80 hectares par propriété.

Ainsi, en retranchant d'une part les très-grandes propriétés et de l'autre les très-petites, qui occupent dans les deux pays un tiers environ du sol, la moyenne serait en France, pour les deux autres tiers, égale en étendue à la moyenne anglaise. Cette égalité apparente cache une disproportion, en ce que le revenu est, à surface égale, bien plus élevé en Angleterre que chez nous ; mais, tout compte fait, la différence réelle n'est pas ce qu'on suppose. Il y a en France environ 100,000 propriétaires ruraux qui payent au delà de 300 francs de contributions directes, et dont les fortunes sont égales, en moyenne, à celle de la masse des propriétaires anglais ; 50,000 d'entre eux payent 500 francs et au-dessus. Des terres de 500, 1,000, 2,000 hectares se rencontrent encore assez souvent, et les fortunes territoriales de 25 à 100,000 fr. de rente et au delà ne sont pas tout à fait inconnues. On peut trouver environ un millier de propriétaires par département qui rivalisent, pour l'étendue de leurs domaines, avec la seconde couche des *landlords* anglais, celle qui est de beaucoup la plus nombreuse. Ce qui est vrai, c'est que nous en avons proportionnellement moins que nos voisins, et

qu'à côté des châteaux de notre *gentry*, fourmille l'armée des petits propriétaires, tandis que la *gentry* anglaise a derrière elle les immenses fiefs de l'aristocratie. Dans cette mesure, mais dans cette mesure seulement, il est exact de dire que la propriété est plus concentrée en Angleterre qu'en France.

Cette concentration est favorisée par la loi de succession, qui, à défaut de testament, fait passer les immeubles du père de famille sur la tête du fils aîné, tandis qu'en France les immeubles se divisent également entre les enfants ; mais l'application de ces deux législations, si opposées en principe, n'a pas dans la pratique des effets aussi contraires. Le père de famille peut, dans les deux pays, changer par sa dernière volonté les dispositions de la loi, et il profite quelquefois de cette liberté ; d'autres causes plus puissantes et plus générales agissent aussi. En France, les mariages refont en partie par la dot des filles ce que la loi de succession défait ; en Angleterre, si les immeubles ne sont pas partagés, les biens meubles le sont, et dans un pays où la fortune mobilière est si considérable, cette division ne peut manquer d'exercer, par des ventes et achats, son influence sur la répartition de la propriété immobilière. Le progrès de la population, beaucoup plus rapide chez nos voisins que chez nous, est à son tour, quoi qu'on fasse, un élément de division. En fait, beaucoup de propriétés se divisent en Angleterre, et tous les jours de nouvelles résidences de campagne se construisent pour de nouveaux *country-gentlemen* ; en même temps, beaucoup de propriétés se recomposent en France, et on a remarqué, dans le mouvement des cotes foncières, que les grosses s'accroissaient plus vite que les petites.

De même qu'on s'exagère habituellement la concentration de la propriété en Angleterre, de même on s'exagère l'influence que la grande propriété y exerce sur le développement de l'agriculture. Cette influence est réelle comme la concentration même; mais, comme elle, elle a ses limites. Qui dit grande propriété ne dit pas toujours grande culture. Les plus grandes propriétés peuvent se diviser en petites exploitations. Il importe assez peu que 10,000 hectares soient possédés par un seul, s'ils se partagent, par exemple, en 200 fermes de 50 hectares chacune. Nous verrons tout à l'heure, en traitant de la culture proprement dite, que c'est en effet ce qui arrive souvent; l'influence de la grande propriété devient alors à peu près nulle. Reconnaissons cependant qu'à prendre les choses dans leur ensemble, la grande propriété est favorable à la grande culture, et que sous ce rapport elle a une action directe sur une partie du sol anglais; cette action est-elle aussi féconde que l'ont cru quelques publicistes? tout ce qui n'est pas elle est-il aussi nuisible qu'ils l'ont affirmé? Voilà la question.

Nous avons vu que dans le Royaume-Uni il y a en quelque sorte deux catégories de propriétés : les grandes et les moyennes. Les grandes ne s'étendent que sur un tiers du sol, et une portion de ce tiers étant divisée en petites fermes, il s'ensuit que l'action de la grande propriété ne se fait sentir que sur un quart environ. Ce quart est-il le mieux cultivé? Je ne le crois pas. Les terres immenses de l'aristocratie britannique se trouvent principalement dans les régions les moins fertiles. Le plus grand propriétaire foncier de la Grande-Bretagne, le duc de Sutherland, possède d'un seul bloc près de 300,000 hectares de terre

dans le nord de l'Écosse, mais ces terres valent 100 francs l'hectare; un autre grand seigneur, le marquis de Breadalbane, possède dans une autre partie du même pays presque autant de terres qui ne valent guère mieux. En Angleterre, les vastes propriétés du duc de Northumberland sont situées en grande partie dans le comté de ce nom, un des plus montueux et des moins productifs; celles du duc de Devonshire, dans le comté de Derby, et ainsi de suite. C'est surtout dans de pareils terrains que la grande propriété est à sa place; elle seule peut y porter de bons effets.

Les parties les plus riches du sol britannique, les comtés de Lancaster, de Leicester, de Worcester, de Warwick, de Lincoln, sont un mélange de grandes et de moyennes propriétés. Dans un des plus riches, même au point de vue agricole, celui de Lancaster, c'est la moyenne et presque la petite propriété qui dominant. En somme, on peut affirmer, surtout si l'on fait entrer l'Irlande dans le calcul, que les terres les mieux cultivées des trois royaumes ne sont pas celles qui appartiennent aux plus grands propriétaires. Il y a sans doute des exceptions éclatantes, mais telle est la règle.

On peut même trouver, non pas précisément en Angleterre, mais dans une possession anglaise, l'île de Jersey et ses annexes, un pays où fleurit exclusivement la petite propriété. Les lois normandes sur la succession, qui prescrivent le partage égal des terres entre les enfants, n'ont pas cessé d'y être en vigueur. « L'effet inévitable de cette loi, dit David Low, agissant depuis plus de neuf cents ans dans les étroites limites de cette petite île, a été de réduire tout le sol du pays en petites possessions. A peine

pourrait-on trouver dans l'île entière une seule propriété de 40 acres (16 hectares); beaucoup varient de 5 à 15, et le plus grand nombre a moins de 15 acres (6 hectares). » L'agriculture en est-elle plus pauvre? Non assurément. La terre ainsi divisée est cultivée comme un jardin; elle est affermée en moyenne de 4 à 5 livres sterling par acre (de 250 à 300 fr. par hectare), et, dans les environs de Saint-Hélier, jusqu'à 8 et 12 livres de 500 à 750 fr. par hectare). Malgré ces fermages énormes, les cultivateurs vivent dans une abondance modeste sur des étendues qui seraient insuffisantes partout ailleurs pour faire subsister le laboureur le plus pauvre.

En France, il y a aussi deux catégories de propriétés, les moyennes et les petites. Les pays où la culture est le plus avancée sont en général ceux où dominent les petites. Tels sont les départements du Nord et du Bas-Rhin, et presque tous les cantons riches des autres départements. C'est par la division des propriétés que le progrès se manifeste habituellement chez nous. Ainsi le veut le génie national. Le même fait se reproduit dans d'autres pays, en Belgique, dans l'Allemagne rhénane, dans la haute Italie, et jusqu'en Norwége.

Partout ailleurs qu'en Angleterre, c'est-à-dire en Espagne, en Allemagne, les très-grandes propriétés ont fait plus de mal que de bien à l'agriculture. Le seigneur féodal vit loin de ses domaines; il ne les connaît que par les revenus qu'il en retire, et qui, avant d'arriver jusqu'à lui, passent par les mains d'une foule de domestiques et d'intendants, plus occupés de leurs propres affaires que de celles du maître. La terre dépouillée sans relâche par des mains avides, ne recevant jamais les regards qui pourraient

la féconder, abandonnée à des tenanciers aussi pauvres qu'ignorants, languit dans l'inculture, ou ne donne que les maigres produits qu'elle ne peut s'empêcher de livrer. En Angleterre, il n'en est pas ainsi; beaucoup de grands seigneurs tiennent à honneur de gérer eux-mêmes leurs domaines, et de consacrer à l'amélioration du sol la plus grande partie de ce qu'ils en retirent; mais le vice essentiel des très-grandes propriétés n'est pas tout à fait détruit, et pour ceux qui remplissent admirablement leur devoir de *landlord*, combien en est-il qui négligent leur héritage!

Est-il donc à propos, comme on l'a fait, de vanter exclusivement la grande propriété, de vouloir la transporter partout, et de proscrire la petite? Évidemment non. En ne considérant la question qu'au point de vue agricole, le seul qui doive nous occuper ici, les résultats généraux plaident beaucoup plus en faveur de la petite propriété que de la grande. Ce n'est pas d'ailleurs chose facile que de changer artificiellement la condition de la propriété dans un pays. Cette condition tient à un ensemble de causes anciennes, essentielles, qu'on ne détruit pas à volonté. Attribuer à la grande propriété en Angleterre un rôle exclusif, en faire le principal et presque le seul mobile du progrès agricole, prétendre l'imposer à des nations qui la repoussent, c'est s'exposer à se donner tort quand on peut avoir raison, et poser en principe que la culture ne peut se développer qu'à la condition d'une révolution sociale impossible, ce qui est heureusement faux.

Je n'en reconnais pas moins que l'état de la propriété en Angleterre est plus favorable à l'agriculture que l'état de la propriété française; je n'ai voulu combattre que l'exagération.

La question a été mal posée par suite d'une confusion. Ce qui importe à la culture, ce n'est pas que la propriété soit grande, mais qu'elle soit riche, ce qui n'est pas tout à fait la même chose. La richesse est relative : on peut être pauvre avec une grande propriété et riche avec une petite. Entre les mains de 1,000 propriétaires qui n'ont chacun que 10 hectares et qui y dépensent 1,000 fr. par hectare, la terre sera deux fois plus productive qu'entre les mains d'un homme qui possède à lui seul 10,000 hectares et qui n'y dépense que 500 fr. Tantôt c'est la grande propriété qui est la plus riche, tantôt c'est la petite, tantôt c'est la moyenne ; tout dépend des circonstances. La meilleure organisation de la propriété rurale est celle qui attire vers le sol le plus de capitaux, soit parce que les détenteurs sont plus riches relativement à l'étendue de terre qu'ils possèdent, soit parce qu'ils sont entraînés à y dépenser une plus grande partie de leurs revenus. Or, il est certain que, dans l'état actuel des choses, nos propriétaires français sont moins riches que les propriétaires anglais, et conséquemment moins disposés à faire des avances au sol. Les plus petits sont parmi nous ceux qui traitent le mieux la terre, c'est une des raisons qui ont fait prendre tant de faveur à la petite propriété.

En Angleterre, au contraire, si ce n'est pas précisément la très-grande propriété, c'est la meilleure moitié de la propriété moyenne qui peut être et qui est en effet la plus généreuse envers le sol. Les terres les mieux cultivées et les plus productives sont celles dont les possesseurs jouissent en moyenne de 1,000 livres st. de revenu. Là se rencontrent à la fois et le capital, qui manque trop souvent aux propriétaires inférieurs, et le goût des amé-

liorations agricoles, l'intelligence des intérêts ruraux, qui manquent quelquefois aux trop grands propriétaires, faute de communications suffisantes avec les champs.

Quand cet amour des intérêts ruraux se rencontre chez un très-grand propriétaire, c'est la perfection. Toute l'Angleterre se souvient avec reconnaissance des immenses services que le duc de Bedford, le duc de Portland, lord Leicester, lord Spencer, lord Yarborough et plusieurs autres, ont rendus à l'agriculture nationale. Dès que la volonté de faire le bien est unie à la puissance que donnent le rang le plus élevé et la plus colossale fortune, de véritables merveilles deviennent possibles. La famille de Bedford, entre autres, a doté son pays de magnifiques entreprises agricoles. Par elle, des comtés entiers ont été conquis sur les eaux de la mer, d'autres qui n'offraient que de vastes landes sont devenus riches et productifs. L'héritier de cette noble maison jouit de 100,000 livres sterling ou 2 millions et demi de revenu en biens-fonds, et il est digne, par l'usage qu'il en fait, de succéder au grand agronome, son ancêtre, dont la statue orne un des squares de Londres, appuyée sur un soc de charrue.

Il est sans doute regrettable que cet élément nous manque, et les causes qui ont détruit chez nous la très-grande propriété sont plus regrettables encore que cette destruction même ; mais il faut savoir se résigner aux faits irréparables, il faut éviter surtout de se grossir la gravité du mal. Les avantages de la très-grande propriété peuvent être en partie remplacés par l'action de l'État, par une bonne administration des impôts locaux, par l'esprit d'association ; c'est ce qui arrive déjà sur beaucoup de points. Même en Angleterre, où l'aristocratie a tant

fait pour la gloire et la prospérité nationales, sous tous les rapports, ce n'est pas elle qui a le plus fait, et, si éclatants que soient ses services, ils ne doivent pas rendre injustes pour ceux plus nombreux et plus efficaces que rend tous les jours le corps honorable de la *gentry*.

En France, où les habitudes d'économie sont plus générales qu'en Angleterre, une moyenne de 25,000 francs de rente n'est pas nécessaire. Pour que la propriété bourgeoise soit chez nous dans de bonnes conditions, il suffit que le possesseur jouisse de 5 à 6,000 fr. de revenu au moins. Sur ce revenu, une famille de propriétaires ruraux peut vivre convenablement dans l'état actuel de nos mœurs, et mettre de côté tous les ans pour des dépenses productives. Au-dessous commencent les embarras, à moins que l'économie ne s'accroisse en proportion. Quant à la petite propriété, comme le possesseur est en même temps cultivateur, elle prospère dans des conditions beaucoup plus humbles. Une famille de paysans peut très-bien vivre d'ordinaire avec un revenu de 1,200 fr., et pourvu qu'elle ait un excédant de quelques centaines de francs, la terre ne souffre pas entre ses mains, au contraire; nulle part elle n'est l'objet de soins plus assidus, nulle part elle ne rend avec plus de libéralité les embrassements affectueux qu'elle reçoit.

Il n'est pas nécessaire, et c'est là une des principales causes de l'erreur où tombent les partisans exclusifs de la grande propriété, que le revenu du détenteur lui vienne tout entier de la terre elle-même. Une portion notable de ce revenu peut sortir de toute autre source, d'une fonction quelconque ou d'une rente mobilière chez le bourgeois, d'un salaire extérieur chez le paysan. Alors, plus la propriété rurale est petite relativement au revenu, plus

elle peut recevoir l'infusion féconde du capital. Presque toujours la propriété n'est négligée que parce qu'elle est trop grande pour le revenu du possesseur. C'est ce qui arrive surtout quand celui-ci est endetté ; dans ce cas, plus la propriété est étendue, plus sa condition est mauvaise ; ce n'est plus qu'une fausse apparence, une illusion funeste.

Le grand fléau de la propriété, c'est la dette, non celle qui a été contractée pour faire valoir son bien et qui est presque toujours avantageuse, quoique rare, mais celle beaucoup plus commune qui porte sur le fonds lui-même, et qui laisse le propriétaire nominal sans ressources pour l'entretenir en bon état. Voilà le mal réel de la propriété française, non la division du sol proprement dite. Il se peut même que le remède à ce mal soit, dans beaucoup de cas, une plus grande division. La plupart de nos grands propriétaires gagneraient à posséder moins de terre et plus d'argent. Ceux qui ont au-dessous de 5 à 6,000 fr. de revenu net auraient presque tous avantage à renoncer au sol, et parmi les petits, il en est un grand nombre aussi qui feraient mieux de ne plus s'acharner à résoudre un problème insoluble. Que cette liquidation, si elle avait lieu, dût profiter à la grande, à la moyenne ou à la petite propriété, c'est ce qu'on ne pourrait dire à l'avance et ce qui importe en réalité fort peu.

La dette du sol fait moins de mal en Angleterre qu'en France, non qu'elle y soit précisément moindre, elle y est au contraire supérieure, puisqu'on l'évalue à la moitié de la valeur totale, mais parce qu'elle porte sur des familles plus riches. L'intérêt de la dette payé, il reste encore aux propriétaires anglais un revenu net plus élevé qu'aux nôtres. L'immense quantité de valeurs mobilières qu'ils

possèdent pour la plupart contribue, avec la plus grande valeur du sol, à accroître considérablement leur richesse moyenne. L'attention publique a été attirée pourtant, de l'autre côté du détroit, sur les inconvénients de la dette hypothécaire ; on commence à s'en préoccuper sérieusement, et si jamais on prend des mesures pour en diminuer le poids, la révolution qui en sortira sera plutôt défavorable qu'avantageuse à la grande propriété. C'est, en effet, la plus grande propriété qui est la plus obérée, et une liquidation, en appelant plus largement à la possession du sol les fortunes commerciales et industrielles, diminuerait d'autant la part actuelle des fortunes territoriales. Cette révolution a déjà commencé en Irlande, et elle y marche à grands pas, en vertu d'une législation spéciale.

Je reconnais que le droit d'aînesse est pour quelque chose dans la supériorité de richesse des propriétaires anglais, en ce qu'il empêche la division forcée des terres ; mais la substitution, qu'on présente aussi comme favorable à la culture, n'a que de mauvais effets, parce qu'elle met obstacle à la libre transmission. Il est sans doute fâcheux qu'une propriété sorte des mains qui la possèdent héréditairement, et la mobilité de la propriété en France, surtout avec les lois fiscales qui grèvent chaque changement, est un de ses plus grands vices ; mais ce qu'il faut déplorer, c'est la cause qui pousse le propriétaire à vendre, ce n'est pas la vente elle-même. Dès qu'un propriétaire est endetté, appauvri, il est à désirer, pour le bien commun, que sa propriété sorte de ses mains le plus tôt possible : elle ne peut plus y prospérer. Sous ce rapport, la loi française, qui ne met que peu d'obstacles à la transmission, vaut mieux que la loi anglaise.

Quant aux successions, c'est différent. La division obligatoire des immeubles est chez nous un mal réel, et le jour viendra, je l'espère, où, dans un intérêt économique, on corrigera ce qu'elle a d'excessif. De leur côté, les Anglais seront probablement conduits, par le progrès de la richesse rurale, à supprimer la substitution ; ils en ont déjà beaucoup atténué dans la pratique les fâcheux embarras, et il n'est nullement impossible de s'en affranchir quand on le veut bien¹. Telles qu'elles sont, les qualités et les défauts des deux législations se balancent à peu de chose près, la supériorité du système anglais, bien que réelle, n'est pas très-sensible. Ce n'est pas là la cause la plus puissante du progrès agricole.

Cette question méritait d'être posée dans ses véritables termes ; elle a été obscurcie par trop de passions et de préjugés qui n'ont rien de commun avec l'économie rurale. Si jamais il doit être question en France de donner au père de famille plus de latitude dans ses dispositions testamentaires, ou de faciliter l'indivision des immeubles dans les successions *ab intestat*, on fera bien de ne pas y mêler des considérations sur la grande propriété, qui ne sont d'aucune application. Ce n'est pas la loi qui a réduit en France la grande propriété, c'est la révolution, et non-seulement tout retour artificiel en arrière est impossible, mais, avec le cours qu'ont pris les choses, il serait fort douteux qu'il fût utile.

¹ La loi anglaise ne permet la substitution qu'au profit d'une ou plusieurs personnes vivantes et d'une à naître (*one unborn*). Quand cette dernière a atteint sa majorité, la substitution cesse, à moins qu'elle ne soit renouvelée.

CHAPITRE VIII.

CONSTITUTION DE LA CULTURE.

La seconde cause qu'on donne généralement à la prospérité agricole de l'Angleterre , c'est la grande culture. Cette cause a, comme la première, quelque réalité ; mais là encore il y a dans les esprits beaucoup d'exagérations.

Le sol britannique n'est pas plus partagé en fermes immenses qu'en immenses propriétés. Il y a sans doute de très-grandes exploitations , comme il y a de très-grands domaines : mais ce n'est pas la majorité. On y trouve en même temps une foule de fermes plus que modestes , qui passeraient pour telles en France même , le nombre des petits tenanciers y est infiniment plus grand que celui des petits propriétaires. On ne compte pas moins de 200,000 fermiers dans la seule Angleterre , ce qui donne une moyenne de 60 hectares par ferme même en y comprenant les terres incultes.

Dans certaines parties, comme les plateaux de Wilts, de Dorset, de Lincoln et d'York, les fermes de plusieurs centaines et même de plusieurs milliers d'hectares ne sont pas rares ; mais dans certaines autres, comme les districts manufacturiers en général , celles de 10 à 12 hectares sont les plus communes. Dans le comté de Chester , on en trouve beaucoup au-dessous de 10 acres ou 4 hectares. Sur ces 200,000 fermiers , la moitié environ

cultivent par leurs bras et ceux de leur famille. En Écosse, le nombre des fermiers dépasse 50,000, et en Irlande 700,000.

Nous avons en France l'équivalent de l'Irlande dans nos cinq ou six millions de petites exploitations au-dessous de 7 ou 8 hectares, mais nous avons en même temps l'équivalent de la Grande-Bretagne dans les quatre ou cinq cent mille qui ont une étendue moyenne de 50 à 60. Les fermes de plusieurs centaines d'hectares ne sont pas chez nous tout à fait sans exemple; on en trouve notamment dans les environs de Paris qui présentent le plus beau et le plus complet spécimen de la grande culture. Il ne nous manque que ces fermes immenses peu nombreuses en Angleterre, qui ne se rencontrent que dans les parties les plus stériles, comme les déserts de la haute Écosse ou les plateaux crayeux du sud, uniquement bons à servir de pâturages à moutons. Ce n'est donc pas précisément par l'étendue des fermes que la culture anglaise l'emporte sur la nôtre : le rapprochement est même plus grand sous ce rapport que sous celui de la propriété.

La véritable supériorité de cette constitution agricole, au moins pour la Grande-Bretagne, car l'Irlande demande à être examinée à part, se manifeste par deux signes principaux : 1^o l'usage à peu près universel du bail à ferme, qui fait de l'agriculture une industrie spéciale; 2^o la quantité de capital que possèdent les fermiers et qu'ils ne craignent pas d'engager dans la culture.

Les avantages du bail à ferme sur les autres modes d'exploitation du sol, et en particulier sur le métayage, se font sentir dans les parties de la France où il est usité.

C'est le grand principe de la division du travail appliqué à l'agriculture. Une classe particulière d'hommes voués de bonne heure au métier des champs , et y consacrant leur vie entière , se forme par là. Ces hommes ne sont pas précisément des ouvriers ; ils sont plus aisés , plus éclairés , ils portent le poids d'une responsabilité plus grande. Pour eux , la culture est une profession , avec toutes les chances de perte et de gain , et si les chances de perte sont suffisantes pour tenir leur attention éveillée , les chances de gain suffisent aussi pour exciter leur émulation. L'Angleterre est pleine de fortunes faites dans la culture ; ces exemples font de cette carrière une des plus recherchées pour le profit en même temps qu'elle est une des plus agréables , des plus honorées , des plus saines pour l'esprit et pour le corps.

Les partisans exclusifs de la grande propriété ont prétendu qu'elle était la cause déterminante du bail à ferme ; c'est une erreur. Le bail à ferme ne se trouve pas partout où est la grande propriété , et il se rencontre où elle n'est pas. En Russie , en Espagne , en Hongrie , il y a de grands propriétaires qui ont des métayers , des paysans de corvée , et point de fermiers ; en France , dans les départements qui avoisinent Paris , c'est la propriété moyenne qui domine , et il y a des fermiers. Le bail à ferme se concilie plus aisément avec la grande propriété qu'avec toute autre , mais il est possible avec toutes les espèces de propriété , même avec la petite.

On dit que les longs baux sont nécessaires pour faire fleurir le fermage , et que la grande propriété peut seule en faire de pareils : c'est encore une erreur. Les longs baux

sont utiles sans doute , mais ils ne sont pas nécessaires. En Angleterre , ils sont à peu près inconnus , ou , pour mieux dire , il arrive assez souvent qu'on n'ait pas de bail du tout. Les trois quarts des fermiers sont ce qu'on appelle *at will*, à volonté, c'est-à-dire que de part et d'autre on peut se quitter en se prévenant six mois d'avance. Je ne dis pas que ce soit là le meilleur contrat, je sais qu'il n'est praticable que dans certains cas, je sais même que dans ce moment-ci la tendance est en Angleterre à faire des baux et de longs baux ; mais je dis , ce qui ne saurait être contesté , que la propriété agricole de ce pays a été obtenue avec des fermiers qui n'avaient pour la plupart que des baux annuels.

On sait déjà quel est le capital dont ces fermiers disposent. On évaluait en Angleterre, avant 1848, à 8 liv. sterl. par acre ou 500 fr. par hectare le capital nécessaire à un bon fermier. Beaucoup sans doute n'en avaient pas autant, mais quelques-uns en avaient davantage. Tous font des avances à la terre avec une confiance absolue. Dans ce pays où l'industrie et le commerce sollicitent de tous côtés les capitaux et leur promettent une brillante rémunération , il en est un grand nombre qui aiment mieux se porter sur l'agriculture. Pendant que nos cultivateurs tondent, comme ils le disent eux-mêmes, sur un œuf, et considèrent ce qui est épargné comme le premier gagné, c'est à qui mettra en Angleterre le plus d'argent sur le sol. Cette confiance tient bien par quelque chose à la grande culture. C'est surtout par la grande culture que les dépenses considérables ont commencé , c'est elle qui donne tous les jours les plus frappants exemples de l'esprit d'industrie appliqué à l'exploitation du sol ; mais la

moyenne et la petite la suivent de près. Le petit fermier qui n'a que quelques milliers de francs pour patrimoine n'hésite pas plus que le grand capitaliste qui en a dix fois, cent fois davantage. Les uns et les autres se lancent en même temps, et le plus souvent sur la foi d'un simple bail annuel, dans des dépenses qui paraîtraient énormes chez nous et que des propriétaires seuls voudraient entreprendre ; quand on demande de longs baux, c'est pour pouvoir se livrer avec plus de sécurité à ces avances toujours croissantes.

On attribue généralement à la grande culture le remplacement des bœufs par les chevaux et des bras par les machines pour le travail des champs. Il en est de même des grands achats d'engrais et d'amendements, des dépenses pour l'établissement et l'entretien des chemins et des clôtures, des travaux de nivellement, de défoncement, d'assainissement, d'irrigation, etc. Nouvelle confusion. L'usage de ces procédés perfectionnés, c'est-à-dire l'emploi intelligent du capital, est un signe de culture riche et éclairée plutôt que de grande culture. Petits et moyens fermiers en comprennent les avantages tout aussi bien que les grands, soit en Angleterre, soit partout où la culture est aussi avancée ; on ne les voit méconnus que par les cultivateurs pauvres et ignorants. Or, si la culture anglaise est riche, elle n'est pas moins éclairée et habile.

Les fermiers anglais, même les plus petits, ont toutes sortes de moyens de se tenir au courant des moindres progrès qui se font dans leur art. Ils mettent volontiers leurs enfants en apprentissage chez ceux d'entre eux qui se distinguent par une habileté particulière, et ils ne

craignent pas de payer pour eux des pensions qui feraient reculer les nôtres bien loin. Ils tiennent de fréquents *meetings* où ils se communiquent mutuellement le résultat de leurs réflexions et de leurs expériences. Ces concours d'animaux et de charrues, que le gouvernement est obligé d'instituer et de défrayer en France, sont établis depuis longtemps sur une foule de points du Royaume-Uni au moyen de souscriptions particulières. Les plus grands seigneurs, à commencer par les princes du sang et par le mari même de la reine, tiennent à honneur de présider ces concours et ces assemblées agricoles, de prendre part aux discussions et de disputer les prix. Une foule de journaux spéciaux en rendent compte, les grands journaux eux-mêmes enregistrent avec soin toutes les nouvelles qui peuvent intéresser la première des industries. Pas plus que la pauvreté, l'ignorance n'est considérée dans ce pays-là comme l'attribut essentiel de la profession agricole.

Outre les sociétés locales formées depuis longtemps sur tous les points de l'Angleterre, il existe depuis 1835, une société centrale d'agriculture, qui porte le titre fort peu prodigué de *Société royale*. Bien qu'elle ne reçoive aucun secours du gouvernement, elle dispose de sommes considérables qu'elle doit à des souscriptions volontaires. Elle se compose de membres à vie et de souscripteurs annuels, et couvre de ses ramifications tout le sol du royaume. Parmi ses membres à vie figurent presque toute l'aristocratie de l'Angleterre et la fleur des *country-gentlemen*; les souscripteurs annuels se recrutent parmi les petits propriétaires et les simples fermiers. Elle ne compte pas moins de 5,000 membres pour la seule An-

gleterre, car l'Écosse et l'Irlande ont leurs sociétés particulières, dont 1,000 environ à vie et 4,000 annuels. Le taux le plus commun de la souscription annuelle est d'une livre st. ou 25 fr., celui de la souscription à vie de 10 livres et pour ce qu'on appelle *les gouverneurs* de 50.

Avec ses ressources, accrues par quelques accessoires, la Société royale jouit d'un revenu annuel de 10,000 livres sterl. ou 250,000 fr. Elle s'en sert pour activer les progrès de l'agriculture nationale; elle tient des séances hebdomadaires où se discutent les questions agricoles à l'ordre du jour, elle publie un recueil excellent où sont réunis les mémoires qui lui paraissent dignes de l'impression; elle paye des professeurs pour enseigner les sciences appliquées à l'agriculture, et entre autres, un chimiste spécialement chargé des analyses de terres et d'engrais qui lui sont demandées; elle ouvre chaque année, et c'est là le but principal de sa fondation, un grand concours de bestiaux et de machines aratoires, où elle convoque toute l'Angleterre. Cette société exerce par tous ces moyens, une puissante et utile influence.

En France, la culture n'est pas une industrie à proprement parler, on y compte peu de fermiers, et la plupart de nos cultivateurs, qu'ils soient propriétaires, fermiers ou métayers, n'ont qu'un capital insuffisant. Voilà nos vrais maux. On peut, avec quelque apparence de raison, en accuser la petite propriété. Un cultivateur qui possède quelque chose, aime mieux en général, chez nous, être propriétaire que fermier. Le contraire arrive en Angleterre. Il y avait autrefois beaucoup de petits propriétaires dans ce pays; ils formaient une classe importante dans l'État; on les appelait les *yeomen*, pour les distinguer des

gentilshommes campagnards, qu'on appelait des *squires*. Ces *yeomen* ont disparu à peu près complètement, et il faut bien se garder de croire qu'une révolution violente les ait détruits. Ils se sont transformés volontairement, un à un, sans que le moment précis de leur disparition puisse être indiqué nulle part. Ils ont vendu leurs biens pour se faire fermiers, parce qu'ils ont trouvé qu'ils y avaient plus d'avantage, et comme ils ont presque tous réussi, la plupart de ceux qui survivent ne tarderont probablement pas à faire de même.

Pourquoi beaucoup de nos petits propriétaires ne prennent-ils pas le même parti ? C'est qu'ils n'y ont pas encore un intérêt immédiat. Les *yeomen* anglais ont, eux aussi, attendu longtemps avant de se décider. Cette transformation a besoin de circonstances favorables qui ne se sont pas encore présentées, et il ne suffit pas de désirer les révolutions agricoles pour les accomplir.

C'est moins l'extension du bail à ferme proprement dite que celle du capital d'exploitation qui est désirable parmi nous. La supériorité du bail à ferme n'est sensible que dans le cas où les propriétaires qui cultivent par eux-mêmes n'ont pas un capital suffisant. Là où la culture est une profession pour les propriétaires et où ils possèdent tout ce qu'il leur faut, leur action vaut bien celle des fermiers : ils ont un intérêt direct, permanent, héréditaire, à l'amélioration du sol. Seulement ils ont besoin d'un double capital qui se rencontre rarement, un premier comme propriétaires, et un second comme cultivateurs. Quand cette double condition est remplie, et qu'elle vient se joindre à l'expérience traditionnelle, à l'activité qu'excitent l'esprit de famille et ce qu'on a justement appelé

le démon de la propriété, il n'y a pas de mode d'exploitation qui puisse lutter contre celui-là, en même temps qu'il n'y a pas pour un État de classe d'hommes plus morale et mieux trempée, ce qui n'est pas à dédaigner.

Tout est donc dans ces deux mots : le capital et l'habileté. La grande culture sans habileté et sans capital vaut moins que la petite avec l'un et l'autre, et réciproquement. Il peut y avoir des cas où le capital et l'habileté se rencontrent surtout avec la grande culture, et d'autres où ils se rencontrent surtout avec la petite. Ces différences doivent décider.

Il viendra certainement un moment où bon nombre de petits et de moyens propriétaires français comprendront qu'il y a avantage pour eux à sortir plus ou moins de la propriété pour s'adonner davantage à la culture. Le capital placé en terre rapportant tout au plus 2 ou 3 pour 100, et le capital placé dans la culture devant rapporter de 8 à 10, quand il est bien employé, le calcul est facile à faire. Ce jour-là disparaîtront une foule de petites et de moyennes propriétés qui sont aujourd'hui dans des conditions déplorables ; mais cette révolution ne sera jamais générale, et il n'est pas utile qu'elle le soit. La petite culture est, comme la petite propriété, plus conforme à notre génie. Les capitaux étant plus divisés chez nous qu'en Angleterre, il est convenable, pour que le capital d'exploitation soit suffisant, que les exploitations soient plus petites. Beaucoup de nos propriétaires aimeront mieux diviser leurs propriétés que s'en séparer tout à fait, et même en supposant la transformation complète, bien peu pourront réaliser assez d'argent pour exploiter convenablement de grandes fermes.

L'étendue des fermes se détermine d'ailleurs par d'autres causes, comme la nature du sol ou du climat et les espèces de cultures dominantes. La France est encore destinée par ces causes à être, plus que l'Angleterre, un pays de petite culture. Beaucoup de ses industries agricoles exigent un grand nombre de bras et rendent la division des exploitations nécessaire. La grande ressource du pâturage est moins généralement à notre portée. Presque partout, la terre de France peut répondre au travail de l'homme, et presque partout il est avantageux à la communauté que le travail de l'homme la remue avec énergie. Je connais des parties de notre pays où la petite culture est un fléau ; j'en connais d'autres où c'est un bien inestimable, que la grande ne pourrait jamais suppléer.

Plaçons-nous au centre de la France, dans les montagnes du Limousin. Nous y trouvons un sol pauvre, granitique, un climat pluvieux et froid ; les céréales y viennent mal et ne payent pas leurs frais de culture ; toutes les cultures industrielles sont impossibles : c'est le seigle qui domine, et il ne donne que de faibles produits. Les herbes et les racines prospèrent au contraire. Les irrigations sont rendues faciles par l'abondance des sources, la qualité fécondante des eaux et les pentes du terrain ; l'élève et l'engraissement des animaux peuvent se faire dans d'excellentes conditions. C'est, à peu de chose près, le sol et le climat d'une grande partie de l'Angleterre. Tout y appelle la grande culture. Malheureusement, par suite de circonstances étrangères à la question agricole, c'est la petite qui règne ; elle y est nécessairement peu productive. Les céréales épuisent le sol que ne répare pas un engrais insuffisant. La main d'œuvre est excessive

pour le résultat obtenu; les bestiaux, mal nourris et exténués par le travail, ne donnent aucun profit; la rente est presque nulle, le salaire misérable.

Transportons-nous, au contraire, dans les grasses plaines de la Flandre, sur les bords du Rhin, de la Garonne, de la Charente, du Rhône; nous y retrouvons la petite culture, mais bien autrement riche et productive. Toutes les pratiques qui peuvent féconder la terre et multiplier les effets du travail y sont connues des plus petits cultivateurs et employées par eux, quelles que soient les avances qu'elles supposent. Sous leurs mains, des engrais abondants, recueillis à grands frais, renouvellent et accroissent incessamment la fertilité du sol, malgré l'activité de la production; les races de bestiaux sont supérieures, les récoltes magnifiques. Ici c'est le tabac, le lin, le colza, la garance, la betterave, ailleurs la vigne, l'olivier, le prunier, le mûrier, qui demandent pour prodiguer leurs trésors, un peuple de travailleurs industriels. N'est-ce pas aussi à la petite culture qu'on doit la plupart des produits maraîchers obtenus à force d'argent autour de Paris?

On a vu que, même en Angleterre, elle n'a pas tout à fait cédé le terrain. Tout cependant paraît contribuer à la proscrire; elle n'a pas, comme en France, le point d'appui de la petite propriété et de la division des capitaux; elle a contre elle les théories des agronomes et le système général de culture. Depuis Arthur Young, elle est en baisse, et les progrès modernes de l'agriculture nationale ont été obtenus par des voies opposées. Elle persiste cependant, et tout porte à croire que, sur quelques points au moins, elle persistera. L'industrie des fromages, par

exemple, s'en accommode parfaitement. C'est une industrie toute domestique : le soin de dix à douze vaches suffit pour occuper avec fruit une famille de cultivateurs qui se servent rarement de secours étrangers. Rien n'est charmant comme l'intérieur de ces humbles cottages, si propres, si bien tenus, où respirent la paix, le travail et la bonne conscience, et on aime à s'imaginer qu'ils ne sont pas menacés de périr.

Même dans les conditions les plus favorables à son développement, la grande culture a des bornes, posées par la nature des choses. Les trop grandes fermes anglaises sont sujettes à des inconvénients reconnus, à moins qu'elles n'aient beaucoup de pâturages. Dès que les céréales font partie de l'exploitation, les distances à parcourir par les hommes, les chevaux et les instruments, même avec les moyens perfectionnés inventés de nos jours, deviennent des pertes notables de temps et de force. Un seul chef peut difficilement porter son attention sur tous les points à la fois. J'ai vu de ces fermes appartenant à de très-grands seigneurs, et conduites directement par leurs agents, qu'on appelle des fermes de réserve, *home farms*, et qui frappent l'imagination par leur caractère grandiose, mais où le gaspillage atteint aussi des proportions homériques. Les possesseurs attachent un orgueil héréditaire à ces gigantesques établissements, monuments de richesse et de puissance ; mais le plus souvent ils gagneraient beaucoup à les diviser pour les louer à de véritables fermiers.

Si la nécessité d'employer tous les jours un capital plus considérable à la culture, pour répondre par l'accroissement de la production à l'accroissement de la consommation, doit diminuer le nombre des petites fermes,

elle ne peut manquer d'avoir aussi pour effet de réduire l'étendue des plus grandes. On commence à parler en Angleterre de 1,000 francs de capital d'exploitation par hectare, et ce n'est peut-être pas trop pour les procédés nouveaux que le progrès agricole suggère tous les jours. Or, s'il est difficile à beaucoup de cultivateurs qui exploitent par eux-mêmes de fournir une pareille somme, il ne l'est pas moins, même en Angleterre, de trouver des entrepreneurs de culture qui aient un capital de plusieurs centaines de mille francs. Il est donc probable que le nombre des grandes et des petites fermes diminuera à la fois, et que les moyennes, celles de 50 à 100 hectares, 125 à 250 acres, les plus répandues déjà, se multiplieront. Cette dimension paraît en effet la meilleure pour le genre de culture le plus généralement adopté, et ce n'est pas là de la grande culture à proprement parler¹.

¹ Le *Cultivateur écossais* dit ici en note que la meilleure espèce de fermes en Angleterre est celle qui comprend de 300 à 400 acres ou de 120 à 160 hectares. Je sais que cette opinion est généralement partagée par les agronomes anglais, mais outre qu'elle n'a rien de contraire à ma thèse, car une pareille dimension ne serait pas encore excessive, je prie de remarquer qu'elle n'est nullement inconciliable avec les termes dont je me suis servi. Je ne dis pas qu'une étendue de 50 à 100 hectares soit toujours ce qu'il y a de mieux, mais ce qui se rencontre le plus souvent et la moyenne dont on paraît le plus se rapprocher. Il y a en effet d'autres causes que celles tirées de la culture proprement dite, bien que celles-là soient les plus puissantes, qui agissent sur l'étendue moyenne des fermes. La répartition des capitaux parmi les fermiers en est une, et je persiste à douter qu'il y ait, même en Angleterre, beaucoup de fermiers assez riches pour aborder prudemment des exploitations de 150 à 200 hectares. Les faits traditionnels, beaucoup plus favorables que la théorie à la petite et à la moyenne culture, ont résisté jusqu'ici et résisteront probablement encore. Je ne suis pas

Il est probable aussi qu'en France une révolution du même genre se produira, à mesure qu'il deviendra possible de consacrer à la culture un plus grand capital. Les petites exploitations disparaîtront là où elles supposent la pauvreté, et il s'en formera de nouvelles là où elles indiquent la richesse. En somme, l'étendue moyenne pourra être, sans inconvénient, inférieure de beaucoup à la moyenne anglaise. Dans l'organisation de la culture, comme dans celle de la propriété, une transformation radicale n'est pas à désirer. Encore un coup, là n'est pas la véritable question. Pourquoi la culture et la propriété sont-elles, non pas précisément plus grandes, mais plus riches et plus éclairées, en Angleterre qu'en France? Voilà ce qu'il faut rechercher.

d'ailleurs tout à fait convaincu que cette étendue de 120 à 160 hectares soit réellement la meilleure. Même avec un capital suffisant, c'est beaucoup; mais je ne veux pas soulever ici les questions de tout genre qui se rattachent à ce sujet et qui mériteraient un examen détaillé; je n'ai entendu traiter qu'un point de fait.

CHAPITRE IX.

LA VIE RURALE.

Selon moi, cette richesse agricole dérive de trois causes principales. Celle qui se présente la première, et qui peut être considérée comme le principe des deux autres, est le goût de la portion la plus opulente et la plus influente de la nation pour la vie rurale.

Ce goût ne date pas d'hier ; il remonte à toutes les origines historiques, et ne fait qu'un avec le caractère national. Saxons et Normands sont également enfants des forêts. Avec le génie de l'indépendance individuelle, les races barbares dont le mélange a formé la nation anglaise avaient toutes l'instinct de la vie solitaire. Les peuples latins suivent d'autres idées et d'autres habitudes. Partout où l'influence du génie romain s'est conservée, en Italie, en Espagne, et jusqu'à un certain point en France, les villes l'ont de bonne heure emporté sur les campagnes. Les campagnes romaines avaient été abandonnées aux esclaves ; tout ce qui aspirait à quelque distinction affluait vers la ville. Le nom seul de campagnard, *villicus*, était un terme de mépris, et le nom de la ville se confondait avec celui de l'élégance et de la politesse, *urbanitas*. Dans les sociétés néo-latines, ces préjugés ont survécu.

De nos jours encore, la campagne est pour nous et encore plus pour les Italiens et les Espagnols, une sorte d'exil. C'est à la ville que tous veulent vivre ; c'est là que sont les plaisirs de l'esprit, les belles manières, la vie en commun, les moyens de faire fortune. Chez les peuples germains, et surtout en Angleterre, ce sont les mœurs contraires qui règnent : l'Anglais est moins sociable que le Français ; il a toujours en lui quelque chose des sauvages dont il est descendu ; il répugne à s'enfermer dans les murs des villes, et le grand air est son élément naturel.

Quand les peuplades barbares tombèrent de tous côtés sur l'empire romain, elles se répandirent dans les campagnes, où chaque chef, presque chaque soldat, essaya de se fortifier à part. De cette disposition universelle naquit le régime féodal, et il n'est pas de pays qui ait reçu plus fortement que l'Angleterre l'empreinte de ce régime. Le premier soin des conquérants fut de s'assurer de grandes étendues de terres où ils pussent vivre sans contrainte, comme dans leurs forêts natales, ajoutant aux plaisirs de la chasse l'abondance des biens que donne la culture. Les rois barbares ne se distinguaient de leurs vassaux que par l'étendue de leurs domaines. Même en France, les rois des deux premières races n'étaient que de grands propriétaires, vivant dans de vastes fermes, aussi fiers du nombre de leur bétail et de la quantité de leurs récoltes que de la foule des hommes d'armes qui marchaient à leur voix. Le plus grand de tous, Charlemagne, n'a pas été moins remarquable comme administrateur de ses propriétés rurales que comme chef d'un immense empire.

En Angleterre, cette tendance, commune à toutes les

racés du Nord, se donna d'autant plus carrière, que le pays était moins peuplé, moins civilisé, moins modifié par la domination romaine. Comme il n'y avait pas de populations savantes et lettrées qui pussent lutter en faveur de la vie policée, comme les villes bretonnes n'étaient que des villages pauvres qui n'offraient rien à piller, la possession des campagnes fut seule enviée. Ces peuplades n'avaient que le sol pour tout bien, et ne pouvaient lutter que pour l'usage du sol. « Non, chantaient les poètes cimbriens en se réfugiant dans les montagnes galloises contre les attaques des Saxons, nous ne céderons jamais à nos ennemis les terres fertiles qu'arrose la Wye. » A leur tour, c'est pour la défense de leurs terres que les Saxons combattirent contre les Normands, et le premier effet de la grande conquête du XI^e siècle fut le partage des terres des vaincus entre les vainqueurs.

L'importance exclusive attachée par les Normands à la propriété du sol se révèle par ce monument extraordinaire du génie des conquérants, qui est resté unique, propre à l'Angleterre, et qui a exercé une si grande influence sur le développement ultérieur de ce pays. Je veux parler du relevé général des propriétés exécuté, vers 1080, par ordre de Guillaume, et qui a reçu des Saxons dépossédés le nom de *livre du dernier jugement* (*Domesday-Book*), parce qu'il consacrait définitivement l'expropriation à peu près universelle de leur race. Ce livre, conservé jusqu'à nos jours à l'Échiquier, est devenu le point de départ de la propriété foncière anglaise; aujourd'hui encore il n'y a de propriété absolue, véritablement légale, que celle qui peut remonter incontestablement à cette souche commune. Aucune nation ne peut

se vanter de posséder un cadastre aussi ancien, aussi détaillé, aussi authentique.

Quinze ans environ s'étaient écoulés depuis la bataille d'Hastings, quand le *Domesday-Book* fut entrepris. Les nouveaux propriétaires s'étaient depuis plusieurs années établis sur leurs domaines, la plupart d'entre eux s'occupaient déjà d'agriculture. Ils élevaient en grand nombre des chevaux et du bétail ; *multum agriculturæ deditus*, dit la vieille chronique en parlant de l'un d'eux, *ac in jumentorum et pecorum multitudine plurimum delectatus*. Le travail ordonné par le roi avait pour but, non-seulement de recueillir les noms des possesseurs, mais de faire connaître avec détail le nombre des mesures de terre ou *hydes*, comme on les appelait alors, la quantité des animaux domestiques et des charrues, etc. L'enquête dura six ans, et constata un développement agricole assez avancé. Elle comprit tous les pays véritablement soumis à la domination normande, c'est-à-dire l'Angleterre entière jusqu'au delà d'York. Les montagnes du Northumberland furent seules exceptées.

Toute l'histoire d'Angleterre au moyen âge est remplie des luttes des barons pour s'assurer la possession de leurs terres, contestées par la couronne. Une première fois, en 1101, ils obtiennent de Henri I^{er} un édit ainsi conçu : « Je concède en don propre à tous les chevaliers qui se défendent par le casque et l'épée la possession sans redevance *des terres cultivées par leurs charrues seigneuriales*, afin qu'ils se munissent d'armes et de chevaux pour notre service et la défense du royaume. » Un siècle après, en 1215, ils profitent de la faiblesse du roi Jean pour lui arracher la grande charte, qui confirme leur

droit de propriété et leur donne le moyen de le défendre dans des assemblées souveraines. Forcés de s'appuyer, pour vaincre la résistance des rois, sur la population tout entière, ils avaient dû stipuler en même temps quelques droits en faveur des communes, et c'est ainsi que l'origine de la liberté politique s'est confondue en Angleterre avec la consécration de la propriété féodale.

Depuis le roi Jean jusqu'à nos jours, c'est toujours dans les campagnes que se trouve la nation véritable, la nation armée ; les villes ne sont rien. Les rois eux-mêmes, cédant à l'esprit national, cherchent moins qu'ailleurs à diminuer la puissance des seigneurs féodaux. Quand Henri VIII supprime les couvents, il se croit obligé, malgré l'autorité absolue dont il jouit, de distribuer entre les nobles une partie des dépouilles des moines. C'est de là que tirent leur origine les immenses propriétés de quelques maisons. Quand sa fille Élisabeth voit les mêmes nobles sortir de leurs châteaux pour affluer à sa cour, elle les engage elle-même à retourner dans leurs terres, où ils auront plus d'importance : « Voyez, leur dit-elle, ces vaisseaux accumulés dans le port de Londres ; ils y sont sans majesté, sans utilité, les voiles abattues et les flancs vides, confondus et pressés les uns contre les autres ; supposez qu'ils enlèvent leurs voiles pour se disperser sur l'immensité des mers, chacun d'eux sera libre, puissant et superbe. » Comparaison pittoresque et vraie, mais que Henri IV, contemporain d'Élisabeth, et son petit-fils Louis XIV, n'auraient jamais faite.

Dans les révolutions du dix-septième siècle et les agitations politiques du dix-huitième, la noblesse de campagne ne cesse pas de tenir la tête ; c'est elle qui fait l'é-

tablissement de 1688, qui maintient la maison de Hanovre sur le trône, qui soutient la lutte contre la révolution française ; c'est elle qui forme à peu près à elle seule les deux chambres du parlement, jusqu'au moment où le bill de réforme donne une plus large place aux représentants des villes, devenues riches et populeuses ; c'est encore elle qui, dans ce moment même, travaille avec énergie à maintenir sa suprématie menacée, et tient en échec les nouveaux réformateurs. Tous les grands souvenirs de l'histoire nationale se rattachent à cette classe. De là le respect séculaire dont elle jouit ; non-seulement la vie rurale est recherchée pour elle-même, pour la liberté, l'aisance, l'activité paisible, le bonheur domestique, ces biens si chers aux Anglais, mais elle donne la considération, l'influence, le pouvoir, tout ce que désirent les hommes quand leurs premiers besoins sont satisfaits.

A la possession des propriétés rurales se rattachent certains privilèges. Le plus riche propriétaire d'un comté est d'ordinaire lord-lieutenant, titre plus honorifique qu'utile, mais qui jette sur quiconque en est revêtu un reflet de l'éclat paisible et incontesté de la royauté anglaise. Les plus riches après le lord-lieutenant sont juges de paix, c'est-à-dire les premiers et presque les seuls magistrats administratifs et judiciaires, les représentants de l'autorité publique. En France, les fonctionnaires, presque tous étrangers au département qu'ils administrent, ne tiennent par aucun lien aux intérêts locaux. En Angleterre, ce sont les propriétaires eux-mêmes qui sont fonctionnaires dans leur pays, et quoique la couronne les nomme en apparence, ils sont fonctionnaires par ce seul fait qu'ils sont propriétaires. Il n'y a peut-être pas d'exemple qu'une commis-

sion de juge de paix ait été refusée à un propriétaire riche et considéré.

On comprend quelle importance une pareille organisation donne à la résidence. En France, quand un propriétaire a l'ambition de jouer un rôle, il faut qu'il quitte sa terre et son manoir; en Angleterre, il faut qu'il y reste. Aussi, dans ce pays de commerce et d'industrie, tout tend vers la propriété rurale; quiconque a fait fortune achète une terre; quiconque travaille à s'enrichir n'aspire qu'à suivre un jour le même chemin. Le préjugé va si loin sous ce rapport, que, quand on a eu le malheur de naître à la ville, on le cache tant qu'on peut; tout le monde veut être né à la campagne, parce que la vie de campagne est la marque d'une origine aristocratique, et quand on n'y est pas né, on veut au moins y mourir, pour transmettre à ses enfants le noble baptême.

Lisez la liste des membres de la chambre des lords dans les publications officielles : ce n'est jamais leur adresse à Londres qui suit l'indication de leur nom, mais leur résidence à la campagne. Le duc de Norfolk est porté comme résidant à Arundel-Castle, dans le comté de Sussex; le duc de Devonshire, à Chatsworth-Palace, dans le comté de Derby; le duc de Portland, à Welbeck-Abbey, dans le comté de Nottingham, et ainsi de suite. Chaque Anglais connaît au moins de nom ces habitations seigneuriales, aussi illustres que les noms mêmes des grandes familles qui les possèdent. Outre la magnificence qu'y déploient leurs propriétaires, quelques-unes d'entre elles ont une origine qui les rattache à la gloire nationale. Le nom du duc de Marlborough est inséparable de celui de Blenheim, magnifique château donné par l'Angleterre au

vainqueur de Louis XIV, et une même origine associe le manoir de Strathfieldsaye au souvenir des victoires du duc de Wellington.

Il en est des membres des communes comme des lords. Quiconque possède une habitation rurale ne manque pas de l'indiquer comme sa résidence habituelle. Personne n'ignorait le nom de la maison de campagne de sir Robert Peel, Drayton-Manor. L'apparence est ici parfaitement d'accord avec la réalité. Les membres des deux chambres n'ont guère à Londres qu'un pied à terre, où ils ne viennent que pour la saison du parlement. Ils passent le reste de leur temps à la campagne ou en voyage. C'est pour la campagne que chacun réserve son luxe ; c'est là surtout qu'on se visite, qu'on se donne des fêtes, des rendez-vous de plaisir.

La littérature nationale, expression des mœurs et des habitudes, porte partout les traces de ce trait distinctif du génie anglais. L'Angleterre est le pays de la poésie descriptive ; presque tous ses poètes ont vécu aux champs et ont chanté les champs. Même au temps où la poésie anglaise essayait de se modeler sur la nôtre, Pope célébrait la forêt de Windsor et écrivait des pastorales ; si son style était peu rural, ses sujets l'étaient. Avant lui, Spenser et Shakspeare avaient eu des élans admirables de poésie champêtre ; le chant de l'alouette et du rossignol retentit encore , après des siècles, dans les ravissants adieux de Juliette à Roméo. Milton, le sectaire Milton, a consacré ses plus beaux vers à la peinture du premier jardin, et au milieu des révolutions et des affaires, ses rêves le portaient vers la campagne idéale du *Paradis perdu*.

Mais c'est surtout après la révolution de 1688, quand

l'Angleterre, devenue libre, peut être tout à fait elle-même, que l'amour de la vie rurale pénètre profondément ses écrivains. Alors paraissent Gray et Thompson. Le premier dans ses élégies célèbres et entre autres dans le *Cimetière de Campagne*, le second dans son poème des *Saisons*, font résonner avec délices cette corde favorite de la lyre britannique. Les *Saisons* abondent en descriptions admirables; il suffit de citer la fenaison, la moisson, la tonte des moutons, qui était déjà une grande affaire pour l'Angleterre au temps de Thompson, et parmi les plaisirs de la campagne, la pêche de la truite. Les membres actuels du club des pêcheurs peuvent trouver dans ce petit tableau de genre tous les détails de leur art chéri. Partout on sent l'impression vive et spontanée, l'enthousiasme réel et profond pour les beautés de la nature et les joies du travail. Thompson y joint cette douce exaltation religieuse qui accompagne la vie laborieuse et solitaire en présence du prodige éternel de la végétation. Son poème entier en est imprégné, surtout dans cette éloquente conclusion où il assimile le réveil de l'âme humaine après la mort au réveil de la nature après l'hiver.

Thompson chantait ainsi les charmes et les vertus de la vie champêtre vers 1730, c'est-à-dire au moment où la désertion des campagnes avait atteint en France ses dernières limites. Les grands seigneurs, attirés à la cour par Richelieu et Louis XIV, avaient fini d'étouffer dans les orgies de la régence tout souvenir des terres paternelles. L'agriculture, exténuée par les exigences insensées du luxe de Versailles, perdait peu à peu toute âme et toute vie, et la littérature française, occupée d'autre chose, n'avait encore consacré aux cultivateurs que cette terrible

page de la Bruyère qui restera comme un cri de remords du grand siècle¹ : « On voit certains animaux farouches, des mâles et des femelles, répandus par la campagne, noirs, livides et tout brûlés du soleil, attachés à la terre qu'ils fouillent et qu'ils remuent avec une opiniâtreté invincible ; ils ont comme une voix articulée, et quand ils se lèvent sur leurs pieds ils montrent une face humaine, et en effet ils sont des hommes. Ils se retirent la nuit dans des tanières où ils vivent de pain noir, d'eau et de racines ; ils épargnent aux autres hommes la peine de semer, de labourer et de recueillir pour vivre, et méritent ainsi de ne pas manquer de ce pain qu'ils ont semé. »

On a dit avec raison que dans *la Henriade* qui parut vers le même temps que *les Saisons*, il n'y avait même pas d'herbe pour les chevaux. Cet oubli complet de la nature physique s'est maintenu jusqu'au moment où l'imitation des idées anglaises fit irruption de toutes parts dans la littérature et dans la société, c'est-à-dire jusqu'aux années qui précédèrent la révolution de 1789.

Les romans anglais du dix-huitième siècle touchent tous par quelque côté à la vie rurale. Pendant que la France en était aux contes de Voltaire et aux romans de Crébillon fils, l'Angleterre lisait *le Vicaire de Wakefield*, *Tom Jones* et *Clarisse*. « Le héros de cette histoire, disait Goldsmith lui-même de M. Primrose, réunit en lui les trois caractères les plus respectables de la société : il est prêtre, agriculteur et père de famille. » Cette phrase résume tout un ordre d'idées particulier à l'Angleterre protestante et agricole. Le roman tout entier n'en est que le com-

¹ Il faut excepter La Fontaine, chez qui le sentiment champêtre est assez vif.

mentaire ; c'est le tableau d'un intérieur de famille au fond d'un pauvre presbytère de campagne. Le ministre protestant, ayant une femme et des enfants, a d'autres devoirs que le prêtre catholique ; il faut qu'il fasse vivre les siens, et cette nécessité le force à mêler quelques travaux temporels à ses occupations spirituelles. La ferme que M. Primrose a louée n'est pas bien grande, elle n'a que vingt acres ou huit hectares ; mais elle suffit à son ambition. Il la cultive avec amour, aidé de son fils Moïse, pendant que sa femme, *qui n'a pas sa pareille pour le vin de groseilles*, prépare le modeste repas du ménage. Le dimanche, quand le temps est beau, la famille va s'asseoir, après l'office divin, sur un banc ombragé d'aubépine et de chèvrefeuille ; on met la nappe sur un tas de foin, et on dîne gaiement en plein air, pendant que deux merles se répondent en chantant d'une haie à l'autre, et que le rouge-gorge familier vient becqueter des miettes de pain dans les belles mains des filles du vicaire. C'est au milieu d'une de ces scènes heureuses que vient tomber le cerf poursuivi par les chiens, et qu'apparaît sur son cheval de chasse le gentilhomme du manoir voisin.

Les héros des autres romans vivent tous à la campagne. M. Western, entre autres, est le type du *squire*, grand chasseur et grand buveur, tel que toutes les traditions nous l'ont conservé. A mesure qu'on se rapproche de notre temps, l'amour de la nature champêtre devient de plus en plus un lieu commun. Tous les arts s'en emparent. Les poètes ne chantent plus que les beautés du paysage anglais ; les peintres ne représentent que des intérieurs de ferme. Une école spéciale, celle des lacs, s'inspire des scènes les plus agrestes. Plus la guerre

déploie ses fureurs sur le continent, plus l'imagination nationale aime à se transporter, par un de ces contrastes naturels à l'homme, dans le calme et la sécurité de la vie rurale. C'est surtout quand les révolutions balaient le monde que l'âme cherche à respirer la fraîcheur de l'éternelle idylle. L'Angleterre savoure à longs traits ce bonheur; un même sentiment de protestation et de salut la ramène vers les idées conservatrices et vers les habitudes agricoles.

Écoutez, les vers de Coleridge, qui expriment si bien cette félicité nationale, défendue par l'Océan :

O Albion ! o my native isle ! etc.

Fille des mers, dans tes riches vallons,
Un doux soleil éclaire tes gazons ;
Sur tes coteaux aux pentes ondulées
L'écho ne dit que la voix des troupeaux ;
Tout rit et dort, tes monts et tes vallées,
Sous le rempart des rochers et des eaux ;
Et l'immense Océan, dans son fracas sauvage,
Ne parle que de paix à ton calme rivage.

Un homme d'esprit disait en parcourant l'Angleterre, il y a quarante ans : « Je ne conseille pas aux chaumières de s'insurger ici contre les châteaux, elles seraient bien vite écrasées, car les châteaux sont vingt contre un. » Il le dirait bien plus encore aujourd'hui, car le nombre des habitations aisées s'est toujours accru. Le même observateur remarquait qu'en Angleterre « on balaie les pauvres comme des ordures, pour les mettre en tas dans un coin. » Ce mot, d'un pittoresque brutal, mais vrai, peint parfaitement l'aspect des campagnes anglaises, où

la pauvreté ne paraît à peu près nulle part. On l'a balayée vers la ville, qui est le coin où on la dépose. Comme on soigne partout ailleurs les beaux quartiers des grandes cités, ainsi on soigne la campagne en Angleterre; on la nettoie de tout ce qui peut blesser l'œil et l'âme, on ne veut y trouver que des tableaux de paix et de contentement.

Quand on voyage dans l'intérieur, on est frappé à chaque pas de ce contraste entre la ville et la campagne, si opposé à celui que présentent la France et le continent en général. Les plus grandes villes, comme Birmingham, Manchester, Sheffield ou Leeds, ne sont habitées que par des ouvriers et des commerçants : leurs immenses quartiers ont un aspect pauvre et triste. Peu ou point de monuments, peu ou point de luxe ; on n'entend que le bruit des métiers, on ne voit que des gens affairés. L'étranger comme l'habitant a hâte de sortir de cette fumée et de cette boue, pour respirer au dehors un air plus pur et pour échapper au spectacle de ce travail incessant qui ne conjure pas toujours la misère. Même à Londres, on songe plus à travailler qu'à jouir, et c'est ce qui dépayse si fort nos bons Parisiens quand ils y vont : ils n'y retrouvent plus leurs habitudes.

Je n'ai jamais si bien senti cette différence que le jour où je quittai Chatsworth pour me rendre à Sheffield. Chatsworth est la plus belle de ces fastueuses résidences, où les chefs de l'aristocratie anglaise déployaient un luxe de roi. Un parc immense, de plusieurs lieues de tour, tout peuplé de cerfs, de daims, de moutons et de vaches qui paissent pêle-mêle, entoure de ses pelouses et de ses ombrages un palais magnifique. Des eaux jaillissantes, des

cascades artificielles, des bassins ornés de statues, qui rivalisent avec les décorations célèbres de Versailles et de Saint-Cloud ; une serre immense en fer et en verre, qui a servi de modèle pour le palais de l'exposition universelle, et où les arbres des tropiques forment une haute forêt ; un village entier construit par le maître pour loger ses ouvriers, et composé d'élégants cottages pittoresquement groupés ; une véritable rivière, la Derwent, traversant le parc avec des contours gracieux qu'on dirait dessinés par l'art ; et autour de ce tableau déjà si grand, les montagnes du Derbyshire formant comme à souhait une ceinture de merveilleux horizons : tout dans ce lieu respire le loisir opulent et la puissance satisfaite. Vous franchissez le faite aride qui vous sépare du comté d'York, et vous arrivez à la ville voisine, tout change : ce ne sont que fourneaux allumés, marteaux frappant sur l'enclume, cheminées vomissant des flots épais ; un peuple de forgerons noirs et ruisselants s'agitent comme des spectres au milieu de ces flammes : on dirait l'enfer à la porte du paradis.

Ce que le château du duc de Devonshire est en grand, toutes les résidences des gentilshommes campagnards le sont en petit. Il n'est pas de propriétaire un peu aisé qui ne veuille avoir son parc ; le parc, diminutif de l'ancienne forêt, est le signe de la possession féodale, l'accessoire obligé de l'habitation. Le nombre en est énorme en Angleterre, depuis ceux qui embrassent plusieurs milliers d'hectares jusqu'à ceux qui n'en comprennent que quelques-uns. Les plus grands, les plus anciens, ceux qui méritent seuls légalement le nom de *parcs*, sont indiqués sur toutes les cartes. Dans ces enceintes closes, même

les plus modestes, on entretient du gibier de toute espèce, on nourrit des animaux au pâturage. De sa fenêtre et de son perron, l'heureux propriétaire a sous les yeux une scène pastorale ; il peut, quand il lui plaît, galoper dans ses allées ou se donner le plaisir de la chasse à quelques pas de son manoir. C'est là qu'il aime à vivre avec sa famille, loin des agitations vulgaires, imitant l'existence du grand seigneur, comme le fermier imite à son tour celle du gentilhomme.

On connaît la passion des Anglais pour les exercices qui s'allient naturellement à la vie rurale, et qu'on appelle le *sport*, l'élégance suprême. Ceux des *country-gentlemen* qui ne peuvent pas avoir de meute à eux se réunissent pour en entretenir une par souscription. Le jour où doit avoir lieu la chasse à courre est annoncé d'avance dans les journaux ; les souscripteurs arrivent à cheval au rendez-vous. A des époques précises de l'année, la mode appelle sur certains points de l'Angleterre ou de l'Écosse des milliers de chasseurs en habit rouge qui courent de véritables dangers pour se livrer à cet amusement. Tantôt c'est le renard qu'on va poursuivre à Melton-Mowbray, dans le comté de Leicester ; tantôt ce sont les *grouse* qu'on va chercher sur les sommets les plus inaccessibles des *highlands*. Toute l'Angleterre s'en occupe, les journaux insèrent les noms des plus adroits tireurs et des plus habiles cavaliers, ainsi que le nombre des pièces tuées. Quand vient le temps des grandes chasses, le parlement vaque. Les femmes elles-mêmes préfèrent ces plaisirs à tous les autres ; donnez à une jeune fille anglaise le choix entre une promenade à cheval et une soirée au bal, son choix n'est pas douteux ;

elle aussi aime à franchir les haies et à courir comme le vent.

Quand on a le malheur de n'avoir pas de campagne à soi, on veut au moins en avoir l'apparence. Toutes les villes ont des parcs publics, qui sont tout simplement de grandes prairies avec de beaux arbres. On voit à Londres des vaches et des moutons pâturer librement sur les pelouses de Green-Park et de Hyde-Park, au bruit incessant des voitures qui roulent dans Piccadilly. Celui que ses affaires entraînent sans relâche peut au moins apercevoir en passant un coin de l'Éden. Chacun cherche à se loger le plus loin possible du centre de la ville pour être plus près des champs. L'été, on s'échappe dès qu'on peut pour visiter un ami dans sa ferme ou pour passer quelques jours en voyage dans une contrée renommée pour ses beautés naturelles. Tous les sites un peu pittoresques du pays sont parcourus tous les ans par une foule qui en jouit avec cette joie sereine et silencieuse particulière aux Anglais. Le grand bonheur est d'aller jusqu'en Écosse, pour respirer à l'aise la senteur des bruyères et rêver de la vie vagabonde des catérans de Walter-Scott.

Les monarques anglais donnent les premiers l'exemple de cette prédilection universelle ; ils n'habitent la ville que lorsqu'ils ne peuvent pas faire autrement. Ce qui ne fait qu'un jeu gracieux et court pour Louis XVI et Marie-Antoinette, dans la ferme artificielle de Trianon, est une douce réalité pour la reine Victoria et le prince Albert. Le prince dirige à Windsor une vraie ferme où naît et s'engraisse le plus beau bétail des trois royaumes. Ses produits gagnent ordinairement les premiers prix dans les concours. A Osborne, où elle passe la plus grande

partie de l'année, la reine surveille elle-même une basse-cour dont elle est fière, et tous les journaux ont annoncé dernièrement qu'elle venait de découvrir un remède à la maladie des dindonneaux quand ils prennent le rouge. Ce qui chez nous prêterait au ridicule, est pris très au sérieux par nos voisins, et ils ont cent fois raison. Heureuse et sage entre toutes la nation qui aime à voir ses princes se livrer à ces utiles délassements !

On devine sans peine ce que peut avoir d'effets pour la richesse des campagnes ce séjour habituel des premières familles du pays. Tandis qu'en France le travail des champs sert à payer le luxe des villes, en Angleterre, le travail des villes sert à payer le luxe des champs. Là se dépensent presque tous les trésors que le plus industrieux des peuples sait produire. Il en revient une bonne partie à la culture. Plus le propriétaire touche de près sa terre, plus il est disposé à l'entretenir en bon état. L'amour-propre, ce grand stimulant, est en jeu. On ne veut pas montrer à ses voisins des bâtiments en ruine, des chemins impraticables, des attelages défectueux, des animaux chétifs, des champs négligés ; on met son orgueil à des dépenses productives, comme ailleurs à des dépenses frivoles, par la contagion de l'exemple. On a une terre bien tenue, comme à Paris un bel hôtel et un riche mobilier.

L'impôt lui-même, qui est en France une machine à épuisement pour les campagnes, n'a pas en Angleterre le même caractère. Tout l'impôt direct se dépense sur les lieux mêmes où il se paye. La taxe des pauvres, la dîme de l'Église, sont à peine sorties des mains du cultivateur, qu'elles y rentrent par l'achat de ses denrées.

Les autres taxes servent uniquement à des travaux d'intérêt local. La moitié des impôts indirects étant absorbée par le paiement de la dette publique, qui appartient en grande partie aux propriétaires du sol, il en revient encore beaucoup à la vie rurale. Quand un tiers au moins du budget français se condense à Paris et un autre tiers dans les grandes villes de province, les trois quarts des dépenses publiques se répandent, en Angleterre, sur les campagnes et contribuent, avec les revenus des propriétaires et fermiers, à y répandre l'abondance et la vie.

Nous sommes, hélas ! bien loin de ces mœurs ; espérons que nous nous en rapprocherons peu à peu. Depuis quelques années, tout semble y conspirer. L'encombrement de la classe aisée dans les villes, l'incertitude des carrières qu'on venait y chercher, l'air fiévreux qu'on y respire, tendent à rejeter vers la vie rurale les ambitions déçues et les imaginations lassées. Quiconque a de quoi vivre honorablement à la campagne est bien près de comprendre que le plus sûr, comme le plus digne, est d'y rester, ceux qui ne le comprennent pas sont bien près d'y être contraints par la difficulté toujours croissante de trouver à la ville un débouché. Une circonstance nouvelle vient changer complètement les conditions de la vie champêtre : le perfectionnement continu des communications, et surtout l'extension des chemins de fer, en rapprochant les distances les plus éloignées, font que le séjour habituel des champs devient conciliable avec les plaisirs de la société, l'importance politique, la culture de l'esprit et tous les agréments de la civilisation. Là est le principe d'une révolution salubre pour nos campagnes délaissées. Nous

ne serons probablement jamais aussi ruraux que les Anglais, nos villes ne deviendront jamais autant que les leurs de simples ateliers de commerce et d'industrie ; mais, pourvu qu'une portion toujours plus grande de la société aisée vienne repeupler nos manoirs déserts, ce sera toujours un bienfait.

Quant à l'impôt, il ne sera pas moins difficile de détourner le courant qui le porte vers Paris et les grandes villes ; mais, si quelque chose peut atténuer cette perpétuelle aspiration, c'est la résidence à la campagne des propriétaires influents, qui défendraient un peu plus leurs intérêts, s'ils les voyaient habituellement de plus près.

CHAPITRE X.

LES INSTITUTIONS POLITIQUES.

La seconde cause du progrès ne fait qu'une au fond avec la première, mais s'en distingue dans l'application ; c'est l'excellent esprit public des Anglais, qui, depuis plus d'un siècle et demi, les a préservés à la fois des abus du pouvoir absolu et des désordres révolutionnaires, tous deux si funestes à toute espèce de travail. Rien de comparable à la dernière moitié du règne de Louis XIV, au règne entier de Louis XV et aux tourmentes de la révolution, n'a affligé cette nation heureuse ; le dix-huitième siècle, si désastreux pour nous, presque d'un bout à l'autre, a été pour elle une époque de développement continu, et, quand nous avons repris notre essor interrompu, elle avait sur nous l'avance de trois quarts de siècle.

Il y a deux cents ans, la France était, sous le rapport agricole comme sous tout autre, la plus avancée des deux.

Les douze ans qui s'écoulèrent de la paix de Vervins à la mort de Henri IV, forment peut-être la plus belle de ces périodes de prospérité, si courtes et si rares, qui apparaissent de loin en loin dans le sombre et sanglant tissu de notre histoire. L'annaliste a peu d'événements à enregistrer pendant ces années si vides en apparence,

elles n'offrent ni guerres, ni scènes dramatiques; mais la popularité de Henri IV, le seul roi que la nation ait aimé, montre assez ce qu'elles ont dû être. Certes, Sully avait bien des défauts. Son orgueil, sa cupidité, son avarice, l'auraient rendu insupportable s'il avait vécu de nos jours; même pour son temps, il avait des préjugés excessifs; il détestait le commerce et l'industrie, qui commençaient à poindre, et il échoua heureusement dans ses efforts pour empêcher la propagation de la soie en France; mais, au milieu de ses erreurs, il avait eu une idée juste: il comprit l'importance de l'agriculture, s'il méconnut celle du commerce, et ses encouragements suffirent pour provoquer une expansion agricole inouïe pour le temps.

Un écrivain contemporain, Olivier de Serres, nous a laissé un livre admirable, témoignage éloquent de l'élan universel: *le Théâtre d'agriculture* parut en 1600. L'auteur était un noble protestant, seigneur du Pradel en Vivarais, qui avait vécu retiré au milieu de ses champs pendant les convulsions religieuses et politiques. Son écrit, qu'il dédia à Henri IV, est à la fois le meilleur et le plus ancien traité d'agriculture qui existe dans aucune langue moderne. Son nom est une des gloires de la France; les temps qui suivirent l'ont oublié, et, quand il fut ramené au jour, il y a cinquante ans, après une autre paix générale qui avait donné le même essor au travail, ce fut une véritable résurrection: ainsi nous récompensons nos grands hommes. Toutes les bonnes pratiques agricoles étaient connues du temps d'Olivier, il donne des préceptes qui pourraient encore aujourd'hui suffire à nos cultivateurs; aussi la production fit-elle de rapides progrès en peu d'années, *au grand profit de votre*

peuple, dit-il en s'adressant au roi dans sa dédicace, lequel demeure en sûreté sous son figuier, cultivant sa terre, et comme à l'abri de Votre Majesté, qui a à ses côtés la justice et la paix.

Le fatal génie qui préside à nos destinées ne permit pas longtemps ce calme fécond : l'assassinat de Henri IV replongea la France dans le chaos ; mais les conséquences de ce rapide moment d'espérance se firent sentir dans tout le cours du siècle, la grandeur de Richelieu et de Louis XIV a été due en partie aux germes de richesse déposés alors dans le sol. Tous les renseignements historiques attestent qu'à cette époque nos campagnes étaient habitées par une nombreuse noblesse qui confondait ses intérêts avec ceux des populations rurales ; la funeste séparation qui a tout perdu n'a eu lieu que plus tard.

La civilisation, au moyen âge, va toujours du sud au nord. L'agriculture, comme tous les arts, a fleuri d'abord en Italie. La Provence et le Languedoc furent de bonne heure les parties de la France les mieux cultivées, comme les plus rapprochées du foyer lumineux. Olivier de Serres était né sur les confins de ces deux provinces. La Grande-Bretagne, située beaucoup plus loin, ne reçut que plus tard l'impulsion. Après le règne d'Élisabeth, on y était encore en pleine barbarie. Guichardin évalue à 2 millions d'âmes la population de l'Angleterre proprement dite de son temps ; d'autres la portent à 4 millions ; on en compte aujourd'hui 17. Les trois quarts du pays restaient en friche. Des bandes de vagabonds dévastaient les campagnes. La nation inquiète, profondément agitée, cherchait à se constituer ; mais elle devait passer par une longue série de révolutions avant de trouver sa forme définitive,

et, en attendant, l'agriculture souffrait comme le reste. Pendant tout le cours du dix-septième siècle, la France vend du blé à la Grande-Bretagne.

Après 1688, tout change. Les ombres s'étendent sur la France épuisée par les folies de Louis XIV. L'Angleterre, au contraire, renouvelée et rajeunie, prend un essor qui ne doit plus s'arrêter. La population de la France descend au lieu de s'accroître; celle de l'Angleterre monte rapidement. Bois-Guillebert, Vauban, tous les documents du temps, constatent la décadence progressive de l'agriculture française. L'Angleterre, au contraire, qui ne produisait pas, sous les Stuarts, assez de grains pour se nourrir, devient, cent ans après, le grenier de l'Europe. Bien qu'elle eût une population double à alimenter, et que cette population vécût beaucoup mieux que par le passé, elle vendait tous les ans un ou deux millions d'hectolitres de blé à l'étranger, ce qui est énorme pour les moyens de transport connus à cette époque. On a calculé que, dans la dernière moitié du dix-huitième siècle, elle vendit à ses voisins, et notamment à la France, pour un milliard de francs de céréales.

Mais aussi, que de succès pour elle, et pour nous que de revers, pendant cette fatale période ! D'abord la terrible guerre de la Succession, les cruelles défaites de Blenheim, de Ramillies et de Malplaquet, l'existence même de la France compromise et sauvée comme par miracle à Denain; ensuite la guerre, plus désastreuse encore, de Sept ans, la défaite de Rosbach, nos flottes et nos colonies perdues, le ministère de lord Chatham élevant sur nos ruines la grandeur de son pays; le crédit de la nation britannique fondé par une longue série de succès; le nôtre détruit par

les extorsions des traitants et les extravagances du système de Law ; le peuple anglais, heureux et fier de son gouvernement, s'y attachant de plus en plus, et se livrant au travail avec confiance, sous la protection de ses lois et de ses victoires ; le nôtre, ruiné, humilié, opprimé, désertant les travaux utiles, dont le fisc dévorait les produits, et ne sentant plus pour ses maîtres que haine et mépris.

L'agriculture, comme l'industrie, a besoin avant tout de sécurité et de liberté ; de tous les fléaux qui peuvent l'accabler, il n'en est pas de plus mortel qu'un mauvais gouvernement. Les révolutions et les guerres laissent du répit ; le mauvais gouvernement n'en laisse pas.

Nous possédons un document assez sûr pour constater l'état où était tombée l'agriculture française, il y a un siècle, sous l'influence délétère d'un régime détesté, dans les articles *Grains* et *Fermiers* de l'*Encyclopédie*, écrits, vers 1750, par le créateur de l'économie politique, le docteur Quesnay. Le territoire total, la Corse et une partie de la Lorraine n'appartenant pas alors à la France, est évalué par Quesnay à 100 millions d'arpents, de 51 ares, ce qui est conforme au cadastre de nos jours. Sur ces 100 millions d'arpents, il évalue à 36 millions seulement, ou 18 millions d'hectares, le sol cultivé, dont 3 millions tenus par ce qu'il appelle la grande culture, et 15 par la petite. Il entend par *grande culture*, celle des fermiers qui employaient des chevaux pour le labour et qui suivaient l'assolement triennal, blé — avoine — jachère, et par *petite* celle des métayers qui se servaient de bœufs et qui suivaient l'assolement biennal, blé — jachère. Cette division devait être parfaitement exacte ; elle correspond encore aujourd'hui aux faits existants. Encore

aujourd'hui, la France est partagée en deux régions distinctes : l'une, au nord, où domine le bail à ferme, le travail par les chevaux et l'assolement triennal plus ou moins amélioré ; l'autre, au midi, où dominant le métayage, le travail par les bœufs et l'assolement biennal. Seulement, depuis 1750, la première a gagné du terrain, et la seconde en a perdu.

Quesnay évalue à 5 setiers de 156 litres, semence prélevée, le produit moyen en blé d'un arpent en grande culture, et à 2 setiers $1/2$ celui de la petite, soit 15 hectolitres par hectare pour l'une, et 7 $1/2$ pour l'autre, ou, en tout, pour le million d'hectares emblavé de la grande culture, et les 7 millions et demi de la petite : 70 millions d'hectolitres. Sous ce nom de *blé* sont compris, avec le froment, les grains inférieurs, comme le seigle et l'orge ; la même confusion est encore usitée dans beaucoup de parties de la France. Le seigle étant plus généralement cultivé, à cette époque, que le froment, on peut diviser approximativement ces 70 millions d'hectolitres ainsi qu'il suit : 25 millions en froment, et 45 en seigle et orge. Quesnay y ajoute, pour la sole d'avoine, 7 millions de setiers, ou 11 millions d'hectolitres environ. Aujourd'hui la production du froment a presque triplé, celle du seigle et de l'orge est restée la même, celle de l'avoine a quadruplé, et en 1750, la pomme de terre était à peine connue ; le précieux supplément qu'elle fournit pour l'alimentation des animaux et des hommes manquait absolument ; on cultivait peu les légumes secs, et plusieurs autres produits qui aujourd'hui sont des richesses, n'existaient pas encore.

Le nombre des bêtes bovines était, d'après Quesnay, de

5 millions, ou la moitié de ce qui existe aujourd'hui. Pour la qualité, c'était pis encore. On abattait tous les ans 4 ou 500,000 têtes pour la boucherie : on en abat aujourd'hui dix fois plus ; et le bétail de cette époque, forcé de chercher lui-même sa subsistance dans des friches arides, des jachères nues, des prés marécageux, ne pouvait être comparé, comme poids moyen, au bétail d'aujourd'hui, nourri dans de bons prés ou alimenté à la crèche avec des racines et des fourrages artificiels. Les bœufs de quelques régions montagneuses où l'ancien système de pâturage grossier et inculte est encore en vigueur, peuvent donner une idée de tout le bétail d'alors. Les moutons n'étaient ni plus nombreux ni meilleurs en proportion. Le nombre des porcs devait être proportionnel à la population. Quant aux chevaux, on sait que Turgot, voulant réorganiser les postes en 1776, ne put se procurer les 6,000 chevaux de trait dont il avait besoin.

Quesnay ne dit qu'en passant un mot de la vigne ; Beausobre évaluait, en 1764, la récolte annuelle du vin à 13 millions d'hectolitres, ou le tiers de ce qu'elle est aujourd'hui. Somme toute, en évaluant les produits d'alors aux prix de notre temps, on trouve tout au plus une valeur de 1,250 millions pour la production totale de l'agriculture française vers 1750.

Aussi la population, bien qu'elle ne fût que de 16 à 18 millions d'âmes, était-elle arrivée à un degré de misère qui passe toute croyance. La condition du peuple proprement dit était affreuse, et les classes supérieures ne souffraient guère moins de la pauvreté commune. Vauban a fait dans sa *Dîme royale* une analyse de la société française qui fait frémir. D'après le calcul de Ques-

nay, le revenu net des propriétaires s'élevait à 76 millions de livres pour les terres cultivées en céréales ; en y comprenant les vignes et autres produits, on peut le porter en tout au double. La livre d'alors valait à peu près le franc d'aujourd'hui. Les fermes étaient louées, dans la grande culture, 5 livres l'arpent, et dans la petite, 20 à 30 sous, soit, pour la première, 10 francs, et pour la seconde, de 2 à 3 francs l'hectare. Un contemporain de Quesnay, Dupré de Saint-Maur, dit même que, dans le Berry, une partie de la Champagne, du Maine et du Poitou, elles ne se louaient que 15 sous l'arpent, ou 1 franc 50 cent. l'hectare, et, à ce prix, les fermiers avaient beaucoup de peine à vivre.

Un témoignage effrayant, entre mille autres, de ce dénûment général se trouve dans les Mémoires du marquis d'Argenson, qui écrivait en 1739, cinq ans avant d'être nommé ministre des affaires étrangères par Louis XV : « Le mal véritable, celui qui mine le royaume et ne peut manquer d'attirer sa ruine, est que l'on s'aveugle trop, à Versailles, sur le dépérissement des provinces. J'ai vu, depuis que j'existe, la gradation décroissante de la richesse et de la population en France. On a présentement la certitude que la misère est parvenue généralement à un degré inouï. Au moment où j'écris, en pleine paix, avec les apparences d'une récolte, sinon abondante, du moins passable, les hommes meurent tout autour de nous comme des mouches, de pauvreté et broutant l'herbe. Les provinces du Maine, Angoumois, Touraine, Haut-Poitou, Périgord, Orléanais, Berry, sont les plus maltraitées ; cela gagne les environs de Versailles. Le duc d'Orléans porta dernièrement au conseil un morceau de pain

de fougère que nous lui avons procuré. Il le posa sur la table du roi, disant : « *Sire, voilà de quoi se nourrissent vos sujets.* »

Voilà de quel profond abîme la France a dû sortir pour remonter au jour. Il n'est pas étonnant qu'au bout d'un siècle d'efforts, elle n'ait pas pu panser complètement ses plaies. Dans ce siècle, l'agriculture a quadruplé ses produits, la population a doublé, la rente des terres s'est élevée de 150 à 1,500 millions, c'est-à-dire dans la proportion de 1 à 10. Ce sont là des progrès énormes, et si le point de départ n'eût pas été si bas, ils auraient suffi et au delà pour maintenir notre rang. Aucun autre peuple, excepté l'Angleterre, n'en a fait d'aussi grands dans le même laps de temps, et cependant les circonstances n'ont pas toujours été favorables. Sur ces cent années, cinquante environ ont été troublées par des révolutions horribles ou des guerres sanglantes. Nous n'avons eu de véritable bon temps que le règne de Louis XVI, le consulat et les trente-deux ans de la monarchie constitutionnelle.

Le mouvement de régénération commence à se faire sentir après la paix de 1763, par les prédications des économistes en faveur de la liberté du commerce des grains. Dans ses articles de l'*Encyclopédie*, Quesnay, en montrant l'étendue du mal, avait indiqué les remèdes. Tous les progrès ultérieurs de l'agriculture nationale sont pressentis dans ces deux articles. Il fallut quelque temps pour que la doctrine nouvelle se répandît et fît école. En attendant, la vieille société achevait de se dissoudre. A l'avènement de Louis XVI, les aspirations du pays vers un état meilleur se firent jour de tous les côtés. Turgot porta le premier la main à l'édifice chancelant. Avant 1789, de

grandes réformes étaient déjà faites : le travail avait été affranchi, la liberté du commerce des grains proclamée. Les premières délibérations de l'Assemblée constituante achevèrent ce qui avait été si bien commencé. La nation respirait enfin. Si la France de 1789 avait su s'arrêter, comme l'Angleterre en 1688, nul doute que la richesse publique n'eût pris dès lors un accroissement prodigieux.

L'épouvantable bouleversement qui succéda à ces jours d'espérance comprima le progrès naissant. Après dix ans d'épreuves, le consulat rendit au pays quelques heures de repos, et on vit le mouvement, suspendu par les orages révolutionnaires, éclater de nouveau avec une irrésistible puissance. Les beaux jours de la paix de Vervins semblaient revenus. Malheureusement un nouveau fléau vint encore retarder cet élan : les guerres funestes de l'empire arrivèrent ; les capitaux furent encore une fois dispersés, la population fut encore une fois décimée sur les champs de bataille. Il semblait que les grands principes posés sous Louis XVI ne parviendraient jamais à porter leurs fruits ; la France n'avait entrevu la paix et la liberté que pour les perdre. Ce n'est vraiment qu'à partir de 1815 que le travail national a pu se développer sans obstacles, et on sait ce qui en est sorti.

Il faut remonter jusqu'au règne de Charles I^{er} pour trouver chez les Anglais quelque chose de pareil à ce qu'était la France cent ans après. Dès 1750, le progrès devient sensible. Le gouvernement représentatif était fondé, la richesse rurale avait grandi avec lui. Ce pays, qui produisait à peine 2 millions de quarters de blé sous les Stuarts, en récoltait déjà le double en 1750, et devait

s'élever progressivement jusqu'à 13, qu'il produit aujourd'hui. La viande, la bière, la laine, toutes les denrées agricoles, suivaient le mouvement ; mais aussi, tandis que le reste de l'Europe languissait dans l'oppression, la liberté et la sécurité se répandaient comme une douce lumière dans les campagnes britanniques. Dès les premières années du dix-huitième siècle, Thompson chante ces biens sacrés, qui sont le principe de tous les autres : « La liberté, dit-il, règne ici jusque dans les cabanes les plus reculées et y porte l'abondance. » Ailleurs il s'écrie, en s'adressant à l'Angleterre : « Tes contrées abondent en richesses dont la propriété est assurée au laboureur satisfait. » Depuis cent soixante ans, les nobles institutions qui défendent la liberté et la sécurité des personnes et des propriétés, ont régné sans interruption, et depuis cent soixante ans la prospérité les accompagne.

A la fin du dix-huitième siècle, au moment où a commencé la guerre de la révolution, l'agriculture anglaise était déjà plus riche que la nôtre aujourd'hui. Plusieurs documents l'attestent, entre autres les recherches de Pitt pour l'établissement de l'*income-tax* et les travaux d'Arthur Young et de sir John Sinclair. Pitt évaluait en 1798 la rente totale des terres, pour l'Angleterre et le pays de Galles, à 25 millions sterling ou 625 millions de francs, et le revenu des fermiers à 18 millions sterling ou 450 millions, soit une moyenne de 40 francs par hectare pour la rente, et de 30 francs pour le profit. Il est fort douteux que, même en prenant la plus riche moitié de la France, on trouvât aujourd'hui un pareil résultat. A la même époque, la moyenne des salaires ruraux était de 7 shillings 3 deniers ou 9 francs par semaine, soit 1 franc

50 cent. par jour de travail, et sur beaucoup de points elle montait jusqu'à 9 et 10 shillings ou 2 francs par jour. Il est encore douteux que, même dans la meilleure moitié de la France, les salaires ruraux soient en ce moment aussi élevés, et le prix des denrées alimentaires était alors en Angleterre plutôt au-dessous qu'au-dessus de ce qu'il est aujourd'hui en France. La valeur des propriétés bâties s'élevait, d'après le docteur Beeke, à 200 millions sterling ou 5 milliards; celle des terres, d'après la même autorité, à 600 millions sterling ou 15 milliards, soit 1,000 francs par hectare, et à ce prix elles donnaient un revenu moyen de 4 pour 100.

Tels étaient les fruits d'un siècle de développement libre et régulier, malgré quelques désastres partiels comme la guerre d'Amérique. Dans le demi-siècle qui a suivi, de 1800 à 1850, la population a encore doublé, et la production agricole a suivi presque la même progression, malgré l'effroyable lutte qui a rempli les quinze premières années. Non-seulement l'Angleterre constitutionnelle a fini par vaincre le despotisme et le génie armés de toutes les forces d'une nation plus nombreuse et infiniment plus guerrière, mais l'accroissement de la richesse intérieure n'a pas été sensiblement retardé par la violence du combat. Jamais les bills d'*inclosure* pour la mise en valeur des terres incultes n'ont été plus nombreux que pendant la guerre contre la France; c'est le temps où l'assolement de Norfolk a fait ses plus grandes conquêtes, où les doctrines de Bakewell et d'Arthur Young se sont généralisées, où le duc de Bedford, lord Leicester et plusieurs autres, ont tiré un si heureux parti de la grande propriété.

L'Écosse et l'Irlande avaient moins prospéré en 1798, parce qu'elles avaient été moins bien gouvernées. Pitt évaluait la richesse de l'Écosse à un huitième de celle de l'Angleterre. La haute Écosse ne devant figurer à peu près pour rien dans ce calcul, c'était pour la basse Écosse une moyenne, par hectare, de 22 francs pour la rente et de 12 francs pour le profit, et en effet, l'Écosse ne jouissait d'un peu d'ordre et de liberté que depuis cinquante ans. Nous verrons encore mieux, en traitant de l'Irlande, ce qu'amène l'absence de liberté et de sécurité.

Il demeure donc parfaitement constaté que, soit en France, soit en Angleterre, le développement agricole a suivi le bon gouvernement. La transformation rurale qui s'est accomplie en France de 1760 à 1848 avait déjà eu lieu en Angleterre de 1650 à 1800; les mêmes causes avaient amené les mêmes effets. Il y a entre l'Angleterre des Stuarts et celle de Pitt la même différence qu'entre la France de Louis XV et celle de Louis-Philippe. Ce n'est pas là un fait particulier à la France et à l'Angleterre. Dans les temps anciens comme dans les modernes, la richesse agricole arrive et s'en va avec les mœurs politiques. Rome républicaine cultive admirablement ses champs, Rome asservie les laisse incultes; l'Espagne du moyen âge fait des prodiges de culture, l'Espagne de Philippe II ne travaille plus; le Suisse et le Hollandais fertilisent d'après montagnes et des marais impraticables, le Sicilien meurt de faim sur le sol le plus fécond. « Les pays, dit Montesquieu, dans *l'Esprit des lois*, ne sont

¹ Livre XVIII, chapitre III.

pas cultivés en raison de leur fertilité , mais en raison de leur liberté. »

La liberté a été d'autant plus productive en Angleterre qu'elle n'y a point été accompagnée de ces désordres qui l'ont trop souvent souillée et décriée ailleurs. Malgré ces agitations apparentes qu'entraîne toujours chez le peuple le plus sage l'exercice des droits politiques, le fond de la société anglaise est resté calme. Les transformations que le temps amène et qui sont la vie même des peuples se sont opérées insensiblement, sans ces secousses violentes qui détruisent toujours beaucoup de capitaux ; l'événement de 1688 lui-même n'a eu que le moins possible le caractère d'une révolution.

On fait généralement honneur de cette modération nationale à l'esprit aristocratique. Sans doute, l'aristocratie y est pour quelque chose, mais seulement pour la part correspondante au rôle qu'elle joue dans la société. Depuis longtemps , le gouvernement britannique est plus aristocratique en apparence qu'en réalité, et cette apparence elle-même diminue de jour en jour.

Le véritable lest du corps politique , l'arome qui pénètre la société tout entière et la préserve de toute convulsion , c'est l'esprit rural : cet esprit est sans doute très-favorable à l'aristocratie , mais il n'est pas l'aristocratie elle-même ; la domination aristocratique peut exister sans lui, il peut à son tour exister sans elle. L'aristocratie britannique a fait cause commune avec l'esprit rural , et c'est ce qui a fait sa force ; l'aristocratie française s'en est séparée, et c'est ce qui a fait sa faiblesse. En Angleterre, la vie rurale des classes supérieures a produit d'abord les mœurs énergiques et fières d'où est sortie la constitution ;

elle a ensuite, par ces mêmes mœurs, préservé la liberté de tout excès. En France, cet élément à la fois libéral et conservateur nous a manqué. De nos jours, comme autrefois, l'abandon des campagnes par les propriétaires a fait, même en politique, presque tout le mal, et voilà comment ces deux causes de prospérité, distinctes en apparence, la liberté sans révolutions et l'esprit rural, n'en font qu'une en réalité.

CHAPITRE XI.

LES DÉBOUCHÉS.

J'arrive enfin à la plus immédiate , la plus effective des causes qui ont concouru au développement de l'agriculture britannique , savoir le développement simultané de la plus puissante industrie et du plus riche commerce du monde. Au fond, cette cause ne fait encore qu'une avec les précédentes, car l'industrie et le commerce sont, comme l'agriculture, des enfants de la liberté, de l'ordre et de la paix, et ces conditions premières étant en grande partie l'œuvre de la nation rurale, tout découle de cette source commune. Mais, de même que les conséquences de la liberté et de la paix se distinguent dans les faits de celles de la vie rurale proprement dite, de même celles du développement industriel et commercial peuvent se constater à part, et ce sont les plus actives. S'il était possible d'établir dans une nation un grand commerce et une grande industrie sans sécurité ni liberté, cette cause suffirait à elle seule pour amener une grande richesse agricole, et s'il était possible qu'une nation fût libre et tranquille sans devenir par ce seul fait industrielle et commerciale, la liberté et la paix ne suffiraient pas, même avec l'aide des mœurs rurales, à produire également cette richesse.

Quelques esprits , plus frappés des apparences que du fond des choses, ont cru voir dans le commerce et l'industrie des ennemis et des rivaux pour l'agriculture. Cette erreur fatale est notamment répandue en France : on ne saurait trop la combattre , car il n'en est pas de plus nuisible aux intérêts agricoles. En réalité , la distinction entre l'agriculture et l'industrie est fausse : c'est aussi une industrie que la mise en valeur du sol ; c'est aussi un commerce que le transport , la vente et l'achat des produits ruraux. Seulement, cette industrie et ce commerce, étant tout à fait de première nécessité , peuvent un peu plus se passer d'habileté et de capital que les autres, mais alors ils restent dans l'enfance , et, quand ces deux puissants secours ne leur manquent pas , ils deviennent cent fois plus féconds. Même en admettant la distinction que l'usage établit entre les termes , il ne peut pas y avoir de riche agriculture sans riche industrie. C'est une vérité en quelque sorte mathématique ; car le commerce et l'industrie peuvent seuls fournir avec abondance à l'agriculture les deux plus puissants agents de production qui existent : des débouchés et des capitaux.

Dès le règne de la reine Anne, l'Angleterre prend visiblement le pas sur la France pour l'industrie et le commerce, c'est-à-dire pour tout, car ce progrès suppose et renferme tous les autres. Après la guerre d'Amérique, quand la nation, affligée d'avoir perdu sa principale colonie , se replie sur elle-même pour chercher dans son propre sein des dédommagements, son essor devient tout à fait sans rival ; alors paraît Adam Smith , qui scrute dans un livre immortel les causes de la richesse et de la grandeur des nations ; alors paraissent les grands inven-

teurs, comme Arkwright et Watt, qui semblent les instruments d'Adam Smith pour réaliser ses théories dans la pratique industrielle; alors paraît William Pitt, qui porte le même esprit dans l'administration des affaires publiques; alors enfin paraissent Arthur Young et Bakewell, qui ne font à leur tour qu'appliquer à l'agriculture les idées nouvelles.

Le système d'Arthur Young est fort simple, il se résume dans un seul mot dont Adam Smith venait de fixer le sens, *le marché*. Jusque-là, les cultivateurs anglais avaient, comme tous ceux du continent, peu travaillé en vue du marché. La plupart des denrées agricoles se consumaient sur place par les producteurs eux-mêmes, et quoiqu'il s'en vendît plus en Angleterre qu'ailleurs, ce n'était pas l'idée des débouchés qui dominait la production. Arthur Young est le premier qui ait fait comprendre aux agriculteurs anglais l'importance naissante du marché, c'est-à-dire de la vente des denrées agricoles à une population qui ne contribue pas à les produire. Cette population non agricole, peu considérable jusqu'alors, commençait à se développer, et depuis, sa multiplication est devenue immense, grâce à l'expansion de l'industrie et du commerce.

Tout le monde sait quels progrès énormes l'emploi de la vapeur comme moteur a fait faire depuis cinquante ans à l'industrie et au commerce britanniques. Le siège principal de cette activité prodigieuse est, dans le nord-ouest de l'Angleterre, le comté de Lancastre et son voisin le West-Riding du comté d'York; là Manchester met en œuvre le coton, Leeds la laine, Sheffield le fer, et le port de Liverpool alimente, par un courant continu d'expor-

tations et d'importations, une production infatigable ; là se fouille sans relâche ce monde souterrain que les Anglais ont si justement nommé leurs *Indes noires*, immense réservoir de charbon qui couvre de ses ramifications plusieurs comtés et vomit de toutes parts d'inépuisables trésors. On estime à 40 millions de tonnes, valant, à 10 shillings la tonne, 500 millions de francs, l'extraction annuelle du charbon, ce qui fait supposer une production industrielle gigantesque, puisque le charbon est la matière première de toutes les industries.

Sous cette impulsion, la population de la Grande-Bretagne s'est élevée, de 1801 à 1851, de 10 millions d'âmes à 21 ; celle du comté de Lancastre et du West-Riding a triplé ; il n'y a peut-être pas dans le monde entier de population plus condensée. La France n'offre nulle part un spectacle pareil : dans le même laps de temps, sa population totale n'a augmenté que d'un quart ; elle a passé de 27 millions à 36, et ses départements les plus peuplés, ceux du Rhône et du Nord, après celui de la Seine, qui fait exception ainsi que Londres, ne comptent que 2 têtes humaines par hectare.

Plus le pays est peuplé, plus le rapport de la population agricole à la population totale descend. Vers la fin du siècle dernier, le rapport du nombre des agriculteurs au chiffre total devait être à peu près le même qu'aujourd'hui chez nous, c'est-à-dire d'environ 60 pour 100. Depuis, à mesure que la foule des hommes a grossi, on a vu cette proportion baisser, non que la population rurale ait diminué, elle s'est au contraire un peu accrue, mais parce que la population industrielle a monté avec une bien autre rapidité. On comptait en 1800, dans la Grande-Bretagne,

environ 900,000 familles agricoles ; on en compte peut-être aujourd'hui un million. En 1811, le nombre des familles non agricoles était déjà de 1,600,000, en 1821 de 2 millions, en 1841 de 2 millions et demi ; elle doit être aujourd'hui de 3 millions. En général, la population rurale forme le quart de l'ensemble ; mais sur certains points elle est fort au-dessous. Dans le comté de Middlesex, il y a 2 cultivateurs pour 100 habitants ; dans le Lancashire, 6 ; dans le West-Riding, 10 ; dans les comtés de Warwick et de Stafford, 14.

La France ne présente nulle part, pas même dans le département de la Seine, une pareille disproportion. Comme population urbaine, qu'est-ce que Paris, avec son million d'âmes, auprès de la gigantesque métropole de l'empire britannique, qui ne compte pas moins de deux millions et demi d'habitants ? Qu'est-ce que Lyon, même avec l'annexe de Saint-Étienne, auprès de cette foule de villes manufacturières qui se groupent autour de Liverpool et de Manchester, et qui forment ensemble une agglomération de 3 millions d'âmes ? Le tiers de la nation anglaise est rassemblée dans ces deux centres : Londres au sud, les villes manufacturières du Lancashire et du West-Riding au nord.

Ces fourmilières humaines sont aussi riches que nombreuses. Beaucoup d'ouvriers d'industrie gagnent en Angleterre de 5 à 10 fr. par jour ; la moyenne de leurs salaires peut être évaluée à 3 fr. Où vont les deux ou trois milliards de salaires que reçoit tous les ans cette masse de travailleurs ? Ils servent avant tout à payer le pain, la viande, la bière, le lait, le beurre, le fromage, que fournit directement l'agriculture, et les vêtements de laine et

de chanvre qu'elle fournit indirectement. De là une demande constante de produits que l'agriculture a peine à satisfaire, de là pour elle une source en quelque sorte indéfinie de bénéfices. La puissance de ces débouchés se fait sentir sur tous les points du territoire ; quand ce n'est pas une ville manufacturière que le cultivateur a près de lui pour écouler ses produits, c'est un port, et quand il n'est près ni de l'un ni de l'autre de ces marchés, il est mis en rapport avec eux par un canal ou une ligne de chemin de fer, souvent même par plusieurs à la fois.

Ces voies perfectionnées ne servent pas seulement à emporter rapidement et à bon marché ce que vend le cultivateur, elles lui apportent aussi aux mêmes conditions ce dont il a besoin. De ce nombre sont les engrais et amendements, comme le guano, les os, les chiffons, la chaux, le plâtre, la suie, les tourteaux, etc., toutes marchandises lourdes, encombrantes, qui ne peuvent circuler aisément qu'avec de pareils moyens, et dont l'abondance suppose un développement industriel très-actif. De ce nombre encore sont le fer et le charbon, dont l'agriculture se sert tous les jours de plus en plus, et qui représentent en quelque sorte l'industrie elle-même. Quelque chose de plus productif que le charbon et les autres matières animales ou minérales, l'esprit de spéculation, voyage avec elles, des centres industriels où il est né, dans les campagnes, où il trouve de nouveaux aliments, et y entraîne à sa suite les capitaux, échange fécond qui enrichit l'industrie par l'agriculture et l'agriculture par l'industrie.

Malgré l'extrême facilité des transports par les bateaux à vapeur et les chemins de fer, une différence sensible se fait remarquer, pour le produit brut et le produit net

agricoles, entre les comtés qui sont agricoles exclusivement et ceux qui sont en même temps manufacturiers.

La région manufacturière par excellence, qui commence au sud par le comté de Warwick et finit au nord par le West-Riding du comté d'York, est celle où les rentes, les profits et les salaires ruraux s'élèvent le plus haut. La moyenne des rentes y est de 30 shillings par acre ou de 90 francs l'hectare, et celle des salaires ruraux de 12 shillings ou 15 francs par semaine, tandis que, dans la région exclusivement agricole qui s'étend au sud de Londres, la moyenne des rentes n'est que de 20 shillings par acre ou 60 francs par hectare, et celle des salaires de 8 shillings ou 10 francs par semaine. Les comtés intermédiaires se rapprochent plus ou moins de ces deux extrêmes, suivant qu'ils sont plus ou moins manufacturiers; partout le taux de la rente et du salaire agricole est un signe certain du degré de développement industriel.

On croit assez généralement que le paupérisme se développe dans les cantons manufacturiers plus que dans les autres. C'est une erreur complète. Il résulte d'un tableau publié par M. Caird, dans ses excellentes Lettres sur l'agriculture anglaise, que dans le West-Riding, les comtés de Lancaster, de Chester, de Stafford et de Warwick, la taxe des pauvres est d'environ 1 shilling par livre ou de 3 à 4 shillings par tête, et le nombre des pauvres de 3 à 4 pour 100 de la population, tandis que dans les comtés agricoles de Norfolk, Suffolk, Bucks, Bedford, Berks, Sussex, Hants, Wilts, Dorset, etc., elle dépasse 2 shillings par livre ou 10 shillings par tête, et le nombre des pauvres atteint 13, 14, 15 et même 16 pour 100 de la population. La cause de cette différence se comprend aisément; le nombre des

pauvres est d'autant plus grand et la taxe des pauvres d'autant plus forte que le taux moyen des salaires est plus bas. Bien que la population ouvrière soit trois ou quatre fois plus pressée dans les districts manufacturiers que dans les autres, elle y jouit d'une condition meilleure parce qu'elle produit davantage.

Ce qui nous a frappés jusqu'ici comme une série de problèmes se trouve maintenant, si je ne me trompe, parfaitement expliqué.

L'organisation de la culture d'abord. Ce qui caractérise, on le sait, l'économie rurale anglaise, c'est moins la grande culture proprement dite que l'érection de la culture en industrie spéciale et la quantité de capital dont disposent les cultivateurs de profession. Ces deux caractères dérivent l'un et l'autre de l'immense débouché de la population non agricole.

Si nous nous transportons en France, dans les départements les plus arriérés du Centre et du Midi où règne le métayage, qu'y trouvons-nous? Une population clairsemée, égale tout au plus en moyenne au tiers de la population anglaise, une tête humaine seulement au lieu de 3 pour 2 hectares, et cette population est agricole à peu près exclusivement; peu ou point de villes, peu ou point d'industrie, le commerce strictement nécessaire pour suffire aux besoins bornés des habitants; les centres de consommation étant éloignés, les moyens de communication coûteux et difficiles, les frais de transport absorberaient la valeur entière des produits. Le cultivateur ne peut trouver rien ou presque rien à vendre. Pourquoi travaille-t-il? Pour se nourrir, lui et son maître, avec ses produits. Le maître partage avec lui en nature et con-

somme sa part : si c'est du froment ou du vin, maître et métayer mangent du froment et boivent du vin ; si c'est du seigle, du sarrasin, des pommes de terre, maître et métayer mangent du seigle, des pommes de terre et du sarrasin. La laine et le chanvre se partagent de même et servent à faire les étoffes grossières dont s'habillent également les deux associés. S'il reste quelques moutons mal engraisés dans les chaumes, quelques cochons nourris de débris, quelques veaux élevés à grand'peine par des vaches exténuées de travail et dont on leur dispute le lait, on les vend pour payer l'impôt.

On a beaucoup blâmé ce système ; c'est le seul possible là où manquent les débouchés. Dans un pareil pays, l'agriculture ne peut pas être une profession, une spéculation, une industrie ; pour spéculer, il faut vendre, et on ne peut pas vendre quand personne ne se rencontre pour acheter. Quand je dis personne, c'est pour forcer l'hypothèse, car ce cas extrême se présente rarement ; il y a toujours en France, même dans les cantons les plus reculés, quelques acheteurs en petit nombre ; c'est tantôt un dixième, tantôt un cinquième, tantôt un quart de la population qui vit d'autre chose que de l'agriculture, et à mesure que le nombre de ces consommateurs s'accroît, la condition du cultivateur s'améliore, à moins qu'il ne paye lui-même les revenus de ces consommateurs sous forme de frais de justice ou d'intérêts usuraires, ce qui arrive au moins pour quelques-uns ; mais le dixième, le cinquième, même le quart, ce n'est pas assez pour fournir un débouché suffisant, surtout si cette population n'est pas elle-même composée de producteurs, c'est-à-dire de commerçants ou d'industriels,

Dans cet état de choses, comme il n'y a pas d'échanges, le cultivateur est forcé de produire les denrées les plus nécessaires à la vie, c'est-à-dire des céréales; si le sol s'y prête peu, tant pis pour lui, il n'a pas le choix, il faut faire des céréales ou mourir de faim. Or, il n'est pas de culture plus chère que celle-là dans les mauvais terrains; même dans les bons, elle ne tarde pas à devenir onéreuse, si l'on n'y prend garde; mais dans cette organisation agricole, personne n'a jamais pu songer à se rendre compte des frais de culture : on ne travaille pas pour le profit, on travaille pour vivre; coûte que coûte, il faut du blé, ou tout au moins du seigle. Tant que la population est rare, le mal n'est pas trop grand, parce que la terre ne manque pas : grâce aux longues jachères, on peut s'en tirer; mais dès que la population s'accroît un peu, le sol ne suffit plus, et il arrive un moment où la population souffre profondément faute de subsistances.

Passons maintenant dans la partie de la France la plus peuplée et la plus industrielle, celle du Nord occidental : nous n'y trouvons pas encore tout à fait l'analogue de la population anglaise, une tête par hectare seulement au lieu d'une tête et demie; mais c'est déjà le double de ce que nous avons vu ailleurs, et la moitié de cette population s'adonne au commerce, à l'industrie, aux professions libérales; les champs proprement dits ne sont pas plus peuplés que dans le Centre et le Midi, mais il s'y trouve en sus des villes nombreuses, riches, manufacturières, et parmi elles, la plus grande et la plus opulente de toutes, Paris. Il s'y fait un grand commerce de denrées agricoles; de toutes parts, les blés, les vins, les bestiaux, les laines, les volailles, les œufs, le lait, se dirigent des

campagnes vers les villes, qui les payent avec le produit de leur industrie. Dès lors le bail à ferme est possible, et, en effet, il se produit. Voilà la vraie cause du bail à ferme; son existence est l'indice infaillible d'une situation économique où la vente des denrées est la règle, et où conséquemment la culture peut devenir l'objet d'une industrie.

Cette industrie commence dès que s'ouvre le débouché régulier, c'est-à-dire dès que la population industrielle et commerciale excède une certaine proportion, soit qu'elle se trouve immédiatement sur les lieux, soit que la distance soit assez faible et le moyen de communication assez perfectionné pour que les frais de transport n'absorbent pas les bénéfices; elle devient de plus en plus florissante à mesure que le débouché devient plus large et plus rapproché, c'est-à-dire dans les environs immédiats des grandes villes ou des grands centres de fabrication. Là le débouché suffit pour donner naissance à des bénéfices qui accroissent rapidement les capitaux, la culture devient de plus en plus riche, elle tend vers son *maximum* : tels sont les départements les plus voisins de Paris. La moitié de la France à peu près est plus ou moins dans ces conditions, l'autre moitié n'a que des débouchés incertains; rien n'est plus facile que de les reconnaître au premier coup d'œil : dans l'une domine le bail à ferme, dans l'autre le métayage.

En Angleterre, la moitié sans débouchés n'existe plus depuis longtemps, partout la population rurale se trouve près d'une autre population, partout le débouché est aussi large que dans les meilleures portions de la France, et dans quelques-unes il va bien au delà; de là la différence entre les deux agricultures. Prenez les parties de la

France où le débouché est égal et aussi ancien, car il faut faire entrer le temps dans la comparaison; vous trouverez à coup sûr le même développement agricole, quelles que soient d'ailleurs les conditions de la propriété et de la culture. Toute autre considération est accessoire devant celle-là.

Dès que la vente des denrées devient possible sur une grande échelle, l'attention du producteur se trouve appelée sur des questions tout à fait indifférentes jusque-là. Quel est le produit qui se vend le plus cher, relativement à son prix de revient? quels sont les moyens de réduire le prix de revient pour augmenter le profit net? Toute la révolution agricole est là. La première conséquence est l'abandon des cultures qui, dans une situation donnée, ne payent pas leurs frais, et la concentration des efforts du producteur sur celles qui les payent le mieux; la seconde est la recherche des méthodes qui peuvent abrégér, simplifier le travail, en le rendant plus productif.

Pourquoi, par exemple, le cultivateur anglais s'attache-t-il à produire avant tout de la viande? Ce n'est pas seulement parce que les animaux entretiennent par leur fumier la fertilité de la terre, c'est encore parce que la viande est un produit très-demandé et qui se vend dans toute l'Angleterre avec la plus grande facilité. Si nos producteurs français pouvaient fournir tout d'un coup autant de viande, le prix tomberait au-dessous des frais de revient, parce que la demande n'est pas suffisante. Notre population n'est pas dès à présent assez riche pour payer la viande ce qu'elle vaut. Il faut attendre que l'industrie et le commerce aient fait des progrès suffisants pour fournir des moyens d'échange. A mesure que ces progrès se fe-

ront, la demande augmentera, et nos producteurs se mettront en devoir d'y satisfaire; il serait insensé de l'exiger d'eux plus tôt. Sans Arkwright et Watt, Bakewell eût été impossible; il est arrivé juste au moment où l'élan donné à la production industrielle augmentait rapidement la demande de viande. Nous n'avons pas besoin d'aller jusqu'en Angleterre pour voir la production de cet aliment devenir abondante dès que le débouché est suffisant. Les pays où il s'en produit le plus chez nous sont ceux où elle est le plus chère, c'est-à-dire le plus demandée; elle est à bon marché dans le Midi, et le Midi n'en produit presque pas.

En 1770, la viande se vendait en Angleterre 3 deniers ou 30 centimes la livre anglaise; elle s'est vendue dans ces derniers temps, même après tout ce qui a été fait pour augmenter le rendement de toute espèce de bétail, 6 deniers ou 60 centimes, c'est-à-dire le double: ces chiffres disent tout.

Pour le laitage, est-il étonnant qu'on ait multiplié les vaches laitières, quand le lait se vend couramment, dans la plus grande partie de l'Angleterre, de 20 à 30 centimes le litre? Les ouvriers anglais consomment beaucoup de lait; près des villes manufacturières, le produit moyen d'une vache laitière est évalué à 20 livres sterling ou 500 francs; il n'est pas rare d'en trouver qui rapportent jusqu'à 1,000. Le beurre, qui se vendait en 1770 6 deniers ou 60 centimes la livre anglaise, se vend aujourd'hui un shilling ou 1 franc 25 cent. Lui aussi a doublé. Mettez tous nos cultivateurs dans des conditions pareilles, vous verrez s'ils ne sauront pas avoir de bonnes vaches et les bien soigner. On voit déjà ce que la proximité du mar-

ché de Paris a fait faire aux producteurs de Gournay et d'Isigny.

La suppression du seigle, son remplacement par le froment, sont d'autres conséquences du même principe. La suppression du seigle est tout simplement impossible dans les cantons français les plus éloignés des marchés. Avant tout, la subsistance du métayer. Il faut être près d'un marché pour faire autre chose, même quand la terre se prête le moins aux céréales et le plus à d'autres cultures, car il faut pouvoir vendre le nouveau produit et acheter du blé. Le remplacement du seigle par le froment présente les mêmes difficultés. Cette substitution exige des avances pour chaulages et autres frais. A quoi bon les faire, si le froment n'est que peu ou point demandé? Partout où la demande de froment s'accroît, c'est-à-dire où se trouve une population qui peut payer son pain assez cher, la transformation s'opère, même en France. Elle s'est opérée partout en Angleterre, parce que les ouvriers des manufactures gagnent tous assez pour avoir du pain blanc.

L'emploi des chevaux au lieu de bœufs pour le travail, l'usage des machines pour économiser les bras, tout vient de là. Le grand principe économique de la division du travail est mis en pratique sous toutes les formes. Le cultivateur sans débouchés s'applique surtout à ne pas dépenser d'argent, parce qu'il n'a aucun moyen de s'en procurer; le cultivateur qui est sûr de bien vendre ne recule pas devant les dépenses utiles.

Ce qui arrive pour l'organisation de la culture arrive aussi pour l'état de la propriété. La petite propriété, là où elle n'est point avantageuse, a pour cause principale

l'absence de débouchés. Le petit capitaliste n'a aucun intérêt à devenir fermier, quand le profit est faible et incertain. Lui aussi se préoccupe avant tout de se nourrir sans bourse délier, et quel meilleur moyen d'assurer sa subsistance, quand les échanges n'offrent aucune ressource, que de placer son petit avoir dans un morceau de terre qu'on travaille soi-même? Il en a été ainsi en Angleterre tant que les grands débouchés ne se sont pas ouverts. Les *yeomen* n'ont trouvé leur bénéfice à devenir fermiers que quand le mouvement industriel s'est prononcé. Arthur Young a été le théoricien de cette révolution, il n'en a pas été le véritable promoteur. C'est encore Watt et Arkwright qui l'ont faite.

Enfin les mêmes causes qui font monter le profit font monter la rente. Nous avons vu la rente naître en quelque sorte en France, sous Louis XVI, quand le commerce des denrées agricoles est devenu libre; nous l'avons vue s'élever progressivement de 3 francs l'hectare à 30 francs, à mesure que la richesse industrielle et commerciale a fait des progrès; nous la voyons aujourd'hui atteindre 100 francs et au delà dans les départements où la population non agricole abonde, et tomber à 10 dans ceux où elle manque. Si nous avions partout les mêmes débouchés qu'en Angleterre, nul doute que la rente moyenne ne devînt bien vite ce qu'elle est chez nos voisins, c'est-à-dire le double de son taux actuel. Or, doublez la rente, et même sans rien changer à la constitution actuelle de la propriété, beaucoup de nos propriétaires malaisés deviennent par ce seul fait de riches propriétaires; l'équivalent complet de la *gentry* anglaise se trouve constitué immédiatement.

Il y a d'ailleurs deux espèces de propriétés : l'immobilière, qu'on appelle en Angleterre la propriété réelle, *real property*, et la mobilière, qu'on appelle la propriété personnelle, *personal property*. On évalue le revenu de la propriété réelle, pour les trois royaumes, à 120 millions sterling ou 3 milliards de francs. La terre proprement dite n'y figure que pour la moitié ; le reste est représenté par les propriétés bâties, les mines, les carrières, les canaux, les *rails-ways*, les pêcheries, etc. Les maisons seules valent presque autant que la terre elle-même. Dans la Grande-Bretagne, le revenu de la terre étant de 46 millions sterling, celui des maisons est de 40. Le revenu de la propriété mobilière peut être en même temps évalué à 80 millions sterling ou 2 milliards de francs, déduction faite du revenu des créances hypothécaires, qui fait double emploi avec celui des propriétés hypothéquées. Il s'ensuit que la rente de la terre, si élevée relativement, ne forme cependant pas le tiers du revenu des propriétaires anglais.

On voit maintenant pourquoi ils sont en moyenne plus riches que les nôtres. D'abord ils sont beaucoup moins nombreux proportionnellement, et il y a quelque chose de vrai, quoique fort exagéré, dans les idées répandues à cet égard ; ensuite, et c'est là la plus forte raison, ils ont à se partager une masse de revenus beaucoup plus grande. Chez nous, la rente de la terre, déjà moindre proportionnellement que la rente de la terre anglaise, n'est guère moins de la moitié du revenu total des capitaux, tant mobiliers qu'immobiliers ; pour peu que les autres valeurs se distribuent dans d'autres mains, il en reste très-peu pour les propriétaires du sol. En Angleterre, au

contraire, il y a peu de propriétaires ruraux qui ne joignent à leur revenu en terre un autre revenu souvent égal, souvent supérieur, en maisons, actions de chemins de fer, rentes sur l'État, etc. Beaucoup d'entre eux possédaient des houillères; l'extraction du charbon leur a rapporté et leur rapporte tous les jours des sommes immenses. D'autres avaient des terrains où l'on a construit des usines, des quartiers de villes, des canaux, des chemins de fer; ils ont profité de la plus-value.

Tout le monde sait que lord Westminster, le duc de Bedford et quelques autres, possèdent une grande partie du sol de Londres, loué par bail emphytéotique. Il en est de même dans presque toutes les villes anglaises. Depuis 1800, 1,500,000 maisons nouvelles ont été construites dans la seule Angleterre, 10,000 kilomètres de chemins de fer ont été ouverts, un nombre énorme de mines de charbon et autres ont été mises en exploitation. Voilà bien des milliards dont la meilleure partie est revenue aux propriétaires du sol; et ce ne sont pas seulement les grands propriétaires qui se sont partagé cette bonne aubaine, moyens et petits en ont eu leur part.

Il est une dernière voie qui fait refluer vers la propriété du sol une grande partie des capitaux créés par l'industrie; c'est l'acquisition de propriétés rurales par des commerçants enrichis. Ces acquisitions, plus nombreuses qu'on ne paraît le croire en France, ajoutent beaucoup à la richesse moyenne de la propriété, et contribuent à la rendre plus libérale envers le sol. Les nouveaux propriétaires portent dans l'administration de leurs biens ruraux une largeur de ressources et une hardiesse de spéculation qui se rencontrent rarement au même de-

gré chez les autres. En voici un exemple entre mille. Le fils d'un riche manufacturier de Leeds, M. Marshall, a acheté, il y a quelques années, une terre de 2,000 acres ou 400 hectares à Padrington, près de l'embouchure de l'Humber, dans l'East-Riding du comté d'York. Les énormes dépenses qu'il y a faites aussitôt en reconstruction de bâtiments, établissements de machines à vapeur, drainage, chaulage, etc., sont célèbres dans toute l'Angleterre.

Des phénomènes analogues se produisent en France tous les jours, avec moins d'intensité sans doute, parce que l'industrie est moins productive, mais avec les mêmes caractères et dans les mêmes conditions. Que de fortunes faites depuis cinquante ans dans les terrains de Paris et des autres villes de France ! Que de riches indemnités déjà payées pour des chemins de fer, des canaux, des mines, des usines ! Que de rentes doublées par l'ouverture de nouveaux moyens de communication ou le développement dans le voisinage de grands ateliers industriels ! Enfin que de terres qui passent tous les jours des mains de propriétaires obérés et pauvres aux mains d'acquéreurs plus riches ! Tel est le mouvement naturel d'une société en progrès, mouvement qui s'accélère par lui-même quand aucune catastrophe politique ne vient l'arrêter.

Réduite à ces termes, la question agricole n'est plus qu'une question de prospérité générale. Si la société française, retardée dans son essor par tous les obstacles qu'elle a elle-même suscités, pouvait jamais avoir devant elle cinquante années semblables à celles qui se sont écoulées de 1815 à 1848, nul doute qu'elle ne regagnât, en agri-

culture comme en tout , la distance qui la sépare de sa rivale. Le plus difficile est fait. Nous disposons , aussi bien que les Anglais, de ces moyens puissants qui multiplient aujourd'hui l'action du travail , et qui, appliqués à une terre presque neuve , peuvent précipiter à l'infini le progrès de la richesse. Nulle part les chemins de fer ne sont appelés à produire une révolution plus profonde et plus lucrative que chez nous. En Angleterre , ces voies merveilleuses ne rapprochent que des pays déjà rapprochés par d'autres moyens de communication , et dont les produits se ressemblent. Chez nous, elles auront pour effet de réunir des régions toutes différentes de climats et de produits , et qui n'ont encore entre elles que des communications imparfaites. Nul ne peut dire d'avance ce qui doit sortir d'une transformation aussi radicale.

Il importe donc que nos propriétaires et cultivateurs se rendent bien compte des seuls moyens qui peuvent les enrichir, afin qu'ils n'apportent pas eux-mêmes des entraves à leur prospérité. Leur opposition n'empêcherait pas le cours des choses, mais elle pourrait le rendre lent et pénible. Toute jalousie des intérêts agricoles contre les intérêts industriels et commerciaux ne peut faire que du mal aux uns comme aux autres. Voulez-vous encourager l'agriculture, développez l'industrie et le commerce qui multiplient les consommateurs, perfectionnez surtout les moyens de communication qui rapprochent les consommateurs des producteurs ; le reste suivra nécessairement. Il en est du commerce et de l'industrie à l'égard de l'agriculture, comme de la culture des plantes fourragères et de la multiplication des animaux à l'égard de la production céréale ; il semble d'abord qu'il y ait opposition, et

au fond il y a un tel enchaînement que l'un ne peut faire de progrès sérieux sans l'autre.

Les débouchés, voilà le plus grand, le plus pressant intérêt de notre agriculture; les procédés à suivre pour augmenter la production ne viennent qu'après. J'ai indiqué les principaux procédés suivis en Angleterre, j'en indiquerai bientôt d'autres. L'agriculture nationale peut y trouver des exemples utiles, mais je suis loin de les donner comme des modèles à imiter partout. Chaque sol et chaque climat a ses exigences et ses ressources; le midi de la France, par exemple, n'a presque rien à emprunter aux méthodes anglaises; son avenir agricole est pourtant magnifique. Il n'y a qu'une loi qui ne souffre pas d'exception et qui porte partout les mêmes conséquences, la loi du débouché.

CHAPITRE XII.

LA RÉFORME DOUANIÈRE.

Nous avons en quelque sorte assisté à la génération de la richesse agricole anglaise ; son principe est dans la prédilection de la classe riche pour la vie rurale ; outre les avantages directs qui en résultent pour les campagnes, ces mœurs ont produit la liberté politique et l'ont préservée du contact impur des révolutions ; la liberté sans révolutions a produit un immense développement industriel et commercial, et le développement industriel et commercial a produit à son tour une grande prospérité agricole ; l'impulsion féconde est revenue à son point de départ. Il nous reste à nous rendre compte d'un événement récent qui paraît contraire à ces prémisses, et qui n'en est pourtant qu'une conséquence ; je veux parler de la réforme douanière de sir Robert Peel et de la crise qui l'a suivie.

Au milieu de ses grandeurs et de ses richesses, l'Angleterre est toujours en présence d'un immense danger qui est la conséquence de sa richesse même, l'excès de population. Voilà déjà un demi-siècle qu'un de ses plus illustres enfants, Malthus, a poussé le cri d'alarme pour la prévenir ; depuis cette époque, elle a eu plusieurs fois de tristes avertissements dans des soulèvements causés

par la disette. Quelle que soit la rapidité du développement agricole, il a peine à suivre le mouvement plus rapide encore de la population. La hausse des subsistances est l'effet certain de cette agglomération d'hommes. On vient de voir combien cette hausse a été utile, en ce qu'elle a excité les progrès de l'agriculture ; mais il est un point où elle devient nuisible, c'est quand elle atteint un prix de disette, *scarcity price* ; alors la souffrance d'une portion notable de la population réagit sur le reste, et l'ensemble de la machine sociale ne fonctionne plus que péniblement.

Dans l'état de production que nous avons indiqué, et avec une population de 28 millions d'habitants, la répartition égale des subsistances obtenues par l'agriculture dans les trois royaumes donnait le résultat suivant : — viande, 60 kilos par tête ; froment, 1 hectolitre et demi ; orge et avoine, 1 hectolitre ; lait, 72 litres ; pommes de terre, 7 hectolitres ; bière, 1 hectolitre ; valeur totale, 130 francs d'après les prix anglais, et avec la réduction de 20 p. 100, 105. En France, la même répartition donnait le résultat suivant : — viande, 28 kilos ; volailles et œufs, l'équivalent de 6 kilos de viande environ ; lait, 30 litres ; froment, 2 hectolitres ; seigle et autres grains, 1 hectolitre et demi ; pommes de terre, 3 hectolitres ; légumes et fruits, une valeur de 8 francs ; vin, 1 hectolitre ; bière et cidre, 1 demi-hectolitre ; valeur totale, 105 francs.

L'alimentation moyenne était donc, à peu de chose près, équivalente dans les deux pays. Les îles Britanniques avaient l'avantage pour la viande, le lait et les pommes de terre ; la France, à son tour, reprenait le dessus pour les céréales, les légumes, les fruits, et pour la qualité comme

pour la quantité de la boisson. A égalité de besoins, la situation des deux populations aurait été la même ; mais soit pour une cause, soit pour une autre, l'Anglais consomme plus que le Français. La population anglaise proprement dite attirait à elle presque toute la viande et presque tout le froment des deux îles, et ne laissait à la grande majorité de la population écossaise et irlandaise que l'orge, l'avoine et les pommes de terre ; et cependant, malgré la grande supériorité de production de la terre anglaise, malgré les nombreuses importations d'animaux et de grains d'Écosse et d'Irlande, la demande des denrées alimentaires était encore telle en Angleterre, que les prix s'y maintenaient en moyenne bien au-dessus de nos prix français, et ils seraient montés encore au delà, si l'importation venue de l'extérieur ne les avait contenus.

Dans une telle situation, la question des approvisionnements a toujours été pour les hommes d'État anglais une question de premier ordre. Dans un pays où la population est aussi condensée, où un tiers environ des habitants est réduit au strict nécessaire, et où les deux autres, quoique les mieux partagés du monde, ne se trouvent pas encore assez bien nourris, le moindre déficit de récolte peut amener des embarras formidables. C'est en effet ce qui est arrivé à diverses époques, notamment au plus fort de la guerre contre la France ; on a vu le blé monter alors à des prix excessifs, 4, 5 et jusqu'à 6 livres sterling le quarter, c'est-à-dire 30, 40 et 50 francs l'hectolitre. Depuis 1815, les progrès de la culture et de l'importation avaient progressivement ramené le prix du froment à un peu moins de 3 liv. sterl. le quarter, ou 25 francs l'hectolitre, il était même tombé en 1835 à 2 liv. sterl., ou 17 francs ; mais

depuis 1837 il tendait à se relever, et il avait déjà plusieurs fois dépassé le cours de 30 francs.

On en était là quand est survenu un fléau qui a menacé dans son existence un des principaux éléments de l'alimentation nationale : je veux parler de la maladie des pommes de terre. Ce fléau, qui a produit en Irlande une véritable famine, a eu, même en Angleterre, des effets désastreux, et il a été bientôt suivi de craintes sérieuses sur la récolte des céréales, craintes qui n'ont été que trop justifiées par les mauvaises années de 1845 et de 1846.

D'autres raisons appelaient sur le prix des subsistances l'attention des esprits prévoyants. Tout l'échafaudage de la richesse et de la puissance britanniques repose sur l'exportation des produits industriels. Jusqu'à ces derniers temps, l'industrie anglaise avait peu de rivaux ; mais peu à peu les manufactures ont fait des progrès chez les autres peuples, et les produits anglais ne sont plus les seuls à se présenter sur les marchés de l'Europe et de l'Amérique. Les commerçants anglais ne peuvent donc soutenir la concurrence universelle que par le bon marché, ce bon marché n'est lui-même possible qu'autant que les salaires des ouvriers ne sont pas trop élevés. Or, les ouvriers anglais, bien que mieux payés qu'ailleurs, ne sont pas ou du moins n'étaient pas, en 1847, satisfaits de leurs salaires. Le vent qui a soufflé en 1848 et 1849 sur le continent avait commencé à se faire sentir en Angleterre, et de sourdes rumeurs annonçaient l'approche des orages.

Voici donc comment se présentait le problème à résoudre, problème terrible, qui portait dans ses flancs la vie et la mort d'un grand nombre d'hommes, et peut-être aussi la vie et la mort d'un grand empire : d'une

part, la disette ravageant déjà une partie du territoire britannique et menaçant de s'étendre sur le reste, et en conséquence le prix des denrées alimentaires menaçant de hausser indéfiniment; de l'autre, la nécessité de maintenir les salaires, malgré l'élévation probable du prix des subsistances, à un taux qui permît et facilitât l'exportation des produits manufacturés; et pour compléter la difficulté, une aspiration ardente des classes laborieuses vers une augmentation de bien-être, au moment où les vivres allaient peut-être leur manquer et où la mortalité causée par la famine commençait en Irlande. C'est alors que l'homme éminent, chargé du gouvernail dans ces temps difficiles, prit tout à coup la résolution hardie et généreuse qui a tout sauvé.

Depuis longtemps, la législation anglaise sur les grains était calculée de manière à maintenir autant que possible le prix du blé à 25 francs l'hectolitre, au moyen du système ingénieux mais compliqué, et plus efficace en apparence qu'en réalité, de l'échelle mobile. Une agitation populaire, fort connue sous le nom de *lique*, s'était organisée contre cette législation et avait pris rapidement des proportions considérables. Sir Robert Peel, alors premier ministre, comprit que le moment était venu d'adopter une mesure radicale, il se décida à faire ce qu'il avait lui-même combattu dans d'autres temps, c'est-à-dire à supprimer complètement les droits perçus à l'entrée des denrées alimentaires; et ce qui est plus admirable encore que cette résolution, c'est qu'il se soit trouvé dans les deux chambres, composées en très-grande partie de propriétaires ruraux, une majorité pour la transformer en loi.

La perturbation causée par cette réforme a été grande

sans doute, mais elle n'est rien à côté des catastrophes qu'on a évitées. L'intensité du besoin qu'on en avait s'est manifestée immédiatement par les immenses quantités de grains et farines importées, et qui s'élèvent, pour la seule année 1849, à 13 millions d'hectolitres de froment, 6 de maïs, 4 d'orge, 4 d'avoine, 3 de farine de froment, etc., sans compter le beurre, le fromage, la viande, le lard, les volailles, et jusqu'à 4 millions de douzaines d'œufs. Par là seulement l'Angleterre a pu échapper à la disette qui la menaçait et dont il a été impossible de préserver l'Irlande. Pour l'avenir, l'approvisionnement est assuré, puisque le consommateur anglais a le monde entier pour pourvoyeur. Le prix des denrées alimentaires a baissé aussitôt de plus de 20 p. 100. De cette façon, sans qu'il ait été nécessaire d'augmenter le taux nominal des salaires, le bien-être des classes inférieures s'est accru d'un cinquième, et l'exportation, qui fait la fortune de l'Angleterre, étant restée florissante, la demande de main-d'œuvre s'est élevée, le nombre des pauvres qui reçoivent des secours publics a diminué.

Cependant un grand intérêt paraissait devoir souffrir, celui de la culture et de la propriété rurale. Des réclamations bruyantes n'ont pas manqué de s'élever de ce côté, et ont mis en doute, pendant quelque temps, l'avenir de la réforme. Aujourd'hui la question est résolue, la réforme est désormais acceptée par ceux mêmes qui l'avaient combattue avec le plus d'acharnement. On s'est mieux rendu compte de ses effets, et les exagérations du premier moment ont disparu.

D'abord on a vu que l'agriculture proprement dite était moins en cause que le revenu de la propriété. Le haut

prix des denrées sert avant tout à l'élévation de la rente, et pourvu que la rente baisse en proportion de la baisse des prix, le cultivateur proprement dit est à peu près désintéressé. Cette simple distinction a suffi pour séparer l'intérêt des fermiers de celui des propriétaires. *Réduisez vos rentes!* criait-on de toutes parts à la propriété, la culture n'aura pas à souffrir. L'argument avait d'autant plus de force que, depuis cinquante ans, la hausse des prix avait surtout profité aux rentes, et que, même après une réduction notable, elles devaient se trouver encore au-dessus de ce qu'elles étaient en 1800. Dans le langage passionné du moment, on appelait cette baisse une restitution partielle de ce qui avait été perçu indûment, depuis cinquante ans, sur la subsistance publique, par les propriétaires.

En second lieu, on a fait le raisonnement suivant. Ce qui cause, a-t-on dit, la fortune de la propriété rurale, c'est la richesse industrielle et commerciale. Or, si le prix des subsistances s'élève, ou seulement s'il se maintient au taux établi, c'est-à-dire beaucoup plus haut que partout ailleurs, les salaires devront s'élever pour satisfaire aux exigences nouvelles de la population laborieuse; l'industrie anglaise ne pourra plus soutenir la concurrence étrangère, l'exportation diminuera, et la souffrance de l'industrie et du commerce réagira sur l'agriculture, qui ne pourra plus vendre ses produits. La baisse deviendra donc inévitable, mais ce sera une baisse terrible, produite par la pauvreté; on reverra les émeutes populaires des jours les plus sinistres, et devant les populations affamées, il faudra céder. Mieux vaut céder d'avance, quand le temps est serein, quand une concession faite à propos

peut non-seulement empêcher une interruption dans la production manufacturière, mais en accroître l'activité. Le progrès de la population et de la richesse rendra bientôt à l'agriculture plus qu'elle n'aura perdu, en augmentant à la fois le nombre et les ressources des consommateurs.

A ces démonstrations appuyées sur les faits est venue peu à peu se joindre la conviction que le mal n'était pas tout à fait universel et irrémédiable, qu'un bon nombre de propriétaires et de fermiers n'en avaient été que faiblement atteints, et qu'il y avait, pour les autres, des moyens de combler le déficit des prix par l'augmentation de la production. Dès ce moment, la cause de la réforme a été gagnée, car la nation anglaise est une nation d'économistes instinctifs, tout le monde y comprend très-bien les avantages du bon marché quand il est possible. Il y a eu sans doute et il y aura encore beaucoup de souffrances individuelles; mais dans l'ensemble, on le sait maintenant, cette secousse, qui semblait devoir être si fatale à la culture anglaise, lui fera faire au contraire un nouveau pas; à l'immense avantage de faire disparaître toute crainte sur l'approvisionnement national, à l'avantage non moins grand de supprimer toute cause d'infériorité pour l'industrie anglaise sur le marché universel, viendra s'ajouter un accroissement notable dans la production agricole. Ce qu'a fait la hausse dans d'autres temps, la baisse l'aura fait aujourd'hui; cette contradiction apparente n'en est pas une, car elles auront eu toutes deux un principe commun, la richesse.

L'Angleterre peut être partagée en deux bandes à peu près égales par une ligne qui la traverse du nord au sud;

la moitié occidentale étant infiniment plus humide que la moitié orientale, la culture des herbages y domine ; dans la moitié orientale, au contraire, c'est la culture des céréales. La baisse ayant été beaucoup moins forte et moins générale sur les produits animaux que sur le blé, la crise a été moins sensible dans la moitié occidentale que dans l'autre, on peut même dire que sur beaucoup de points il n'y en a pas eu du tout. La moitié orientale se partage à son tour en deux régions distinctes, l'une au nord, où dominant les terres légères et où règne l'assolement de Norfolk, l'autre au sud, où dominant les terres argileuses ou argilo-calcaires, et où la culture des racines a fait moins de progrès. Dans la première, les céréales n'étant pas encore le produit principal, la crise a été réelle, mais tolérable ; dans la seconde, où les céréales occupent le premier rang, elle a été profonde.

Beaucoup de propriétaires de l'Ouest et du Nord ont pu conserver leurs rentes intactes ; d'autres ont pu se borner à des réductions de rentes de 10 à 15 p. 100. Dans le sud-est et dans les cantons argileux en général, c'est-à-dire sur un quart environ de l'Angleterre, la réduction, pour être efficace, a dû être de 20 à 25 p. 100, et sur quelques points, les fermiers ont tout à fait abandonné la partie. Ces sortes de terres étaient déjà les moins bien cultivées et les moins productives du sol britannique, celles qui donnaient à surface égale les rentes les plus basses, les plus faibles salaires et les plus faibles profits.

Devant une pareille épreuve, l'esprit industriel de nos voisins s'est mis à l'œuvre ; les causes qui avaient fait, depuis l'introduction de l'assolement de Norfolk, l'infériorité relative des terres argileuses, regardées autrefois

comme les plus fertiles, ont été étudiées avec soin, et des systèmes nouveaux ont pris naissance pour y porter remède. Outre les propriétaires et les fermiers intéressés, une nouvelle classe d'hommes s'en est mêlée, celle des partisans du *free trade* ; ils ont tenu à prouver que, même dans les plus mauvaises conditions, l'agriculture nationale pouvait survivre et prospérer. Des commerçants ont acheté des terres tout exprès dans les contrées les plus éprouvées, pour s'y livrer à toute sorte d'essais. Les premiers résultats n'ont pas été bons, mais peu à peu les nouveaux principes se sont dégagés, et on peut affirmer aujourd'hui que les terres argileuses sont destinées à reprendre leur ancien rang. Les Anglais échouent rarement dans ce qu'ils entreprennent, parce qu'ils y portent une persévérance que rien n'abat.

Il y a plus ; les procédés imaginés pour transformer les terres fortes ont paru applicables dans une certaine mesure aux autres, et les améliorations provoquées par la nécessité sur quelques points tendent plus ou moins à se généraliser. Le sol entier profitera ainsi du remède sans avoir également souffert du mal.

En attendant, les classes populaires ont tiré de la baisse des prix tout le profit qu'on en attendait, et elles s'en sont contentées ; ce qui n'est pas moins admirable en Angleterre que l'esprit de concession chez les uns, c'est l'esprit de patience chez les autres. On a pu croire un moment que le taux des salaires baisserait ; l'opinion les a défendus, et ils ont résisté ; ils ont donc profité de toute la baisse obtenue dans le prix des denrées de première nécessité¹. On a pu croire aussi que la somme de main-

¹ Depuis que ceci est écrit, les circonstances ont changé ; après

d'œuvre agricole diminuerait; tout annonce en effet qu'elle sera réduite sur quelques points; mais sur d'autres elle sera accrue. En résumé, elle restera au moins égale à ce qu'elle était auparavant.

L'opinion commande d'autres améliorations en faveur des classes populaires; on veut que les lois sur le domicile en matière de taxe des pauvres soient revisées, afin que les ouvriers puissent aisément se déplacer et se rendre des points où le salaire est le plus bas dans ceux où il est le plus élevé, sans rien perdre de leurs droits aux secours publics; on veut que les propriétaires s'occupent paternellement de leurs journaliers, qu'ils veillent à leur instruction et à leur moralité comme à leur bien-être matériel, et les plus grands seigneurs tiennent à honneur de remplir ce devoir. Beaucoup d'entre eux font bâtir des cottages sains et commodes qu'ils louent à des prix raisonnables : le prince Albert, qui veut être le premier à donner tous les bons exemples, avait fait exposer sous son nom, à l'exhibition universelle, un modèle de ces sortes de constructions. On y joint en général un petit lot de jardin où le locataire peut faire venir des légumes frais; c'est ce qu'on appelle des *allotments*. Dans tous les grands domaines, le maître fait construire des chapelles et des écoles, et encourage les associations qui ont un but d'utilité commune.

Ainsi a été prévenue la guerre des classes, et, sans avoir baissé pendant plusieurs années, les prix ont recommencé à monter, et ils sont aujourd'hui (janvier 1854) plus haut qu'avant la réforme; mais cette hausse, étant l'effet de la mauvaise récolte de 1853, et n'ayant rien d'artificiel, n'a plus les mêmes inconvénients. (Voir l'appendice n° 1, à la fin du volume.)

autres secousses que celles qui étaient absolument inévitables, l'Angleterre a fait un grand pas, même au point de vue agricole. Voilà pourquoi, quand Robert Peel est mort, l'Angleterre a pris le deuil : le grand citoyen avait été compris.

Je ne m'arrêterai pas à faire ressortir la différence entre la crise anglaise de 1848 et la crise française de la même époque. L'intérêt rural est aussi chez nous celui qui a le plus souffert, mais il n'a pas été le seul à souffrir, tous ont été ébranlés à la fois. On a vu le prix des denrées baisser rapidement, non pas comme en Angleterre, parce qu'il était trop élevé, mais parce que, le travail industriel et commercial s'étant arrêté, la classe non agricole n'avait plus le moyen d'acheter de quoi vivre. La consommation dans toutes les branches, au lieu de s'accroître comme chez nos voisins, s'est réduite au strict nécessaire, et dans un pays où l'alimentation ordinaire en viande et en blé était à peine suffisante, il s'est encore trouvé trop de viande et trop de blé pour les ressources d'une population appauvrie. La culture et la propriété éperdues n'ont pas trouvé comme en Angleterre l'appui des capitaux, puisqu'un grand nombre avaient été détruits et que le reste épouvanté émigrerait ou se cachait. Heureusement que, par une faveur spéciale de la Providence, les fruits de la terre ont abondé pendant cette épreuve, car si le moindre doute avait pu s'élever dans les esprits sur l'approvisionnement, au milieu du désordre général, nous aurions vu les horreurs de la famine se joindre comme autrefois aux horreurs de la guerre civile.

Un premier retour de confiance répare en partie ces désastres. La France montre encore une fois ce qu'elle a

montré si souvent, notamment après l'anarchie de 93 et les deux invasions, qu'il n'est pas en son pouvoir de se faire un mal incurable. Plus elle reparaît pleine de ressources malgré les pertes immenses qu'elles a faites, plus on est frappé des progrès qu'elle aurait réalisés dans ces cinq ans, si elle n'avait elle-même arrêté violemment son essor. Les recettes des contributions indirectes, un des signes les plus certains de la prospérité publique, qui étaient de 825 millions en 1847, et qui ont remonté péniblement, après une baisse énorme, à 810 millions en 1852, auraient atteint dans cette même année 950 millions ou 1 milliard, si l'impulsion qu'elles avaient reçue avant 1848 s'était soutenue, et toutes les branches de la richesse publique répondraient à ce brillant symbole.

Du reste, si j'ai dû raconter ce qui s'est passé en Angleterre depuis 1847, il ne faut pas en conclure qu'une révolution du même genre me paraisse désirable ou même possible en France. Nous sommes dans des conditions différentes sous tous les rapports. Il ne peut être question chez nous d'établir le bon marché des subsistances; nous l'avons, puisque l'Angleterre, après tous ses efforts, n'a pas pu descendre plus bas que les plus élevés de nos prix courants, et sur la moitié du territoire, nous ne l'avons que trop. Il ne faut pas confondre les pays riches et peuplés à l'excès avec ceux qui ne le sont pas; les besoins des uns ne sont pas du tout ceux des autres. Nous ne ressemblons pas à l'Angleterre de 1846, mais à l'Angleterre de 1800. Ce n'est pas la production qui manque chez nous à la consommation, c'est encore la consommation qui, dans la moitié de la France du moins, manque à la production. Au lieu de voir partout le blé

à 25 francs l'hectolitre et la viande à 1 franc 25 centimes le kilogramme, nous avons des pays entiers où le producteur n'obtient guère de ses denrées plus de la moitié de ces prix. Pour ceux-là, ce n'est pas la baisse qu'il leur faut, mais la hausse ; ils sont encore bien loin du temps où ils pourront souffrir de l'excès de demande des denrées agricoles et de l'élévation des prix.

Mais il ne faut pas non plus s'imaginer que l'échelle mobile sur les céréales et les droits exorbitants sur les bestiaux étrangers, puissent avoir en France une utilité quelconque. En fait, ces droits n'ont été jusqu'ici d'aucun effet pour relever les prix, ils ont plutôt contribué à les abattre, en arrêtant l'essor du commerce. L'agriculture française, qui s'est crue protégée, ne l'était pas et ne pouvait pas l'être ; ses propres prix ne la mettaient que trop à l'abri de la concurrence étrangère. Ce n'est donc pas sur des combinaisons de douane, mais sur l'augmentation de la consommation intérieure par le progrès des communications et des échanges, et à quelques égards sur l'exportation, qu'elle doit compter pour mieux vendre ses produits. Toute autre pensée serait chimérique et, qui plus est, nuisible à ses intérêts. La même liberté de commerce, qui tend à faire baisser les prix des subsistances en Angleterre, parce qu'ils étaient trop hauts, aurait plutôt en France l'effet contraire, parce qu'ils y sont habituellement trop bas, au moins sur un grand nombre de points.

CHAPITRE XIII.

LE HIGH FARMING.

Parmi les innovations agricoles que la dernière crise a suscitées, la plus considérable sans aucun doute, celle qui restera comme l'effet le plus utile de cette grande commotion, c'est le procédé d'assainissement connu sous le nom de *drainage*. Drainage, en anglais, signifie écoulement. De tout temps l'écoulement des eaux surabondantes a été pour l'agriculture anglaise, surtout dans les sols tenaces, la principale difficulté. On n'avait jusqu'ici employé, pour s'en débarrasser, que des moyens imparfaits ; le problème est aujourd'hui tout à fait résolu. « Prenez ce pot de fleurs, disait dernièrement en France le président d'un comice ; pourquoi ce petit trou au fond ? pour renouveler l'eau. Et pourquoi renouveler l'eau ? parce qu'elle donne la vie ou la mort : la vie, lorsqu'elle ne fait que traverser la couche de terre, car elle lui abandonne les principes fécondants qu'elle porte avec elle, et rend solubles les aliments destinés à nourrir la plante ; la mort, au contraire, lorsqu'elle séjourne dans le pot, car elle ne tarde pas à se corrompre et à pourrir les racines, et elle empêche l'eau nouvelle d'y pénétrer. » La théorie du drainage est tout entière dans cette image.

L'invention nouvelle consiste à employer, pour effec-

tuer l'écoulement des eaux, au lieu de fossés ouverts ou de tranchées remplies de pierres ou de fascines, procédés connus même des anciens, des tuyaux cylindriques de terre cuite, de quelques décimètres de longueur, et placés bout à bout au fond de rigoles recouvertes de terre. On ne comprend pas d'abord, quand on n'a pas vu l'effet de ces tuyaux, comment l'eau peut s'y rendre et s'échapper; mais, dès qu'on a vu une terre drainée, on ne peut plus conserver le moindre doute. Les tuyaux font l'office du petit trou toujours ouvert au fond du pot de fleurs; ils appellent l'eau, qui y arrive de toutes parts, et la portent au dehors, soit dans des puisards, soit dans des rigoles d'écoulement, quand la pente du terrain s'y prête. Ces tuyaux sont faits avec des machines qui en rendent la fabrication peu dispendieuse. On les choisit d'un diamètre plus ou moins large, on les pose dans des rigoles plus ou moins profondes, plus ou moins rapprochées, suivant la nature du sol et la quantité des eaux à écouler. L'ensemble du travail, pour achat et pose, coûte en moyenne 250 fr. par hectare; il est maintenant généralement reconnu que c'est de l'argent placé à 10 p. 100, et les fermiers ne refusent à peu près nulle part d'ajouter à leur bail 5 p. 100 par an de la somme consacrée par leurs propriétaires au drainage de leurs champs.

Les effets du drainage ont quelque chose de magique. Prairies et terres arables s'en trouvent également bien. Dans les prairies, les herbes marécageuses disparaissent, le foin devient à la fois plus abondant et de meilleure qualité¹; dans les terres arables, même les plus argi-

¹ L'expérience a révélé depuis quelque temps le danger du drainage des prairies dans les parties les moins humides de l'Angleterre; je

leuses, céréales et racines poussent plus vigoureuses et plus saines; il faut moins de semence pour plus de récolte. Le climat lui-même y gagne sensiblement; la santé des hommes devient meilleure, et, partout où un drainage énergique a été pratiqué, les brouillards de l'île brumeuse semblent moins épais et moins lourds. Il y a dix ans qu'on a parlé du drainage pour la première fois, et un million d'hectares au moins est aujourd'hui drainé; tout annonce que, d'ici à dix ans, l'Angleterre presque entière le sera. L'île semble sortir des eaux une seconde fois.

La seconde amélioration générale qui datera de ces dernières années, est un nouveau progrès dans l'emploi des machines, et en particulier de la vapeur. Avant 1848, très-peu de fermes possédaient une machine à vapeur; on peut affirmer encore que, dans dix ans, celles qui n'en auront pas seront l'exception. De tous côtés on voit dans les champs s'élever et fumer des cheminées. Ces machines servent à battre le blé, à hacher les fourrages et les racines, à broyer les céréales et les tourteaux, à élever et à répandre les eaux, à battre le beurre, etc.; leur chaleur n'est pas moins utilisée que leur force, et sert à préparer les aliments des hommes et des animaux. D'autres machines à vapeur mobiles se louent de ferme en ferme, comme un ouvrier, pour faire la grosse besogne. On a inventé de petits *rails-ways* portatifs dont on se sert pour conduire les fumiers dans les champs et pour rapporter les récoltes. Des machines à faucher, à faner,

mentionne ici ce fait exceptionnel pour mettre sur leurs gardes ceux qui s'occupent d'importer le drainage en France. On ne saurait prendre trop de précautions, quand il s'agit d'une innovation agricole.

à moissonner, à défoncer, sont à l'essai. On a même entrepris de labourer à la vapeur, et on ne désespère pas d'y réussir. On s'attache à fouiller le sol à des profondeurs inouïes jusqu'ici, afin de donner à la couche arable plus de puissance. Partout le génie mécanique cherche à transporter dans l'agriculture les prodiges qu'il a réalisés ailleurs.

Ces nouveaux procédés ne sont que des applications nouvelles d'anciens principes ; mais voici qui est en opposition avec toutes les habitudes et qui rencontre plus de résistance. J'ai dit combien la nourriture des animaux au pâturage était estimée des cultivateurs anglais : l'école nouvelle supprime le pâturage du bétail et le remplace par la stabulation permanente ; mais cette stabulation perfectionnée diffère autant de la stabulation imparfaite usitée sur le continent, que le pâturage cultivé différerait du pâturage grossier de nos régions pauvres. Rien n'est plus hardi, plus ingénieux, plus caractéristique de l'esprit d'entreprise des Anglais, que le système actuel de stabulation, tel qu'il a été pratiqué d'abord dans la région argileuse par les novateurs, et qu'il tend à se répandre partout.

Qu'on se figure une étable parfaitement aérée, le plus souvent en planches à claire-voie, avec des nattes de paille qui s'élèvent ou s'abaissent à volonté pour défendre au besoin les animaux du vent, du soleil et de la pluie. Les bœufs, qui appartiennent en général à la race à courtes cornes dite de Durham, y sont enfermés, sans être attachés, dans des loges où ils vivent depuis leur naissance jusqu'à leur mort. Sous leurs pieds est un plancher percé de trous, qui laisse tomber leurs déjec-

tions dans une fosse ; auprès d'eux, une eau abondante dans des auges de pierre, et dans d'autres auges, de la nourriture à discrétion. Cette nourriture se compose , tantôt de racines coupées, de féveroles broyées, de tourteaux concassés, tantôt d'un mélange de foin et de paille hachés et d'orge moulu, le tout plus ou moins cuit dans de grandes cuves chauffées par la machine à vapeur, et fermenté pendant quelque temps dans des coffres fermés. Cette alimentation extraordinaire, dont l'aspect confond un agriculteur français, les fait grandir et engraisser avec une extrême rapidité. Les vaches laitières elles-mêmes peuvent être soumises à cette réclusion : on voit déjà des exemples de stabulation jusque dans les comtés les plus renommés par leurs laiteries, comme ceux de Chester et de Gloucester ; on les y nourrit au vert, et on redouble de soins pour que les étables soient parfaitement aérées , parfaitement éclairées , parfaitement propres , chaudes en hiver, fraîches en été, à l'abri de toutes les variations de température et de tout ce qui peut agiter et troubler les vaches, qui y vivent dans un bien-être perpétuel, extrêmement favorable à la sécrétion lactée.

Le fumier qui s'accumule dans la fosse n'est mêlé d'aucune espèce de litière ; on a pensé qu'il était beaucoup plus profitable de faire manger la paille par les animaux, ce fumier est très-riche à cause de la quantité de matières contenues dans la nourriture donnée, et dont une partie n'est pas assimilée par la digestion, malgré tous les efforts faits pour les rendre essentiellement assimilables. On ne l'enlève que tous les trois mois, quand on a besoin de s'en servir ; en attendant, il n'est ni lavé par la pluie, ni brûlé par le soleil, comme le sont trop

souvent les tas de fumier exposés au grand air dans les cours de ferme ; une légère addition de terre ou d'autres absorbants empêche ou ralentit le dégagement de l'ammoniaque et sa déperdition dans l'atmosphère. On est frappé, en entrant dans ces étables, de n'y sentir aucune odeur. Le fumier y conserve tous les éléments fertilisants qui se volatilisent ailleurs et qui empoisonnent l'air respirable au lieu de féconder le sol. On l'emploie, tantôt à l'état solide pour les céréales, tantôt à l'état liquide pour les prairies, après l'avoir préalablement mélangé d'eau.

Dans ce système, les cochons, comme les bœufs, sont nourris sans sortir, dans des loges fermées et sur des planchers percés ; leur alimentation est la même. Les moutons seuls sortent encore, mais on les cloître aussi tant qu'on peut. On ne s'est pas encore aperçu que cette séquestration rigoureuse ait un effet fâcheux sur la santé des uns et des autres ; pourvu qu'ils jouissent dans leur prison d'un air constamment pur, et qu'ils aient l'espace nécessaire pour se mouvoir, c'est-à-dire un mètre carré par mouton et par porc et de deux à trois mètres carrés par bœuf, on affirme qu'ils se portent à merveille. L'exercice au grand air qui avait été considéré jusqu'ici comme nécessaire, est regardé maintenant comme une perte qui se manifeste par une diminution de poids.

On ne peut se défendre d'un sentiment pénible en voyant ces pauvres bêtes, dont les congénères peuplent encore les immenses pâturages de la Grande-Bretagne, ainsi privés de mouvement et de liberté, et en songeant qu'un jour viendra peut-être où tout le bétail anglais, qui aujourd'hui s'ébat si joyeusement sur l'herbe verte, sera

claquemuré dans ces tristes cloîtres, d'où il ne sort que pour marcher à l'abattoir. Ces fabriques de viande, de lait et d'engrais, où l'animal vivant est traité absolument comme une machine, ont quelque chose de rebutant comme un étal de boucher ; quand on a visité une de ces prisons cellulaires où se confectionne si crûment le principal aliment du peuple anglais, on est rassasié de viande pour plusieurs jours. Mais la grande voix de la nécessité parle ; il faut à toute force nourrir cette population qui s'accroît sans cesse, et dont les besoins augmentent plus vite que le nombre ; il faut abaisser autant que possible le prix de revient de la viande pour s'accommoder aux prix nouveaux et y trouver encore des bénéfices.

Adieu donc aux scènes pastorales dont l'Angleterre était si fière et que la poésie et la peinture célébraient à l'envi ; deux seules chances leur restent, c'est que quelque inventeur nouveau trouve un moyen d'élever les produits du pâturage à la hauteur de ceux qu'on obtient par la stabulation, ou que quelque danger de cette réclusion du bétail se révèle par l'expérience. Déjà des plaintes s'élèvent sur la qualité de la viande qu'on fabrique si abondamment par ce moyen : on dit que les tourteaux lui communiquent un mauvais goût, et que l'excès de graisse des bœufs Durham et des moutons Dishley ne rend leur chair ni très-agréable, ni très-nourrissante. Il est possible que le nouveau système pêche par là, et que le pâturage, battu pour la quantité, se défende par la qualité de ses produits ; il est possible aussi que quelque maladie nouvelle se développe tout à coup parmi ces races inertes et obèses, et force à leur infuser un sang plus énergique. On peut compter, dans tous les cas, que l'ancienne tradition du

pâturage ne cédera la place qu'après combat ; si elle est destinée à disparaître, il n'y aura pas eu moyen de faire autrement. Le plus probable est l'adoption d'un système mixte qui cherche à concilier les avantages des deux méthodes.

Quand par le pâturage perfectionné on parvenait tout au plus à entretenir convenablement une tête de gros bétail ou l'équivalent par hectare en culture, ce qui était déjà beaucoup plus qu'en France, on prétend aujourd'hui, par la stabulation, en entretenir deux et même trois et accroître ainsi considérablement le produit en céréales. Tout devient terre arable alors, l'assolement de Norfolk peut être appliqué sur toute l'étendue du domaine, au lieu d'être réduit à la moitié. Telles sont les révolutions des choses humaines ; l'agriculture y est sujette comme le reste. C'est jusqu'ici la pratique du pâturage qui, en augmentant la quantité de bétail et en réduisant la sole de céréales, avait grossi le rendement moyen du sol emblavé. C'est aujourd'hui la réduction ou l'abolition du pâturage qui, en augmentant encore la quantité du bétail, peut donner de nouveaux moyens d'accroître la fertilité du sol et la production du blé.

Nous avons vu que, dans l'état actuel des choses, sur une ferme de 70 hectares prise dans des conditions moyennes, 30 seraient en prés et pâturages naturels, 8 en racines et féveroles, 8 en orge et avoine, 16 en prairies artificielles et 8 en blé. Par le nouveau système poussé à ses dernières conséquences, les prairies naturelles disparaîtraient, et les 70 hectares seraient divisés ainsi : 14 en racines ou féveroles, 14 en orge ou avoine, 28 en prairies artificielles, et 14 en blé. La proportion des cultures amé-

liorantes aux cultures épuisantes, qui était dans le premier cas de 54 contre 16, serait dans le second de 42 seulement contre 28 ; mais cette différence serait, dit-on, plus que compensée par la masse des engrais nouveaux, puisqu'au lieu de nourrir 70 têtes de bétail on en nourrirait 150 ou l'équivalent, et qu'il ne se perdrait pas un atome de fumier.

L'extension des racines, des féveroles et des prairies artificielles aux dépens des prairies naturelles peut-elle réellement, comme on l'affirme, donner deux ou trois fois plus de nourriture pour les animaux ? Cette question est déjà, sur un grand nombre de points, résolue par les faits. Toutes ces cultures sont perfectionnées à la fois, et, avec l'aide du drainage et des machines, portées à leur *maximum* ; la culture des turneps en lignes, dite à la Northumberland, en double à peu près le produit moyen ; les *rutabagas* ou navets de Suède, qu'on leur substitue dans les terrains argileux, donnent un résultat supérieur ; et ce qui grossit plus encore, c'est le produit des prairies artificielles depuis que deux nouveaux moyens ont été imaginés pour en rendre la végétation plus active : le premier est l'emploi d'une espèce particulière de *ray-grass* qu'on appelle *ray-grass* d'Italie ; le second, un mode perfectionné de distribution de l'engrais liquide.

Le *ray-grass* d'Italie est une plante extraordinaire pour la promptitude de sa végétation ; il ne dure que deux ans, mais, quand il se trouve dans de bonnes conditions, il peut être coupé jusqu'à huit fois par an ; son foin est dur, mais excellent à consommer en vert. Il prospère, malgré son nom et son origine, jusque dans les régions les plus froides, et son usage se propage rapidement, soit en An-

gleterre, soit en Écosse. Si ce qu'on en dit se confirme, il paraît supérieur à la luzerne.

Quant au mode de distribution de l'engrais liquide, c'est sans contredit la partie la plus originale et la plus curieuse du système. Il a été inventé par M. Huxtable¹, dans le comté de Dorset, un des principaux promoteurs de la nouvelle révolution agricole. Voici en quoi il consiste. Les déjections des animaux, une fois tombées dans la fosse pratiquée sous les étables, se rendent par des conduits dans un réservoir où elles se mêlent avec de l'eau et des matières fécondantes; de là partent d'autres conduits souterrains qui se prolongent dans tous les sens jusqu'aux extrémités du domaine. Tous les 200 mètres environ sont placés des tuyaux verticaux qui s'élèvent du tuyau de conduite jusqu'à la surface du sol et dont l'orifice est fermé par un couvercle. Quand on veut fumer une partie du terrain, on enlève le couvercle d'un des tuyaux verticaux, on y adapte un tube en *guttapercha*; une pompe mise en mouvement par la machine à vapeur refoule le liquide dans les tuyaux, et l'ouvrier qui tient le tube mobile arrose autour de lui comme un pompier dans un incendie. Un homme et un enfant suffisent pour fumer ainsi 2 hectares par jour. On donne de six à douze arrosages par an, suivant les circonstances.

Les frais d'établissement des tuyaux et des pompes reviennent à 100 francs par hectare quand on emploie

¹ La priorité de l'invention a été réclamée par M. Chadwick, ami de M. Huxtable; cette question ne peut pas avoir pour nous beaucoup d'intérêt, mais ce qui en a davantage, c'est la polémique qui s'est élevée en Angleterre sur les avantages de l'invention elle-même. (Voir l'Appendice n° 2.)

des tuyaux en terre cuite, à 250 francs quand ils sont en fonte. La construction des réservoirs et l'établissement de la machine à vapeur constituent une dépense à part et qui ne doit pas entrer en ligne de compte, puisque l'un et l'autre sont désormais indispensables dans toute ferme bien tenue. La pose des tuyaux devient alors une économie plutôt qu'une dépense ; on a bien vite regagné en épargne de main-d'œuvre et de temps ce qu'on peut dépenser pour frais d'établissement et d'entretien, et les résultats qu'on obtient sont admirables. Les plantes s'assimilent avec une extrême promptitude l'engrais ainsi divisé et distribué en pluie ; son effet est en quelque sorte immédiat, et il peut être épuisé sans cesse, puisqu'il est sans cesse renouvelé.

Cette ingénieuse invention est probablement destinée au plus grand succès. M. Huxtable a commencé sur 25 hectares, mais il y a aujourd'hui des fermes, notamment dans le comté d'Ayr en Écosse, où les conduits s'étendent sur 200. Elle a le mérite de se concilier avec tous les systèmes de culture, et peut même servir à sauver les pâturages ; elle est réalisable sous tous les climats et pourrait être transportée dans les pays chauds, où elle produirait bien d'autres merveilles. Elle paraît d'une application encore plus générale que le drainage, et on ne saurait trop appeler sur elle l'attention des cultivateurs français.

Grâce à ce surcroît d'engrais, fortifié encore par tous les engrais artificiels que l'imagination peut découvrir, le rendement des céréales peut s'élever dans la même proportion que les produits animaux. Le rendement moyen est porté, dans les terres cultivées par les nouvelles mé-

thodes, à 40 hectolitres de froment, 50 d'orge et 60 d'avoine par hectare ; comme en même temps l'étendue emblavée est fort accrue, le produit total est plus que doublé, et ce ne sont pas là des spéculations et des hypothèses, mais des faits réalisés sur beaucoup de points du Royaume-Uni. Dans chaque comté, il y a au moins une ferme où quelque riche propriétaire ne craint pas de faire ces essais ; la masse des cultivateurs observe, étudie, et, dans la mesure de ses ressources, imite ce qui a réussi.

L'ensemble du système ne peut être avantageusement mis en pratique que dans les pays les plus favorables à la production des céréales, c'est-à-dire dans la région du sud-est, la plus travaillée de toutes par la crise. Dans l'ouest et le nord, on arrive peu à peu à la suppression presque complète des céréales. La division du travail fait ainsi un nouveau pas : la culture des céréales s'étend sur les terres qui s'y prêtent le plus, elle se resserre dans celles qui s'y prêtent le moins ; il ne paraît pas que dans l'ensemble la proportion des terres emblavées doive changer sensiblement. Dans les régions où l'on se borne de plus en plus à nourrir du bétail, on obtient par le seul emploi de la stabulation et de l'engrais liquide des résultats sinon plus beaux, au moins plus assurés. Je n'en veux citer qu'un exemple, la ferme de Cuning-Park, dans le comté d'Ayr. Cette ferme, qui n'a que 20 hectares de superficie, était avant la crise dans les conditions moyennes de l'Angleterre : la rente n'y dépassait pas 75 fr. par hectare et le produit brut 250 fr. ; aujourd'hui le produit brut atteint 4,500 fr. par hectare, et le produit net au moins 500. On ne fait pourtant que du lait et du beurre à Cuning-Park ; mais, grâce aux nouveaux procédés, on

y entretient quarante-huit vaches au lieu de dix, et chacune de ces vaches est beaucoup plus productive.

Tels sont les traits généraux de la révolution agricole actuelle, ce qu'on appelle le *high farming*, la haute culture. Je veux signaler encore un point qui peut servir à la caractériser de plus en plus : la guerre faite aux haies et au gibier.

Quand le principe de la culture anglaise était le pâturage, les grandes haies avaient leur utilité. Avec le progrès de la stabulation, cette utilité diminue ; elles peuvent d'ailleurs être remplacées par des haies basses ou d'autres clôtures. Les cultivateurs ne leur trouvent plus que des inconvénients : elles occupent par elles-mêmes une place énorme, elles nuisent doublement par leur ombrage et par leurs racines aux fruits de la terre, elles servent de refuge à des multitudes d'oiseaux qui dévorent les semences. La plupart des propriétaires résistent encore, d'abord parce que l'émondage et la coupe des arbres leur donnaient un revenu, ensuite parce que ces haies contribuaient singulièrement à la beauté du paysage ; mais quelques-uns d'entre eux se sont déjà exécutés, et le reste devra céder plus ou moins, car l'opinion publique, saisie de la question, se prononce tous les jours de plus en plus en faveur des fermiers.

Le même sort est évidemment réservé au gibier, dont la sévérité des lois sur la chasse a jusqu'ici favorisé la multiplication, et qui fait un mal réel aux récoltes. L'opinion, si favorable en Angleterre à la grande propriété, mais en même temps si exigeante pour elle, commence à faire aux riches *landlords* un devoir de sacrifier leurs plaisirs aux nécessités nouvelles de la production.

En assistant à cette lutte pacifique dont l'issue ne saurait être douteuse, on ne peut s'empêcher de se rappeler que des abus du même genre ont été une des causes de la révolution française. Pour se préserver des ravages des lièvres et des lapins seigneuriaux, nos cultivateurs n'ont pas trouvé de meilleur moyen que de démolir les châteaux et de tuer ou d'expulser les propriétaires. Les cultivateurs anglais se montrent plus patients et plus calmes ; ils n'en finiront pas moins par atteindre leur but, sans bouleversement et sans excès. Leur arme unique est la reproduction obstinée de leurs griefs ; ils calculent gravement combien d'acres de terre sont enlevées à la culture par les grandes haies, combien il faut de lièvres pour consommer la subsistance d'un mouton. C'est parmi eux un lieu commun de dire et de répéter sans cesse qu'ils sont obligés de payer trois rentes, la première à leur propriétaire sous forme de fermage, la seconde à ses haies, la troisième à son gibier. Dans quelques cantons, on les a vus se cotiser pour acheter la chasse et entreprendre en grand l'extermination des lièvres, qui vaut mieux que celle des hommes.

Tous ces travaux de drainage, de construction de bâtiments pour la stabulation, d'établissement de machines à vapeur, etc., imposent de grands sacrifices. On peut évaluer à 500 fr. environ par hectare en moyenne ou 8 livres sterling par acre la dépense qu'ils exigeront des propriétaires, et à 250 fr. celle des fermiers. Dans les terres fortes il faudra sans doute beaucoup plus, mais dans les terres légères il suffira de beaucoup moins. Cette avance féconde faite et bien faite, nul doute que la rente et le profit, même sur les points où ils ont paru le plus compromis par la

baisse, ne remontent au delà du taux antérieur, et ne donnent ainsi un revenu suffisant des nouveaux capitaux absorbés par le sol. Alors le pays fournira au moins un tiers en sus de denrées alimentaires; le produit brut moyen, qui était l'équivalent de 200 francs par hectare, sera de 300, la rente moyenne montera probablement jusqu'à 100, le bénéfice des fermiers jusqu'à 60.

L'unique question n'est plus que celle-ci : les propriétaires et les fermiers seront-ils en état de fournir ce supplément d'avances ? Il ne s'agit de rien moins que de 10 à 12 milliards. Pour tout autre pays que le Royaume-Uni, l'entreprise serait impossible ; même pour le Royaume-Uni, elle est difficile, mais elle n'est que difficile. La nation qui a dépensé 6 milliards en un quart de siècle pour la seule entreprise des chemins de fer, peut bien en employer le double à renouveler son agriculture.

Le gouvernement a senti la nécessité de donner l'exemple. Dès 1846, au moment où il se décidait à provoquer la baisse des prix, il se départissait de la règle qu'il s'impose habituellement de ne point intervenir dans les intérêts privés, et proposait aux propriétaires de leur prêter 75 millions de francs pour travaux de drainage, à des conditions d'intérêt et d'amortissement qui ressemblent beaucoup à celles de notre société générale de crédit foncier, 6 1/2 p. 100 d'annuité amortissant la dette en capital et intérêts au bout de vingt-deux ans. Ce premier prêt ayant réussi, le gouvernement en a fait d'autres, et un grand nombre de propriétaires des trois royaumes en ont profité. Les capitaux privés ont suivi l'impulsion. Ceux des propriétaires atteints qui possédaient des capitaux mobiliers, ou dont le bien était assez liquide pour servir de gage à

des emprunts, sortiront de la crise avec honneur ; ceux dont la position était déjà embarrassée, se débattent péniblement. Un dixième environ des propriétaires anglais est dans ce cas. Pour ceux-là, les économistes et les agronomes n'ont pas trouvé de meilleur remède que de leur faciliter la vente ou la division de leurs immeubles.

Ces opérations sont aujourd'hui difficiles et coûteuses à cause de l'incertitude de la propriété. Un peuple d'hommes d'affaires vit de l'examen des titres et de la confusion qui y règne. Il s'agit d'adopter un système d'enregistrement analogue au nôtre, qui régularise et facilite les transmissions. Les idées émises à ce sujet sont des plus radicales. On va jusqu'à demander que la propriété de la terre puisse se transmettre aussi aisément que celle des rentes sur l'État ou des autres valeurs mobilières, et on ne sollicite rien moins que l'ouverture d'un grand-livre de la propriété immobilière dont les titres soient des extraits légalisés transmissibles par endossement. Nous sommes bien loin, comme on voit, des anciennes idées sur l'immobilisation de la propriété, et ce ne sont pas des rêveurs chimériques qui proposent cette réforme, mais des écrivains justement considérés ; le gouvernement lui-même s'en occupe.

Pour les fermiers, on demande des baux de vingt et un ans, qui leur permettent de faire les avances exigées avec la certitude de s'en rembourser ; on réclame en même temps la suppression des trop petites fermes dont les tenanciers n'ont pas un capital suffisant, et la division des trop grandes, pour le même motif. Ceux d'entre les fermiers qui n'avaient pas assez de ressources, font comme les propriétaires obérés, ils disparaissent ; ceux

qui restent serrent les rangs comme dans un combat, et bientôt il n'y paraîtra plus.

Tout cela constitue sans doute une immense révolution. La culture change de nature, elle devient de plus en plus industrielle : chaque champ sera désormais une sorte de métier, travaillé dans tous les sens par la main de l'homme, percé en dessous de toute sorte de canaux, les uns pour écouler l'eau, les autres pour apporter l'engrais, et qui sait ? peut-être aussi pour conduire de l'air chaud ou frais suivant les besoins, et offrant à sa surface les transformations les plus rapides ; la vapeur déroule, sur les verts paysages chantés par Thompson, ses noires spirales de fumée ; le charme spécial des campagnes anglaises menace de disparaître avec les pâturages et les haies ; le caractère féodal s'altère par la destruction du gibier ; les parcs eux-mêmes sont attaqués comme enlevant de trop vastes espaces à la charrue ; en même temps la propriété tend à se déplacer, à se diviser, à passer en partie dans des mains nouvelles, et le fermier tend à s'affranchir par de longs baux de l'autorité du *landlord*.

Il y a là plus qu'une question agricole, l'ensemble de la société anglaise paraît en jeu. Il ne faut pas croire que les Anglais ne fassent pas de révolutions, ils en font beaucoup au contraire, ils en font toujours, mais à leur manière et sans se presser ; ils ne tentent ainsi que ce qui est possible et véritablement utile, et on peut être sûr qu'en fin de compte le présent aura complète satisfaction, sans que le passé soit tout à fait détruit.

CHAPITRE XIV.

LES COMTÉS DU SUD.

Un coup d'œil rapide sur chacune des parties dont se compose le Royaume-Uni, prise à part, ne fera que confirmer ce que nous a appris cette étude préliminaire sur l'ensemble de l'économie rurale anglaise.

L'Angleterre proprement dite se divise en 40 comtés. La moyenne de ces comtés égale en étendue la moitié d'un de nos départements français, mais il y a parmi eux beaucoup d'inégalité. Le comté de Rutland équivaut à peine à un de nos cantons ; celui d'York vaut à lui seul deux de nos plus grands départements. On les partage assez généralement en cinq groupes : le sud, l'est, le centre, l'ouest et le nord. Je commence par le groupe du sud, le moins riche des cinq, parce qu'il se présente le premier à ceux qui arrivent de France, il contient sept comtés.

Abordons à Douvres, et entrons dans le comté de Kent. Les voyageurs français sont portés à juger l'Angleterre par le pays qu'ils traversent en allant de Douvres à Londres. Cette province présente en effet les traits les plus généraux du paysage anglais, et peut donner à un étranger une idée superficielle du reste de l'île ; mais au fond elle a un caractère particulier, et les Anglais, plus frappés que nous des différences, peuvent dire avec raison qu'elle

fait exception. Cette exception se manifeste partout, dans la nature des cultures, dans l'étendue des fermes, jusque dans la législation. Le Kent formait autrefois un royaume à part; sur cette terre où la tradition est si vivace, il en est resté quelque chose.

Géologiquement, le Kent appartient à ce grand bassin d'argile tenace dont Londres occupe le centre. Ces sortes de terres étant, dans l'état actuel de l'agriculture britannique, les moins bien cultivées et les moins productives, le pays peut être considéré dans son ensemble comme en retard sur beaucoup d'autres; cependant il est moins arriéré que ses voisins les comtés d'Essex et de Sussex, soit que l'argile s'y montre moins rebelle, soit que le grand courant commercial qu'ont entretenu de tout temps l'embouchure de la Tamise et le voisinage de la capitale, y ait favorisé l'esprit d'industrie. Le sous-sol est calcaire. Une ligne de collines crayeuses court le long de la mer et y forme ces blanches falaises qui ont fait donner à l'île le nom d'Albion.

La rente des terres y était en 1847 à peu près égale à la moyenne, c'est-à-dire de 20 à 25 shillings l'acre, ou de 60 à 75 francs l'hectare, terres incultes et terres cultivées, tout compris. C'est beaucoup sans doute quand on compare ce chiffre à la moyenne des rentes en France, mais peu de chose en comparaison du nord et du centre de l'île. Les agronomes anglais blâment les procédés encore suivis par les cultivateurs du Kent. Ce comté passait autrefois pour un des mieux exploités; il a conservé la plupart de ses anciennes pratiques qui sont aujourd'hui dépassées par les riches et habiles fermiers du nord. On y trouve plutôt l'ancienne agriculture anglaise que la mo-

derne. Cette riche culture herbagère, l'orgueil et l'originalité du sol britannique, y est peu répandue. Les terres humides qui longent les fleuves forment à peu près seules des prés naturels; il faut cependant excepter le célèbre marais de Romney, situé le long de la mer, sur une superficie d'environ 16,000 hectares, un des plus riches herbages du royaume. Là s'est formée la belle race de moutons connus sous le nom de *New Kent*. A part cette race précieuse, les bestiaux du Kent n'ont rien qui les distingue; ce n'est pas là qu'il faut aller chercher les grands types nationaux. Les cultures mêmes laissent à désirer.

Depuis quelques années, des pratiques perfectionnées se répandent : la crise agricole a sévi sur le Kent et amené de nouveaux efforts, l'extension du drainage paraît destinée à transformer ces terres argileuses; mais en général les vieux errements persistent. Tout le monde a pu remarquer, en passant, la lourde charrue du pays traînée par quatre chevaux, quand deux devraient suffire : le reste est à l'avenant.

Quand l'île entière s'adonne à deux ou trois cultures principales, le Kent reste fidèle à des productions spéciales qui lui ont mérité le nom de jardin de l'Angleterre. On y récolte la moitié à peu près du houblon produit dans le royaume. Dans les parties les plus rapprochées de la capitale, c'est la culture maraîchère en grand. On y trouve des vergers d'arbres à fruits, des champs de légumes. L'étendue des exploitations varie beaucoup, mais la petite et la moyenne culture dominant. Beaucoup de fermes n'ont pas plus de 10 à 15 acres ou de 4 à 6 hectares, très-peu excèdent 20 acres ou 80 hectares; ce qui s'explique

par plusieurs causes, notamment par la législation spéciale qui régit la province.

Dans le comté de Kent, la succession immobilière du père de famille mourant *ab intestat* n'est pas de plein droit dévolue à l'aîné, comme dans le reste de l'Angleterre. Les terres, sauf celles qui ont été exceptées par un acte spécial de la législature, sont possédées en *gavelkind*, c'est-à-dire partagées par égales portions entre les enfants mâles du père de famille mort sans testament, et à défaut de mâles, entre ses filles. On suppose que c'était là le droit commun de l'Angleterre avant la conquête; il n'en est resté trace que dans le Kent et sur un petit nombre d'autres points. Cette ancienne coutume a eu pour résultat d'y diviser la propriété plus qu'ailleurs. Sous ce rapport capital, comme sous plusieurs autres, le Kent ressemble plus à une province française qu'à un comté anglais. Il est vrai que l'esprit national lutte contre cette disposition de la loi, ce qui n'arrive pas chez nous. La plupart des parents ont soin de faire un aîné par testament; d'autres ont demandé que leurs propriétés fussent placées, par des lois spéciales, sous l'empire du droit commun. Le nombre des *yeomen*, ou propriétaires cultivant eux-mêmes, y est encore assez considérable; mais cette classe d'hommes, qui ne se conserve que dans le Kent et dans quelques districts montagneux, tend, là aussi, à s'effacer devant la nouvelle constitution de la propriété et de la culture.

Ce comté est des plus peuplés; il contient environ 600,000 habitants sur une superficie totale de 400,000 hectares, ou une tête et demie par hectare, à peu près la même proportion que dans notre Bas-Rhin. Heureusement

l'agriculture n'est pas tout à fait seule à nourrir cette population. Si l'industrie proprement dite a peu d'activité, le commerce au moins est florissant, grâce aux nombreux ports de la côte, et la condition du peuple paraît meilleure dans le Kent que dans les comtés voisins. La moyenne des salaires d'homme atteint environ 15 francs par semaine, ou 2 francs 50 par jour de travail.

En résumé, le Kent ne présente aucun trait saillant, ni en bien ni en mal, à l'observateur. Il forme, par sa physiologie générale comme par sa situation, une sorte de transition entre le nord-ouest de la France et l'Angleterre. Bien supérieur, comme richesse agricole, à la moyenne de nos départements, il est inférieur dans l'ensemble à nos meilleurs, le Nord et la Seine-Inférieure, par exemple. Presque tous les voyageurs le traversent rapidement pour se rendre à Londres, nous ne nous y arrêterons pas davantage ; ailleurs qu'en Angleterre, un pays arrivé à ce point de production et de population serait digne de remarque ; ici il n'a rien que d'ordinaire. Le paysage même, que les Anglais vantent, est gracieux sans être frappant. Tout s'y montre à l'état moyen, la beauté pittoresque comme la richesse agricole.

Au sud-ouest du comté de Kent s'étend l'ancien royaume des Saxons du Sud, aujourd'hui comté de Sussex. La rente moyenne des terres y descend à 18 shillings l'acre ou 57 francs l'hectare. Les salaires aussi descendent plus bas que dans le Kent ; ils sont en moyenne de 12 fr. par semaine, ou 2 francs par jour de travail.

L'étendue du Sussex égale à peu près celle du Kent. La population n'y est que de 300,000 âmes, ou un peu moins d'une tête par hectare. La moitié environ de cette

surface forme ce qu'on appelle le *Weald*. C'est peut-être la partie de l'Angleterre où l'agriculture est le plus arriérée. La faute en est à la nature extrêmement argileuse du sol. Dans les siècles passés, ce pays était couvert de forêts épaisses, comme l'indique son nom qui signifie *bois*. Encore aujourd'hui, le *Weald* est remarquable par la quantité de beaux arbres qu'il produit. Il est partagé en fermes de 50 à 200 acres, ou de 20 à 80 hectares, louées de 5 à 15 shillings l'acre, ou de 15 à 45 francs l'hectare. Même à ce prix, la plupart des fermiers ne peuvent pas payer. Ce sont en général des hommes sans capitaux, aussi ignorants que pauvres ; ils avaient à peine de quoi vivre avant la baisse des prix, aujourd'hui leur détresse est extrême. Partout où les rentes sont élevées en Angleterre, les fermiers font mieux leurs affaires que là où elles sont basses ; tout se lie dans la pauvreté comme dans la richesse.

Les machines perfectionnées sont peu répandues dans le *Weald* : on y bat encore au fléau. C'est aussi la seule partie de la Grande-Bretagne où l'on cultive encore avec des bœufs. Ces bœufs, d'une grande taille et d'une conformation vigoureuse, contrastent par leur aspect avec les autres races nationales ; les vaches sont mauvaises laitières, comme dans toutes les races de travail. On se croirait, en le traversant, dans une de nos moins bonnes provinces.

Un des plus grands propriétaires anglais et des plus occupés d'agriculture, le duc de Richmond, a sa principale résidence, Goodwood, dans le comté de Sussex. Aussi a-t-il été un des chefs de la croisade contre le *free trade*.

Tout le monde sent que le *Weald* ne peut pas rester

dans l'état où il est. Nulle part une large infusion de capital, pour parler comme sir Robert Peel, n'est plus nécessaire ; mais ce capital n'est pas facile à trouver : sur les lieux, il manque absolument. Les propriétaires, n'ayant que peu de revenus, ne sont guère plus que leurs fermiers en état de faire des avances. Il faut que l'argent vienne du dehors, soit par une transformation de la culture, soit par une transformation de la propriété. De pareilles crises sont toujours douloureuses. Si les procédés de la grande culture s'introduisent, et il est bien difficile, dans l'état actuel des idées et des capitaux en Angleterre, de vaincre autrement la résistance du sol, que va devenir cette population de petits tenanciers qui s'était développée de siècle en siècle à l'abri de l'ancienne organisation agricole ? Ces malheureux, qui cultivent la terre natale depuis plusieurs générations, seront forcés d'émigrer. Ainsi le veut la fatalité moderne : quiconque ne sait pas assez produire est rejeté comme un être à charge à la communauté.

Plusieurs essais heureux montrent ce que peut devenir la terre de Sussex entre des mains riches et habiles. Parmi ces modèles qui devancent l'avenir, se trouve la ferme de Hove, près Brighton, tenue par M. Rigden, et d'une étendue de près de 300 hectares (740 acres) ; elle est louée 1,300 livres sterl. ou 32,000 francs, ce qui porte la rente à 110 francs par hectare, les impôts sont de 150 livres sterling ou 3,750 francs ; les assurances, de 2,500 ; en tout près de 39,000 fr. Les frais d'exploitation annuels s'élèvent à 75,000 fr. : salaires, 42,000 ; mémoires d'ouvriers, 8,700 ; achat d'engrais et de semences, 23,400 ; total de la dépense annuelle, 380 francs

par hectare. De plus, M. Rigden a dépensé en entrant dans sa ferme 12,000 livres sterling ou 300,000 francs, soit environ 1,000 francs par hectare, pour la mettre en valeur. Ce capital doit, d'après les règles généralement admises en Angleterre, rapporter 10 p. 100 ; M. Rigden doit donc, pour s'y retrouver, obtenir, de produit brut, environ 480 francs par hectare, ou 145,000 francs en tout. Voilà la grande culture anglaise dans ce qu'elle a de plus magnifique.

L'assolement adopté est le suivant : 40 acres en pâturage permanent ; sur les 700 autres, la moitié en grains, l'autre moitié en récoltes fourragères ; les 350 acres en grains se divisent ainsi : 250 en froment, 40 en orge et 60 en avoine ; les 350 de récoltes fourragères ainsi : 20 en betteraves, 12 en turneps, 42 en rutabagas, 6 en carottes, 50 en pommes de terre, 10 en choux, le reste en trèfle, ray-grass, luzerne, sainfoin et vesces. Cet assolement diffère un peu de celui généralement suivi en Angleterre, en ce qu'il donne une plus large place au froment et une moindre aux turneps qu'on ne le fait ordinairement. C'est une conséquence de la nature du sol, plus propre au froment qu'à l'orge et aux fourrages verts qu'aux racines.

M. Rigden a vendu tous les ans, même depuis la baisse des prix, pour plus de 60,000 fr. de froment et d'orge. Il entretient 350 brebis *south-down* de la plus belle espèce, 20 béliers, 21 vaches laitières, 28 chevaux de travail et un petit nombre de cochons. Il n'engraisse pas de moutons ; il vend annuellement environ 250 agneaux de six mois et une centaine de brebis de quatre ans qu'il remplace par ses élèves. Cette branche de produits lui

rapporte plus de 12,000 fr., à cause de la haute réputation de sa race ; ses jeunes agneaux se vendent 25 fr., les brebis mères et les béliers plus du double. Ses vaches laitières produisent en moyenne 2 gallons et demi, ou près de 12 litres de lait par jour ; ce lait se vend à Brighton 22 centimes le litre, ce qui porte le produit d'une vache à 900 francs environ par an. En y comprenant les veaux et les vaches grasses, la vacherie rapporte une vingtaine de mille francs. Il faut que M. Rigden vende encore pour environ 50,000 fr. de paille, de foin et de pommes de terre. Le voisinage de Brighton lui fournit un débouché assuré pour ses foins et ses pailles, à cause du grand nombre de chevaux qui s'y trouvent dans la saison des bains. Sur les 28 chevaux de travail, 7 sont presque toujours occupés sur la route, à transporter des produits et à rapporter des engrais.

L'exemple de M. Rigden n'a encore que peu d'imitateurs. Tout le monde n'a pas 300,000 francs à mettre dans une exploitation rurale, surtout pour un pays comme le comté de Sussex, où l'agriculture souffre depuis longtemps. Néanmoins l'élan est donné ; on peut affirmer que d'ici à peu d'années, la transformation sera en bonne voie. Deux chemins de fer, celui de Douvres à Brighton et celui de Turnbridge à Hastings, traversent le Weald ; deux autres, ceux de Douvres à Londres et de Douvres à Chichester, l'embrassent ; sa situation le met à la portée de deux grands marchés, Londres et Brighton. Il est impossible que, dans de pareilles conditions, la révolution agricole ne finisse pas par s'accomplir.

A côté du Weald, le comté de Sussex présente déjà une des régions les plus originales et les plus prospères de la

Grande-Bretagne : ce qu'on appelle les dunes du sud ou *south-downs*. Le sol en est maigre, brûlant et rebelle à toute culture. Cette stérilité même a fait leur fortune ; elles sont couvertes, depuis un temps immémorial, de troupeaux de moutons qui paissent l'herbe courte, mais savoureuse, qu'elles produisent, et qui les engraisent de leurs déjections. On a vu que ces moutons étaient devenus la souche de la race dite *south-down*, la plus recherchée aujourd'hui. Les riches Anglais qui affluent à Brighton dans la saison, placent au premier rang, parmi les amusements de cette résidence, le plaisir de galoper à cheval sur ces dunes immenses, où rien ne les arrête. Point d'arbres, peu de bruyères ou d'arbustes, partout un gazon fin et serré jeté sur leurs pas comme un vert tapis ; mais cet abandon apparent de la terre livrée à elle-même, cette solitude que peuplent seulement de grands troupeaux parqués, cachent une exploitation habile et lucrative.

La rente doit être à peu près la même dans le comté de Surrey que dans celui de Sussex. La nature du sol n'est pas meilleure. Le midi du comté touche au Weald et en reproduit tous les inconvénients. L'ouest a un autre genre d'infertilité ; ce sont de mauvaises landes que la culture n'a pas encore abordées partout, parce qu'elles n'en payeraient pas les frais. Quant au nord et à l'ouest, Londres les remplit de ses faubourgs et de ses immenses dépendances ; tout le côté droit de la Tamise à Londres, c'est-à-dire Southwark tout entier, fait partie du comté de Surrey.

Ce comté n'a donc aucune importance agricole ; la population qui s'y accumule est beaucoup plus urbaine que rurale. Il n'a d'ailleurs que peu d'étendue, 400,000

acres anglais ou 160,000 hectares, l'équivalent d'un de nos arrondissements. C'est pourtant celui que les étrangers visitent le plus à cause de son voisinage de Londres et de la quantité de belles résidences royales ou autres qui s'y trouvent. Là sont Kew, Richmond, Hamptoncourt, Twickenham, Claremont, Weybridge ; Windsor, le Versailles anglais, est tout proche. Cette belle campagne a été de tout temps célébrée comme une des plus riantes du monde, et elle mérite sa réputation. A quelques milles au-dessus de Londres, la Tamise n'est plus qu'une rivière de parc dont les eaux claires, couvertes de cygnes, serpentent au milieu des plus vertes prairies et sous les ombrages les plus magnifiques. Les parcs se touchent, les châteaux se succèdent, entremêlés de villas élégantes et de gracieux cottages. Des chemins entretenus avec soin circulent au milieu de ce paysage enchanteur, et en montrent successivement toutes les beautés.

Chaque peuple a son goût en fait de jardins : les jardins italiens sont des œuvres d'art où la sculpture et l'architecture s'emparent des arbres eux-mêmes pour les soumettre à l'effet monumental ; les jardins français se composent de longues allées percées dans les bois, et d'élégants parterres où des massifs de verdure et de fleurs marient leurs couleurs et leurs formes ; le jardin anglais n'a rien de pareil, tout y est exclusivement champêtre. Ce peuple est pasteur, agriculteur et chasseur par excellence, avant même d'être marin. Peu de bois proprement dits, des arbres semés çà et là sur d'immenses prairies, des chemins au lieu d'allées ; rien d'artificiel, d'arrangé ou ayant l'air de l'être ; la vraie campagne portée à sa perfection par la fraîcheur des gazons, la

beauté des arbres et des troupeaux, la profondeur des horizons, l'heureuse distribution des eaux; l'utile enfin essentiellement uni à l'agréable, l'art n'aspirant qu'à dégager la nature de ses aspérités et de ses défaillances pour la laisser parée de ses agréments et de sa fécondité : tel est le spectacle que présente de toutes parts le comté de Surrey.

La forme *onduleuse* du sol, comme disent les Anglais, qui aiment à retrouver sur la terre l'image de l'Océan, y ajoute la grâce des perspectives. « Montons sur ta colline, délicieux Richmond, chantait Thompson il y a plus d'un siècle, et contemplons de là l'heureuse Angleterre. Partout de frais vallons, des plaines fertiles, des villes populeuses, des ruisseaux d'argent, des prés qui verdissent en plein été, des moissons qui flottent en vagues dorées. » Tout Anglais, en parcourant cette campagne chérie, chante dans son cœur cet hymne de l'orgueil national. Ce n'est pourtant pas la bonté du sol qui a fait toutes ces merveilles; naturellement aride sur les hauteurs et marécageux dans les bas-fonds, il n'a pu être amélioré qu'à force de travail.

Il n'y a pas jusqu'aux landes qu'on rencontre encore de temps en temps, toutes couvertes d'ajoncs, de genêts et de bruyères, qui ne contribuent par leur mine sauvage à la variété du coup d'œil; ce sont des champs communs, *common fields*. Tout ce qui est en Angleterre est beau aux yeux des Anglais, et en effet la terre inculte a bien son charme à côté de la terre cultivée. Les *common fields* sont traversés par de nombreux sentiers et remplis de promeneurs; on les recherche comme un souvenir de l'ancien état du pays, comme un prélude de ces immen-

ses bruyères d'Écosse, si chères aux voyageurs et aux poètes. Les jeunes amazones des villas voisines y font galoper leurs chevaux avec le même sentiment de fière liberté, que si elles se lançaient sur les savanes de l'Amérique, et l'étranger ne peut qu'admirer ce goût ingénieux qui sait tirer parti de la pauvreté du sol pour en faire un objet de plaisir et de luxe.

Les moindres coins de terre, dans cette banlieue de Londres, ont leurs souvenirs. Les plus grands hommes de l'Angleterre, ministres, poètes, guerriers illustres, y ont résidé. Pour nous-mêmes, Français, ils commencent à se peupler de pieuses traces : les plus grands débris de nos discordes civiles y sont venus chercher un port. Dans un de ces villages calmes et agrestes, à Weybridge, reposent dans une bien petite chapelle les restes mortels du roi Louis-Philippe, non loin de Twickenham où il a passé une partie de sa jeunesse, et de Claremont où il est mort, après avoir porté une couronne entre deux révolutions. Toute l'histoire moderne de l'Angleterre et de la France est dans ce rapprochement : ici toujours l'orage, là toujours la paix.

Le *Hampshire* ou comté de *Hants* s'étend le long de la mer à la suite du comté de *Sussex*. Ceux qui arrivent de France en Angleterre par *Southampton* font d'abord connaissance avec le *Hampshire*, comme ceux qui arrivent par *Brighton* avec le *Sussex*, et ceux qui arrivent par *Douvres* avec le *Kent*. Cette province passe pour une des plus agréables à habiter, à cause de son climat doux et salubre. La charmante île de *Wight*, séjour de prédilection des riches Anglais et où se trouve la résidence favorite de la reine, dépend du *Hampshire*.

Le sol en est généralement mauvais, surtout vers le nord, il y avait là autrefois une immense lande connue sous le nom de *bruyère de Bagshot* ; c'est la Sologne de l'Angleterre. On en a défriché plusieurs parties, on en a planté d'autres en arbres résineux, mais il en est beaucoup resté à l'état inculte, et ce qui a été cultivé a fort mal payé les frais de culture. Les landes reparaissent vers le sud-ouest où se trouvait la grande forêt appelée *forêt nouvelle*, *new forest*, parce qu'elle avait été créée par Guillaume le Conquérant. Ce roi avait, dit-on, détruit des villes et des villages et interdit à la population un immense espace qu'il se réservait pour la chasse ; cet espace vide et désert s'appelait alors et s'appelle encore une *forêt*, du vieux mot français *fors*, dehors, dérivé lui-même du latin. Les terrains abandonnés se couvraient peu à peu de broussailles, puis de grands arbres ; telle est l'origine de la plupart des forêts existantes. La *new forest* ne couvre plus que 26,000 hectares qui appartiennent à la couronne. D'autres bois qui n'ont laissé que peu de traces, s'étendaient sur d'autres points du comté.

Le comté de Hants est donc une ancienne contrée de forêts et de bruyères ; voilà son caractère principal. Les bruyères nourrissaient une espèce de moutons, petite, mais excellente, connue sous le nom de moutons de Bagshot. Les forêts de chênes, semblables à celle où s'ouvre le roman d'*Ivanhoe*, nourrissaient à leur tour des troupeaux de porcs qui fournissaient un lard estimé ; le lard du Hampshire est encore considéré comme le meilleur. Le pays, quoique modifié par la culture, a beaucoup conservé de son ancien aspect ; les beaux arbres y abondent, on y trouve des étendues de bruyères et de bois ;

la *new forest* est célèbre par ses sites sauvages. La rente de la terre y descend assez bas : on l'évalue à 45 francs l'hectare en moyenne ; mais la moyenne est ainsi abaissée par la quantité de terres médiocres qui ne produisent que des bois ou de mauvais pâturages. La population, bien plus nombreuse qu'un pareil sol ne le ferait supposer, s'élève environ à une tête par hectare. Il est vrai que, plus encore que dans le Kent, une partie de sa subsistance lui vient du dehors. Les ports de Southampton et de Portsmouth, l'un commercial, l'autre militaire, sont les théâtres d'une immense activité.

Dans les mauvais districts, les fermes ont jusqu'à 400, 800, 1,200 hectares ; dans le midi du comté, elles ont moins d'étendue, de 50 à 200 hectares environ. Ce sont toujours des moutons qu'on produit à peu près exclusivement dans les fermes à grands parcours ; la race a été grandement améliorée, non pour la qualité, mais pour la quantité de la viande. La race de porcs n'est plus la race grande, agile et forte d'autrefois, mais elle s'engraisse mieux et plus vite.

La *new forest* forme, avec celle de Windsor, dans le comté de Berks, et quelques autres en très-petit nombre, tout ce qui reste des anciennes forêts d'Angleterre ; son existence est aujourd'hui vivement attaquée. Elle est, dit-on, un refuge de braconniers et de voleurs ; le sol qu'elle occupe peut être avantageusement divisé et vendu, soit pour des fermes, soit pour des parcs. Le préjugé qui s'oppose en France au défrichement a beaucoup moins de force en Angleterre ; le bois de chauffage n'y a pas la même utilité, et les progrès de la population ont été si rapides, qu'il a bien fallu chercher avant tout les moyens

de la nourrir. Tout le monde comprend parfaitement qu'il est de l'intérêt général de rendre la terre aussi productive que possible, et que la maintenir en bois quand elle peut produire quelque chose de mieux, c'est se résigner tous les ans à une perte considérable. On fait bien valoir encore, dans un sens opposé, des considérations tirées de la marine; on dit que les forêts royales peuvent seules fournir le bois de chêne nécessaire pour la construction des vaisseaux, ces remparts mobiles de l'Angleterre; mais cette raison elle-même a perdu beaucoup de son crédit: il a été démontré qu'il était bien moins cher de faire venir les bois pour la marine des pays étrangers que de les produire dans les forêts de l'État.

La *new forest* n'est donc plus défendue que par quelques intéressés qui jouissent du voisinage, comme on jouit partout des bois du domaine public, et par les amateurs des grandes scènes de la nature. Ce ne sera probablement pas assez pour résister au mouvement d'opinion qui pousse au morcellement.

Il est d'ailleurs à remarquer que la destruction des forêts n'entraîne pas celle des grands arbres, au contraire. Si l'Angleterre est un des pays du monde où il y a le moins de bois, c'est un de ceux où il y a le plus de beaux arbres. La physionomie de la plupart de ces comtés est celle d'un pays très-boisé, mais ces arbres sont disséminés dans les haies, dans les parcs, sur les routes; ils ne s'étouffent pas mutuellement, et ne sont pas soumis, sauf quelques bouquets de taillis épars çà et là, à ces coupes régulières qui font qu'avec nos 8 millions d'hectares de bois, un arbre séculaire devient chez nous une curiosité fort rare. En même temps on fait des plantations dans les

terrains qui ne peuvent pas porter autre chose ; l'art et le goût des plantations sont maintenant très-répandus en Angleterre, et promettent pour l'avenir une grande richesse, à cause de la variété et du choix des essences, de l'intelligence et du soin qu'on apporte à cette culture comme à toutes les autres.

Ce qu'on supprime, c'est la forêt proprement dite, c'est-à-dire ces immenses étendues livrées au bois, qui y pousse au hasard et qui souvent n'y pousse pas du tout ; ce qu'on ne veut pas, c'est que les terres fertiles, propres aux céréales, soient confondues avec les mauvaises et condamnées à une stérilité relative, parce qu'il y est venu un bois dans les temps passés. Faire du blé dans les terres à blé et du bois dans les terres à bois, et partout ailleurs que dans ces dernières se servir des arbres comme abris, comme rideaux, comme ornements, en avoir assez sans en avoir trop, mais les respecter et les défendre contre la hache, voilà le système ; je le crois bon.

En descendant toujours la côte vers le sud, on rencontre, après le comté de Hants, celui de Dorset. Ici la physionomie devient différente : au lieu des vallées et des collines boisées du Hampshire, s'étendent de larges plateaux calcaires, nus et ouverts, sans arbres, sans abris ; une population beaucoup plus rare, puisqu'il ne s'y trouve qu'une tête humaine pour deux hectares ; peu d'habitations, surtout peu de châteaux ; de très-grandes fermes ; une richesse agricole plutôt inférieure, mais une rente moyenne plus élevée. Le pays étant triste et peu agréable, rien n'y distrait de la production, et cette production étant obtenue sans beaucoup de travail, il en revient une plus large part au propriétaire.

Les pâtures couvrant la plus grande partie du comté, les industries agricoles généralement pratiquées sont l'élevage des moutons pour la boucherie et l'entretien des vaches laitières pour le beurre. Sur ce sol maigre et brûlant comme celui des *downs*, de Sussex, qu'il reproduit à beaucoup d'égards, tout autre système de culture serait probablement onéreux. Celui-ci permet de payer en moyenne une rente d'environ 60 francs. Le comté de Dorset ayant peu d'industrie, peu d'activité commerciale, et ne vivant guère que de son agriculture, est un des points de l'Angleterre où le salaire tombe le plus bas, quoique la population soit peu nombreuse.

Là réside M. Huxtable, un des plus hardis pionniers de l'agriculture anglaise. M. Huxtable a publié un des premiers une brochure où il essayait de prouver que, même après la baisse des denrées agricoles, les fermiers anglais pouvaient se retrouver, s'ils ne perdaient pas courage. On devine la tempête qu'une pareille assertion a soulevée; M. Huxtable a été traité comme un ennemi public. Il est cependant fermier lui-même, en même temps que recteur de la paroisse de Sulton Waldron. Les fermes où il met ses théories à l'épreuve redoutable de la pratique sont au nombre de deux. Dans la première, la moins importante, a pris naissance le mode de distribution de l'engrais liquide par des canaux souterrains. La seconde se compose de 112 hectares; c'est un coteau calcaire, nu, aride, battu des vents, s'élevant par une pente abrupte à plusieurs centaines de pieds; il était autrefois à peu près inculte, il est aujourd'hui admirablement cultivé. On peut y voir tous les nouveaux procédés pris en quelque sorte à leur source. Les constructions de M. Huxtable méritent

surtout l'attention par l'extrême économie qui y a régné. En général, les Anglais mettent moins d'amour-propre que nous dans leurs constructions rurales ; ils ne donnent rien au luxe et à l'apparence, l'utile seul est recherché. Chez M. Huxtable, les murs des étables sont en claies de genêts et de branchages, les couvertures en chaume ; mais rien de ce qui peut contribuer au bien-être et à la bonne alimentation des animaux n'a été négligé.

Les deux derniers comtés du sud sont montagneux et granitiques. Le Devon, qui succède au Dorset, contient environ 1,650,000 acres ou 660,000 hectares. Fort renommé pour ses sites et la tiédeur de son climat, il ne mérite pas moins l'attention par l'état de son agriculture, qui a fait de grands progrès depuis vingt-cinq ans. Il en est des parties cultivables des montagnes comme des districts argileux et en général de ceux qui exigent beaucoup de travail sur un étroit espace : ils se divisent naturellement en petites exploitations. Les petites fermes abondent dans le comté de Devon, on en trouve de 5, 10, 15, 20 hectares ; mais ces fermiers pauvres ne sont pas ceux qui ont fait le plus rapidement avancer la culture. C'est dans les grandes exploitations de 200 à 250 hectares qu'ont été entreprises et menées à bien les améliorations qui ont changé la face du pays. Les petits fermiers profitent ensuite des exemples qui leur sont donnés.

Nulle part en Angleterre l'art des irrigations n'a été poussé aussi loin que dans le Devonshire ; les eaux qui traversent des terrains granitiques sont particulièrement fécondantes, et la disposition accidentée du sol se prêtait admirablement à ces travaux. On peut dire qu'il n'y a pas aujourd'hui dans tout le comté de source, si petite qu'elle

soit, qui ne soit recueillie et utilisée. La race nouvelle de gros bétail passe avec raison pour une des plus gracieuses et des plus productives de la Grande-Bretagne. Le lait des vaches est peu abondant, mais renommé pour la qualité du beurre qu'il produit; c'est en effet du beurre et de la crème que fournissent les nombreuses laiteries du Devon. On cultive très-peu de céréales, le sol se prêtant plus aux cultures vertes. Le pays est couvert de pommiers, et on y fait beaucoup de cidre; il ressemble, avec ses prairies et ses vergers, à la haute Normandie. La rente des terres dans les environs d'Exeter monte à 400 francs l'hectare; dans le reste du comté, elle est de 60 francs en moyenne.

Le Cornwall, le plus méridional des comtés anglais, occupe l'extrémité sud de cette presqu'île longue et étroite qui s'étend entre le canal de Bristol et la Manche, et que recouvre un amas de montagnes stériles. Cependant, comme il doit à sa position presque insulaire un climat égal et doux, notamment sur la côte occidentale, l'agriculture y est plus avancée et plus productive qu'on ne pourrait s'y attendre. On y compte environ une tête humaine par hectare, ce qui est énorme pour un sol aussi ingrat. Les mines d'étain et de cuivre du Cornwall occupent un nombre considérable d'ouvriers; une autre industrie, celle de la pêche, emploie à son tour beaucoup de bras; l'agriculture n'a que le troisième rang parmi les travaux et les richesses du comté. On sent à chaque pas, dans la culture de ce district sauvage et reculé, les heureux effets du voisinage de l'industrie. La rente moyenne de ces mauvaises terres va de 50 à 60 fr.

CHAPITRE XV.

LES COMTÉS DE L'EST.

Passons maintenant la Tamise, et entrons dans la région de l'est. Nous rencontrons d'abord le comté de Middlesex, qui n'a, à proprement parler, aucune valeur agricole, car, outre qu'il est un des plus petits, 70,000 hectares environ, son territoire presque tout entier disparaît sous l'immense métropole de l'empire britannique.

Hors de la ville proprement dite, tout ce qui n'est pas en villas ou en jardins forme des prairies naturelles ou artificielles, dont le foin se vend à Londres ou sert à alimenter les laiteries de la capitale. Le voisinage d'une aussi grande population fournit des quantités énormes de fumier qui renouvellent la fertilité du sol, épuisée par une incessante production. On s'accorde cependant à reconnaître que la culture n'est pas aux environs de Londres tout ce qu'elle pourrait être. Quelque haute que soit la rente des terres cultivées, 125 francs en moyenne, elle ne dépasse, elle n'atteint même pas le taux où elle arrive sur d'autres points de l'Angleterre. L'état de l'agriculture dans les comtés environnants se fait sentir jusqu'aux portes du plus grand centre de consommation qui existe. L'étendue moyenne des fermes dans cette banlieue de Londres est de 100 acres ou 40 hectares ; on en trouve quelques-unes de 100 à 200 et un grand nombre au-dessous de 40. Parmi celles qui sont exploitées avec le

plus d'intelligence figure celle de Willesden, à trois ou quatre milles seulement de Regent's-Park. Elle se compose de 40 hectares, uniquement en herbages, dont 24 en prairie naturelle et 16 en ray-grass d'Italie; elle est louée près de 200 fr. l'hectare, et le fermier paye en sus la dîme et les taxes, qui sont d'environ 50 fr. par hectare.

Immédiatement au nord de Londres se place le petit comté de Hertford, tout rempli, comme celui de Surrey au sud, de maisons de campagne et de jardins. Il contient un des établissements les plus curieux et les plus remarquables de l'Angleterre, le laboratoire de chimie agricole de M. Lawes, à Rothamstead-Park, près Saint-Albans, aujourd'hui unique au monde depuis que le laboratoire du même genre établi à grands frais à l'Institut agronomique de Versailles a été détruit. Un simple particulier a créé et soutenu à ses frais une entreprise dispendieuse qui fait ailleurs reculer des gouvernements, et qui sera pour le pays entier d'une immense utilité. Toute l'Angleterre a les yeux fixés sur ses expériences, on en a déjà tiré de précieux renseignements sur les variétés d'engrais qui conviennent le mieux aux diverses espèces de cultures et de terrains. Son laboratoire a les proportions d'une véritable usine; une machine à vapeur de la force de 10 chevaux, une étuve en fonte de 2 mètres et demi de long, des fourneaux énormes, tout concourt à étendre la portée de ses essais. On y réduit en cendres des bœufs entiers, pour en soumettre les débris à des analyses exactes. M. Payen, bon juge en pareilles matières, a vu ces ateliers et a exprimé son admiration dans un rapport qui a été publié. Un champ de culture,

de 5 à 6 hectares, divisé en 28 compartiments, sert à expérimenter les divers engrais.

Quiconque a un peu suivi le mouvement agricole moderne, sait parfaitement que le moment approche où les progrès de la culture ne pourront plus être demandés qu'aux sciences proprement dites. Tout ce que peut faire l'expérience est bien près d'être fait. Le monde marche cependant, la population s'accroît, le bien-être se généralise ; ce qui suffisait hier ne suffit plus aujourd'hui ; ce qui suffit aujourd'hui ne suffira plus demain. Il faut tirer sans cesse de la terre, cette mère commune, de nouveaux trésors. Nous n'aurions devant nous que famine, dépopulation et mort, si Dieu, qui nous donne tous les jours tant de nouveaux besoins à satisfaire, ne nous avait donné en même temps un moyen puissant d'y parer. Ce moyen inépuisable, c'est la science ; la science qui couvre le monde de ses merveilles, qui permet de converser en un instant par le télégraphe électrique d'un bout de la terre à l'autre, qui transporte par la vapeur d'eau et bientôt peut-être par l'air chauffé des masses énormes d'hommes et de marchandises sur la terre et sur l'Océan, qui commande dans les ateliers de l'industrie à la matière inerte tant de transformations inouïes, et qui ne s'est encore qu'à peine exercée sur l'agriculture.

Rien ne montre mieux les progrès que fait en Angleterre la chimie agricole qu'un quart d'heure de conversation avec le premier fermier venu. Les termes scientifiques sont déjà familiers à la plupart d'entre eux ; ils parlent d'ammoniaque et de phosphate comme des chimistes de profession, et comprennent très-bien quel avenir indéfini ce genre d'études peut ouvrir à la production.

Les livres à bon marché se multiplient sur ces matières ; des professeurs nomades, payés par souscription, les enseignent dans les campagnes. Une école florissante de chimie et de géologie appliquées à l'agriculture est dirigée à Londres par M. Nesbit.

Après ces deux comtés, vient l'ancien royaume des Saxons orientaux, aujourd'hui comté d'Essex, il contient environ un million d'acres ou 400,000 hectares, comme ceux de Sussex et de Kent, dont il est historiquement l'égal. Nous ne le trouverons pas, malgré le voisinage de Londres, dans une situation meilleure. Il repose presque tout entier sur l'argile. De là, comme dans les cantons analogues de Sussex, un système d'exploitation qui a eu principalement les céréales pour but ; de là aussi une plus grande division de la propriété et de la culture que dans les trois quarts de l'Angleterre. La moyenne des fermes y est de 50 à 400 hectares, et beaucoup sont cultivées par leurs propriétaires. Dans d'autres temps, l'agriculture du comté a dû à ces diverses circonstances une prospérité relative. Au commencement de ce siècle, la moyenne des rentes atteignait 60 francs par hectare, et elle s'est élevée graduellement jusqu'à 80 ; mais cette augmentation a été suivie, depuis que les terres fortes ont perdu faveur, d'un mouvement rétrograde qui ramène la rente à son point de départ.

Cette réduction de revenu a eu ses conséquences ordinaires ; les propriétés ont été généralement hypothéquées pour plus de la moitié de leur valeur. Les Anglais ne manquent pas de l'attribuer à la trop grande division. Quelle qu'en soit la cause, le mal est réel et a laissé les propriétaires sans défense contre la crise. Il en est ré-

sulté un assez grand nombre de ventes forcées qui ont fait encore baisser d'un quart ou d'un tiers la valeur moyenne des terres.

Heureusement le comté d'Essex ne manque pas plus que ses voisins d'un de ces travailleurs énergiques qui vont au-devant de l'avenir en cherchant tous les moyens de sortir des embarras du présent. Dans une de ses plus mauvaises parties, près de Kelvedon, est située la fameuse ferme de Triptree Hall, appartenant à un coutelier de la Cité passionné pour l'agriculture, M. Mechi.

Tous ceux de nos agronomes qui ont fait le voyage de Londres ont visité la ferme de M. Mechi ; elle est maintenant généralement connue, même en France. Tout ce que l'esprit d'invention des Anglais peut imaginer pour faire rendre au sol le plus grand produit possible, et surtout pour vaincre la résistance des terres argileuses, est immédiatement mis en usage par cet infatigable novateur. Ce n'est point là, qu'on ne s'y trompe pas, l'agriculture anglaise telle qu'elle est, ce n'est même pas l'agriculture telle qu'elle paraît devoir être dans la plus grande partie du pays, car quelques-uns de ses caractères fondamentaux y manquent absolument ; mais c'est un des plus complets résumés des vigoureux efforts faits depuis quelque temps pour améliorer la culture des terres fortes, et en même temps un exemple frappant du caractère social et politique de la révolution agricole qui s'accomplit. Le mouvement qui, du temps d'Arthur Young, a fait faire un si grand pas à l'agriculture anglaise était essentiellement aristocratique ; le mouvement actuel dont M. Mechi est un des agents les plus zélés, est, je ne dirai pas démocratique, mais bourgeois.

La ferme de M. Mechi, qui est en même temps sa propriété, a 170 acres ou 68 hectares, exemple à la fois de moyenne propriété et de moyenne culture; mais ce qui n'est pas dans des conditions moyennes, c'est la dépense qu'il y a faite. Il l'a choisie exprès dans une lande marécageuse complètement rebelle jusque-là à toute espèce de culture, et il a eu soin de laisser tout autour un échantillon de l'ancienne lande pour montrer l'état primitif du pays. Il a tout créé, le sol d'abord, qu'il a débarrassé par un drainage énergique des eaux croupissantes, qu'il a ameubli par un défoncement général de 60 centimètres et transformé par les amendements les plus puissants. Il y a bâti une maison d'habitation assez modeste et des granges et étables qui ne brillent pas par le luxe extérieur, mais qui sont au dedans parfaitement disposées d'après le nouveau système. Au centre du domaine, il a établi une machine à vapeur qui est comme l'âme de ce grand corps. Il y entretient, sans compter les chevaux de travail, 100 bêtes à cornes, 150 moutons et 200 cochons, ou l'équivalent de 2 têtes de gros bétail par hectare, et ces animaux, soumis à la stabulation la plus stricte, grandissent et engraisseront à vue d'œil. Il n'a presque pas de prés naturels; la moitié du domaine est en blé et en orge, l'autre moitié en racines et fourrages artificiels. Grâce à l'immense quantité de fumier qu'il recueille et à la masse non moins énorme d'engrais supplémentaires qu'il achète tous les ans, il obtient des récoltes magnifiques et enrichit toujours sa terre au lieu de l'épuiser.

M. Mechi est venu à Paris avec le lord-maire : il parle français, et on ne peut lui faire de plus grand plaisir que de visiter sa ferme. L'homme et le lieu sont également

curieux. On dit qu'il mange beaucoup d'argent dans ses essais ; je le crois sans peine, mais j'aime mieux ce luxe-là qu'un autre. A sa place, un bourgeois de Paris enrichi aurait une élégante villa, avec pavillon gothique, chalet suisse, toute sorte d'inutilités fastueuses et souvent ridicules. Lequel vaut le mieux ?

Si, dans le comté d'Essex, on peut voir chez M. Mechi la révolution qui se fait, dans ceux de Suffolk, de Norfolk, de Bedford et de Northampton, qui le touchent, on voit les résultats de la révolution agricole et sociale qui s'est faite il y a environ soixante ans. A la fin du dernier siècle, les terres de cette région étaient plus pauvres et plus délaissées que ne le sont aujourd'hui les plus mauvaises du sud, et leur nature maigre et sablonneuse paraissait offrir bien moins de ressources au travail. On n'avait cru possible d'en utiliser la plus grande partie qu'en y formant d'immenses garennes où pullulaient des lapins ; aujourd'hui elles comptent parmi les plus riches et les plus prospères. Ce que font de nos jours l'esprit mercantile, la moyenne culture, la stabulation permanente, le drainage et la vapeur pour les terres fortes, la grande propriété, la grande culture et l'assolement quadriennal l'ont fait alors pour les terres légères.

Arthur Young est né dans le comté de Suffolk. Comme tous les grands hommes, il a eu le mérite de venir à propos. Il a paru au moment où le génie industriel prenait son essor, et où il fallait songer à produire beaucoup de denrées alimentaires, avec peu de main-d'œuvre, pour nourrir les populations nouvelles qui allaient encombrer

¹ Depuis que ceci est écrit, M. Mechi, étant devenu shériff de Londres, s'occupe beaucoup moins d'agriculture.

les ateliers. En même temps, la réaction contre la France révolutionnaire favorisait l'esprit aristocratique ; les capitaux, plus rares et plus concentrés que de nos jours, ne se rencontraient avec quelque puissance que dans un petit nombre de mains ; tout poussait à la fois à la grande propriété et à la grande culture ; et les terres les plus disponibles étaient précisément de celles qui conviennent le mieux aux grands procédés. De là l'immense succès de son système, qui a été jusque dans ces derniers temps comme une seconde charte pour les Anglais.

Le comté de Suffolk, d'où est parti le signal, n'en a pas le plus profité. Nul n'est prophète dans son pays ; le mauvais succès d'Arthur Young comme fermier a nui pendant quelque temps, dans les lieux les plus voisins de sa résidence, à son autorité comme réformateur. Le sol d'une grande partie du comté participe d'ailleurs de la nature argileuse de ses voisins du sud ; ce n'est que dans le nord que se trouvent, avec quelque étendue, des terres légères. Le Suffolk est devenu le siège de la plus grande fabrique d'instruments aratoires qui existe en Angleterre. Là sont les célèbres ateliers de MM. Ransome à Ipswich, Garrett à Leiston, etc. Tout le monde peut constater, dans ces gigantesques usines, le prodigieux usage que les cultivateurs anglais font des machines les plus lourdes et les plus coûteuses. Une trace analogue est restée en France de M. Mathieu de Dombasle dans le département qu'il a habité ; le souvenir de ce grand agronome, qui n'est pas sans quelques rapports avec Arthur Young, s'y conserve surtout par une fabrique d'instruments, mais qui n'a pas la même vogue.

Le comté de Norfolk a été le véritable théâtre des suc-

cès d'Arthur Young. Le nord et l'ouest de ce comté forment une immense plaine sablonneuse de 300,000 hectares, où rien ne fait obstacle à la grande propriété et à la grande culture, où tout favorise le travail des chevaux, la culture des racines, l'emploi des machines, en un mot l'assolement quadriennal. Grâce à cet assolement, suivi avec persévérance pendant plus de soixante ans, ces mauvaises terres, qui rapportaient à peine, en 1780, 15 francs par hectare, rapportent aujourd'hui 75 francs en moyenne, leur produit net a quintuplé, et leur produit brut s'est accru au moins dans la même proportion.

Une grande partie de l'honneur qui s'attache à cette merveilleuse transformation revient à un grand propriétaire du pays, ami et sectateur d'Arthur Young, M. Coke, qui est devenu, en récompense de ses travaux agricoles, pair d'Angleterre et comte de Leicester, et qui est mort presque centenaire il y a peu d'années. M. Coke possédait dans l'ouest du comté, à Holkham, une propriété d'environ 30,000 acres ou 12,000 hectares. Cet immense *estate*, qui vaut aujourd'hui pour le moins 30 millions de francs, en valait tout au plus 5 ou 6 quand M. Coke en hérita en 1776. Il était divisé en un grand nombre de petites fermes; les tenanciers payaient fort mal, quoique la rente fût des plus faibles, et un beau jour beaucoup d'entre eux abandonnèrent leurs exploitations, qui ne leur donnaient pas de quoi vivre. M. Coke se décida alors à faire valoir lui-même une portion de ces sables stériles; le reste, il le partagea en très-grandes fermes, où il appela, par des baux de 21 ans, des fermiers intelligents et riches. On estime à 400,000 livres sterling ou 10 millions de francs la somme que M. Coke a dépensée en cinquante ans en

améliorations de toutes sortes et qui en a fait dépenser à peu près autant aux fermiers ; placement excellent de part et d'autre, puisque tous se sont enrichis.

Quiconque veut se faire une idée de cette période de l'histoire agricole de l'Angleterre doit visiter la terre d'Holkham. La ferme que dirigeait personnellement lord Leicester est située dans le parc même du château. Elle n'a pas moins de 4,800 acres ou 720 hectares, dont 200 en pâtures permanentes et le reste en terres arables exactement soumises à l'assolement quadriennal. On y entretient 250 têtes de gros bétail, 2,500 moutons *south-down* et 150 cochons. On peut encore visiter avec fruit la ferme de Castleacre, qui a 4,500 acres ou 600 hectares, et plusieurs autres justement renommées ; on trouvera partout les mêmes principes appliqués avec la même largeur et suivis des mêmes résultats. Toute cette terre, qui ne portait autrefois que du seigle, n'en porte plus aujourd'hui un grain, on y voit les plus belles récoltes de froment à côté du plus beau bétail du monde. Le comte actuel de Leicester est le digne successeur de son père.

L'amélioration agricole du comté de Bedford n'a été ni moins complète ni moins rapide que celle du Norfolk. Il y a moins d'un siècle, les trois quarts de ce comté n'offraient que des communaux incultes. Ces terrains improductifs ont été successivement divisés, enclos et cultivés. Aujourd'hui, grâce à l'assolement quadriennal, ils ont pris rang dans la bonne moyenne des terres anglaises. C'est que là aussi il s'est trouvé, comme dans le Norfolk, un promoteur puissant et infatigable de la révolution : le célèbre duc de Bedford, qui y a gagné, comme lord Leicester, une fortune énorme. Une visite au château de

Woburn, résidence des ducs de Bedford, et dans les fermes qui en dépendent, est le complément obligé de la visite à Holkham. Auprès des galeries historiques qu'ornent en foule des portraits de Van Dyck, et où revivent à chaque pas les souvenirs des membres illustres de la famille Russell, des princes et des grands hommes de leur temps, on voit d'autres galeries pleines de modèles de charrues, de figures d'animaux de diverses races, d'échantillons choisis de plantes cultivées, enfin tout un musée rural. La maison de Bedford n'est pas moins fière de ces trophées que des autres.

La conduite du duc actuel envers ses fermiers et journaliers est présentée comme un modèle; il a fait reviser, depuis la crise, toutes ses rentes, et offert à ses fermiers des conditions nouvelles qu'ils ont acceptées avec empressement; quant à ses journaliers, il a fait bâtir pour eux d'excellents cottages avec de petits jardins attenants, des écoles pour leurs enfants, des églises, etc. Ces actes de bienveillance ne lui imposent aucun sacrifice, ils n'exigent que des avances. En fait, la rente de ses domaines n'a pas sensiblement baissé, elle pourra même s'accroître par suite des travaux considérables qu'il a fait faire en drainage, constructions rurales et autres améliorations foncières. Le secours qu'il a donné à ses fermiers a été plus apparent que réel : en leur laissant le choix d'un bail à rente fixe ou d'une rente en blé, il a relevé leur confiance et excité leur émulation; il n'y a pas d'effort qu'un fermier anglais ne soit capable de faire quand il se croit sûr d'avoir un bon *landlord* qui ne lui impose pas des conditions trop onéreuses et qui vienne à son aide au besoin. D'un autre côté, ce n'est pas pour rien qu'on

donne aux ouvriers des chaumières propres et commodes ; ils en payent le loyer à un bon prix, et il est accepté que le propriétaire qui fait bâtir un village rural doit retirer au moins 3 p. 100 de son argent.

Le duc a fait couper lui-même ses grandes haies, il a renoncé un des premiers à la plus grande partie de sa chasse. Tout est chez lui subordonné à l'utile. Au milieu même de son parc, à côté de sa ferme domestique, *home farm*, s'élève une usine qui occupe cent ouvriers ; on y confectionne ce qui est nécessaire aux nombreuses constructions toujours en train sur quelque point de ses vastes domaines. Des fenêtres de son château, il voit les cheminées à vapeur de sa ferme et de son usine fumer en face l'une de l'autre, non loin des derniers troupeaux de daims qui bondissent encore sur les pelouses, mais qui disparaissent tous les jours devant des moutons.

Dans le comté de Northampton, qui touche au Bedford, la rente a triplé depuis soixante ans, toujours par les mêmes causes. La maison de Bedford y possède beaucoup de terres. Un autre grand propriétaire du pays, lord Spencer, a mérité, comme agronome, la même renommée que M. Coke et le duc Francis.

Des dix comtés dont se compose la région de l'est, les trois derniers, ceux de Cambridge, de Huntingdon et de Lincoln, forment une division à part, celle des marais. Quand on jette les yeux sur une carte d'Angleterre, on voit au nord du Norfolk un large golfe qui entre assez profondément dans les terres, et qu'on appelle *wash* ou lagune. Tout autour de ce golfe vaseux, s'étendent des plages basses et habituellement couvertes par les eaux. Ces marais, jadis inhabitables, figurent aujourd'hui parmi

les plus riches parties de l'Angleterre. Situés en face de de la Hollande, ils ont été comme elle assainis par des digues. L'étendue totale des trois comtés est d'environ 1 million d'hectares; les marais proprement dits en occupent environ le tiers.

Les travaux d'assainissement, commencés par les Romains, ont été poursuivis au moyen âge par les moines qui s'étaient établis sur les îles sortant çà et là des terres inondées. Les Anglais parlent peu des services que leur ont rendus les anciens monastères; il est certain cependant que, dans leur île comme ailleurs, les seuls monuments de quelque valeur qui subsistent des temps les plus reculés, proviennent du culte catholique; l'agriculture en particulier a dû ses premiers succès aux ordres religieux. Lors de la réformation, les grandes familles reçurent en don les biens des abbayes et se firent les continuateurs des moines. Les résidences de beaucoup de grands seigneurs portent encore le nom des abbayes qu'elles ont remplacées; on dit Woburn-Abbey, Welbeck-Abbey, etc. Dans la région marécageuse, les moines avaient poussé assez avant leurs dessèchements, quand ils furent chassés, laissant pour traces de leur passage, outre leurs canaux et leurs cultures, les belles églises de Péterborough et d'Ély, qui dominent encore la contrée.

Au commencement du XVII^e siècle, un comte de Bedford se mit à la tête d'une compagnie pour reprendre les travaux; une concession de 40,000 hectares lui fut accordée. Depuis, l'entreprise n'a jamais été interrompue. Des moulins à vent, des machines à vapeur établies à grands frais, font jouer des pompes à épuisement; des tranchées immenses, des digues indestructibles, achèvent l'œuvre. Le

pays conquis est maintenant traversé dans tous les sens par des routes et des chemins de fer; on y a construit des villes, des fermes sans nombre; ces terres jadis submergées et improductives se louent de 75 à 100 francs l'hectare. On y voit quelques cultures de céréales et de racines, mais la plus grande partie est en prairies; on y engraisse des bœufs courtes-cornes et des moutons provenant du croisement de la race ancienne de Lincoln avec des Dishley.

Tout le nord du comté de Cambridge fait partie de la région des marais; la rente moyenne y a doublé depuis quarante ans; la population s'est accrue rapidement, soit à cause de l'augmentation de salubrité, soit parce que les progrès du dessèchement ont développé la demande de travail. Le sud est dans une situation moins satisfaisante; il ressemble au comté de Hertford, dont il forme en quelque sorte le prolongement; les sols argileux y dominent, et la crise agricole est assez intense; le nombre des pauvres y atteint habituellement le dixième de la population.

Entre le comté de Cambridge et celui de Bedford, s'étend en long le petit comté de Huntingdon, qui n'a pas tout à fait 100,000 hectares, et ne compte que 60,000 habitants. Tout petit qu'il est, il a joué un grand rôle dans l'histoire d'Angleterre, car c'est la patrie de Cromwell, qui, comme la plupart des grands hommes de son pays, a commencé par être cultivateur; on aime à se figurer, dans sa petite maison de Saint-Ives, sur les bords paisibles de l'Ouse, cet obscur fermier qui sera un jour le dictateur de l'Angleterre.

Si le comté de Norfolk a occupé longtemps le premier rang en Angleterre pour le développement rural, cette

place lui est aujourd'hui disputée par le comté de Lincoln, qui était, il y a un siècle, encore plus stérile et plus désert. Ce comté contient environ 680,000 hectares; il se divise en trois districts très-différents les uns des autres : les marais au sud et à l'est, les *wolds* ou plateaux au nord, et les bruyères à l'ouest.

Le district des marais a pris le nom de *la Hollande*, et lui ressemble beaucoup en effet. Ce sont les mêmes digues qui s'avancent tous les jours et gagnent sur la mer de nouveaux terrains; ce sont les mêmes prairies et presque les mêmes troupeaux, c'est le même aspect vert, bas et humide. Sur quelques points, le haut prix des grains avait encouragé la culture des céréales; mais cette culture recule aujourd'hui de toutes parts, les herbages mieux appropriés au sol, lui succèdent. La rente y atteint en moyenne 100 francs. Les *wolds* sont des plateaux arides et nus, à sous-sol calcaire, que l'assolement quadriennal a tout à fait transformés. Ils ne se louent pas moins de 75 francs l'hectare en moyenne; on y élève beaucoup de bétail, qu'on n'y nourrit guère qu'en hiver, une ferme dans les *wolds* ayant ordinairement pour annexe un pâturage dans le marais, où l'on envoie les bestiaux pendant l'été. L'assolement de Norfolk y avait été assez généralement modifié, en ce sens que le trèfle occupait deux ans la terre, et que le blé ne revenait que tous les cinq ans. Mais cette modification, qui avait été adoptée parce qu'elle épargne la main-d'œuvre, perd maintenant beaucoup de crédit, parce qu'elle donne aux mauvaises herbes le temps de s'emparer du sol. Ce qu'on appelait autrefois la bruyère de Lincoln, *Lincoln heath*, était peut-être plus maigre encore; la transformation n'en est pas moins complète.

Comme les comtés de Norfolk, de Bedford et de Northampton, le Lincoln a dû surtout le prodigieux changement que l'on y admire à un riche propriétaire, lord Yarborough. Les terres de lord Yarborough ont environ 30,000 acres ou 12,000 hectares, qui rapportent aujourd'hui 30,000 livres sterling de revenu, et qui n'en rapportaient peut-être pas le dixième, il y a un siècle. Pour donner une idée de ce qu'était autrefois ce pays, aujourd'hui si peuplé et si cultivé, on raconte que, près de Lincoln, on avait élevé, il n'y a pas plus de cent ans, une tour avec un phare pour servir de guide, la nuit, aux voyageurs égarés dans ces landes inhabitées.

De même que la grande propriété, la grande culture fleurit dans les *wolds* du Lincoln; on y trouve des fermes de 400, 500 et même 1,000 hectares. De pareilles fermes ont de 100 à 200 hectares de turneps, autant d'orge ou d'avoine, autant de trèfle, autant de froment; c'est un spectacle magnifique. Les bâtiments aratoires sont en excellent état, les fermiers, presque tous riches, vivent libéralement. Il en est qui ont de belles maisons, de nombreux domestiques, des équipages de chasse, de superbes chevaux de main. C'est, comme le Norfolk, le beau idéal de la grande propriété et de la grande culture. Je ne cite pas une seule ferme; il faudrait les citer toutes. Dans les parties du comté plus naturellement fertiles, on retrouve la moyenne et même la petite culture, ce qui est assurément fort à remarquer si près du plus brillant modèle de la grande.

CHAPITRE XVI.

LES COMTÉS DE L'OUEST.

Si la région du sud est la zone des céréales et celle de l'est le principal domaine de l'assolement quadriennal, celle de l'ouest a aussi son caractère particulier; là dominent les herbages, cette primitive richesse du sol anglais. La prospérité rurale de cette région n'est pas de création moderne; elle date de loin. Toute la richesse agricole de l'île était autrefois concentrée dans deux zones, les herbages de l'ouest et d'une partie du centre, et les terres à blé du sud-est; tout le reste n'offrait que des bruyères, des marais et des montagnes incultes. Depuis, les terres à blé ont été dépassées par les terres légères soumises à l'assolement quadriennal; mais les herbages ont conservé leur antique supériorité. Il pleut trois fois plus dans l'ouest de l'Angleterre que dans l'est. Les émanations salines que les vents y apportent de l'Océan, paraissent aussi exercer sur la végétation de l'herbe une influence qui se reproduit sur nos côtes occidentales. De temps immémorial, des comtés entiers n'y forment qu'une immense prairie couverte de troupeaux, les générations de bétail qui s'y sont succédé y ont déposé une masse d'engrais qui ne cesse de s'accroître. Ces prairies sont, comme la houille, un don du ciel; toute l'économie ru-

rale de l'Angleterre en dérive, car elles ont appris par expérience aux cultivateurs britanniques l'importance du bétail. Le comble de l'art a été d'imiter ailleurs ce que la nature donnait si libéralement dans l'ouest.

Aujourd'hui les pays d'herbages commencent à leur tour à rester en arrière. Comme il arrive toujours après une longue prospérité, ils se sont endormis dans leur facile succès, pendant que tout marchait autour d'eux. Les agronomes actuels sont assez peu favorables à ce qu'on appelle le vieux gazon, *old grass*; l'art de l'homme n'y est que pour peu de chose, et partout où il s'en trouve en grande étendue, la science agricole proprement dite a peu marché. Les fermiers des pays d'herbages font aujourd'hui ce que faisaient leurs pères; l'aiguillon de la nécessité ne les a pas atteints, les procédés perfectionnés de la culture moderne ont beaucoup de peine à pénétrer parmi eux. Cette stabulation savante des Huxtable et des Mechi, cet art du drainage, cette recherche assidue de nouveaux engrais, cette invention ingénieuse d'instruments, ce choix de semences, toute cette fiévreuse activité qui caractérise la nouvelle école, leur est inconnue; l'école d'Arthur Young elle-même ne les a pas profondément modifiés; ces deux révolutions, qui à un demi-siècle d'intervalle ont agité le monde agricole, ont passé presque sans les toucher. Ils se reposent sur leur supériorité traditionnelle, obtenue et conservée jusqu'ici sans effort.

En sera-t-il toujours ainsi? Il est permis d'en douter. Non-seulement l'agriculture perfectionnée obtient un plus grand produit brut, mais sur quelques points déjà elle obtient aussi un plus grand produit net. Cependant, pour

le moment, la rente des pays à herbages est encore, dans l'ensemble, la plus élevée. Il y a dans le royaume plusieurs millions d'hectares, un quart peut-être de la superficie totale, en vieux gazon; nulle part ailleurs on ne trouve une pareille étendue de terres donnant un pareil revenu. Sur quelques points privilégiés du nord et du midi de la France, dans quelques parties de la Belgique, de l'Italie ou de l'Espagne, on peut signaler des rentes plus élevées, mais sur d'étroits espaces seulement.

La rente moyenne, en Angleterre comme en France, prend le tiers environ du produit brut. Cette proportion varie beaucoup selon le mode de culture; sur les points où les frais de production s'élèvent, la rente tombe au quart et même au cinquième du produit brut; sur ceux au contraire où les frais de production descendent, la rente monte à la moitié et au delà : c'est ce qui arrive pour les herbages. La main-d'œuvre se réduit presque à rien, il n'y a en quelque sorte qu'à recueillir : peu d'avances, peu de mauvaises chances, tout est profit à peu près assuré. Aussi en voit-on qui donnent jusqu'à 500 francs de rente par hectare.

Il y a trois manières de tirer parti de ces herbages, l'élevage du bétail, l'engraissement et le lait. On a trouvé en Angleterre, comme en France, que l'élevage était la moins profitable des trois; on n'y consacre que les pâturages les plus maigres; il se fait le même commerce que chez nous de jeunes animaux nés dans les régions montagneuses, qui viennent s'engraisser dans des contrées plus fertiles. Les idées nouvelles sont contraires à ces migrations du bétail; partout où ces idées prennent fa-

veur, comme elles ont précisément pour base une forte alimentation pendant le jeune âge, elles tendent à réunir l'industrie de l'élève à celle de l'engraissement; mais ce ne sont là que des exceptions plus ou moins en progrès, les faits généraux sont encore pour la distinction. L'engraissement est considéré comme plus lucratif et plus sûr, quand les pâturages valent mieux, et en effet nous savons par l'exemple de nos herbagers normands, combien cette industrie est commode et avantageuse; mais ce qui l'emporte sur tout, en Angleterre comme en France, c'est le lait. Les herbagers de l'ouest font des fromages, la plupart très-renommés.

Ces pays sont de ceux qui font exception à ce qu'on regarde comme la règle commune en Angleterre; la propriété et la culture y sont généralement divisées. Pour quelques grands domaines, on en rencontre beaucoup de petits, dont quelques-uns exploités par leurs propriétaires. Nous avons déjà trouvé cette division dans le Kent, le Sussex, le Devon; nous la retrouverons encore. La cause change suivant les lieux : dans le Kent, c'est la diversité des cultures; dans le Sussex, la difficulté du travail; dans le Devon, l'état montagneux du pays; dans les pays à herbages, la nature de l'industrie dominante, qui exclut les grands appareils. Les économistes anglais trouvent que cette division a été poussée trop loin, et ils pourraient bien avoir raison, car la condition générale de la population n'y est pas toujours bonne, malgré la richesse des produits.

La région de l'ouest comprend six comtés. Dans celui de Somerset, qui touche au Devonshire, un des districts les plus déserts et les plus incultes de l'île, la lande gra-

nitique qui porte le nom de *forêt d'Exmoor*, contient 8,000 hectares environ; abandonnés à une espèce de moutons à demi sauvages et au gibier qui fuit le plus la présence de l'homme, comme le cerf. En revanche, la vallée de Taunton, qui touche à la forêt d'Exmoor, est des plus renommées pour sa fraîcheur et sa fertilité, et toute la partie du comté qui se rapproche du Gloucester, où se trouvent la ville de Bath, célèbre par ses eaux minérales, et le port populeux de Bristol, abonde en excellents pâturages. Nulle part en Angleterre, si ce n'est dans le comté de Leicester, celui de Middlesex excepté, la rente des terres ne s'élève aussi haut que dans le Somerset; elle est de 100 francs en moyenne, et atteint le double et même le triple dans la vallée.

Un pays qui réunit tant d'avantages, qui se trouve à une faible distance de Londres et qui a dans son propre sein des débouchés comme Bath et Bristol, qui a été d'ailleurs doté par la nature de cette belle végétation herbagère et qui en retire une rente si élevée, semblerait devoir jouir d'une grande prospérité. La classe ouvrière souffre cependant; l'excès de population est la cause manifeste de cette souffrance. C'est cet excès qui, en provoquant une concurrence extrême pour les fermes, a amené à la fois l'élévation de la rente et la trop grande division de la culture. Depuis 1801, la population du Somerset est passée, de 280,000 âmes à 460,000; la richesse n'a pas augmenté dans la même proportion : de là le défaut d'équilibre signalé, qui ne peut se guérir que par un accroissement de production ou par une réduction de population.

Le comté de Gloucester, qui touche au Somerset, se di-

visée en deux parties : ce qu'on appelle les *cotswolds* ou les hauteurs, et les vallées de la Severn et de l'Avon.

Les *cotswolds* forment une série de plateaux de 5 à 600 pieds d'élévation au-dessus de la mer, entrecoupés de vallées peu profondes. Le sol en est maigre, et le climat froid. C'étaient autrefois des pâturages à moutons ; mais la culture s'est peu à peu répandue sur ce sol naturellement improductif, et grâce à l'assolement de Norfolk et aux achats d'engrais supplémentaires, on y a obtenu des résultats remarquables. La moyenne de la rente atteint aujourd'hui 50 francs. Les fermes sont vastes, et les fermiers aisés en général. L'écobuage est très-usité, mais mieux entendu qu'en France ; au lieu de semer sur le terrain écobué une céréale qui l'épuise du premier coup, on y sème d'abord des turneps, mangés sur place par des moutons, puis de l'orge avec des graines fourragères ; le trèfle occupe la troisième année, et le froment n'arrive qu'à la quatrième. Le principal bétail des *cotswolds* est encore le mouton. L'ancienne race du pays, devenue, par les perfectionnements modernes, une des plus belles de l'Angleterre, rivalise avec les Dishley et les *South-downs*. En résumé, l'agriculture des *cotswolds*, peut être présentée comme un modèle pour les sols pauvres.

C'est dans les *cotswolds* que se trouve le collège agricole de Cirencester, fondé par une réunion de souscripteurs sur un domaine appartenant à lord Bathurst et loué spécialement à cet effet. Les hommes les plus considérables de l'Angleterre se sont fait un devoir de souscrire pour ce grand établissement, qui a beaucoup d'analogie avec notre Institut national agronomique. Il n'a pas été

plus que le nôtre à l'abri des hésitations et des difficultés qui embarrassent la marche de toute institution naissante; mais la persévérance anglaise ne se rebute pas pour si peu. Le collège de Cirencester est aujourd'hui tout à fait florissant.

C'est aussi dans cette région que résidait un des grands propriétaires anglais occupés de perfectionnements agricoles, lord Ducie. Cet habile agronome vient de mourir, et la vente de ses étables, le 24 août 1853, a offert un de ces spectacles qui ne se voient qu'en Angleterre. Près de 3,000 amateurs étaient accourus à la ferme de Tortworth-Court; 62 bêtes de la race courtes-cornes ont produit 9,371 livres sterling ou 234,000 francs, soit en moyenne 3,775 francs par tête. Une seule vache de 3 ans s'est vendue avec sa génisse, âgée de 6 mois, 1,010 guinées; il est vrai qu'elle descendait de la célèbre *Duchess* de Charles Collins.

La vallée de Gloucester a été bien autrement douée par la nature que les *cotswolds*; mais l'industrie humaine a moins fait pour elle. La moyenne de la rente y atteint 90 francs par hectare. Le sol presque tout entier est en herbages, et la réputation du fromage qu'il produit est ancienne et méritée. Malgré ces avantages, on s'accorde à dire que l'organisation agricole pourrait être meilleure, et le produit aisément accru. Le drainage est peu usité, l'emploi des engrais supplémentaires peu commun. On attribue généralement cet état arriéré à la division de la propriété et de la culture. La crise, qui a en général épargné les pays d'herbages, a sévi dans la vallée de Gloucester. La baisse générale des prix s'est fait sentir aussi sur le fromage. Les petits fermiers, pauvres déjà et ré-

duits par la concurrence au strict nécessaire, n'ont pas pu supporter cette réduction. A leur tour, les propriétaires, ayant besoin de tout leur revenu, ont pu difficilement diminuer leurs rentes ou faire des sacrifices pour augmenter le produit. Tel est le cercle vicieux ordinaire dont il faut cependant sortir.

Au fond de cette pauvreté accidentelle, il y a une grande richesse réelle, car le produit brut est toujours là. Rien ne révèle à l'œil ces souffrances; il est difficile de voir un plus charmant paysage que ces fraîches vallées de la Severn et de l'Avon, avec leur éternelle verdure, leurs haies luxuriantes et leurs milliers de vaches au pâturage. Il semble que l'aisance et le bonheur devraient toujours habiter un pareil pays.

Parmi les six comtés de l'ouest, trois forment la région des herbages, les trois autres appartiennent à la région montagneuse qui sépare l'Angleterre du pays de Galles. Le petit comté de Monmouth, le plus méridional des trois, placé entre la mer et les montagnes, présente les aspects les plus variés : vers l'ouest et le nord, les aspérités sauvages des Alpes; vers l'est et le sud, sur les bords de la Wye, un véritable jardin. On y cultive encore quelquefois avec des bœufs, ce qui devient de plus en plus rare en Angleterre. La rente monte très-haut sur le bord de la mer; à mesure qu'on s'avance vers les montagnes, elle descend. La population, bien plus nombreuse que ne le feraient supposer les ressources naturelles du sol, révèle tout de suite un état industriel florissant : de nombreuses mines de charbon et de fer y entretiennent beaucoup d'ouvriers.

Le comté de Hereford offre moins de contrastes que le

Monmouth; il s'y trouve à la fois moins de montagnes et moins de plaines, et sa surface est généralement accidentée sans d'aussi brusques oppositions. La rente s'élève en moyenne un peu plus haut que dans le Monmouth. Quant au comté de Salop, le dernier et le plus grand des trois comtés frontières, une partie de son territoire est la continuation du Hereford; l'autre sert de transition entre cette région accidentée et le comté plus plat de Chester; les mines de fer y abondent, et les fabriques de poteries rivalisent avec celles de son autre voisin, le comté de Stafford.

La principale industrie agricole de cette région est l'élevage de cette belle race de bœufs rouges à tête blanche connus sous le nom de *Hereford*. Ces bœufs, les plus estimés des herbagers du centre, qui les achètent pour les engraisser, prennent la graisse plus facilement qu'aucune autre race, quand ils sont transportés dans de bons pâturages; leur viande est meilleure que celle des Durham, mais plus lente à se former. Si, comme tout l'annonce, l'élevage des bœufs courtes-cornes se développe dans les pays qui n'élevaient pas jusqu'ici, l'industrie la plus florissante de la frontière galloise pourra être menacée; les éleveurs du Hereford seront forcés alors de se faire engraisseurs.

Vient enfin le comté de Chester, le plus riche des six. Le fromage de Chester est encore plus connu hors d'Angleterre que celui de Gloucester. L'étendue totale du comté est de 270,000 hectares, dont la moitié environ en herbages. On y entretient plus de 100,000 vaches laitières, dont chacune donne de 2 à 400 livres de fromage et de 15 à 20 livres de beurre. La rente des herbages dépasse en

général 100 francs ; mais, comme celle des terres arables reste au-dessous, la moyenne générale du comté est de 80 à 90 francs, le fermier payant en outre la dîme et les taxes. La propriété est moins divisée que dans le Gloucester et le Somerset, mais la culture l'est au moins autant. On cite seulement une ou deux fermes de 150 hectares. Le plus grand nombre n'en a pas plus de 30, et beaucoup, dans les districts à fromage, en ont moins de 5.

Cette organisation agricole n'a pas eu dans le comté de Chester les mêmes inconvénients que dans le Gloucester et le Somerset, soit parce qu'elle ne coïncide pas avec une égale division de la propriété, soit plutôt à cause du voisinage des districts manufacturiers, qui ouvrent d'immenses débouchés. Le salaire moyen des ouvriers ruraux s'élève à 12 shillings par semaine, ou 2 francs 50 cent. par jour de travail. Le drainage est généralement pratiqué, l'emploi des engrais supplémentaires fréquent.

Cette antique et prospère économie rurale n'a pas empêché l'esprit d'innovation de pénétrer dans le Cheshire. La ferme de M. Littledale, située près de la Mersey, en face de Liverpool, est déjà célèbre par son admirable stabulation. Les vaches de cette ferme ne sortent jamais, ce qui doit paraître une monstruosité aux herbagers voisins ; elles sont nourries en été avec du trèfle, du ray-grass d'Italie et des vesces en vert, en hiver avec du grain, du foin haché, des navets et des betteraves. On assure que par ce moyen on nourrit parfaitement, sur 32 hectares, 83 vaches laitières et 15 chevaux de travail.

Le marquis de Westminster, très-grand propriétaire, dont le magnifique château fait l'ornement du pays, encourage particulièrement le drainage sur ses terres ; il

fabrique lui-même un million de tuyaux par an et les donne gratuitement à ses fermiers.

L'engrais qui réussit le mieux dans ces herbages est la poudre d'os, *bone dust*. Les fermiers n'hésitent pas à payer 7 p. 100 de la dépense faite par les propriétaires pour répandre ce puissant engrais sur le sol ; on obtient, dit-on, par hectare et demi, de quoi nourrir une vache de plus. La chimie agricole explique parfaitement pourquoi ce merveilleux effet se produit. Les phosphates du sol s'épuisent par l'exportation constante du lait, et ont besoin d'être renouvelés. On emploie d'une à deux tonnes d'os broyés par acre, l'effet en est immédiat et dure de quinze à vingt ans. Ces os viennent de Manchester, où ils ont été dépouillés de leur gélatine pour faire de la colle. Ainsi l'industrie et l'agriculture se prêtent un mutuel secours, et la troisième sœur, la science, les rapproche et les unit, divinités modernes qui marchent comme les sœurs antiques, en se donnant la main. Nous obtenons chez nous des résultats analogues avec le noir animal qui a servi aux raffineries de sucre.

Les fromages de Chester pèsent de 50 à 100 livres, les plus gros passent pour les meilleurs. On en fait de plus petits sous la forme de pommes de pin, mais qui sont moins recherchés. Il faut environ quatre litres de lait pour une livre de fromage. On leur donne avec le roucou la couleur rouge qui les distingue, et on les garde quelquefois jusqu'à trois ans en magasin avant de les livrer à la consommation. Le rafraîchissoir pour le lait, le saloir, les larges et puissantes presses en fer, le magasin rempli de ces formes énormes, les ustensiles de bois et de métal parfaitement tenus, tout a, dans ces laiteries, un

air d'aisance. La ville de Chester, une des plus curieuses de l'Angleterre par la bizarrerie de sa construction, fait tous les ans un commerce considérable de fromages.

Parmi les produits de l'industrie rurale, celui-là est à mes yeux un des plus intéressants ; outre que le fromage fournit au peuple par tout pays un aliment sain, agréable, nourrissant, d'un transport et d'une conservation faciles, divisible à l'infini suivant les besoins et n'exigeant aucune préparation, je ne puis oublier que deux des plus nobles nations de l'Europe moderne, la Hollande et la Suisse, ont primitivement fondé, sur la fabrication de leurs fromages, leur glorieuse indépendance. Il y a plus de rapports qu'on ne croit entre l'histoire politique des peuples et leur économie rurale. Des Pays-Bas, cette industrie est passée en Angleterre, avec la culture des turneps, et le second de ces deux présents vaut presque l'autre.

Aujourd'hui le commerce du fromage paraît devoir prendre dans le monde une extension immense. Dans les pays producteurs, notamment en Hollande, la hausse des prix atteste les progrès de la demande. Partout où la condition des ouvriers s'améliore, le premier mets que chacun d'eux ajoute à son morceau de pain, est un morceau de fromage. Les colonies européennes dans le nouveau monde ouvrent des débouchés indéfinis ; c'est surtout pour ces colonies nouvelles que les fromages de Hollande sont enlevés. La France en fabrique d'excellents, mais pas encore en quantités suffisantes. Rien n'est pourtant plus facile à imiter que les qualités les plus estimées de Hollande, de Suisse et d'Angleterre ; il suffit d'un peu de soin et de quelques capitaux. La France possède en outre des types qui lui sont propres et qui rivalisent avantageusement

avec les meilleurs de l'étranger ; tel est entre autres le fromage de lait de brebis des montagnes de Roquefort, qui n'a point d'analogue en Europe, et qui peut devenir une de nos plus précieuses richesses, comme il est une des plus originales.

CHAPITRE XVII.

LES COMTÉS DU CENTRE.

En poursuivant notre voyage agronomique en Angleterre, nous sommes arrivés à la région du centre. Les premiers comtés à l'ouest de Londres sont ceux de Buckingham, de Berks et d'Oxford, qui n'offrent aucun trait bien saillant, et dont l'agriculture n'est ni au-dessus ni au-dessous de la moyenne.

Le Buckingham contient 190,000 hectares, et sa population n'est que de 160,000 âmes, ce qui révèle au premier abord en Angleterre un pays exclusivement agricole. Le partage des terres entre les diverses cultures, entre les grandes, les petites et les moyennes fermes, est à peu près égal; il en est de même des plaines et des collines, des terres fortes et des terres légères. La vallée d'Aylesbury passe pour une des plus fertiles du royaume. Un tiers à peu près de ses pâturages est consacré à l'engraissement des moutons, un tiers à l'engraissement du gros bétail, un tiers à la nourriture des vaches laitières. Un des produits les plus estimés est une espèce magnifique de canards blancs, qu'on élève dans les *cottages* des petits cultivateurs, et qui font, avec le souvenir de John Hampden, l'orgueil du comté de Buckingham.

Le Berkshire touche au comté de Surrey, en remontant la Tamise. A l'est, c'est le même terrain sablonneux

et pauvre que dans les comtés de Surrey et de Hants : là se trouvent la forêt de Windsor et des étendues de landes incultes ; ailleurs, ce sont des collines calcaires ou *downs*, de la même nature que ceux de Sussex et de Dorset, et une vallée renommée par sa fertilité, qu'on appelle la *Vallée du Cheval blanc*, parce qu'on a découpé la forme d'un cheval dans une des collines crayeuses qui la bordent. La principale industrie de la vallée est la fabrication du fromage qui passe dans le commerce pour fromage de Gloucester. Les collines calcaires nourrissent des troupeaux de moutons qui appartiennent à l'espèce des *south-downs*, originaires de dunes analogues. Du côté de Faringdon, on engraisse beaucoup de cochons, la race du comté de Berks étant une des meilleures de l'Angleterre. On y trouve peu de grandes fermes et beaucoup de petites ; il reste même quelques *yeomen* ou petits propriétaires cultivant eux-mêmes.

La ferme la plus célèbre du Berkshire est celle de M. Pusey, membre du parlement, président actuel de la Société royale d'agriculture d'Angleterre¹. Elle contient environ 450 hectares ; toutes les parties de la culture y sont également soignées ; mais on admire surtout l'élève et l'engraissement des moutons. Le troupeau se compose de 800 têtes, dont moitié de brebis portières. L'hiver, il est nourri de racines, et l'été dans des prairies arrosées. Ces prairies sont ce qu'il y a de plus remarquable chez M. Pusey. Il a fait venir du Devonshire un irrigateur expérimenté ; les travaux lui ont coûté environ 350 francs par hectare. Le produit paraît énorme, puisque, sur une étendue de 2 acres ou 80 ares, il prétend nourrir pendant

¹ M. Pusey est mort depuis la publication de cet *Essai*.

les cinq mois d'été 73 beaux moutons *south-downs*. Ces moutons sont enfermés sur les prairies dans des parcs : on déplace les parcs quand l'herbe est mangée, on en ôte l'eau avant d'y mettre les moutons, et on l'y remet dès qu'ils sont sortis. M. Pusey affirme que, nourris ainsi et finis ensuite à l'étable avec des grains et des tourteaux, ils sont gras à un an et vendus à un haut prix pour la boucherie. Malgré ces beaux produits et ceux obtenus dans les autres branches, l'opinion générale est que M. Pusey ne fait pas de bénéfices. Il n'en rend pas moins de grands services à l'agriculture. Il est arrivé, tout le monde le reconnaît, à quadrupler le nombre des moutons engraisés et à doubler la quantité des céréales produites dans sa ferme ; d'autres chercheront à obtenir ces résultats par des moyens plus économiques, et y réussiront probablement.

La rente moyenne dans le comté d'Oxford est la même que dans le Bucks et le Berks, et présente, suivant les districts, les mêmes inégalités. Nulle part peut-être dans la Grande-Bretagne, le sol n'offre tant de diversité. La rente des terres légères atteint en moyenne 100 francs ; mais, l'argile d'Oxford étant au moins aussi tenace que celle de Londres, la rente des terres argileuses arrive à peine à 25. L'assolement suivi jusqu'ici dans les terres argileuses est l'ancien assolement triennal : blé, avoine, jachère ; dans les terres légères, c'est l'assolement de Norfolk, que la richesse accompagne comme toujours.

L'ouest du comté en est la plus mauvaise partie. On y trouve entre autres grandes propriétés celles de Blenheim, appartenant au duc de Marlborough. Le château

donné par la nation au vainqueur de Louis XIV passe avec raison pour un des plus beaux monuments de l'Angleterre ; le parc a plus de 1,000 hectares, et les terres s'étendent bien au delà. Pendant la dernière crise, presque tous les fermiers ont déserté, le duc actuel s'étant refusé à toute concession sur ses rentes, et il a été forcé de faire exploiter lui-même par des agents. Cette conduite a été sévèrement jugée en Angleterre, où l'opinion impose aux *landlords* une grande bienveillance envers leurs fermiers ; il est d'ailleurs plus que probable que le duc n'a pas fait ses frais. Le long de la Tamise et des autres rivières s'étendent d'excellentes prairies qui fournissent du beurre pour le marché de Londres. Entre le comté d'Oxford et celui de Buckingham s'élève encore une chaîne de collines calcaires ou *downs*, nommée les *chiltern-hills*.

En somme, quiconque veut voir comme un résumé de l'agriculture et du sol de l'Angleterre, doit aller visiter le comté d'Oxford et ses voisins. D'autres motifs y attirent le voyageur : la ville d'Oxford est assurément une des plus intéressantes des trois royaumes, et le château de Blenheim, avec sa magnifique collection de tableaux, mérite d'être visité. On trouve dans ce comté comme un échantillon de toutes les cultures, de toutes les terres, de toutes les rentes, de tous les modes d'exploitation, l'ensemble donne une moyenne conforme à la moyenne générale. Ajoutez qu'Oxford est aujourd'hui aux portes de Londres et qu'on y va en très-peu d'heures par le chemin de fer. Il n'y a que l'Angleterre industrielle et commerçante qui y manque, le voisinage de Londres et de Bristol n'en tient lieu qu'imparfaitement.

Le comté de Wilts se divise en deux parties fort dis-

finctes, le nord et le sud. Les productions agricoles de ces deux moitiés diffèrent comme leur constitution géologique : le nord, formé de fraîches vallées où coulent les affluents de l'Avon, est un pays d'herbages et de vacheries ; le midi, qui se compose de grands plateaux calcaires, comme le Dorset, est une région à céréales et à moutons ; on y trouve le fameux plateau connu sous le nom de *plaine de Salisbury*, où s'élève le monument druidique de Stone-Henge. Dans le nord, la rente monte jusqu'à 100 francs et au delà, dans le midi, elle tombe au-dessous de 50. Dans le nord, les fermes n'ont qu'une étendue plutôt petite que grande, de 25 à 100 hectares par exemple : dans le midi, elles sont immenses ; on en trouve de 1,000 et 2,000 hectares, le plus grand nombre est d'environ 500 ; les fermiers du nord, n'exploitant que de petites fermes, sont en général des hommes sans capital, travaillant par leurs bras et ceux de leurs familles, ceux du midi sont pour la plupart de riches spéculateurs : et cependant la prospérité du nord n'a pas reçu d'atteinte, tandis que le sud a été un des pays les plus travaillés par la crise.

C'est que la culture des céréales y avait pris trop de développement. La plaine de Salisbury présente à l'œil l'aspect d'un vaste désert, où quelques fermes se cachent de loin en loin dans les plis de terrain, et où s'étendent à l'infini des champs de blé sans arbres et sans clôtures. Ces immensités servaient autrefois de pâturages à moutons, mais le haut prix des grains avait entraîné à les transformer en terres arables, et cette transformation, bien que lucrative au premier abord, n'avait pas toujours été judicieuse. Ricardo les avait en vue, quand il affirme que l'on commence par cultiver en blé les bonnes terres,

puis les médiocres, puis enfin les mauvaises, et que la demande croissant toujours avec la population, c'est la denrée la plus chèrement obtenue qui règle le prix du marché. Cet axiome mathématique, vrai au moment et pour le pays où il a été émis, a été démenti plus tard dans plus d'une circonstance. L'Angleterre est en train de le reprendre à rebours, en abandonnant successivement la culture des céréales dans les terres mauvaises ou médiocres, et le sud du Wiltshire en sait quelque chose. C'est une détestable condition, en économie rurale comme en économie industrielle, que de produire plus chèrement que tout autre, même quand on commande accidentellement le marché, et le plus prudent est de ne pas s'y fier.

On paraît avoir fait dans cette région une application excessive et mal entendue du principe de la grande culture. La grande culture est excellente quand elle diminue les frais de production, elle ne vaut rien quand elle les accroît. Il n'y a rien d'absolu dans ce monde. Les deux parties de l'Angleterre qui souffrent le plus sont le *Weald* de Sussex et le sud du Wiltshire ; dans l'une, le mal vient de ce que les fermes sont trop petites ; dans l'autre, de ce qu'elles sont trop grandes. Le meilleur système de culture est tout uniment celui qui, dans une situation donnée, paye à la fois les meilleures rentes, les meilleurs profits et les meilleurs salaires ; or, ce n'est pas pour le moment l'état du sud du Wiltshire, avec ses fermes démesurées ; propriétaires, fermiers et ouvriers, tout le monde souffre ; nulle part en Angleterre les salaires ne sont plus bas, nulle part le nombre des pauvres n'est plus grand. Un des premiers remèdes indiqués est la division de ces vastes fermes qui exigent l'emploi d'un trop grand capi-

tal; le second sera probablement la réduction de la sole de céréales et le retour à une économie rurale mieux appropriée à la nature du sol.

Un tout autre spectacle nous attend dans les comtés du centre proprement dits : ceux de Warwick, Worcester, Rutland, Leicester et Stafford. Placée entre la région de l'ouest ou des herbages et celle de l'est où domine l'assolement quadriennal, cette région présente l'heureuse association de ces deux systèmes; c'est le plus riche pays de culture de l'Angleterre.

Commençons par le comté de Warwick, où se révèle au premier abord la principale cause de cette grande prospérité rurale. Nous n'avons visité jusqu'ici que des pays exclusivement agricoles ou du moins peu industriels, où les débouchés abondent sans doute plus que dans les trois quarts de notre France, à cause de l'immense ville de Londres et des nombreux ports de la côte, mais où la surexcitation que donne le voisinage des manufactures manque presque absolument. En mettant le pied dans le comté de Warwick, nous entrons dans la région industrielle, et nous nous trouvons, pour commencer, en face de Birmingham et de ses annexes. La population du comté a plus que doublé depuis cinquante ans; elle dépasse aujourd'hui deux têtes humaines par hectare. Les quatre cinquièmes de cette population se livrent à des travaux industriels, d'où il suit qu'un hectare est sollicité à produire la nourriture de deux personnes; qu'un agriculteur qui porte ses produits sur le marché y trouve quatre consommateurs pour se les disputer, et que ces consommateurs, gagnant tous de forts salaires, ont de quoi payer les denrées qu'ils achètent un prix élevé. Comment l'agriculture

ne prospérerait-elle pas dans de pareilles conditions?

Il ne faut pas s'imaginer que le sol du Warwick soit partout excellent. Tout le nord du comté formait autrefois une immense lande couverte de bruyères et de bois, ce qu'on appelait une forêt. Aujourd'hui la moitié des terres est en herbages et l'autre moitié en terres arables, soumises, autant que possible, à l'assolement de Norfolk; un quart seulement du sol produit des céréales pour la nourriture de l'homme, et la fertilité de ce quart, ainsi que du reste des terres, est constamment accrue, non-seulement par l'engrais qu'y dépose une immense quantité d'animaux, mais par des masses d'engrais supplémentaires achetés dans des villes manufacturières, et transportés à peu de frais par les canaux et les chemins de fer qui traversent le pays. Il ne faut pas s'imaginer non plus que la grande culture domine dans le Warwick et dans les autres comtés industriels; la moyenne des fermes est d'environ 60 hectares; il y en a beaucoup plus au-dessous qu'au-dessus. Enfin ce n'est pas la longueur des baux qui a beaucoup influé sur le développement agricole; les fermes sont généralement louées à l'année. Les fermiers n'en font pas moins de grands sacrifices pour améliorer le sol qu'ils cultivent, et bien que la rente ait doublé depuis 1770, ils ne se plaignent pas de leurs propriétaires. Tout s'arrange aisément quand on gagne de part et d'autre. Les salaires profitent à leur tour de cette prospérité; ils sont en moyenne de 2 francs par jour de travail.

Un fermier du Warwick, dans les conditions les plus ordinaires, exploite une ferme de 60 hectares ou 150 acres, dont il paye 6,000 francs de loyer, acquitte en outre les taxes qui s'élèvent à 1,500 francs, donne à ses ouvriers

d'excellents salaires, et se fait à lui-même, sans beaucoup de peine et de souci, un revenu de 3,000 francs. Ce n'est pas sans doute un aussi grand seigneur que les opulents fermiers du Lincoln et du Norfolk ; mais pour nous, Français, qui aimons avant tout la richesse moyenne, cette organisation rurale a quelque chose de plus satisfaisant encore, en ce qu'elle associe un plus grand nombre de familles à la prospérité commune. La terre est plus productive en somme ; le produit brut et le produit net sont l'un et l'autre plus élevés, et une population plus condensée jouit d'une aisance moyenne au moins égale. Une promenade dans ce riant comté est un enchantement perpétuel ; les châteaux historiques de Kenilworth et de Warwick, les bords délicieux de l'Avon, donnent un attrait de plus à cette excursion, que peut couronner l'immense étude des manufactures de Birmingham ; et pour que rien ne manque à ce résumé des merveilles de l'Angleterre, la grande ombre de Shakespeare vous accompagne dans ce pays, où il est né.

Dans l'état actuel de nos campagnes, il n'y a peut-être aucune partie de la France qui puisse soutenir la comparaison avec le comté de Warwick ; notre sol n'est à peu près nulle part aussi soigneusement paré par la main de l'homme. Les Anglais connaissent d'ailleurs leurs richesses, tandis que nous ne connaissons pas les nôtres. Il n'y a pas de paysage anglais un peu plus frais ou un peu plus fertile que les autres qui n'ait immédiatement sa renommée, et qui ne soit connu au moins de nom par tout le monde. Chez nous, au contraire, que de riantes vallées, de plaines fécondes et de coteaux aux gracieux contours, étalent au soleil leurs splendeurs ignorées sans qu'aucun

œil curieux vienne les visiter ! Nos voisins sont fiers à juste titre des magnifiques châteaux qui peuplent leur île ; mais même sous ce rapport, nous ne sommes pas aussi inférieurs qu'on pourrait le croire : nos campagnes n'ont pas toujours été aussi désertées par les familles opulentes que depuis un siècle environ, et avant 1789, nous étions au moins aussi riches qu'eux en belles résidences rurales. Après toutes les démolitions accomplies tantôt par la rage révolutionnaire, tantôt par une sauvage spéculation, on pourrait encore, en cherchant bien, retrouver chez nous assez de châteaux des trois derniers siècles pour les opposer aux plus célèbres manoirs anglais ; seulement les nôtres tombent en ruine, tandis que les leurs, conservés avec un soin religieux, agrandis de génération en génération, vénérés de tous comme un patrimoine national, restent debout et impérissables. Leurs ruines mêmes, quand ils en ont, ce qui est rare, sont entretenues avec amour ; ils vont jusqu'à en simuler quand ils en manquent, et le goût des constructions dans le style aigu et tourmenté, qui a reçu le nom de Tudor, est poussé jusqu'au ridicule.

Ce que je viens de dire du Warwickshire s'applique également aux comtés de Worcester et de Leicester, ses voisins. La vallée de l'Avon se continue dans le Worcester avec les mêmes grâces et la même fécondité. Le Leicester est peut-être plus riche encore. C'est surtout dans les terrains de lias que les herbages réussissent, et il y a beaucoup de terrains de ce genre dans le Leicester. La petite ville de Melton-Mowbray, qui devient dans la belle saison le rendez-vous des amateurs de la chasse au renard, doit ce privilège à la configuration de son sol, légèrement

accidenté, où de molles rivières, coulant à pleins bords, serpentent paresseusement au milieu de prairies entrecoupées de haies ; toutes les conditions exigées pour le *steeple-chase* sont ainsi réunies. C'est dans ce comté que se fabrique le fameux fromage de Stilton, et que se trouve la ferme de Dishley-Grange, autrefois occupée par Bakewell, d'où est sorti le grand principe de la transformation des animaux domestiques, une des plus utiles conquêtes du génie humain.

Malgré sa prospérité traditionnelle, le Leicester n'a pas été tout à fait à l'abri de la crise. Comme la plupart des pays d'herbages, il s'était endormi dans son succès ; comme eux aussi, il s'était trop laissé envahir par la petite propriété et la petite culture. Quelques changements de personnes sont devenus nécessaires, et s'effectuent assez rapidement. Le tout petit comté de Rutland, qui n'a pas 40,000 hectares, ressemble au Leicester.

Le comté de Stafford offre peut-être le plus grand exemple qui existe en Angleterre, avec le comté de Lancastre, de la puissante influence que le voisinage de l'industrie exerce sur le développement agricole. Naturellement arides et sauvages, les montagnes qui le traversent s'élèvent à 1,000 pieds anglais au-dessus du niveau de la mer. Les districts industriels sont situés précisément dans les parties les moins fertiles ; ils se divisent en deux groupes : les poteries au nord, qui s'approchent du comté de Lancastre, et les usines métalliques au sud, qui vont jusqu'aux portes de Birmingham. Grâce aux progrès sans exemple qu'ont faits et que font tous les jours ces industries, la population du comté dépasse aujourd'hui 600,000 âmes sur une étendue totale de 300,000 hectares. Quand une

pareille population se rassemble sur un point, il faut que la terre soit bien rebelle pour qu'elle ne soit pas forcée de produire. Le seul produit des poteries est évalué par les statisticiens anglais à 2 millions st., ou 50 millions par an ; les usines à fer produisent annuellement 600,000 tonnes ; cette richesse reflue sur l'agriculture.

La grande propriété domine dans le Stafford, comme dans tous les pays originairement peu fertiles. Le duc de Sutherland, comme héritier des lords Stafford, le comte de Lichfield, lord Willoughby, lord Talbot, lord Hatherton, le marquis d'Anglesea, sir Robert Peel, sont les plus grands propriétaires du comté. Les fermes sont généralement louées à l'année, et les fermiers le préfèrent, ce qui indique tout de suite d'excellents rapports entre le propriétaire et le tenancier. La crise s'est parfaitement passée ; les propriétaires ont eu peu de concessions à faire, leurs baux étant en général à un taux modéré, et les fermiers assez à l'aise pour supporter momentanément une réduction de profits. Les salaires sont de 2 francs par jour de travail, et la taxe des pauvres, thermomètre infallible de l'aisance des classes laborieuses, est très-peu élevée ; dans les domaines de lord Hatherton, il arrive souvent qu'il n'y ait pas un seul pauvre ayant besoin de secours. C'est encore l'assolement de Norfolk qui a produit cette prospérité. Partout où cet assolement se rencontre avec la grande propriété et le développement industriel, l'agriculture anglaise arrive à son apogée. Le Stafford y joint les bienfaits de l'irrigation, qui a transformé des pentes stériles en excellentes prairies.

Les principales fermes du pays sont celle de lord Hatherton, à Taddesley, qui n'a pas moins de 1,700 acres

ou 680 hectares, celle du duc de Sutherland à Trentham, et enfin Drayton-Manor, résidence de sir Robert Peel. Il est assez curieux de voir comment sir Robert, grand propriétaire lui-même, a résolu pour ses affaires privées la question qu'il avait si résolûment posée dans un intérêt public. Tout le monde se rappelle la fameuse lettre à ses tenanciers du 24 décembre 1849 ; le programme qu'elle contenait a été exécuté. Sir Robert a fait drainer presque toutes ses terres à ses frais, sous la direction de M. Parkes, à la condition que les fermiers lui payeraient 4 p. 100 de la dépense, ce qu'ils ont accepté ; toutes les rentes ont été revisées, très-peu ont été réduites, parce qu'elles étaient en général modérées, et pour tout dire en un mot, les fermiers à qui l'on a offert des baux les ont refusés ; ils aiment mieux continuer à louer à l'année leurs fermes, que la plupart d'entre eux exploitent de génération en génération.

Les propriétés de sir Robert Peel sont un modèle de bonne administration ; l'excellent entretien des bâtiments ruraux, l'état des chemins, les travaux de nivellement et de drainage, la construction de bons cottages pour les ouvriers avec jardins attenants, tout annonce chez le maître la richesse et la libéralité ; de leur côté, les fermiers, pleins de confiance dans leur *landlord*, n'hésitent pas à faire des avances à la terre qui les leur rend avec usure ; partout les instruments les plus perfectionnés, les semences les plus choisies, les pratiques les plus productives, partout aussi les plus belles récoltes et les plus beaux animaux ; les journaliers eux-mêmes travaillent avec plus d'ardeur, sûrs qu'ils sont d'une sorte de Providence qui satisfait d'avance à leurs besoins. C'est là,

comme chez le duc de Bedford, le duc de Portland, lord Hatherton, qu'on peut voir l'idéal du grand propriétaire anglais qui se considère comme ayant au moins autant de devoirs que de droits, et qui fait tourner au profit de la population qu'il gouverne, comme de la terre qui fructifie entre ses mains pour le plus grand bien de la communauté, la fortune dont il n'est en quelque sorte que le dépositaire.

Au nord des vertes plaines du Leicester, s'élèvent les premiers étages des montagnes qui forment les deux comtés de Nottingham et de Derby. Les montagnes proprement dites ne commencent que dans le Derby, le Nottingham n'est encore qu'une série de collines plus ou moins élevées, mais qui participent déjà de la nature des hauteurs voisines. Dans les temps antiques, la forêt de Sherwood, célèbre par les exploits de Robin Hood, en couvrait la plus grande partie. Aujourd'hui la forêt a disparu devant les progrès de la charrue ; mais la maigreur naturelle du sol est restée. Par un privilège particulier à l'Angleterre, la stérilité même de l'ancienne forêt a eu une conséquence heureuse : elle est demeurée la propriété d'un petit nombre de grands seigneurs qui s'y sont taillé à leur aise de beaux parcs et de vastes domaines. Ce canton s'appelle en Angleterre la *Dukery*, parce que nulle part on n'y trouve réunies autant de résidences duciales. Là sont les somptueuses habitations des ducs de Newcastle et de Portland, des comtes Manvers et de Scarborough. Dans le coin le plus reculé de la poétique forêt, non loin des vieux chênes encore debout qui passent pour avoir abrité Robin Hood, s'élève le monastère à demi détruit de Newstead, où a grandi lord Byron.

Quiconque visite cette solitude comprend mieux comment s'est formé, entre les ruines où reviennent les fantômes des moines dépossédés et les bois solitaires où revivent les légendes des audacieux *outlaws*, le sombre génie qui en est sorti.

Le duc de Portland, le plus grand propriétaire de ces parages, est en même temps un des agronomes les plus passionnés de l'Angleterre. Dans sa longue et honorable carrière, car il a maintenant plus de quatre-vingts ans ¹, il n'a pas laissé passer un seul jour sans employer la puissance de son nom et de sa fortune à des améliorations agricoles. Grâce à lui, les environs de la petite ville de Mansfield ont changé de face et présentent aujourd'hui une riche culture, au lieu des landes qui les couvraient autrefois. Le plus remarquable de ses travaux est une gigantesque entreprise d'irrigation aux portes mêmes de Mansfield. Les eaux d'une petite rivière ont été détournées pour former un large canal qui arrose 160 hectares. Ce beau travail a coûté un million. Le produit brut qu'on en retire aujourd'hui est évalué à 6 ou 700 francs par hectare. On y fait deux coupes de foin par an, et le reste de l'année ces prairies sont livrées à des brebis *south-downs* qui y trouvent une nourriture abondante. Rien ne donne plus l'idée de la puissance que la ferme de Clipstone, dont elles dépendent, et qui n'a pas moins de 1,000 hectares. L'immense cour pavée où un nombreux troupeau de bœufs écossais de la race d'Angus parque en plein air toute l'année, au milieu de monceaux de foin, offre un spectacle grandiose qui frappe vivement l'imagination.

¹ Le duc de Portland est mort depuis.

Les domaines des ducs de Newcastle et de Portland se distinguent par un autre genre de culture, des semis et des plantations d'arbres de toute espèce. J'ai déjà dit que quelques grands seigneurs avaient entrepris de refaire artificiellement de véritables forêts là où l'expérience du défrichement n'avait pas réussi ; on peut voir ici combien ces forêts, semées et plantées par l'homme, composées d'essences de choix, dégagées de toute végétation parasite, soigneusement éclaircies, cultivées enfin avec tout l'art possible, sont supérieures aux forêts naturelles venues au hasard.

Grâce à ces efforts intelligents, les mauvais terrains du comté de Nottingham sont arrivés à produire une rente moyenne de 80 francs. Il est vrai qu'à l'action de la grande propriété entre les mains d'hommes dévoués au bien public est venue se joindre l'influence non moins bienfaisante de l'industrie. La ville de Nottingham, qui compte avec ses annexes une population d'environ 100,000 âmes, est le siège de nombreuses manufactures. La population totale du comté a doublé depuis cinquante ans. Dans le même laps de temps, la rente des terres a triplé. Partout ces deux faits marchent de front, et le second est la conséquence du premier. La vallée de la Trent, qui fait exception par sa fertilité avec le reste du pays, est d'une richesse extraordinaire.

Le comté de Derby, un des plus pittoresques de l'Angleterre, est visité dans la belle saison par une foule de curieux. Le charmant village de Matlock, connu par ses eaux minérales, et dont le site rappelle les plus belles vallées des Pyrénées, devient le quartier général des touristes. De là on fait des excursions dans tous les sens,

tantôt sur le sommet des montagnes, tantôt dans le creux des vallons ou *dales*. La plus intéressante conduit à Chatsworth, magnifique résidence du duc de Devonshire ; de véritables grandes routes, libéralement ouvertes à tous, traversent l'immense parc et en font une promenade publique. Tout n'est pas bénéfice dans ces grandes propriétés. Quelque riche qu'on soit, c'est une lourde charge que l'entretien de cet admirable palais, de ces jardins et de ce parc fastueux, dont le public jouit plus que le maître. En Angleterre, plus qu'ailleurs, on applique le fameux mot : *Noblesse oblige* ; on y respecte profondément les grands noms et les grandes fortunes, mais en leur imposant des nécessités de représentation qui peuvent finir par les ruiner. On peut prévoir le temps où il n'y aura plus de fortune privée suffisante pour entretenir Chatsworth, et alors, de deux choses l'une, ou ce Versailles de l'Angleterre disparaîtra, ou il deviendra une propriété nationale, ce qu'il est en réalité déjà par l'usage qu'on en fait.

Le duc de Devonshire est en outre propriétaire d'une grande partie du comté. Le duc de Rutland y a aussi de vastes domaines. Ce dernier possède tout le pàté de montagnes qui sépare le comté de Derby du comté d'York, et qui forme comme l'épine dorsale de l'Angleterre. La culture cesse forcément à ces hauteurs : on n'y trouve que des bruyères stériles qui s'étendent à perte de vue ; mais ces terrains incultes sont l'objet d'un autre genre de luxe : ils sont entourés de grands murs enfermant plusieurs lieues carrées, et peuplés de toute sorte de gibier.

Les montagnes, moins élevées, qui forment les trois quarts du comté, sont couvertes de pàturages. Le blé y

vient mal; l'avoine est la seule céréale qui y réussisse. C'est une contrée d'élèves, comme en général les pays semblables; on y fait naître des bœufs à courtes cornes et des moutons Dishley qu'on vend ensuite aux fermiers de la plaine; on y fait aussi beaucoup de fromages qui, sans avoir la réputation de ceux des grasses vallées de l'ouest, trouvent un débit assuré. Ce pays ressemble beaucoup aux régions montagneuses du centre de la France, comme l'Auvergne et le Limousin; il en a tout à fait l'aspect, et les mêmes industries y sont usitées. Malheureusement, si les moyens sont les mêmes, la différence des résultats est grande : quand la rente atteint à peine 15 francs par hectare dans le centre de la France, elle dépasse en moyenne 60 francs dans les montagnes du Derby; mais aussi, quand nos départements du centre manquent de débouchés, le Derby est sillonné de routes et de chemins de fer. On voit partout voler en sifflant les locomotives sur le flanc de rochers escarpés que la chèvre seule semblait pouvoir atteindre. L'exploitation des richesses minérales alimente ce mouvement.

Si le Derby est un pays de grande propriété, la moyenne et la petite culture y dominant. Les terres du duc de Rutland sont toutes divisées en petites fermes. En somme, cette montagne, que la nature avait faite si improductive, compte parmi les plus heureuses parties de l'Angleterre. L'industrie et l'agriculture y vivent dans une juste balance. A ces deux branches de revenu viennent se joindre les dépenses de luxe qu'entraînent des résidences duciales, et le tribut que payent tous les ans à la beauté des sites les voyageurs et les baigneurs de Matlock. La grande propriété et la petite culture se combinent dans une harmo-

nieuse association et se présentent toutes deux avec leurs avantages, la première en modérant le taux des rentes et en multipliant les dépenses utiles, la seconde en augmentant par le travail le produit brut du sol. La population est nombreuse, puisqu'elle ne compte pas moins d'une tête humaine par hectare, et aucune classe ne paraît souffrir. Le salaire moyen, ce signe caractéristique de la prospérité d'un pays, est de 2 francs 25 cent. par jour.

CHAPITRE XVIII.

LES COMTÉS DU NORD.

La région du nord, la dernière qui nous reste à parcourir, s'ouvre par le comté de Lancastre et le West-Riding du comté d'York. Tout prend ici des proportions colossales. Le comté de Lancastre n'a qu'une étendue de 450,000 hectares, et il contient une population de plus de 2 millions d'âmes, près de 5 têtes humaines par hectare ! Le sud forme la partie la plus industrielle et la plus peuplée ; le port de Liverpool et la grande cité manufacturière de Manchester le couvrent tout entier de leurs ramifications.

S'il n'y a pas au monde de contrée plus productive, il n'en est pas non plus de plus triste. Qu'on se figure un immense marais resserré entre la mer et les montagnes, une argile tenace, à sous-sol imperméable, partout revêtu à la culture ; qu'on y ajoute le climat le plus sombre, une pluie perpétuelle, un vent de mer froid et constant, une épaisse fumée voilant le peu de jour que laisse échapper le brouillard, une couche de poussière noire couvrant partout la terre, les hommes et les habitations, et on aura l'idée de ce pays étrange, où l'air et le sol ne semblent qu'un même mélange de charbon et d'eau. Telle est cependant l'influence d'un débouché inépuisable sur

la production, que ces champs si mornes, si déshérités, donnent en moyenne une rente de 100 francs, et que dans les environs immédiats de Liverpool et de Manchester, la terre cultivée se loue jusqu'à 250. Il n'y a pas beaucoup de sols, parmi les plus favorisés du soleil, qui puissent se vanter de rapporter autant. C'est surtout en présence de ces prodiges qu'on est tenté de s'écrier avec le poète latin : « Salut, terre de Saturne, mère féconde des moissons et des hommes ! »

Salve, magna parens frugum, saturnia tellus,
Magna virûm !.....

C'était autrefois un pays de grande propriété et de grande culture ; la grande propriété est restée, mais la culture s'est divisée avec le progrès de la population. Même encore, au milieu de cette foule compacte, il y a place pour de nombreux parcs de grands seigneurs ; tels sont Knowsley-Park, appartenant à lord Derby, Croxteth-Park, à lord Sefton, Childwall-Abbey, au marquis de Salisbury, etc. Ces parcs enlèvent à la culture proprement dite de grandes étendues et commencent à soulever des murmures parmi les adeptes de l'école de Manchester. Une société s'est formée, sous les auspices du célèbre Cobden, pour acheter de grandes propriétés et les dépecer en petits lots ; cette société compte plusieurs milliers d'adhérents et plusieurs millions de souscriptions.

Ce district populeux est le siège de l'esprit démocratique et bourgeois, je dirais presque de l'esprit révolutionnaire, si une telle expression était compatible avec la mesure que les Anglais gardent toujours dans leurs plus violentes agitations. On y parle sans beaucoup de céré-

monie d'une transformation nécessaire dans la propriété comme dans l'influence politique, et si un pareil langage était tenu sur le continent, il annoncerait sans aucun doute des bouleversements prochains. Heureusement les Anglais savent prendre patience et marcher pas à pas. En attendant, la grande propriété reste maîtresse du terrain, et cette activité industrielle a jusqu'ici merveilleusement tourné à son profit.

Les propriétaires du Lancashire ont eu plus mauvaise grâce que d'autres à se plaindre de l'effet que pouvait avoir sur le taux des rentes la baisse des prix. Le mouvement d'opinion qui a fait triompher le *free trade* est venu, il est vrai, de Manchester et de Liverpool; mais avant de provoquer une réduction possible dans le revenu des propriétés, le voisinage de ces ateliers infatigables avait commencé par l'augmenter considérablement. Même en supposant une réduction de 10 ou de 20 p. 100, les propriétaires du Lancashire auraient encore beaucoup plus gagné que perdu. Lord Derby, l'ex-premier ministre, celui qui a paru un moment destiné à revenir sur la mesure de 1846 et qui a fini par la consacrer, est précisément le plus grand propriétaire du comté de Lancastre, où vit encore le souvenir de son glorieux ancêtre. Avant de céder comme ministre à la pression de l'opinion, il avait pris son parti comme propriétaire. Il avait réussi à éviter une réduction dans ses rentes en employant le grand moyen, le remède universel, le drainage. Un corps de près de 100 ouvriers a été employé à drainer ses terres, sous la direction d'un agent spécial. L'intervention des fermiers n'a été requise que pour charrier les tuyaux, et quand le travail est fait, ils sont obligés de payer annuel-

lement, en sus de leurs rentes, 5 p. 100 de ce qu'il a coûté. Tel est l'effet du drainage sur ces terres argileuses et sous ce climat humide, que tout le monde y trouve son compte, même lord Derby qui a fait malgré lui une bonne affaire.

Dans un rapport sur l'agriculture du Lancashire, on parle d'une ferme de 62 hectares qui achète tous les ans 2,000 tonnes d'engrais supplémentaire. Avec de semblables fumures, on doit avoir de bonnes récoltes. Les racines et les pommes de terre donnent surtout des résultats remarquables ; sur certains points, on fait deux récoltes de pommes de terre par an ; sur d'autres, les navets de Suède produisent communément 40 tonnes par acre ou 400,000 kilos à l'hectare. Cet engrais coûte de 6 à 7 fr. la tonne.

Les procédés qu'on emploie pour mettre en valeur les marais méritent d'être décrits. On commence par ouvrir de 10 en 10 mètres de profondes tranchées où les drains sont déposés ; puis, on brûle les plantes de la surface et on rompt le sol par plusieurs labours en croix. Quand le tout est bien divisé, on répand de la marne au moyen d'un rail-way mobile, à raison de 300 à 400 tonnes par hectare. Le sol est si mou au moment de cette opération, qu'il est nécessaire de mettre des pièces de bois sous les pieds des hommes et des chevaux pour les empêcher d'enfoncer. On répand encore des gadoues et des cendres, et on plante des pommes de terre ; après ces racines, qui donnent ordinairement une ample récolte, l'assolement de Norfolk suit son cours. Le tout, drainage, marnage, construction de chemins et de bâtiments ruraux, coûte de 6 à 700 fr. par hectare. On a ainsi assaini plusieurs

milliers d'acres, entre autres dans le *Chat Moss*, entre Liverpool et Manchester.

Le salaire moyen dans le sud du Lancashire est de 13 shillings par semaine ou 2 francs 75 cent. par jour de travail. C'est le plus élevé que nous ayons encore rencontré. Les baux de sept ans sont généralement usités, et les propriétaires qui trouvent des fermiers riches et habiles, accordent volontiers des baux plus longs.

Au delà se trouvent les cinq comtés voisins de l'Écosse, ceux d'York, Durham, Northumberland, Cumberland et Westmoreland. Le plus méridional et le moins montagneux des cinq est celui d'York. C'est le plus grand comté d'Angleterre, et sans aucune proportion avec les autres, puisqu'il n'a pas moins de 4,500,000 hectares. Aussi le divise-t-on en trois parties, chacune plus grande qu'un comté ordinaire, et qu'on désigne sous le nom de *ridings*; la cité d'York proprement dite forme un district à part au milieu des trois autres.

L'Ouest-Riding est l'annexe du comté de Lancastre et comme lui un des pays les plus manufacturiers du monde; il renferme les grandes cités industrielles de Leeds et de Sheffield, qu'il suffit de nommer, l'une aussi renommée pour ses manufactures de laine, et l'autre pour ses fabriques de fer et d'acier, que les cités du Lancashire pour les cotonnades. Auprès de ces puissantes métropoles de l'industrie britannique, et des villes moins importantes, mais non moins actives, qui se pressent autour d'elles, l'agriculture ne peut être que florissante. La rente monte aussi haut, et le salaire plus haut encore que dans le Lancashire, il arrive jusqu'à 3 fr. par jour de travail. Les herbages occupent presque tout le sol; comme dans tous les

pays d'extrême population, l'entretien des vaches laitières et l'engraissement des bestiaux sont les industries dominantes. Beaucoup de fermes ont moins de 8 hectares ; celles-là sont pour la plupart exploitées par des ouvriers tisserands, qui joignent le produit de leur culture à celui de leur industrie. Parmi les cultures les plus productives figure depuis peu le ray-grass d'Italie. M. Caird porte jusqu'à 100,000 kilogr. de fourrage vert par hectare ou 40 tonnes par acre, valant au prix actuel 1,200 francs, ce qu'on peut obtenir de ce ray-grass cultivé avec soin.

L'Est-Riding diffère complètement de l'ouest. Plus d'industrie, plus de villes, plus de petites fermes, plus de population surabondante ; nulle part peut-être, la propriété n'est moins divisée. Le calme d'un pays exclusivement agricole succède, quand on passe l'Humber, à l'agitation d'un pays industriel. Ces contrastes sont fréquents en Angleterre. Les *wolds* ou plateaux de l'Est-Riding sont la continuation de ceux du Lincoln. La grande culture y règne en souveraine et en a triplé les produits depuis cinquante ans.

Dans le Nord-Riding, recommence la région montagnieuse. Il s'y trouve quelques vallées fertiles, mais l'ensemble forme un vaste plateau qui n'a pas moins de 160,000 hectares et qui s'élève de 1,000 à 1,500 pieds au-dessus du niveau de la mer ; on l'appelle les *moors* du Yorkshire. L'industrie humaine a su en tirer un admirable parti. Montagnes et vallées, presque tout est en pâturages, et les races d'animaux qui s'y élèvent, chevaux, bœufs et moutons, ont toutes une grande réputation. Les chevaux de voiture les plus estimés de l'Angleterre viennent du Nord-Riding ; ils tirent leur origine de la vallée

de Cleveland; aujourd'hui la race s'est répandue autour de leur vallée natale. Les moutons des montagnes du Yorkshire forment une race à part, améliorée d'après les principes de Bakewell, et qui alimente les principaux marchés du nord. Quant au gros bétail, c'est du Nord-Riding que sort aujourd'hui en plus grande quantité la célèbre race à courtes cornes.

Elle est née sur le bord septentrional de la Tees, qui sépare le comté d'York de celui de Durham; mais depuis la mort des frères Collins, elle a passé la rivière, et on trouve aujourd'hui les plus beaux types sur l'autre rive. Il y a tout au plus une demi-douzaine d'éleveurs qui en ont en quelque sorte le monopole, et qui n'épargnent ni soins ni dépenses pour la conserver et la perfectionner. Il n'est pas rare de voir leurs taureaux se vendre de 2 à 400 livres sterling ou de 5 à 10,000 francs, ils en louent pour une saison à des prix correspondants.

Le comté de Durham n'a que la moitié de l'étendue du Nord-Riding; sa population est cependant plus du double: c'est dire assez que le pays n'est pas seulement agricole; il tire sa principale richesse de ses mines de charbon, dont l'inépuisable produit s'exporte par Newcastle et les ports voisins. Les deux plus grands seigneurs du pays, lord Durham et lord Londonderry, ont gagné depuis trente ans des sommes énormes par l'exploitation de leurs houillères. On jugera des capitaux que cette exploitation met en mouvement par un seul fait: lord Londonderry a fait construire à ses frais un port pour exporter son charbon et un chemin de fer pour l'y conduire; le tout a coûté 8 ou 10 millions de francs. L'agriculture n'a encore suivi le mouvement que de loin. Les terres argileuses do-

minent avec leurs difficultés ordinaires; on suit encore sur ces terres l'antique assolement triennal. Les fermes sont en moyenne de 25 hectares, et les fermiers, rudes travailleurs qui font presque toute la besogne par eux-mêmes, ne sont pas assez riches pour prêter beaucoup au sol.

Avec les bas prix, ces petits fermiers, si économes et si laborieux qu'ils soient, ne pouvaient pas vivre. Il a donc fallu, là aussi, une révolution. Heureusement la propriété était moins divisée que la culture, et la plupart des propriétaires, à défaut de leurs fermiers, ont pu faire des efforts. Lord Londonderry, lord Durham, le duc de Cléveland, ont rivalisé en quelque sorte de générosité. Une grande partie des bénéfices réalisés dans les houillères passe en travaux de tout genre pour l'amélioration du sol. De tous côtés, on pose des tuyaux, on construit des étables, on transporte des masses nouvelles d'amendements et d'engrais; dans quelques années, la face du pays sera changée. Tout n'est pas d'ailleurs à refaire, et dans quelques parties du comté, dans les terres légères déjà soumises à l'assolement de Norfolk, dans les grasses vallées à herbages, la culture était déjà riche et florissante. Il ne faut pas oublier que la race des bœufs courtes-cornes sort d'une des vallées du Durham.

Le petit comté de Westmoreland est, comme son nom l'indique, *terre des landes de l'ouest*, la région la plus montagneuse, la plus inculte et la moins peuplée de l'Angleterre. On n'y trouve qu'un habitant pour 4 hectares. L'agriculture fleurit dans les vallées, notamment dans celles d'Éden au nord et de Kendal au sud. Ailleurs c'est la Suisse de l'Angleterre, le pays des lacs tant cé-

lébrés par les poètes. Un chemin de fer mène en quelques heures de Manchester et de Liverpool au bord du lac de Windermere, le premier, le plus grand et le plus gracieux de tous. En sortant du tumulte et de la fumée des districts manufacturiers, on se trouve comme par magie dans une riante solitude, où tout est calme, frais et pur; les eaux limpides, l'air vif et le sol vert succèdent aux eaux bourbeuses, à l'air épais et au sol noirci des marécages d'où sort le charbon. Un bateau à vapeur vous promène sur le lac long et étroit qui serpente comme une large rivière au milieu d'un paysage ravissant. Le Windermere n'a que quatre lieues de long sur un quart de lieue de large. A son extrémité, on débarque près du joli village d'Ambleside, où vous attendent d'élégantes voitures qui conduisent de gorge en gorge et de lac en lac jusqu'à Keswick.

Dans le sud-est du Cumberland s'élèvent les plus hautes cimes de l'Angleterre proprement dite : le Scawfell, le Helvellyn, le Skiddaw, qui ne sont dépassés dans le reste de l'île que par les montagnes du pays de Galles et du nord de l'Écosse. Les lacs creusés par le temps au pied de ces masses rocheuses font suite à ceux du Westmoreland. Il y avait autrefois au bord de ces lacs une population de petits propriétaires qu'on appelait des *statesmen*. Chaque famille possédait de 20 à 40 hectares qu'elle cultivait depuis de nombreuses générations. On suppose que ces tribus devaient leur origine à une nécessité de défense : ce point étant très-près de la frontière d'Écosse et très-exposé aux incursions des maraudeurs écossais, les lords avaient fait, dit-on, de nombreuses concessions de terres sous la condition d'un service personnel, comme dans les

clans des Highlands. Que cette supposition soit vraie ou non, les *statesmen* existaient encore en assez grand nombre au commencement de ce siècle. Un poète qui a beaucoup vécu au bord des lacs, Wordsworth, a décrit en termes charmants leur manière de vivre.

On voudrait que ce portrait fût encore vrai ; malheureusement il ne l'est plus. Les *statesmen* disparaissent rapidement devant la grande propriété ; on voit encore çà et là leurs anciens cottages, mais ce sont des fermiers qui les habitent ; où une famille de petits propriétaires n'avait pas pu vivre, quoique n'ayant pas de rente à payer, un fermier paye la rente et fait ses affaires. Les dettes, en s'accumulant par une cause ou par une autre sur ces petites propriétés, avaient fini par en absorber le revenu. L'attachement des familles de *statesmen* à leurs anciens usages, l'absence de capitaux mobiliers, l'ignorance, rendaient la terre moins productive entre leurs mains que dans celles de cultivateurs plus aisés et plus habiles. Rien ne peut arrêter cette décadence.

Dans les terres basses du Cumberland, les mines de charbon reparaissent ; la houille qui en sort s'exporte par les ports de la côte. Ce commerce fait vivre une nombreuse population, dont les besoins exercent sur l'agriculture leur influence ordinaire. Quels que soient les progrès que l'art de cultiver ait faits depuis un demi-siècle, ils n'ont pu aller aussi vite que la consommation locale, et les villes populeuses sont forcées de faire venir du dehors une partie de leur approvisionnement. Les fermiers voisins ont donc devant eux un débouché indéfini, leur émulation est fortement excitée par la certitude du profit. La race des bœufs courtes-cornes commence à se répandre

parmi eux. Leurs moutons sont presque tous des cheviots ou des têtes noires ; depuis quelques années, les métis cheviot et Leicester prennent beaucoup de faveur.

L'immense terre de sir James Graham, Netherby, occupe l'extrémité nord-ouest du comté, sur la frontière d'Écosse, au fond du golfe de Solway. Elle ne comprend pas moins de 12,000 hectares ou 30,000 acres d'un seul tenant, et passe avec raison pour une des mieux gouvernées du royaume. Sir James, un des premiers orateurs du parlement, un des hommes d'État qui semblent le plus dignes de prendre l'héritage de sir Robert Peel, est en même temps un administrateur habile de ses intérêts et un agronome du premier ordre. Le point de départ de ses améliorations a été la suppression des petites fermes et leur réunion en grandes exploitations. Le nombre de ses fermes, qui était en 1820 de 340 ou de 35 hectares en moyenne, est aujourd'hui de 65 seulement. Cette réduction dans le nombre des fermiers a permis de choisir les meilleurs, ceux qui présentaient le plus de garanties par leur fortune, leur habileté et leur énergie. Sir James leur a offert des baux de quatorze ans au lieu de sept. Un grand nombre de bâtiments devenus inutiles ont été démolis ; on a arraché les haies qui subdivisaient trop les champs. Par ce système, on a obtenu des rentes qui s'élèvent dans les bons terrains jusqu'à 100 fr. l'hectare et qui atteignent en moyenne 70 fr., quoique le sol soit généralement marécageux. Sir James, un des plus résolus partisans du *free trade*, a tenu à honneur de prouver que, dans les propriétés bien conduites, la baisse des prix ne devait pas amener forcément une réduction de rentes. Il n'a accordé aucune diminution sur ses baux, mais il a

augmenté considérablement les travaux de drainage, qu'il fait faire à ses frais, sous la condition ordinaire que les fermiers lui payeront 5 p. 100 par an.

Plus on avance vers l'ouest et le nord, plus le drainage devient nécessaire et efficace. Il n'y a pas dans toute l'Angleterre de pays où il présente plus d'avantages que dans les terres basses du Cumberland. Ce fait tient à deux causes : la nature argileuse du sol et du sous-sol, et l'extrême abondance des pluies ; il tombe 20 pouces anglais d'eau par an à Londres, 40 dans le comté de Lancastre, 47 sur la côte de Cumberland, et jusqu'à 160 dans les hautes vallées des lacs. Pour que toute cette humidité s'écoule, il faut un drainage plus puissant que dans le reste de l'île. On plaçait d'abord les drains à 2 pieds anglais environ de profondeur, et à 20 mètres de distance, et on n'obtenait que des résultats insuffisants. Aujourd'hui les drains sont généralement placés à 4 ou 5 pieds anglais de profondeur, et de 6 à 9 mètres de distance, et on a soin de n'employer que des tuyaux d'un pouce et demi de diamètre intérieur, quand un pouce suffit ailleurs ; de cette façon seulement, on vient à bout d'assainir suffisamment le sol. On compte aujourd'hui dans le pays trente fabriques de tuyaux.

On appelait autrefois Northumberland tout le pays au nord de l'Humber, ce nom ne désigne plus que le comté le plus septentrional de l'Angleterre. Le Northumberland occupe le versant oriental de la chaîne des Apennins britanniques, dont le Cumberland forme le versant occidental, et se divise comme lui en deux parties, les montagnes à l'ouest, les plaines à l'est. La chaîne des Cheviots, qui sépare l'Angleterre de l'Écosse, a d'assez bons pâturages,

où s'est formée la race de moutons qui porte ce nom. On vante la beauté des vallées qui coupent ce pâté de montagnes, et surtout celle de la Tyne, qui suit l'ancienne muraille des Pictes et débouche dans la mer à Newcastle ; la terre y est excellente et se loue un prix élevé.

L'agriculture des basses terres du Northumberland jouit d'une haute réputation. Quand on fait en Angleterre un voyage agricole, tout le monde vous dit : *Allez dans le nord, visitez le Northumberland, et s'il est possible, allez jusqu'en Écosse*. Pour l'Écosse, le conseil est bon ; mais il n'en est pas tout à fait de même du Northumberland. Cette prédilection de l'opinion est fondée jusqu'à un certain point pour les terres légères qui servent d'intermédiaires entre la montagne et la côte ; là est né l'assolement quinquennal, connu sous le nom d'assolement de Northumberland, et qui n'est qu'une variante de celui de Norfolk : 1^o turneps, 2^o blé ou orge, 3^o trèfle, 4^o trèfle, 5^o avoine. Là aussi a commencé la culture des turneps en lignes, aujourd'hui généralement adoptée par tous les bons cultivateurs. Mais les terres argileuses qui s'étendent le long de la mer n'ont pas échappé à la crise. La grande propriété et la grande culture y dominant pourtant. Une bonne partie du comté appartient au duc de Northumberland ; d'autres grands seigneurs et riches *landlords* y possèdent de vastes domaines. Le célèbre parc de Chillingham, appartenant à lord Tancarville, est assez grand pour qu'une espèce particulière de bœufs sauvages ait pu s'y conserver. Les fermes ont en moyenne de 100 à 200 hectares ; on en trouve de 500 et même de 1,000. Les fermiers passent pour riches ; il en est qui exploitent plusieurs grandes fermes à la fois.

Quelque riches que fussent ces fermiers, ils n'avaient pas tous un capital suffisant pour les immensités qu'ils exploitent, et la baisse des prix, en portant sur des masses énormes de denrées, a eu pour eux des conséquences désastreuses. Il est à remarquer que cette province est la seule en Angleterre où la rente ait diminué depuis 1815; de 50 francs environ par hectare qu'elle atteignait à la fin de la guerre, elle était tombée à quarante avant la crise, et elle a encore baissé depuis. Le duc de Northumberland a accordé sur ses baux, dans ces dernières années, une remise de 10 p. 100. Un autre grand propriétaire, le duc de Portland, a été plus loin; ses remises atteignent, dit-on, 25 p. 100. En même temps, ces puissants *landlords* ont fait faire à leurs frais d'immenses travaux de drainage et autres, sous la condition ordinaire du 5 p. 100. A la faveur de ces améliorations, et sous la condition d'une division des trop grandes fermes, comme dans le Wiltshire, l'équilibre finira par se rétablir.

CHAPITRE XIX.

LE PAYS DE GALLES ET LES ILES.

Ici finit notre tour d'Angleterre, de cette portion souveraine des trois royaumes, cette île *sceptrée*, comme dit Shakespeare, *cette pierre précieuse enchâssée dans la mer d'argent* :

This royal throne of kings, this scepter'd isle,

This precious stone set in the silver sea.

Avant de passer à l'Écosse et à l'Irlande, je ne dirai que quelques mots des pays annexes, comme la principauté de Galles et les îles. Le pays de Galles est cette presque île hérissée de montagnes qui s'étend, entre les embouchures de la Severn et de la Mersey, sur une étendue d'environ 2 millions d'hectares, et qui, fort analogue aux comtés de Cumberland et de Westmoreland, rappelle même, dans quelques parties, les pics les plus inaccessibles de la haute Écosse. Partout ailleurs un pareil pays serait à peu près abandonné par les hommes; mais il abonde, comme la plupart des pays de montagnes, en richesses minérales, et l'exploitation de ses mines et carrières par les capitaux anglais a suffi pour y créer un développement relatif.

Sous le rapport agricole, la presque île galloise peut se

diviser en trois régions distinctes : la bonne, qui comprend les comtés de Flint, d'Anglesea, de Denbigh et de Pembroke; la médiocre, qui comprend ceux de Glamorgan, Caermathen, Montgomery et Caernarvon; la mauvaise, qui comprend ceux de Cardigan, Radnor, Brecon et Merioneth. Dans le comté de Flint, le meilleur de tous, la rente atteint la moyenne de l'Angleterre, 75 francs par hectare; dans celui de Merioneth, le plus stérile, elle tombe à 15 francs. La moyenne générale de la principauté doit être égale à peu près à celle de la France, bien que le sol et le climat soient incomparablement inférieurs. La population suit à peu près la même proportion. La moyenne est d'une tête humaine pour 2 hectares. Si les parties montagneuses peuvent compter parmi les plus inhabitées de l'Europe, les parties basses sont aussi peuplées que les comtés anglais voisins; les déserts même ont fait depuis cinquante ans d'assez grands progrès comme culture; la terre y vaut de 500 à 1,000 francs l'hectare, autant que dans la moitié de la France.

C'est encore et toujours le bétail qui permet de tirer parti à ce point d'un sol si ingrat. Dans la région cultivable, l'assolement quadriennal s'étend chaque jour, et les races perfectionnées de l'Angleterre se naturalisent; dans les contrées incultes et abruptes, on trouve des espèces à demi sauvages de bœufs, de moutons et de chevaux, petites de taille, mais sobres et vigoureuses, qui savent chercher leur nourriture au milieu des rochers et des précipices. La viande des bœufs et des moutons gallois est très-estimée, la seule île d'Anglesea importe tous les ans en Angleterre des milliers de ces animaux, qui traversaient autrefois le détroit à la nage, et dont on constate

aujourd'hui le passage sur le pont de Menai. Les petits chevaux gallois ne sont pas moins recherchés.

Jusqu'à ces derniers temps, la condition générale de la population dans le pays de Galles a laissé beaucoup à désirer. Quoique réunie depuis longtemps à l'Angleterre, cette principauté avait conservé sa langue distincte et son génie particulier. Les Gallois appartiennent, avec les Irlandais, à la race celtique, et comme s'il ne suffisait pas de cette origine pour les séparer profondément des Saxons, l'âpre configuration de leur sol achevait de les isoler. L'antique barbarie s'est maintenue longtemps parmi eux ; les efforts des Anglais pour travailler à leur assimilation ont eu souvent, comme en Irlande, un résultat opposé.

La coutume appelée *gavelkind* était la loi primitive du pays, c'est-à-dire que les terres se partageaient par égales portions entre les mâles : cette législation avait couvert le sol de petits propriétaires pauvres. Il y a deux siècles environ, le gouvernement anglais a cru faire acte de bonne politique en introduisant le droit d'aînesse et en implantant artificiellement la grande propriété. Ces sortes de transformations, quand elles ne sont pas le produit libre et naturel des faits, sont toujours difficiles. Le progrès de la culture a été plutôt retardé qu'avancé par cette réforme prématurée ; le système du fermage a eu beaucoup de peine à prendre, faute de capitaux et de lumières. La population dépossédée est tombée dans une pauvreté plus grande encore, des passions violentes ont fermenté dans son sein et se sont fait jour de temps en temps par de terribles explosions. A l'apparition du chartisme, le pays de Galles a été une de ses forteresses, et l'insurrection de paysans de 1843, bien connue sous le nom original de

Rebecca et ses filles, montre que le mal s'est perpétué jusque bien près de nous.

Des hommes barbouillés de noir, sous la conduite d'un chef déguisé en femme, qu'on appelait *Rebecca*, apparaissaient tout à coup la nuit sur les points les plus éloignés, brûlant les barrières des routes, démolissant les *work-houses* et menaçant dans leurs demeures les propriétaires et fermiers. D'autres fois, la prétendue femme-chef prenait le nom de *miss Cromwell*, fille aînée de *Rebecca*, et sous ce nom redouté, résurrection confuse des vieux souvenirs révolutionnaires, se signalait par les mêmes exploits que sa biblique mère. L'Angleterre s'amusa d'abord de ces scènes, moitié terribles, moitié grotesques, qui avaient de grandes analogies avec l'insurrection des *demoiselles* dans nos Pyrénées, il y a quelque vingt ans. La terreur devint cependant si grande et si générale parmi ceux qui avaient quelque chose à perdre, qu'il fallut envoyer des troupes et nommer une commission d'enquête. Le calme se rétablit peu à peu, moitié de gré, moitié de force; mais l'enquête révéla des faits pénibles, qui témoignaient d'une véritable détresse parmi les populations agricoles.

Voulez-vous savoir ce que c'est que *Rebecca*? répondaient les paysans gallois quand on les interrogeait sur leur chef; *Rebecca*, c'est la misère. Et en effet *Rebecca* n'était pour eux que l'expression symbolique de leurs griefs contre la domination anglaise. Partout dans leurs réponses on sent percer le ressentiment vague d'une nationalité opprimée. Tantôt c'est l'Église anglicane dont les dîmes les écrasent, tantôt c'est le propriétaire anglais, le régisseur anglais, qu'ils regardent comme des étrangers

vivant à leurs dépens. On y retrouve un écho affaibli des plaintes de leurs frères les Irlandais. Il eût mieux valu respecter leurs coutumes nationales, leur laisser leurs petites propriétés, comme on a sagement fait ailleurs, et renoncer à importer parmi eux l'organisation anglaise.

Heureusement le progrès continu de l'exploitation des mines et carrières a fini par atténuer ces souffrances, en donnant de l'occupation aux bras surabondants ; le pays de Galles fournit maintenant à lui seul le tiers environ du fer produit par la Grande-Bretagne, et le fer n'est qu'une partie de son immense extraction minérale. Des voies de communication perfectionnées, et parmi elles deux chemins de fer, ont fini par percer ce massif de montagnes et par y ouvrir des courants d'importation et d'exportation. L'industrie agricole est devenue possible ; le salaire, qui était tombé aussi bas qu'en Irlande, s'est relevé. Tout n'est pas fait sans doute, et les cantons les plus reculés cachent encore bien des misères ; mais l'assimilation s'accomplit rapidement. L'île druidique d'Anglesea, ce dernier refuge de la religion et de la nationalité celtes, est maintenant réunie à la grande île par deux ponts, dont l'un, le célèbre pont-tube, véritable merveille de l'industrie moderne, fait partie du chemin de fer de Londres à Dublin. Partout se font sentir les signes d'une révolution bienfaisante. Tout s'améliore, même les races d'animaux les plus rudes et les plus agrestes. Ces moutons à la laine mêlée de poils, aux cornes droites, aux mœurs farouches, qui tenaient le milieu entre le mouton et le chamois, et qui donnaient tout au plus 10 ou 12 kilos de viande nette, augmentent peu à peu de poids et perdent leur jarre, soit par des croisements avec des races écos-

saises, soit par de simples perfectionnements dans leur régime ; à leur tour, les bœufs et les chevaux gagnent de la taille et du volume sans perdre de leur rusticité. Un dernier pas reste à faire : la plupart des pâturages de montagne sont encore communaux, c'est-à-dire absolument négligés. Le jour où ils cesseront de l'être, le problème sera tout à fait résolu.

Dans ses rapports avec l'Angleterre, le pays de Galles est un mélange d'Écosse et d'Irlande : pendant longtemps le mauvais côté, le côté analogue à l'Irlande, a prévalu ; c'est décidément le bon, le côté semblable à l'Écosse, qui l'emporte.

La presqu'île de Bretagne, qui forme chez nous le pendant du pays de Galles, a beaucoup moins de montagnes ; elle contient en outre des ports considérables, comme Brest et Lorient, Nantes et Saint-Malo, qui ont manqué jusqu'ici à la presqu'île galloise¹ ; sa population est proportionnellement deux fois plus nombreuse, et son développement agricole plus actif, au moins dans les trois quarts du pays. La comparaison tourne donc à notre avantage sur ce point ; la cause en est dans la différence de rudesse du sol. La Bretagne doit aussi une partie de cette supériorité à une culture que je m'étonne de ne point voir plus répandue en Angleterre, celle du sarrasin. Ces cinq départements en produisent à eux seuls de quatre à cinq millions d'hectolitres, autant que de froment, et ce grain y sert beaucoup à la nourriture des hommes. Il en est de même dans plusieurs parties de l'Europe, notamment dans les Pays-Bas.

¹ Le port de Milford-Haven, qui paraît destiné à un grand avenir, commence à peine à être fréquenté.

Bien que le sarrasin soit accusé, peut-être avec raison, d'exercer sur le cerveau une action fâcheuse, quand il forme la base principale de l'alimentation, il offre une ressource précieuse, comme supplément, soit pour les hommes, soit pour les animaux; et sa culture est de celles qui réussissent le mieux dans les sols granitiques, légers et pauvres, pour peu que l'été soit humide et l'automne sans gelée. Tout annonce que le sol et le climat d'une grande partie de l'Angleterre et du pays de Galles, seraient très-favorables à cette plante; on ne la cultive pourtant que par exception, pour nourrir les faisans qui en sont très-friands, et quelquefois pour l'enfouir en vert, car c'est un des meilleurs engrais verts connus. Quelques agronomes en ont recommandé la propagation, entre autres Rham, dans son excellent *Dictionnaire de la ferme*, mais jusqu'ici sans beaucoup de succès. Si quelque praticien hardi et habile s'en empare pour faire l'expérience en grand, nous verrons quelque jour un succès retentissant nous arriver de l'autre côté de la Manche.

Nous apprendrons alors ce qu'on sait déjà dans quelques-unes de nos provinces, comme la Bretagne et une partie de la Normandie, mais ce qu'on ne sait guère que là, tout le parti qu'on peut tirer de cette culture qui n'occupe la terre que pendant trois mois, et qui conséquemment figure au premier rang parmi les cultures dérobées, qui s'accommode de tous les terrains, n'exige que peu d'engrais, n'épuise presque pas le sol, l'entretient parfaitement propre par la rapidité de sa végétation, et qui cependant rapporte en général cinquante pour un, et peut aisément s'élever jusqu'au double; le maïs lui-même, quoique bien plus épuisant, ne donne pas davantage.

L'analyse chimique démontre que la farine de sarrasin est au moins aussi nourrissante que celle de froment, poids pour poids, et on connaît aujourd'hui des procédés de mouture qui lui enlèvent son âpreté.

Il est aussi, parmi les espèces domestiques, un animal fort peu en faveur à cause de ses instincts capricieux et destructeurs, mais qui mériterait d'être mieux apprécié pour sa fécondité, et qui paraît fait pour des régions comme le pays de Galles ; c'est la chèvre. Les dernières statistiques nous apprennent que le nombre des chèvres s'accroît rapidement en Irlande, je n'en suis pas surpris. Outre que la chèvre met bas ordinairement deux petits, tandis que la brebis n'en produit qu'un, outre qu'elle est d'un tempérament plus robuste et moins sujet à toute sorte de maladies, elle donne en abondance, quand elle est bien nourrie, un lait extrêmement riche qui peut être converti en excellents fromages. En France, où toutes les industries agricoles sont connues, quoique trop peu répandues, des cantons entiers tirent de la chèvre leur principale richesse ; tel est le mont d'Or, près Lyon, où une chèvre rapporte autant qu'ailleurs une vache. A mesure que la population fera des progrès, je ne doute pas que la chèvre ne soit mieux jugée ; il faut seulement apprendre à la bien conduire et renoncer pour elle à cet état presque sauvage qui la rend plus chère aux bergers de Théocrite et de Virgile qu'aux agronomes et aux cultivateurs. Tous les dons de la Providence sont bons, quand ils sont mis à leur place et exploités avec art ; la place de la chèvre est dans les montagnes stériles où l'on peut multiplier, pour la nourrir, les arbrisseaux fourragers, à moins qu'elle ne soit, comme au mont d'Or, soumise à la stabulation la plus stricte,

La civilisation tend à rendre égaux en valeur les terrains les plus inégaux en apparence. Les plus mauvais peuvent beaucoup produire, pourvu qu'on ne leur demande que ce qu'ils sont susceptibles de porter. La constante préoccupation des cultivateurs est la production des céréales ; à ce compte, il y a beaucoup de terrains qui ne peuvent pas donner de revenu, car les céréales y coûtent plus cher qu'elles ne valent. Mais les céréales ne sont pas tout. Nous obtenons en France, avec la vigne, sur des sols impropres au blé, des résultats égaux ou même supérieurs à ceux des terres les plus fromentales ; sur d'autres points, le pin à résine permet de tirer un merveilleux parti des sables les plus arides, le riz utilise des marais, etc. L'art consiste à trouver ce qui convient aux sols les plus divers ; il y a longtemps que Virgile l'a dit dans ses *Géorgiques* :

Nec vero terræ ferre omnes omnia possunt.

Les petites îles qui dépendent de l'Angleterre prennent leur part de la prospérité générale. On dit assez de bien de l'état agricole de l'île de Man, située au milieu du canal de Saint-George, entre l'Angleterre et l'Irlande, et qui a formé autrefois un royaume à part. Quoique très-montagneuse, elle nourrit 50,000 habitants, sur une étendue totale d'environ 60,000 hectares, dont la moitié seulement susceptible de culture, et fournit encore un excédant de blé, d'orge et de bétail pour l'exportation. A l'industrie agricole, les habitants joignent les produits de la pêche, de la navigation, et l'exploitation des mines. La plus grande partie du sol appartient à des petits proprié-

taires ou *yeomen* qui cultivent eux-mêmes. Cette division de la propriété et de la culture est très-ancienne dans l'île de Man ; là du moins le gouvernement anglais a eu le bon esprit de ne pas la combattre.

Mais le triomphe de la petite propriété et de la petite culture, c'est comme j'ai déjà eu occasion de le dire, l'île de Jersey, qui touche à nos côtes. L'extrême richesse de cette petite île, qui n'a pas plus de 16,000 hectares et qui contient une population de 57,000 âmes, peut être attribuée en partie aux grandes dépenses qu'y a faites de tout temps le gouvernement anglais pour la défendre contre nous ; mais la France aussi fait d'énormes dépenses dans l'île de Corse, qui a bien d'autres ressources naturelles que Jersey, et cette île est restée pauvre et improductive malgré ce qu'elle nous coûte. La population est douze fois plus condensée à Jersey qu'en Corse, et elle jouit d'une bien plus grande aisance. Guernesey et Aurigny rivalisent presque avec Jersey ; ce n'est pas sans raison qu'on les compte toutes trois parmi les plus beaux joyaux de la couronne britannique.

Nulle part, la différence actuelle entre un pays français et la plupart des pays anglais ne ressort plus péniblement qu'en comparant l'île de Jersey aux côtes françaises qui lui font face. Elle surgit à l'entrée d'un golfe dont les deux bras sont formés d'un côté par le département de la Manche et de l'autre par celui des Côtes-du-Nord. Climat, sol, produits, race d'hommes, tout se ressemble. Ces deux départements figurent parmi les plus prospères de France ; celui de la Manche occupe le huitième rang sur quatre-vingt-six, et celui des Côtes-du-Nord le douzième, comme densité de population et de richesse ; et cependant, quand

Jersey compte plus de trois habitants par hectare, la Manche et les Côtes-du-Nord n'en comptent qu'un; la même disproportion se fait remarquer, soit dans le produit brut, soit dans le produit net des cultures. Bien évidemment cette fois, le contraste ne peut être attribué à la grande propriété et à la grande culture, puisque le sol est bien plus divisé à Jersey que chez nous : il faut reconnaître que les véritables causes sont ailleurs.

Ce coin de terre a joui sans interruption depuis plusieurs siècles d'une indépendance à peu près complète, et par suite, des deux plus grands biens de ce monde, la paix et la liberté; il n'a connu ni le mauvais gouvernement, ni les révolutions, ni les guerres, qui ont arrêté si souvent l'essor de ses voisins de France : il a été plus favorisé sous ce rapport que l'Angleterre elle-même.

Avec une pareille histoire, tout aurait prospéré. Le développement local, livré à lui-même, a pris la forme de la petite propriété et de la petite culture; mais il aurait pu en prendre d'autres, qui auraient réussi également. Je crois cependant que, par d'autres voies, ces îles seraient difficilement parvenues à nourrir une pareille population. Dès que le capital ne leur manque pas, la petite propriété et la petite culture deviennent pour ainsi dire productives à l'infini. Un grand empire ne pourrait être organisé tout à fait ainsi, il y faut une plus grande variété de conditions humaines. Ces îles n'ont ni à se gouverner, ni à se policer, ni à se défendre; elles n'ont qu'à être heureuses, et elles le sont : bonheur petit et monotone, sans doute, mais antique et digne de respect. Elles n'ont brillé ni par les arts, ni par la politique, ni par la guerre; leur rôle est plus modeste. Ruches industrieuses et paisibles,

elles montrent ce que peut à la longue le travail sans entraves.

Dans son *Plaidoyer en faveur des paysans propriétaires*, M. William Thornton insiste beaucoup, et avec raison, sur cet état agricole et social. M. Mill, dans ses *Nouveaux éléments d'économie politique*, s'associe à M. Thornton. Toute une école s'est formée depuis quelque temps en Angleterre en faveur de la petite propriété et de la petite culture. Je suis heureux de voir ces idées se répandre dans la patrie d'Arthur Young. Pourvu que cette réaction n'aille pas trop loin, et on peut se fier aux Anglais sous ce rapport, elle ne peut porter que de bons fruits. Même à Jersey, si la population agricole est nombreuse, la population non agricole l'est encore plus.

Quoique le sol de Jersey soit granitique et maigre, l'aspect de l'île est ravissant; on dirait une forêt d'arbres fruitiers, entrecoupée de prairies et de petits champs cultivés, avec une foule d'habitations charmantes, tapissées de vignes vierges, et des sentiers qui serpentent sous les ombrages. David Low remarque que le morcellement du sol, qui semblerait devoir être infini à la suite de tant de générations, dans une île si petite et si peuplée, s'est limité de lui-même, par des arrangements pris dans les familles pour l'arrêter quand il devient onéreux; cet exemple doit rassurer ceux qui craignent de voir le sol français tomber en poussière.

CHAPITRE XX.

L'ÉCOSSE.

L'Écosse est un des plus grands exemples qui existent au monde de la puissance de l'homme sur la nature. Je ne connais que la Hollande qui puisse rivaliser ; la Suisse elle-même n'offrait pas d'aussi grands obstacles à l'industrie humaine. Ce qui ajoute encore à la merveille de ce développement de prospérité sur un sol si ingrat, c'est qu'il est tout récent. L'Écosse n'a pas les mêmes précédents que l'Angleterre. Il y a seulement un siècle, c'était encore un des pays les plus pauvres et les plus barbares de l'Europe. Les derniers restes de l'antique pauvreté n'ont pas tout à fait disparu, mais on peut affirmer que, dans l'ensemble, il n'y a pas aujourd'hui sous le ciel de région mieux ordonnée.

Sa production totale a décuplé dans le cours de ce siècle. Les produits agricoles ont à eux seuls augmenté dans une proportion énorme. Au lieu des disettes périodiques qui la dévastaient autrefois, et dont l'une surtout, celle de 1693 à 1700, qui a duré sept ans entiers, a laissé le plus formidable souvenir, les denrées alimentaires s'y produisent avec une abondance qui permet tous les ans une immense exportation. L'agriculture écossaise est aujourd'hui supérieure à l'agriculture anglaise elle-même,

au moins dans quelques parties; c'est en Écosse que les cultivateurs envoient surtout leurs enfants comme apprentis dans les fermes-modèles; les meilleurs livres d'agriculture qui aient paru dans ces derniers temps ont été publiés en Écosse; et quand les propriétaires anglais veulent avoir un bon régisseur, *bailiff*, c'est en Écosse qu'ils vont le chercher.

L'Écosse, avec les îles adjacentes, forme une étendue totale de 19 millions d'acres anglais ou 7,600,000 hectares, dont les trois quarts absolument incultivables; ceux-ci se trouvent pour la plupart dans les *Highlands* et les îles qui en dépendent, comme les Hébrides et les Shetland. Les 2 millions et demi d'hectares cultivés peuvent se décomposer ainsi :

Prés et pâtures.	1,000,000 hectares.
Avoine.	500,000
Orge.	200,000
Froment.	150,000
Turneps.	200,000
Trèfle.	200,000
Pommes de terre.	100,000
Jachères.	100,000
Cultures diverses.	50,000
TOTAL.	2,500,000 hectares.

L'étendue de la sole d'avoine est due aux *Highlands*, qui ne récoltent presque pas d'autre grain; dans les *Lowlands*, l'assolement quadriennal est généralement suivi. Le produit brut moyen de chaque culture par hectare étant à peu près le même qu'en Angleterre, l'ensemble de la production végétale destinée à l'alimentation de l'homme, en y comprenant l'avoine, qui forme en effet

la base de la nourriture nationale, peut être évalué à 8 millions sterling, ou 200 millions de francs ; la production animale doit être de 300, ce qui porte à 500 millions le produit total. La population étant de 2,600,000 âmes, c'est une moyenne de 200 francs par tête, comme en Angleterre, tandis qu'en France la moyenne n'est que de 140, et la réduction de 20 p. 100 se trouve ici moins à sa place, les prix écossais se rapprochant beaucoup des prix français.

Comment l'Écosse est-elle arrivée si rapidement à ce beau produit, malgré l'infertilité naturelle de son sol et de son climat ?

La propriété y est encore moins divisée qu'en Angleterre, et l'usage des substitutions plus strict et plus général. On estime à 7,800 le nombre total des propriétaires, ce qui donnerait une moyenne de 1,000 hectares par propriété ; mais ce sont les *Highlands* qui élèvent à ce point la moyenne, puisqu'on y trouve des domaines de 100,000, 200,000 et même 300,000 hectares ; dans les *Lowlands*, la division devient infiniment plus grande ; la moyenne des propriétés tombe à 500 acres ou 200 hectares. Le duc de Buccleugh est le plus grand propriétaire de cette partie de l'Écosse ; son palais de Dalkeith domine un des plus beaux pays de culture. Les autres grands seigneurs écossais, comme les ducs de Sutherland, d'Athol et d'Argyle, le marquis de Breadalbane, etc., ont pour la plupart leurs terres dans les montagnes. Quand ces grandes fortunes ont été déduites, on trouve que les trois quarts des propriétaires écossais ont en moyenne de 10 à 12,000 francs de rente environ. Les deux tiers de l'étendue du sol, produisant un tiers environ de la rente

totale, sont entre les mains des grands propriétaires ; un tiers seulement de la superficie, mais qui produit à elle seule les deux tiers de la rente, appartient à l'autre catégorie. La petite propriété, sans être tout à fait inconnue, est moins répandue que partout ailleurs, moins même qu'en Angleterre. En somme, l'exemple de l'Écosse est favorable à la grande propriété.

Pour la culture, c'est plutôt le contraire. On y compte environ 53,000 fermiers, dont chacun paye en moyenne 90 livres sterling ou 2,250 francs de loyer : c'est, comme on voit, plutôt de la petite ou au moins de la moyenne culture que de la grande. La moyenne des fermes en Angleterre est juste du double, c'est-à-dire de 4,500 francs de rente. Il y a dans les *Highlands* des fermes de plusieurs milliers d'hectares, mais en même temps on en trouve beaucoup dans les basses terres qui n'en ont pas plus de 25, et des milliers d'hectares, dans les montagnes désertes du nord, ne rapportent pas toujours autant, soit au propriétaire, soit au fermier, que 25 dans les plaines fertiles d'Édimbourg et de Perth.

Le mode habituel de tenure est très-supérieur à la tenure anglaise. Les baux annuels sont inusités, presque tous les fermiers ont des baux de dix-neuf ans. Cette différence essentielle tient à plusieurs causes. D'abord les propriétaires écossais attachent moins d'importance que les Anglais à avoir leurs fermiers sous la main, pour exercer sur leur vote une influence décisive dans les élections, les partis, les intérêts et les ambitions politiques ayant parmi eux beaucoup moins de vivacité. Ensuite, le développement agricole de l'Écosse étant beaucoup plus moderne, la tradition des fermiers *at will* n'a pas eu le

temps de s'établir, et la combinaison la meilleure, celle des longs baux, a pu prévaloir dès le début. Nous avons vu que les baux annuels n'ont pas nui beaucoup à la prospérité agricole de l'Angleterre ; il est probable cependant que, si l'usage contraire s'était introduit, le progrès eût été encore plus grand ; c'est ce que nous pouvons inférer de l'exemple de l'Écosse, où l'usage des longs baux a créé en peu d'années, malgré la pauvreté et l'ignorance primitives, une classe de fermiers égale, sinon supérieure, à celle que les siècles ont formée en Angleterre.

Les fermiers écossais, si généralement misérables il y a cent ans, n'ont pas encore tout à fait autant de capitaux que les Anglais. Quand le capital d'exploitation est en Angleterre de 3 à 400 francs par hectare, il n'est que de 2 à 300 francs dans les *Lowlands*, et dans les *Highlands*, de 20 à 30. Les Écossais rachètent cette infériorité par un plus grand esprit d'économie et par un labeur personnel plus rude et plus assidu ; les fermiers travaillent plus généralement par eux-mêmes. Leur capital va d'ailleurs en s'accroissant vite. Outre que l'épargne est chez eux héréditaire, ils ont une plus grande part proportionnelle dans la distribution des produits. Lorsqu'en Angleterre le profit de l'exploitant ne dépasse pas la moitié de la rente, en Écosse il atteint habituellement les deux tiers, et approche même de l'égalité. Ce phénomène est particulier à l'Écosse, et forme un des traits les plus caractéristiques de son économie rurale. Cette proportion, si favorable au progrès de la culture, est due en grande partie aux longs baux qui ne permettent pas aux propriétaires d'entrer aussi souvent dans le partage des fruits qu'avec les baux

annuels. On peut aussi en faire honneur à l'esprit de modération et de sagesse des propriétaires écossais, qui, ayant moins de besoins de luxe et de dépense que les propriétaires anglais, peuvent être moins exigeants pour leurs rentes. Au fond, et ils l'ont heureusement compris, ce n'est qu'une épargne qu'ils font pour l'avenir, car la richesse du cultivateur fait la richesse de la terre.

La supériorité du système écossais se manifeste encore par plus d'un côté. Ainsi, en Angleterre et en Irlande, la possession d'un bail est considérée par la loi comme une propriété personnelle ou mobilière, et par conséquent divisible par portions égales entre les héritiers à la mort du père de famille. En Écosse, la possession d'un bail est considérée comme une propriété réelle ou immobilière, et comme telle dévolue tout entière à l'aîné, ce qu'on appelle l'héritier légal, *heir at law*. Le système contraire a eu en Irlande des suites désastreuses, et, bien qu'il ne soit pas la principale cause du mal, il en a été sans aucun doute un des principaux instruments. Le droit écossais n'a pas eu précisément pour résultat de généraliser dans le pays la grande culture, puisqu'elle y est plutôt l'exception que la règle, mais il a contribué à arrêter sa trop grande division et à développer l'esprit d'industrie. Les enfants puînés d'un fermier savent d'avance qu'ils n'ont aucun droit sur le bail de leur père, et ils cherchent ailleurs leurs moyens d'existence. De son côté, le fils aîné se prépare de bonne heure à recevoir l'héritage qui l'attend, et à le faire fructifier. C'est une application nouvelle et ingénieuse du droit d'aînesse aux choses du sol. Le mouvement naturel qui, dans une société en progrès, doit écartier de la terre et porter vers d'autres industries

le surcroît de population, est favorisé. Sans cette loi, la tendance à la division aurait pu être un danger pour l'Écosse, ce qui n'existe pas en Angleterre où les idées et les conventions tendent plutôt vers l'excès contraire.

Dans la plupart des baux écossais, surtout quand il s'agit de fermes à céréales, la rente n'est pas une somme fixe, payable quoi qu'il arrive, mais qui varie en tout ou en partie, d'après le prix courant du grain, c'est-à-dire qu'elle représente une redevance en nature à convertir en argent au prix du marché, avec l'indication d'un *maximum* et d'un *minimum* qui ne peuvent être dépassés dans les années de disette ou d'abondance. De cette façon, le fermier est garanti contre les brusques variations dans le prix des denrées et dans la valeur de l'argent. Cette clause se répand en Angleterre depuis la dernière crise; elle y est considérée comme un progrès sur la rente fixe.

Enfin on supprime tout pot-de-vin, toute dépense extraordinaire à l'entrée d'un fermier, toute indemnité au fermier sortant, ce qu'on appelle en Angleterre le *tenant right*. Je traiterai bientôt avec détail cette grande question du *tenant right* à propos de l'Irlande; qu'il me suffise de dire ici qu'en Écosse l'opinion est fixée; on évite avec soin tout ce qui peut imposer une charge inutile au fermier entrant et diminuer le capital dont il dispose. L'époque annuelle du renouvellement des baux est généralement fixée à la Pentecôte, c'est-à-dire au moment le plus favorable pour que les semailles aient le temps de se faire dans de bonnes conditions.

Tout ce qui tient à la théorie des baux n'a été nulle part l'objet d'études aussi approfondies. On peut dire que, sous ce rapport, on est arrivé à la perfection. En

Angleterre, on a pu se passer de cette recherche, le temps et la richesse générale ont tenu lieu de tout; mais en Écosse où l'on avait besoin d'aller vite et où l'on commençait avec peu de chose, il a bien fallu se préoccuper des conditions les plus favorables au développement de la production. Tout est dirigé vers un but unique, la formation du capital des fermiers. Ce n'est pas en Angleterre, c'est en Écosse qu'il faut aller chercher des modèles, quand on entreprend d'introduire le bail à ferme dans un pays où il n'existe pas, et de transformer des cultivateurs ignorants et pauvres, des métayers, des bordiers, des domestiques à gages, en fermiers intelligents et aisés. Le système écossais ne sera malheureusement pas du goût de tout le monde, car il repose sur une série de sacrifices de la part des propriétaires : longueur des baux, modération des rentes, payement en nature; mais il faut bien donner au cultivateur qui n'a rien les moyens de gagner quelque chose, et l'expérience a prouvé que ces sacrifices étaient parfaitement entendus. La rente est déjà, en moyenne, presque aussi élevée dans les bonnes parties de l'Écosse qu'en Angleterre, il y a même des points où elle monte plus haut, et l'intérieur de ces fermes, autrefois si pauvre, offre aujourd'hui un air frappant d'aisance.

A l'excellente constitution des baux est venue se joindre une autre cause de progrès qui n'existe pas non plus au même degré en Angleterre, la meilleure organisation connue des moyens de crédit.

Les Anglais font depuis longtemps un grand usage du crédit, et l'ancienne existence des banques parmi eux est un des principaux éléments de leur puissance; mais, pré-

eisement parce qu'elle est ancienne, l'organisation de ces banques est imparfaite à beaucoup d'égards, l'abondance des capitaux supplée jusqu'à un certain point à ce qui leur manque. Il y a d'ailleurs en Angleterre une ardeur de spéculation et de dépense qui pourrait rendre dangereuse une plus grande extension de cet instrument, si actif pour le mal comme pour le bien. En Écosse, le sang-froid, l'exactitude, la sobriété, le génie du calcul, sont des qualités si nationales, que le système de crédit le plus large a pu s'établir sans inconvénients et porter les fruits les plus magnifiques. Ce n'est pas pour rien que l'Écosse est la patrie d'Adam Smith; tous les compatriotes de ce grand homme sont plus ou moins imprégnés de son esprit sage et positif; nulle part on ne sait mieux compter. Les banques écossaises existaient déjà du temps de Smith; lui-même décrit avec soin leur mécanisme, et c'est à leur propos qu'il a fait cette comparaison si souvent répétée : « L'or et l'argent qui circulent dans un pays peuvent se comparer à un grand chemin qui, tout en servant à faire arriver au marché les grains et les fourrages, ne produit cependant pas un grain de blé par lui-même. Les opérations d'une banque sage, *en ouvrant en quelque sorte un chemin dans les airs*, permettent au pays de convertir ses routes en pâturages et en terres à blé, et d'augmenter ainsi les produits de son territoire. »

Voici quelle est en gros l'organisation des banques d'Écosse : il y en a dix-huit en tout, dont sept au capital d'un million sterling et au delà, qui ont leur chef-lieu dans les villes principales, et qui couvrent tout le pays de leurs comptoirs ou *branches*; il n'y a pas de canton, si petit et si reculé qu'il soit, qui n'ait au moins une *branche*; on en

compte plus de quatre cents, réparties sur toute la surface de l'Écosse, ou une par six mille âmes de population; il en faudrait six mille en France pour en avoir autant en proportion. Ces banques émettent toutes du papier de circulation, payable en espèces et à vue, et reçu avec une telle confiance, que tout le monde préfère les billets de banque à la monnaie métallique, même pour les plus petits paiements. La monnaie proprement dite a été presque complètement exclue de la circulation; on ne suppose pas qu'il y ait dans toute l'Écosse plus de 10 ou 12 millions de francs de numéraire. Si avancée qu'elle soit, l'Angleterre n'en est pas encore là, ni pour le nombre des banques, ni pour la confiance qu'elles inspirent.

On n'a jamais vu en Écosse de ces demandes subites de remboursement qu'on appelle *courses sur les banques*, *run on the bank*, si fréquentes en Angleterre et surtout en Irlande. Outre l'habitude, qui a une si grande puissance sur les hommes, et qui, lorsqu'un signe est universellement admis dans les transactions journalières, en soutient naturellement la valeur; outre le calme distinctif de l'esprit national, qui ne se laisse pas facilement alarmer, cette sécurité merveilleuse a des causes profondes. Non-seulement, suivant la loi anglaise, tous les actionnaires d'une banque sont tenus solidairement des obligations de la banque jusqu'à la totalité de leur fortune personnelle; mais l'émission des billets a été bornée depuis 1845 par la loi, et avant 1845 par l'usage, au tiers environ du capital, à moins d'un encaisse en numéraire toujours disponible, qui représente le surplus; et les banques, étant obligées de se rembourser réciproquement, deux fois par semaine, leurs billets à présentation, exer-

cent les unes sur les autres un contrôle qui rend impossible tout excès d'émission.

Le crédit des banques ainsi établi, voici l'usage qu'elles en font, et c'est en ceci surtout qu'elles sont utiles : elles reçoivent à titre de dépôt toute somme au-dessus de 10 livres sterling ou 250 francs, et, bien que ces dépôts puissent être retirés à volonté, elles en payent l'intérêt à 2 1/2 ou 3 p. 100. Personne n'a d'argent chez soi ; chacun a son compte à la banque voisine, où l'on verse et où l'on puise successivement au fur et à mesure de ses dépenses et de ses recettes. On ne saurait croire combien cette coutume est favorable à l'esprit d'économie dans toutes les classes de la société. Les domestiques et les ouvriers ont, comme leurs maîtres, leur compte à la banque dès qu'ils ont pu réunir 10 livres sterling.

L'excédant habituel de ces comptes courants ne reste pas inactif ; les banques le prêtent à ceux qui leur présentent des garanties suffisantes, à 4 ou 5 p. 100. Indépendamment des escomptes ordinaires du papier de commerce, quiconque est connu pour un homme intelligent, laborieux et honnête, et se présente accompagné de deux cautions solvables, peut obtenir l'ouverture d'un crédit proportionné à la confiance qu'il mérite, ce qu'on appelle un compte de caisse, *cash account*. Ces crédits à découvert ne s'élèvent pas, pour toute l'Écosse, à un chiffre énorme ; on les évalue de 4 à 6 millions sterling, ou de 100 à 150 millions de francs ; ceux qui en obtiennent font tous leurs efforts pour s'acquitter, et leurs cautions ont soin d'y veiller, de sorte que le personnel de ces débiteurs change sans cesse ; mais cette somme flottante de 100 à 150 millions, répartie sur tous ceux qui commencent avec un faible ca-

pital, a eu les conséquences les plus heureuses sur le développement industriel et agricole, et tel est le choix que font les banques de ceux à qui elles accordent cette faveur, que bien peu d'entre eux manquent à leurs engagements.

Cet admirable mécanisme produit une facilité incroyable dans les transactions. Les ventes et achats de quelque importance se soldent par de simples virements, une émission très-peu considérable de billets suffit aux besoins de la circulation la plus active. L'agriculture en profite comme l'industrie. On peut dire que l'argent ne manque jamais, dans une proportion raisonnable, à la spéculation, même agricole. Chacun se fait un point d'honneur de n'en point abuser, ce qui maintient ce crédit universel. Tout le monde se connaît d'ailleurs dans ces petites bourgades, dont chacune a son comptoir; tout se passe au grand jour, sous une surveillance réciproque, et quand un fermier emprunte à la banque, on sait pourquoi. Ces banques prêtent même sur hypothèque, mais rarement et toujours à court terme, bien qu'elles soient couvertes par la forme énergique de l'hypothèque anglaise ou *mortgage*, qui n'est pas autre chose que notre vente *à réméré*. Les prêts hypothécaires ont une utilité moins immédiate pour l'agriculture en Écosse et en Angleterre qu'en France, parce que la culture y est plus généralement séparée de la propriété; ils ont cependant leur importance à cause des avances que le propriétaire est souvent obligé de faire pour des améliorations foncières, et sous cette forme comme sous toute autre, l'argent abonde à de bonnes conditions; ce sont surtout les sociétés d'assurances sur la vie qui prêtent sur hypothèque dans le Royaume-Uni.

En même temps, tous les moyens de répandre les bon-

nes méthodes sont au moins aussi usités en Écosse qu'en Angleterre. La Société d'agriculture d'Écosse, *Highland and agricultural Society of Scotland*, date de 1784 ; elle a précédé d'un demi-siècle la formation de la Société royale d'Angleterre. Elle se compose de près de 3,000 membres ; la souscription annuelle est de 30 francs, et peut être rachetée par un seul paiement, qui varie, suivant les cas, de 2 à 300 francs. Le président actuel est le duc de Roxburgh ; les ducs de Buccleugh, de Sutherland, d'Hamilton, de Montrose, etc., en ont rempli successivement les fonctions. Les vice-présidents sont lord Aberdeen, lord Breadalbane, lord Dalhousie, lord Douglas, etc. La société distribue par an une foule de prix distribués en plusieurs classes : procédés agricoles et cultures spéciales, bois et plantations, défrichements de terres incultes, machines agricoles, bétail de toute espèce, produits du laitage, habitations rurales. Ses concours, qui se terminent toujours par un grand dîner, où le dernier des fermiers peut s'asseoir à côté des chefs les plus éminents de l'aristocratie, ont au moins autant de retentissement que ceux de sa rivale d'Angleterre. Elle possède à Édimbourg un musée rural où se trouvent des modèles de tous les instruments usités en Europe, des échantillons de toutes les graines cultivées, des représentations exactement réduites des animaux primés depuis l'origine des concours. Son marchand grainetier, M. Peter Lawson, a le plus bel établissement de ce genre qui existe ; tout le monde a pu admirer la collection vraiment unique de graines qu'il avait envoyée à l'exposition universelle de 1854.

Des journaux spéciaux, de petits livres à bon marché, des *meetings* locaux, des cours par souscription, multi-

plient, comme en Angleterre, les moyens de propagation, et comme témoignage de l'intérêt scientifique qui s'attache à ces études, il y a depuis longtemps, au nombre des chaires de l'université d'Édimbourg, une des plus justement estimées de l'Europe, une chaire d'agriculture, aujourd'hui confiée (1853) au célèbre David Low.

Tous ces encouragements, quelque puissants qu'ils soient, ne suffiraient pas pour expliquer les prodigieux progrès de l'agriculture écossaise; ils en ont été les instruments, non les causes premières; les véritables causes sont les mêmes qu'en Angleterre, et si leur effet a été plus rapide, c'est qu'elles se sont produites tout à coup et sans gradation; je veux parler de la richesse industrielle et des institutions libres.

Si l'histoire industrielle de l'Angleterre est admirable, que dire de celle de l'Écosse? Un seul exemple en fera juger; les comtés de Lanark et de Renfrew, qui sont le principal siège de l'activité manufacturière et commerciale, ont passé en cent ans de 100,000 à 600,000 âmes de population, et la seule ville de Glasgow, de 20,000 habitants à près de 400,000. La vallée de la Clyde, autrefois déserte, rivalise aujourd'hui avec le riche comté de Lancastre pour ses houillères, ses usines de toutes sortes, son immense navigation. Le germe même de tant de richesses n'existait pas en 1750; ce sont les capitaux anglais qui, aidés du génie laborieux et frugal de l'Écosse, ont transformé à ce point en si peu d'années cette terre inerte. Grand et décisif exemple de ce que peut, pour un pays pauvre et sans industrie, l'association avec un pays riche et déjà industriel; tant que l'Écosse est restée isolée de l'Angleterre et réduite à ses propres forces, elle a végété;

mais dès qu'elle s'est ouverte aux capitaux et aux exemples de sa puissante voisine, elle a pris un essor au moins égal.

Cet élan industriel a été suivi, comme partout, d'un progrès agricole correspondant. A mesure que le commerce et les manufactures multiplient les hommes et augmentent les salaires, l'agriculture fait de nouveaux efforts pour nourrir cette foule toujours croissante de consommateurs ; dans un pays aussi petit que la basse Écosse, il suffit d'un point aussi peuplé que Glasgow et ses dépendances pour que la demande de produits agricoles se fasse sentir partout.

L'union a d'ailleurs, et c'est par là surtout qu'elle a enrichi tout d'abord l'agriculture écossaise, ouvert aux produits de ce pays l'immense débouché de l'Angleterre elle-même. Encore aujourd'hui, malgré l'accroissement de la consommation locale, il se fait un grand commerce d'exportation des denrées agricoles écossaises pour les marchés anglais.

Des pâturages du Galloway et du Forfarshire, du fond même des *Highlands*, descendent tous les ans par milliers des bestiaux jeunes qui vont grandir et s'engraisser dans les herbages du sud. On voit arriver jusque sur les marchés de Londres, où ils sont très-recherchés pour la qualité de leur chair, des bœufs *vest-highlands* au poil hérissé, des bœufs noirs d'Angus, des bœufs sans cornes de Galloway, bien reconnaissables à leurs caractères nationaux. Ainsi viennent par caravanes mourir dans les abattoirs de Paris les bœufs rouges d'Auvergne, les bœufs blancs du Charolais, les bœufs bruns de la Vendée, les bœufs roux du Limousin, bien faciles à distinguer au milieu des races bariolées de la Normandie et de la Bretagne. L'Écosse

envoie en outre à l'Angleterre une grande partie du froment qu'elle produit, et ne se réserve guère que l'avoine et l'orge¹. Elle lui a ainsi vendu depuis cent ans pour des milliards.

Mais le plus beau présent que l'Angleterre ait fait à l'Écosse, en l'unissant à elle, parce qu'il comprend à lui seul tous les autres, c'est sa constitution et son esprit politique.

L'Écosse a été jusqu'à 1750 la forteresse du régime féodal, elle n'a commencé à ouvrir les yeux qu'après la bataille de Culloden; mais le sentiment d'un ordre meilleur fit de rapides progrès chez elle, et cinquante ans après, aucune partie de la Grande-Bretagne n'était plus attachée à la maison de Hanovre, personnification de la liberté moderne. Ce peuple si longtemps fidèle à ses traditions hiérarchiques, s'est trouvé tout à coup au contact des mœurs et des lois anglaises, un des plus propres à comprendre les bienfaits de l'indépendance individuelle

¹ D'après le *Cultivateur écossais*, j'aurais exagéré l'exportation actuelle du froment d'Écosse en Angleterre; je ne le contredirai pas sur ce point, car je suis convaincu que cette exportation doit diminuer à mesure que la condition de la population écossaise s'améliore et qu'elle consomme plus de froment. On peut même prévoir bientôt le moment où l'Écosse sera assez riche pour acheter du froment au dehors; ce ne sera qu'un progrès de plus qui ne changera rien aux lois générales. Le *Cultivateur écossais* remarque en même temps que son pays exporte en Angleterre de l'orge et de l'avoine, sous forme de spiritueux principalement; il aurait pu ajouter une considération plus grave encore, l'exportation toujours croissante des produits manufacturés qui, en augmentant la population et la richesse, doit finir par arrêter complètement l'exportation des denrées agricoles, ce qui ne prouve rien contre les bons effets que cette exportation aura eus dans d'autres temps.

et du *self-government*, il a même été du premier coup plus loin que l'Angleterre elle-même ; on peut dire que sous le rapport politique, l'Écosse est l'Angleterre perfectionnée.

Nulle part en Europe l'appareil gouvernemental et administratif n'est moindre ; il faut aller jusqu'en Amérique pour trouver une pareille simplicité. La centralisation administrative, cette méthode si vantée, qui rançonne les trois quarts de la France au profit de l'autre quart, et qui étouffe partout l'initiative personnelle ou locale, y est absolument inconnue : les fonctionnaires sont peu nombreux, et pour la plupart gratuits. Aucun des abus qui se sont perpétués en Angleterre par la puissance de l'habitude n'a pu s'y établir. Cette église nationale dont l'entretien absorbe dans le reste du Royaume-Uni plus de 200 millions de dîmes, n'y existe pas ; les taxes de paroisse et de comté ont été réduites au strict nécessaire ; la taxe des pauvres, récemment introduite, n'a pris que peu de développement, et pour tout dire en un mot, la somme des impôts de tout genre payés directement par le sol, qui atteint en Angleterre 25 francs par hectare, dépasse à peine 1 fr. 50 cent. L'*income-tax* lui-même n'est perçu qu'avec des ménagements particuliers. Il rapporte 500,000 livres sterl., tandis qu'en Angleterre son produit est dix fois plus élevé.

Les dépenses utiles, que l'impôt alimente ailleurs, ne sont cependant pas négligées. C'est l'Angleterre qui s'est chargée des plus coûteuses, comme l'entretien des forces militaires et l'établissement de routes stratégiques. L'Écosse est en grand ce qu'est en petit l'île de Jersey. Débarrassée du soin de la défense nationale, qui est à la

fois le plus grand intérêt et la plus lourde charge des peuples, elle peut consacrer toutes ses ressources au développement de sa prospérité. Cet esprit d'ordre et d'économie, que chacun apporte dans ses propres affaires, passe dans le maniement des deniers publics ; on fait plus avec peu d'argent qu'ailleurs avec beaucoup. Ce que l'impôt ne peut pas exécuter, l'esprit d'association ou d'entreprise privée l'accomplit mieux, plus vite et à meilleur marché. La science économique est là à son berceau, ses enseignements y ont naturellement trouvé leur application la plus immédiate et la plus complète. Un Écossais ne songe jamais à chercher d'autre appui que lui-même, ou ceux qui ont le même intérêt que lui. Il ne perd pas son temps en agitations et en démarches stériles ; il n'a rien à demander, à solliciter ; tout entier à ses affaires, il les mène bien, parce que rien ne l'entrave ou ne le détourne. Point de ces rivalités que l'ambition fait naître ; tout le monde vit à sa guise dans son intérieur, sans chercher à régler l'intérieur d'autrui ; et quand on a besoin les uns des autres, ce qui arrive souvent, on s'entend aisément dans une pensée d'utilité commune. Dans ce petit pays de moins de 3 millions d'âmes, la solidarité des intérêts, cette vérité fondamentale que la science a tant de peine à faire comprendre ailleurs, est apparente et sensible pour tous : l'Écosse est une famille.

Peut-on s'étonner que l'agriculture ait profité d'un pareil concours de circonstances ? Ses progrès ont été surtout extraordinaires de 1790 à 1815, c'est-à-dire au moment où ces causes réunies ont commencé à agir avec quelque intensité. Le débouché anglais s'est montré pen-

dant cette période tout à fait indéfini : le blé et la viande étaient montés en Angleterre à des prix énormes, qui, dans un pays neuf comme l'Écosse, ne pouvaient manquer de donner un essor immense à la production.

S'il est vrai, comme le dit Ricardo, qu'une petite quantité de capital appliquée à une terre vierge suffit pour en tirer plus de fruits qu'une quantité croissante n'en peut créer plus tard, cet axiome économique s'est réalisé pleinement alors : on a vu le revenu de certaines terres décupler dans le court espace de quelques années. L'aisance moyenne s'était accrue en même temps à un tel point, qu'au dire d'un voyageur français, Simond, qui visita Édimbourg en 1810, on montrait alors dans la vieille ville les maisons où avaient vécu naguère les personnes les plus considérables, occupées par les ouvriers et le bas peuple. « Un porteur de chaises, dit un des correspondants de sir John Sinclair, vient de quitter la maison de lord Dunmore comme n'étant plus logeable ; celle du marquis de Douglas est occupée par un charron, celle du duc d'Argyle par un marchand de bas qui paye 12 livres sterling de loyer. »

Après la baisse des prix, qui a suivi la paix de 1815, cette progression s'est ralentie ; il était impossible qu'elle se soutînt longtemps à la même hauteur, mais elle ne s'est point arrêtée. La création des chemins de fer a eu en Écosse de plus grands effets qu'en Angleterre, en ce sens que l'union des deux pays est devenue plus intime. L'économie des frais de transport, la promptitude des communications, la suppression des intermédiaires pour le commerce des denrées agricoles, ont contribué à soutenir les cours, que d'autres causes venaient abattre, et

cette circonstance a rendu la crise de ces dernières années infiniment moins rude en Écosse qu'en Angleterre. Très-peu de plaintes sont venues d'au delà de la Tweed ; propriétaires et fermiers ont fait également bonne contenance, et en réalité ils ont peu souffert ; l'extrême esprit d'économie des uns, la sage modération des autres, la libre énergie de tous, avaient préparé ce que l'extension des débouchés a achevé.

CHAPITRE XXI.

LES LOWLANDS.

Ce que je viens de dire s'applique surtout aux basses terres ou *Lowlands*, qui comprennent la moitié environ de l'Écosse. Les neuf dixièmes du produit total sont obtenus dans cette moitié, qui est de beaucoup la meilleure.

La plus mauvaise partie de la basse Écosse, parce qu'elle n'en a que le nom, est celle qui touche à l'Angleterre, et que traversent les ramifications des montagnes du Northumberland. Elle se compose des trois comtés de Dumfries, Peebles, Selkirk, et de la région montagneuse de celui de Roxburgh, formant ensemble environ 500,000 hectares.

Les comtés de Selkirk et de Peebles sont de véritables *highlands*, dont le dixième seulement est cultivable ; c'est le pays rendu si célèbre sous le nom de *Borders*, frontières, par le génie de Walter Scott ; la Tweed le traverse et baigne de ses eaux pures la demeure du grand romancier, Abbotsford. Les scènes principales du *Lai du dernier Ménéstrel*, de *Marmion*, du *Monastère*, se passent dans ces défilés, où retentit si souvent le cri de guerre de deux peuples voisins et ennemis. Walter Scott y recueillit dans

sa jeunesse, sous la hutte des pâtres montagnards, les légendes nationales qui ont inspiré ses premiers chants. Cette contrée, autrefois si troublée, jouit aujourd'hui de la sécurité la plus parfaite; ses maigres pâturages ne pouvant guère nourrir que des moutons, on s'y livre uniquement à l'élève de ces innocents animaux, et on n'y voit plus d'autre lutte que celle des *cheviots* contre l'ancienne race des *black-faced* ou têtes noires, qui recule peu à peu devant ses rivaux, comme les bandits et les chevaliers du temps passé ont disparu eux-mêmes devant les bergers. La rente moyenne peut être de 10 à 12 francs par hectare, ce qui est beaucoup pour de simples pâtures¹. Des tempêtes terribles règnent en hiver sur ces hauteurs et y ensevelissaient autrefois des troupeaux entiers, mais on a aujourd'hui des abris suffisants.

Abbotsford est situé précisément sur la limite de ces montagnes et des pays plus fertiles et mieux cultivés. Le comté de Roxburgh, autrement appelé *Teviotdale* ou vallée de la Teviot, contient des parties où fleurit la culture la plus avancée. C'est par là qu'elle a commencé à s'introduire. Un fermier du Roxburghshire, nommé Dawson, a été l'Arthur Young de l'Écosse; et, plus heureux qu'Arthur Young, il a pu joindre les succès de la pratique aux leçons de la théorie. Ses exemples se sont répandus autour de lui; aujourd'hui le pays est couvert d'excellentes cultures.

Je me souviens de m'être arrêté un jour dans une de

¹ Le *Cultivateur écossais* trouve cette moyenne trop basse; il connaît, dit-il, de simples pâtures à moutons dans les *Borders*, qui rapportent plus du double.

ces fermes, située sur la rive gauche de la Tweed, juste en face d'Abbotsford. Le sol en est plus que médiocre, et une grande partie est en parcours; elle est cependant louée 50 francs l'hectare. Le fermier me montra avec un certain orgueil ses instruments et son bétail : il avait une machine à battre mise en mouvement par un courant d'eau, et se proposait d'acheter l'année suivante une machine à vapeur; sa provision de tourteaux pour l'engraissement du bétail en hiver était déjà faite : elle s'élevait à 16,000 kilos. Il me mena voir ses champs qui couvraient le penchant de la montagne. Je le suivais admirant d'un œil ses orges et ses avoines, mais un peu distrait, je l'avoue, par la vue d'Abbotsford, qui déployait sous nos yeux toutes ses tourelles réfléchies par la Tweed. « Si, Scott vivait encore, me disais-je, ce brave homme deviendrait sans doute un des héros des *Contes de mon hôte*. » Qui ne se rappelle la charmante peinture de la ferme de Charlies-Hope dans *Guy-Mannering*, avec les bonnes figures du fermier Dinmont et de la fermière Aylie, et les joyeux incidents de la chasse au renard et de la pêche au saumon? Charlies-Hope était tout près de là, dans la vallée du Liddell, derrière les cîmes bleuâtres qui fuyaient à l'horizon; *Dinmont* signifie dans la langue locale un mouton antenais.

Quelques milles plus loin vers l'est, quand on descend des hauteurs de Lammermoor, autre nom que la poésie et la musique ont transfiguré, apparaissent les plaines ondulées qui entourent Édimbourg sur une égale étendue d'environ 500,000 hectares, et qu'on appelle les *Lothians*. Ici la culture devient véritablement sans pareille. Les rentes de 100, 200, 300 francs l'hectare, sont assez com-

munes ; la moyenne est de 75 fr., avec un bénéfice à peu près égal pour le fermier. C'est dans les prairies situées près d'Édimbourg, et qui reçoivent les égouts de cette ville, que le maximum de la rente jusqu'ici obtenu dans la Grande-Bretagne, 2,000 fr. l'hectare, a été atteint¹.

Les Lothians se distinguent par la culture des céréales, ils produisent à eux seuls presque tout le froment recueilli en Écosse. Ce sol était considéré autrefois comme ne pouvant pas même porter du seigle ; on n'y cultivait que l'orge et l'avoine, qui sont encore les seules céréales généralement usitées dans le reste du pays ; on raconte qu'un champ de 8 acres ou 3 hectares, semé en froment, à un mille d'Édimbourg, en 1727, fut l'objet de la curiosité universelle. Aujourd'hui un cinquième des terres, ou 100,000 hectares environ, est en froment ; et on y récolte dans les bonnes années de 30 à 40 hectolitres par hectare. C'est encore l'assolement de Norfolk, plus ou moins modifié, suivant les circonstances locales, mais conservant ses caractères généraux, qui a produit cette fécondité. La culture des turneps, base de cet assolement, n'est nulle part mieux entendue. Toutes les améliorations agricoles sont réalisées dans les Lothians plus tôt qu'en Angleterre. Un drainage complet a été depuis longtemps effectué ; chaque ferme ou à peu près, a sa machine à vapeur ; la stabulation du gros bétail est une pratique ancienne et générale. La machine à battre, *thrashing machine*, a été inventée, à la fin du siècle dernier, par un Écossais nommé Meikle, et l'Écosse s'en est servie avant l'Angleterre ; c'est encore un Écossais, nommé Bell, qui

¹ Ces prairies, dit en note le *Cultivateur écossais*, sont coupées six ou huit fois.

vient d'inventer la machine à moissonner, et qui a eu la priorité pour cette invention sur les Américains. Près de Haddington, chez le marquis de Tweeddale, ont eu lieu les plus grandes et les plus heureuses tentatives qui aient été faites jusqu'ici dans les trois royaumes pour labourer à la vapeur.

Dans ce seul comté de Haddington, qui n'a pas tout à fait 60,000 hectares, c'est-à-dire à peine l'étendue d'un de nos plus petits arrondissements français, on a compté, en 1853, 185 machines à vapeur employées à l'agriculture, d'une force moyenne de 6 chevaux, soit une par 300 hectares, et 81 machines mues par l'eau.

Autrefois, dans les Lothians comme dans le reste de l'Écosse, les terres d'une ferme étaient partagées entre ce qu'on appelait l'*infield* et l'*outfield*. L'*outfield* restait absolument inculte et servait de pâturage; dans l'*infield*, au contraire, les récoltes de céréales se succédaient sans interruption, orge et avoine coup sur coup : il serait difficile d'imaginer une pratique plus vicieuse. L'usage de la jachère a été un progrès sur cette barbarie : son introduction a coïncidé avec celle du froment de 1725 à 1750; on en attribue principalement l'honneur au sixième comte de Haddington, qui en avait vu les bons effets en Angleterre. Voilà la distance qui a été parcourue en si peu de temps. Si le point d'arrivée est ce qu'il y a de plus parfait, le point de départ est ce qu'il y avait au monde de plus pitoyable.

Toutes les fermes des Lothians sont bonnes à visiter. Je n'en citerai qu'une, celle de M. John Dickson, à quelques milles d'Édimbourg, formée de la réunion de trois anciennes fermes. Sa contenance est de 500 acres d'É-

cosse¹ ou 257 hectares ; elle est louée 5 liv. sterl. l'acre ou 243 francs l'hectare, soit en tout 62,450 francs. Cette ferme est une exception par son étendue ; il y en a peu de ce genre dans les *Lowlands* ; celles qui l'entourent ne sont pas aussi grandes pour la plupart, mais on retrouve partout les mêmes procédés, et il en est dans le nombre qui sont louées encore plus cher. Malgré ces loyers énormes, les fermiers des Lothians font très-bien leurs affaires. Ils ont presque tous de jolies habitations, et quelle que soit la frugalité nationale, ils vivent au moins aussi bien que beaucoup de nos propriétaires, même les plus aisés. Les salaires profitent comme à l'ordinaire de la richesse commune ; ils sont payés moitié en argent, moitié en nature, et s'élèvent en tout à 2 fr. ou 2 fr. 50 c. par jour.

Je comprends, avec les Lothians proprement dits, pour former 500,000 hectares, toutes les plaines qui s'étendent le long de la mer, de Berwick à Dundee, non-seulement au sud, mais au nord du golfe du Forth, même celles qui vont au delà de Perth et qu'on appelle le *carse de Gowrie*. C'est le quinzième environ de l'étendue totale de l'Écosse et moins du septième des *Lowlands*. Nous avons vu qu'une étendue égale était couverte par les montagnes des frontières. Les 2,800,000 hectares restants forment la région intermédiaire, qui n'est ni aussi riche que les Lothians ni aussi rude que les Borders. La rente moyenne s'y élève à 25 francs environ, et la principale industrie est l'élevé du gros bétail.

De ce nombre est d'abord la contrée spéciale qui a reçu le nom de *Galloway*, chemin des Gallois ou des Celtes, parce qu'elle forme une presqu'île au sud-ouest

¹ L'acre d'Écosse vaut 51 ares 41 centiares.

de l'Écosse, qui semble aller au-devant du pays de Galles et de l'Irlande, et par où des migrations de Celtes sont arrivées dans tous les temps. Elle comprend les deux comtés de Wigton et de Kirkcudbright, et une portion de ceux d'Ayr et de Dumfries. Sa surface est tout entrecoupée de ce que les Anglais appellent *hills*, hauteurs, qui ne sont ni des montagnes proprement dites, ni de simples collines. Le climat est extrêmement humide, comme celui du Cumberland, dont le Galloway n'est séparé que par un golfe. Le sol produit naturellement une herbe plus abondante et meilleure que celle des montagnes voisines. On y trouve quelques fermes à céréales, mais la culture proprement dite tend plutôt à reculer qu'à s'étendre, et le soin des animaux l'emporte sur tout. On cultive des racines et des plantes fourragères pour nourrir le bétail pendant l'hiver ; l'été, on l'abandonne à lui-même dans les pâturages.

La race primitive des bœufs de Galloway est petite, sans cornes, très-rustique, et donne une viande des plus délicates. Dès l'union des deux royaumes, l'exportation de ces excellents bœufs de boucherie pour l'Angleterre a commencé, et depuis cent cinquante ans elle n'a fait que s'accroître ; mais une révolution semblable à celle qu'on remarque dans les districts anglais analogues se manifeste depuis quelque temps. Les fermiers du Galloway se bornaient à faire des élèves qu'ils vendaient à l'âge de deux ou trois ans, et qui allaient s'engraisser principalement dans le Norfolk. Depuis que les chemins de fer ont établi des rapports plus directs avec les marchés de consommation, on améliore les pâturages par le drainage et d'autres soins, on augmente par des cultures spéciales

la nourriture d'hiver, et on commence à produire des bestiaux gras. La race courtes-cornes, qui ne manque presque jamais d'arriver partout où l'industrie de l'engraissement s'unit à celle de l'élevage, se propage rapidement et tend à remplacer ou du moins à modifier profondément l'ancienne race. La qualité de la viande n'y gagnera pas, mais la quantité en sera fortement accrue, et c'est à la quantité surtout que l'on s'attache. Une autre industrie, celle des laiteries, tend aussi à s'établir dans le Galloway, où elle était peu répandue, malgré le voisinage du comté d'Ayr. On cite la ferme de Baldoon, exploitée par M. Caird, l'auteur des *Lettres sur l'Agriculture anglaise*, et qui offre un des meilleurs modèles qu'il soit possible de voir d'une laiterie de cent vaches bien organisée.

À la fin du siècle dernier, le comté d'Ayr, limitrophe du Galloway, était encore dans l'état le plus déplorable : « Il y avait à peine une route praticable dans la contrée, dit un écrivain local ; partout des cabanes couvertes de chaume, construites en terre, avec le foyer au centre et une seule ouverture pour la fumée, et tout entourées de fumier ; la terre couverte de mauvaises herbes de toute espèce. On ne voyait ni récoltes vertes, ni prairies ensencées, ni chariots. On ne cultivait aucun légume, à l'exception de quelques choux d'Écosse, qui formaient, avec du lait et de la farine d'avoine, toute la nourriture de la population. On demandait au même champ des récoltes successives d'avoine sur avoine, tant qu'il pouvait fournir un excédant sur la semence ; après quoi, il restait dans un état absolu de stérilité, jusqu'à ce qu'il revint de nouveau en état de donner une misérable ré-

colte. *La rente se payait généralement en nature, sous le nom de moitié-fruit.* Le bétail mourait de faim en hiver et pouvait à peine se lever sans aide quand le printemps arrivait. Aucun fermier ne possédait l'argent nécessaire pour améliorer cet état de choses, les propriétaires n'en avaient pas davantage les moyens. » Ne croirait-on pas lire la description de quelque-une de nos provinces les plus pauvres et les plus reculées, où règne encore un mauvais métayage, et où il semble impossible de sortir de la misère commune?

Aujourd'hui le pays d'Ayr figure parmi les plus florissants de la Grande-Bretagne; c'est là que la distribution de l'engrais liquide par canaux souterrains, cette innovation suprême de l'agriculture anglaise, a été tout d'abord tentée en grand, et que se trouve la petite ferme de Cunning-Park, la merveille actuelle du Royaume-Uni. Cette transformation radicale n'a demandé que soixante ans. Il est vrai que ce district touche aux portes de Glasgow : tout vient de là. Les Écossais, comme les Anglais, consomment beaucoup de lait sous toutes les formes. La demande croissante de laitage a fait naître la jolie race laitière d'Ayr, qui n'est probablement que notre race bretonne perfectionnée, et qui permet de tirer un admirable parti de ces anciennes bruyères changées en pâturages. La rente des terres a décuplé dans le comté depuis un siècle. On cessera de s'en étonner quand on saura que le lait se vend à Glasgow 30 centimes le litre, et le beurre 3 francs le kilo. Le fromage de Dunlop, le seul fromage écossais qui ait de la réputation, se fait avec le lait des vaches d'Ayr.

La haute vallée de la Clyde ou *Clydesdale* se distingue

par un autre genre de produits qui doit également son origine au mouvement industriel et commercial de Glasgow : c'est une espèce de chevaux de trait extrêmement vigoureuse et excellente pour les gros transports, tels qu'en exigent les mines de houille de la vallée et les besoins du port le plus actif de la Grande-Bretagne après Londres et Liverpool.

Enfin le nord des *Lowlands*, qui se compose des parties basses des comtés de Forfar, Kincardine, Aberdeen, Banff, Elgin, Nairn et Caithness, et qui restait en arrière parce qu'il est à la fois plus disgracié par le climat et plus éloigné des débouchés, est à son tour en voie d'immenses progrès, depuis que les chemins de fer l'ont atteint et qu'une voie ferrée sans interruption unit Aberdeen à Londres par Édimbourg. Aberdeen et Dundee, ses deux capitales, ont déjà chacune près de 60,000 âmes de population. Plusieurs genres d'industrie y fleurissent, notamment la pêche, soit dans les rivières, que les saumons remontent au printemps, soit dans la mer du Nord, où pullulent les harengs. Les comtés de Forfar et de Kincardine, les plus avancés en culture, comme les plus au sud, rivalisent avec le comté d'Ayr. Ils le doivent surtout à une espèce de bétail, la race noire sans cornes d'Angus, qui, savamment améliorée par les éleveurs locaux d'après les préceptes de Bakewel, est devenue pour la boucherie ce qu'est celle d'Ayr pour la production laitière, et soutient sans trop de désavantage la comparaison avec les meilleures races anglaises, même les *durham*.

A mesure qu'on remonte vers le nord, la richesse décroît; mais le drainage, la culture des turneps et des plantes fourragères, les engrais supplémentaires, comme

les os et le guano, les défoncements, les amendements calcaires, convertissent de toutes parts en bonnes terres d'affreux marais et des rochers stériles. On dirait une seconde création. Tous les jours, cette partie de l'Écosse accroît rapidement sa production en viande et en lait; l'orge et l'avoine suivent le mouvement, quoique de loin, et le froment lui-même ose paraître jusque dans le comté sombre et glacé de Caithness, le plus septentrional de tous, qu'habitaient presque seules autrefois d'innombrables légions d'oiseaux de mer.

Dans un de ses intéressants récits d'excursions agricoles, un agronome voyageur, M. de Gourcy, cite un spéculateur anglais, M. Mactier, qui, après avoir fait fortune dans les Indes, a acheté du duc de Gordon, dans le comté d'Aberdeen, une propriété à peu près inculte, de 9,000 hectares pour près de 3 millions de francs, et qui y a dépensé 1,500 fr. par hectare en travaux de toute sorte, c'est-à-dire cinq fois le prix d'achat. Ces travaux consistent surtout en défoncements. La propriété étant hérissée de rochers de granit, on les fait sauter à la mine et on les emporte; on aplanit le sol ainsi déblayé, on le draine, on le chaule, on le divise en fermes de 150 hectares environ chacune, et on affirme que ces fermes sont louées pour dix-neuf ans à raison de 5 p. 100 de ce qu'elles ont coûté. L'opération, quand elle sera finie, aura absorbé en tout de 15 à 20 millions. Voilà sur quelle échelle s'entreprennent quelquefois les spéculations agricoles; les capitaux anglais se portent volontiers sur l'Écosse, parce qu'elle est un pays plus neuf que l'Angleterre.

Même en appliquant aux prix écossais la réduction de 20 p. 100, on trouve que le produit brut de la basse

Écosse prise dans son ensemble, doit être d'environ 100 fr. l'hectare, divisés à peu près ainsi qu'il suit :

Rente du propriétaire.	30 fr.
Bénéfice du fermier.	25
Impôts.	3 ¹
Frais accessoires.	17
Salaires.	25
TOTAL	100

J'ai dit que le produit brut moyen des terres en France devrait être également d'environ 100 francs, malgré l'immense supériorité de notre sol et de notre climat; la rente aussi doit être à peu près la même, mais le reste se divise très-différemment. Les salaires absorbent chez nous, à cause de la surabondance des bras et de la pénurie des capitaux, la moitié au lieu du quart du produit brut; il ne reste pour le bénéfice de l'exploitant et pour les frais accessoires, c'est-à-dire pour ce qu'il y a de plus productif, que le tiers de ce qui leur revient en Écosse. Le bénéfice qui est en France le dixième environ du produit brut et le tiers de la rente, est en Écosse le quart du produit brut et les quatre cinquièmes de la rente. En Angleterre, le produit brut moyen est double, et la division à peu près la même proportionnellement, sauf que, les impôts étant en Écosse infiniment moins élevés, la part des fermiers profite de la différence presque entière.

La plus grande supériorité de l'économie rurale écossaise, c'est le petit nombre de ses travailleurs. Nous avons vu qu'en France la population rurale était de 40 têtes en-

¹ L'impôt dans les *Highlands*, c'est-à-dire dans l'autre moitié de l'Écosse, est insignifiant, ce qui double la part des *Lowlands* dans la répartition.

viron par 100 hectares, et en Angleterre de 30 ; elle est de 12 seulement dans la basse Écosse, pour une production moyenne au moins égale à celle de la France et à la moitié de celle de l'Angleterre ; c'est probablement la proportion la plus basse qui existe en Europe, et elle ira encore en se réduisant, car la production ne cesse de s'accroître, tandis que la population rurale reste stationnaire ou à peu près.

Il y avait autrefois dans la basse Écosse, comme partout, beaucoup de *cottiers* ou *crofters*, c'est-à-dire de petits cultivateurs exploitant misérablement quelques hectares de terre, comme métayers, avec des *taksmen* ou *middlemen*, c'est-à-dire des régisseurs ou fermiers généraux qui administraient pour le compte du maître. Tous ces *cottiers* ont disparu ; les uns sont devenus ouvriers dans les mines et manufactures, d'autres fermiers, très-peu simples ouvriers ruraux. L'étendue moyenne des fermes s'est accrue, sans être encore bien grande, puisqu'elle ne dépasse pas 60 ou 80 hectares, et les fermiers forment à eux seuls la moitié de la population rurale ; les journaliers et domestiques ne font que l'autre moitié. Dans cette seconde moitié elle-même, les domestiques payés à l'année et vivant près du maître dont ils partagent les travaux, forment de beaucoup la majorité ; les journaliers proprement dits font plutôt l'exception que la règle.

Cette organisation me paraît supérieure à celle de l'Angleterre, où les hommes qui vivent uniquement de salaires sont encore trop nombreux, et elle est plus facile à imiter en France que l'organisation anglaise. Nous avons de plus un élément qui manque à l'Écosse, et que je persiste à considérer comme utile dans une certaine

mesure, la petite propriété. Avec la petite propriété, pourvu qu'elle ne soit pas poussée trop loin et que la culture soit bien constituée à d'autres égards, on peut arriver à une combinaison meilleure encore.

Pour le moment, c'est l'organisation écossaise qui est, à mon sens, et malgré le défaut que je viens de signaler, ce qu'il y a de mieux. Si l'on n'y a pas le bon côté de la petite propriété, on n'y a pas non plus le mauvais. Les fermiers écossais, plus sages qu'aucune autre catégorie de cultivateurs, savent parfaitement n'entreprendre que ce qu'ils sont en état de mener à bien. Non-seulement, dans ce pays-là, on n'a pas la prétention d'être propriétaire quand on n'a que le capital nécessaire pour être fermier, mais on se garde bien de louer 50 hectares quand on n'a que le capital nécessaire pour en exploiter convenablement 25. On y sait vivre plutôt au-dessous qu'au-dessus de son revenu, et tel qui voudrait chez nous faire le bourgeois, ne rougit pas de mettre la main à la charrue. On y aime mieux en toute chose la réalité que l'apparence; le malheureux préjugé d'amour-propre qui fait en France tant de victimes, n'y tient pas contre le bon sens national. Le voyage d'Écosse ne serait pas moins utile, sous ce rapport comme sous beaucoup d'autres, à nos petits et moyens propriétaires qu'aux grands.

L'Écosse a vu d'ailleurs depuis longtemps une révolution qui n'est pas encore faite en France, et qui, en Angleterre même, n'est pas aussi complète, la suppression des communaux. Il n'y a vraiment rien de possible en grand, pour la bonne distribution du travail et de l'aisance, tant qu'une notable partie du sol reste nécessairement à l'état inculte, et ne sert qu'à entretenir la misère

et l'oisiveté. Qu'on en garde çà et là quelques échantillons pour servir de promenade publique, comme près de Londres, rien de mieux; mais il n'en faut pas trop. Les communaux forment encore le vingtième de notre territoire. L'Angleterre en a beaucoup moins; depuis cinquante ans, les actes d'*inclosure* se sont heureusement multipliés, un million d'hectares environ a été divisé, enclos et cultivé; mais chaque communal ne peut être divisé dans ce pays que par une loi spéciale. En Écosse au contraire, il suffit de la demande des intéressés; la législation qui l'autorise date de 1695 : c'est un des derniers actes et un des meilleurs du parlement d'Écosse. On a remarqué avec raison que, si une loi pareille avait été rendue à la même époque par le parlement anglais, l'agriculture anglaise aurait fait plus de progrès.

Depuis 1695, les communaux écossais ont été successivement livrés à la propriété, surtout dans les *Lowlands*; tout ce qui était cultivable est maintenant cultivé, et les terres incultivables elles-mêmes sont l'objet d'une exploitation intelligente et fructueuse. Quand on remonte à deux ou trois siècles en arrière, on retrouve partout en Europe à peu près la même organisation rurale; seulement on s'est plus ou moins éloigné depuis de la barbarie primitive. Cet état de communauté, qui fleurit encore aujourd'hui parmi les paysans de la Russie, a existé partout, et partout a reculé devant la culture.

La population ne s'est pas accrue dans tous les *Lowlands* comme dans les comtés de Lanark et de Renfrew; si dans quelques-uns, comme dans ceux d'Ayr et d'Édimbourg, elle a triplé depuis un siècle, dans beaucoup d'autres, même les plus riches, comme ceux de Haddington

et de Linlithgow, qui font partie des Lothians, elle a marché très-lentement. Dans l'ensemble, elle a doublé; elle est aujourd'hui d'un peu plus d'une tête pour 2 hectares, ou l'équivalent du pays de Galles et des départements du centre de la France, ceux de la Haute-Vienne, de la Creuse, de la Dordogne et de la Corrèze. Cet accroissement de la population est bien loin d'être en rapport avec l'augmentation de richesse. Dans le même laps de temps, la population de l'Angleterre a triplé, celle de l'Irlande a quadruplé.

Même sur cette question délicate de la population, les Écossais en savent d'instinct aussi long que les plus grands économistes. Dès que s'élève suffisamment la demande de travail, la population s'accroît pour y faire face; mais la demande de travail ne s'élève pas également partout, et dans les districts exclusivement agricoles, elle tend plutôt à se réduire. L'Écosse vit ainsi à l'abri des inquiétudes et des souffrances que fait naître l'excès de population; elle n'a jamais rien à craindre pour sa subsistance, puisqu'elle exporte volontairement beaucoup de ses produits agricoles; et le petit nombre comme la sobriété de ses consommateurs lui permet de transformer en capital une grande partie de ses revenus.

Nous allons voir dans les *Highlands* une application bien autrement rigoureuse du même principe.

CHAPITRE XXII.

LES HIGHLANDS.

Les *Highlands*, ou hautes terres, comprennent les quatre grands comtés d'Argyle, Inverness, Ross et Sutherland, et la plus grande partie de ceux de Perth, Aberdeen, Banff, Elgin et Nairn. En y ajoutant les Hébrides, les Shetland et les autres îles, c'est au moins la moitié de l'Écosse.

J'ai déjà dit quel aspect présentent ces régions désolées : presque pas d'arbres, à peine des bruyères, partout des rochers nus et escarpés, des torrents d'eau sous toutes les formes, lacs, cascades, ruisseaux écumants, immenses fondrières, des neiges et des pluies perpétuelles, les vents terribles de l'Océan septentrional. Il semble que l'économie rurale ne puisse avoir rien à démêler avec un pareil pays. Les *Highlands* ont cependant eu leur part de la transformation qui s'est opérée en Écosse ; cette part a même été la plus grande, car ces montagnes ont été le théâtre d'une des plus complètes révolutions de ce siècle si fécond en révolutions. Ce qui s'y est passé doit être raconté à part, d'autant plus que la légitimité et l'utilité d'un changement si radical ont été fort contestées. La polémique soulevée à ce sujet a laissé dans beaucoup d'esprits des idées fausses qu'il importe de rectifier. C'est dans les *Highlands* qu'a eu lieu la dépopulation systématique qui a fait tant

de bruit en Europe il y a trente ans. M. de Sismondi, entre autres, dans des intentions assurément fort louables, mais peu éclairées, n'a pas peu contribué à soulever l'animadversion publique contre cette mesure, qui, pour avoir été trop violemment exécutée, n'en a pas moins eu d'excellents effets.

Les *Highlands* formaient autrefois, comme tous les pays de montagnes inaccessibles, une forteresse naturelle, habitée par une population belliqueuse. Tout y différait du reste du monde, le costume, la langue, la race, les mœurs. On n'y parlait que le gaélique, on n'y portait que le jupon court et le manteau national de laine grossière. La poésie et le roman ont immortalisé ce petit peuple, à la physionomie originale entre toutes. L'habitude de la guerre y avait créé une organisation sociale assez semblable à celle des tribus arabes. Chaque grande famille ou *clan* obéissait à un chef héréditaire. Les terres de chaque tribu étant possédées à peu près en commun, sous l'autorité du chef, chacun en prenait ce qu'il voulait, à la condition d'une faible redevance en nature et d'un service militaire personnel. Ces maigres champs ne portaient que de mauvaise avoine ; des troupeaux de bœufs et de moutons, sauvages comme leurs maîtres, fournissaient un peu de laine, de lait et de viande. Pour le surplus, les montagnards vivaient de chasse, de pêche, et surtout de rapine. Ils descendaient de temps en temps de leurs rochers pour porter la dévastation dans les basses terres, et quand ils ne se réunissaient pas en grand nombre pour ces excursions, ils se partageaient en petites troupes dont chacune pillait pour son compte.

Jusqu'à la bataille de Culloden, en 1746, les chefs de

clan des *Highlands* n'avaient songé qu'à augmenter le nombre de leurs soldats, leur importance ne se mesurant pas à leurs revenus, mais à la force des bandes armées qu'ils pouvaient mettre sur pied. Quand l'état agricole et social du moyen âge avait cessé depuis longtemps ailleurs, il se conservait encore dans ces retraites. Après l'expulsion définitive des Stuarts, tout changea. Les idées et les besoins d'une société nouvelle se firent jour jusque dans les gorges les plus reculées. La révolution commença par les chefs. Déjà, depuis un demi-siècle environ, les seigneurs écossais avaient appris quelque chose de ce qui se passait dans le reste du monde. Quelques-uns avaient vu la cour d'Angleterre, d'autres la cour de France. Ceux-là avaient rougi de leur pauvreté, et ne se consolaient que faiblement, par le sentiment de leur puissance militaire, de ce qui leur manquait en richesse, en politesse et en bien-être. Le cours naturel des choses, qui modifie sans cesse les institutions humaines, bonnes ou mauvaises, devait donner chaque jour plus de force à ces tendances secrètes. Privés de leur indépendance féodale, les chefs des *Highlands* cherchèrent à augmenter leurs revenus pour faire figure sous une autre forme ; quand ils n'auraient pas pris des habitudes de luxe qui les y forçaient, ils y auraient été conduits par le seul mouvement de la civilisation naissante.

Or ils n'avaient qu'un moyen pour s'enrichir, la mise en valeur de leurs domaines, et ils rencontraient deux obstacles formidables, la rudesse du sol et du climat d'abord, la sauvagerie obstinée des habitants ensuite. Ils ne tardèrent pas à s'apercevoir que l'une de ces difficultés pouvait être vaincue, car il n'est pas de sol si ingrat qu'il ne puisse

donner un produit net quelconque ; mais les hommes étaient plus indomptables que la nature. Les simples vaisseaux n'avaient pas, pour augmenter leur travail, le même stimulant ; la hutte paternelle leur suffisait, et ils ne concevaient pas de meilleure vie. Pourquoi auraient-ils changé quelque chose à leurs habitudes ? Pour faire sortir de terre, au prix de leurs sueurs, des fruits que d'autres auraient récoltés. Mieux valaient la fière pauvreté de leurs bruyères et leur antique oisiveté.

On aurait pu espérer de faire céder ces résistances, dont le temps avait triomphé dans tous les pays féodaux, s'il ne s'y était joint une difficulté particulière qui rendait le succès de l'entreprise absolument impossible. Quoique très-peu nombreuse quant à la surface, puisque les *Highlands* ne comptaient que 250 à 300,000 habitants sur près de 4 millions d'hectares, la population était encore trop dense pour les facultés productives du sol. Quelles que fussent leurs habitudes de jeûne, les montagnards étaient décimés par des famines, et il leur arrivait souvent de saigner leurs vaches étiques pour se nourrir de leur sang. Quand même la population eût été aussi laborieuse qu'elle l'était peu, elle n'aurait pu réussir, en restant aussi nombreuse, qu'à se nourrir un peu mieux elle-même, sans produire aucun excédant, et si une meilleure culture paraissait possible sur quelques points, il était inutile de l'entreprendre, tant que les terres voisines restaient occupées par les anciens clans, car aucune récolte, aucun bétail, ne pouvaient échapper au pillage qu'autorisaient leurs traditions.

C'est ainsi que les chefs des tribus écossaises arrivèrent peu à peu à cette pensée, qu'il n'était possible de tirer parti

de ces montagnes qu'en les dépeuplant ; dès lors ils n'ont cessé, d'abord en suivant des voies détournées, ensuite ouvertement et par la force, de raréfier eux-mêmes cette population que leurs ancêtres avaient multipliée dans un intérêt guerrier.

Le gouvernement anglais les y a poussés avec habileté ; il a commencé par les attirer à Londres pour leur faire perdre peu à peu le sentiment national, et leur donner des idées et des habitudes nouvelles ; puis, quand il a été bien démontré pour eux que l'ancienne organisation des *Highlands* était incompatible avec un régime de paix et de travail, il les a aidés à opérer cette transition difficile. Pour fournir un débouché à la population guerrière, on a créé des régiments de famille composés des hommes de chaque clan, commandés par leur chef traditionnel et soldés par l'État. Ces régiments ont soutenu bravement l'honneur de leur nouveau drapeau ; dans les guerres contre l'empire, les soldats de la haute Écosse, bien connus par leur costume singulier, étaient réputés les meilleurs de l'armée anglaise. En même temps on transportait dans la plaine les quelques familles des montagnes qui y consentaient ; pour les plus rebelles, on organisait l'émigration en Amérique.

Jusqu'aux dernières années du dix-huitième siècle, ces mesures furent exécutées avec des ménagements ; mais la grande révolution agricole d'Arthur Young décida le mouvement. Plus encore qu'ailleurs, l'avantage des grandes exploitations était évident dans ces montagnes stériles. Ce qui avait fait autrefois la force de la race gaëlique, son organisation féodale, fut précisément ce qui la perdit. Le territoire d'un clan passant pour la propriété du chef,

la surface des Highlands était divisée en un petit nombre de vastes domaines. Le chef de chaque clan se mit à faire lui-même la chasse à ses sujets; beaucoup de ces malheureux partirent pour le Canada, d'autres cherchèrent à s'employer dans les basses terres; sur les ruines de leurs cabanes, de grandes fermes s'élevèrent, destinées surtout à produire des moutons. Un noble Écossais, lord Selkirk, donna publiquement, en 1808, la théorie de cette dépopulation; cela s'appelait et s'appelle encore *clear an estate*, éclaircir un domaine.

C'était alors le temps où l'Angleterre et l'Europe lisaient avec délices les créations de Walter Scott. Le premier de ses poèmes, *le Lai du dernier Ménéstrel*, parut en 1805, et le premier de ses romans, *Waverley*, en 1814. Dans ces fictions merveilleuses, le poétique *highlander* de la vieille Écosse revivait tout entier, avec son plaid de tартан et sa redoutable claymore. Toutes les imaginations rêvaient de ce pays poétique, et peuplaient les bords de ses lacs, les bruyères de ses montagnes, les profondeurs de ses *glens* et de ses cavernes, de ces fantômes aimés que créait en foule la verve du grand romancier national; et au moment même où le génie jetait tant de lumière sur ces populations, ce qui en restait était poursuivi, expulsé, dans l'intérêt apparent de quelques seigneurs!

De toutes parts, des réclamations s'élevèrent. On contesta le droit que s'arrogeaient de simples chefs féodaux sur la propriété absolue de terres dont ils n'étaient, disait-on, que les suzerains, et qui appartenaient à leurs vassaux autant qu'à eux-mêmes. Cette observation pouvait être juste à beaucoup d'égards : à ne consulter que la tradition, elle aurait pu être accueillie; mais dans la lutte

du présent et de l'avenir contre le passé, l'histoire devait avoir tort. L'utilité était évidente, si le droit n'était pas parfaitement établi. Jugeant impossible de laisser auprès de la population laborieuse des basses terres un voisinage aussi dangereux, le gouvernement intervint au nom de la sûreté publique. Grâce à ce secours la dépopulation s'est accomplie, et les *Highlands* ont perdu successivement la plus grande partie de leurs farouches habitants.

Nulle part l'expérience n'a été faite plus en grand que dans le comté de Sutherland, qui forme l'extrémité nord-ouest de la Grande-Bretagne. C'est un pays abominable, où les fondrières sont encore plus nombreuses et les rochers plus décharnés que dans les contrées voisines, et qui n'est même plus pittoresque à force de désolation. Situé sous la même latitude que la Suède et la Norwège, il souffre du même climat. Une langue étroite de bonne terre végétale s'étend le long de la côte, surtout vers le sud ; partout ailleurs, la terre manque, et quand il y en aurait, le froid et les tempêtes suffiraient pour rendre toute culture à peu près impossible ¹. Là s'était conser-

¹ Le *Cultivateur écossais*, généralement si bienveillant pour l'auteur et si disposé à confirmer ses assertions, s'insurge ici tout de bon contre ce tableau du sol et du climat du Sutherland et de la haute Écosse en général. Il est possible que j'aie forcé un peu le portrait, à cause du temps affreux que j'ai trouvé dans ces parages au milieu de l'été ; mais il reste toujours assez de vrai pour justifier la mesure de la dépopulation, et mon excellent contradicteur est loin de le contester. Ce point essentiel mis hors de question, j'accorderai volontiers, pour peu que l'amour-propre national s'y croie intéressé, que le climat de la haute Écosse n'est pas tout à fait aussi rude que celui de la Suède et de la Norwège, à la même latitude ; la différence ne peut pas être bien grande, et la concession m'engage peu.

véc, dans un isolement absolu du monde entier, la plus pure et la plus grossière des tribus gaéliques. Un grand chef héréditaire nommé *Mhoir-Fhear-Chattaibh*, ou grand homme du sud, par allusion à ses démêlés avec les pirates danois qui fréquentaient les côtes du comté de Caithness, situé encore plus au nord, commandait à ce clan. La population était peu nombreuse, faute de subsistances, et dans la condition la plus misérable; sur une étendue de plus de 300,000 hectares, 15,000 habitants en tout, hommes, femmes et enfants, vivaient comme des bêtes.

Dans l'organisation militaire des clans, le Sutherland avait formé le 93^e régiment de ligne. Au commencement de ce siècle, la comtesse de Sutherland, unique héritière des *grands hommes du sud*, devenue marquise de Stafford par son mariage avec un riche seigneur anglais, entreprit de frapper le dernier coup. Elle fit ordonner à tous ses vassaux de quitter l'intérieur des terres, en leur offrant de nouveaux établissements aux bords de la mer, où ils pourraient se faire marins, pêcheurs, ouvriers et même cultivateurs, puisque la terre et le climat y offraient plus de ressources; ceux qui refusaient n'avaient d'autre alternative que d'émigrer en Amérique. Cette résolution fut exécutée dans les dix années qui se sont écoulées de 1810 à 1820; il n'y a pas plus de trente ans que tout est fini. Trois mille familles furent contraintes de quitter le pays habité par leurs pères et transportées dans les nouveaux villages bâtis sur la côte. Quand elles résistaient, les agents de la marquise démolissaient leurs misérables habitations, et sur quelques points, pour aller plus vite, on y mit le feu.

Quand ce qui se passait dans le Sutherland fut connu

en Angleterre et en Europe, l'irritation qu'avaient déjà soulevée de semblables exécutions fut portée à son comble ; on répéta, en le grossissant, le cri de malédiction qui s'échappait des chaumières incendiées. Ces accusations décidèrent, en 1820, lord et lady Stafford à faire publier par leur principal agent, M. James Loch, une apologie de leur conduite.

D'après M. Loch, l'héritière des comtes de Sutherland avait rendu à ses vassaux un vrai service en les forçant à délaisser un pays où ils ne pouvaient trouver que misère. Au lieu des huttes de terre où ils croupissaient dans leurs montagnes natales, elle leur avait préparé des habitations plus commodes, sous un ciel moins inclément ; au lieu de ces pacages immenses sans doute, mais incultes, où leurs rares troupeaux mouraient de faim, elle leur avait fourni une terre moins inféconde, et de plus ouvert l'Océan. Ils avaient été non chassés, mais déplacés dans leur propre intérêt ; si quelques-uns d'entre eux, aveuglés par leurs préjugés, avaient mieux aimé émigrer, la plupart acceptaient avec reconnaissance ; ceux qu'il avait fallu expulser par la force n'étaient que des exceptions.

En fait, disait toujours M. Loch, les résultats de ces utiles mesures ne s'étaient pas fait attendre. Les nouveaux villages étaient déjà, en 1820, infiniment supérieurs aux anciens. La marquise avait dépensé des sommes considérables pour faire ouvrir des routes dans tous les sens, pour jeter des ponts sur les torrents et même sur les bras de mer, pour construire des auberges et des relais de poste, pour rendre les petits ports de la côte plus accessibles et plus sûrs. Cette contrée, si absolument fermée dix ans auparavant, était désormais abordable par

terre et par mer, des diligences la traversaient jusqu'à ses extrémités, des bâtimens nombreux venaient se charger et se décharger sur ses plages, autrefois désertes. Pour créer le seul port de Helmsdale, plus de 16,000 l. sterling ou 400,000 francs avaient été employés en travaux de toute sorte. Cette mauvaise crique, où n'abordait pas un seul bateau avant 1814, était devenue, cinq ans après, le siège d'une navigation de plusieurs milliers de tonneaux. A l'origine, les agents de la marquise avaient été obligés de faire apporter à chers deniers, de l'extérieur, tous les matériaux de leurs constructions, la chaux de Sunderland, la houille de Newcastle, l'ardoise d'Aberdeen; on avait dû faire venir des ingénieurs, des maçons, des mineurs, des matelots, des ouvriers d'art, tels que boulangers, charrons, menuisiers, qui manquaient absolument sur les lieux. A l'époque où écrivait M. Loch, ces étrangers n'étaient plus qu'en petit nombre, la population indigène en avait déjà appris assez pour se suffire à elle-même. Ces barbares de la veille étaient devenus en quelques années d'habiles ouvriers, de bons marins, de hardis mineurs. On avait construit, aux frais de la marquise, des églises et des maisons d'école, il ne fallait plus que très-peu de temps pour achever l'œuvre de la régénération.

En même temps, M. Loch n'avait pas de peine à prouver que l'opération avait été des plus fructueuses au point de vue de la production rurale proprement dite. Les terres dépeuplées avaient été partagées en vingt-neuf grandes fermes d'une étendue moyenne de 10,000 hectares, consacrées uniquement à l'élevage des moutons. Des béliers et des brebis de la race cheviot améliorée avaient

été importés en grand nombre, et ajoutés aux moutons indigènes à tête noire. Les bruyères avaient été brûlées, les marécages assainis par des fossés, les eaux recueillies dans des canaux artificiels et distribuées le long des montagnes. A la suite de ces travaux intelligents, un gazon naturel, fin et serré, couvrait les cimes les plus élevées comme les vallées les plus profondes. Ce gazon primitif, dont la mince couche n'aurait pas tenu sous les pieds d'animaux plus lourds, s'améliorait et s'épaississait tous les jours sous l'engrais qu'y transportaient d'eux-mêmes les moutons. On estimait à 118,000 le nombre des cheviot et à 13,000 celui des têtes noires que nourrissaient déjà les montagnes de Sutherland. L'exportation de la laine s'élevait annuellement à 415,000 livres, qui se vendaient, à Inverness, aux manufacturiers du comté d'York. On livrait 30,000 moutons aux fermiers du Northumberland, qui les engraisaient pour la boucherie. Ces produits, déjà bien plus considérables que les anciens, qui étaient à peu près nuls, promettaient de s'accroître vite.

De leur côté, les fermiers de la côte, placés dans de meilleures conditions, avaient adopté, sur les instigations et avec l'aide de leur maître, des pratiques perfectionnées, et de beaux champs d'orge et de froment, des turneps semés en lignes, de bonnes prairies artificielles, remplaçaient les broussailles si chères aux anciens habitants.

Toutes les espérances de M. Loch ont été réalisées, toutes ses assertions confirmées par le temps. Le comté de Sutherland n'aurait pu jamais fournir par lui-même les capitaux nécessaires. Il avait fallu que l'héritière du comté épousât un homme extrêmement riche qui voulût bien consacrer une partie de sa fortune à améliorer le patri-

moine de sa femme. Le gouvernement anglais, pour conserver le souvenir de cette révolution, a érigé la terre de Sutherland en duché, et le marquis de Stafford, par un dernier sacrifice, a vu le noble nom de sa famille se perdre dans celui qu'il avait contribué à relever; le fils de la comtesse de Sutherland et du marquis de Stafford s'appelle aujourd'hui le duc de Sutherland. Il retire de ces 300,000 hectares un million de francs de revenu, et ce n'est là, dit-on, que le cinquième de son immense fortune; le reste lui vient des propriétés de son père dans les comtés de Stafford et de Salop, grandement améliorées aussi, mais d'après d'autres procédés, parce qu'elles présentaient d'autres éléments.

Quand le nouveau duc a pris possession de ses domaines des *Highlands* en 1840, il n'a recueilli que des témoignages de reconnaissance. Le souvenir des anciennes résistances était effacé, la fumée des incendies envolée sans retour. Les fermiers qui avaient pris à bail, soit les montagnes dépeuplées de l'intérieur, soit les bruyères incultes de la côte, avaient tous fait fortune. M. Loch, l'intendant général, était membre du parlement. La population, qui s'élevait à 20,000 âmes, au lieu de 15,000, toujours agglomérée le long de la mer, ne songeait plus à en sortir. Là, de mauvaises terres, défrichées et épierrées à grands frais, profondément amendées par des herbes marines et toute sorte d'engrais artificiels, se louaient jusqu'à 100 francs l'hectare. Ports, mines, pêcheurs, tout avait prospéré. Du haut de son manoir féodal de Dunrobin qui domine cette côte, l'héritier des Mhoir-Fhear-Chattaibh assistait à un spectacle d'activité industrielle dont ses pères n'avaient pas l'idée.

A l'intérieur, les anciens moutons à tête noire avaient presque disparu, des cheviots avaient pris généralement leur place. 200,000 moutons vivent aujourd'hui sur des étendues qui n'en nourrissaient pas autrefois le quart. Admirable propriété de l'espèce ovine de se prêter à tous les sols et à tous les climats ! Le même animal qui fait la principale richesse de l'Arabe dans les déserts sablonneux du Sahara, a permis de rendre profitables des rochers et des tourbières qui touchent au pôle ! « On est confondu, dit un voyageur français, M. de Gourcy, en parcourant ces tristes solitudes, de les trouver peuplées de superbes moutons qui donnent tous les ans cinq livres d'une laine assez belle, et qui, à trois ans et demi, sans autre nourriture que celle qu'ils trouvent hiver comme été, pèsent vivants 200 livres anglaises. » Les hauteurs servent de pâturages d'été, les vallons ou *glens* de pâturages d'hiver. Même dans les longues nuits, les troupeaux restent exposés à toutes les intempéries, sans autre abri que quelques rares bouleaux ; seulement, en octobre, on les enduit quelquefois d'un mélange de beurre et de goudron pour les défendre contre l'extrême humidité.

Quant aux habitants, il n'y en a plus. Si quelque descendant des anciens montagnards paraît çà et là, assis sur un roc, vêtu de son plaid traditionnel et jouant sur sa cornemuse l'air mélancolique de quelque ballade, ce n'est plus un soldat, c'est un berger ; il ne vit plus de guerre et de pillage, mais des gages que lui donne le fermier voisin. C'est à peine s'il sait encore quelques-unes des histoires guerrières de sa tribu ; en revanche, il vous dira si l'agnelage a été heureux cette année et si les laines se vendent bien. Voilà ce qui reste d'une race

éteinte. Un de ces bergers suffit pour 500 bêtes; on en compte en tout 4 ou 500 disséminés sur ces 300,000 hectares.

L'histoire du Sutherland est plus ou moins celle de tous les *Highlands*. Partout où l'antique population a pu être déplacée, des moutons lui ont succédé. Quand le sol devient un peu meilleur, la dépopulation est moins complète, on cultive un peu d'avoine et de turneps autour des fermes et on ajoute aux moutons des bêtes à cornes. Ce bétail, bien connu sous le nom de *West-Highlands*, hautes terres de l'ouest, n'est autre chose que l'ancienne race du pays, qui a gagné, grâce à des soins de tous genres, une extrême ampleur de chair et une rare aptitude à l'engraissement. Les voleurs de bœufs de *Waverley* auraient peine à reconnaître, s'ils renaissaient aujourd'hui, dans ces masses animées, les descendants de ces petites bêtes qu'ils poussaient devant eux au retour de leurs excursions, et qu'ils cachaient par centaines dans leurs cavernes. Un seul pèse autant que cinq ou six d'autrefois.

C'est Archibald duc d'Argyle, qui, vers le milieu du siècle dernier, a commencé l'amélioration de ces bœufs, qui paraît aujourd'hui à son apogée. Velus comme des ours, d'une couleur noire ou brune plus ou moins foncée, ils ont encore, au premier abord, une mine sauvage parfaitement appropriée aux lieux où ils vivent; mais leur démarche lourde et leur œil paisible montrent bientôt qu'eux aussi ont perdu leur ancienne rudesse, et qu'ils n'ont rien de commun avec leurs frères violents d'Andalousie, élevés pour le combat. Rien n'a été changé quant aux conditions générales de leur régime. Ils ne mettent pas plus que les moutons le pied dans une étable, passent

comme eux au grand air les nuits comme les jours, les hivers comme les étés, et ne reçoivent guère d'autre nourriture que celle qu'ils recueillent sur ces montagnes, où la main de l'homme n'a rien semé.

La nation britannique a les mœurs rudes, elle fait les choses durement, et se donne souvent tort dans la forme, quand elle a raison au fond. Les héritiers des grands fiefs écossais ont été évidemment trop loin en employant la force pour réduire leurs vassaux, il eût mieux valu attendre du temps, qui marche vite, que la transformation devînt spontanée. Quand même la contrainte eût été nécessaire, ce n'était pas à eux d'en user envers des hommes qui leur étaient dévoués jusqu'au fanatisme. A cela près, l'opération du déplacement a été bonne, utile, bien entendue, au double point de vue agricole et politique. Cinquante ans d'expériences l'ont prouvé surabondamment. S'il y a quelque chose à regretter, de l'aveu de tous les Écossais, c'est qu'elle n'ait pas été partout aussi complète que dans le Sutherland. Ceux des montagnards qui sont restés en trop grand nombre sur quelques points, justifient, par leur misère, l'expulsion de leurs devanciers, et la force des choses les fera sans aucun doute disparaître peu à peu.

En condamnant si absolument ce qui s'était passé dans la haute Écosse, M. de Sismondi a fait plusieurs confusions : il a parlé du Sutherland comme d'un pays ordinaire, dans des conditions moyennes de fertilité et de civilisation; ce qu'il regardait comme un abus de la propriété lui a caché l'insuffisance de la production et le danger de la barbarie. Quand un sol et un climat sont trop improductifs pour entretenir convenablement une

population humaine, est-il désirable qu'elle s'éloigne? Que la terre appartienne à des propriétaires qui perçoivent, sous forme de rente, une partie des fruits, ou que tous les fruits soient partagés entre ceux qui la cultivent, peu importe; la proportion peut changer, mais la difficulté fondamentale reste la même. Quand les *Highlanders* auraient été reconnus propriétaires du sol natal, le déplacement de la plupart d'entre eux eût toujours été nécessaire.

Cette première question posée et résolue, vient la seconde, celle de la rente¹. Dans de pareils pays, est-il utile, est-il légitime que la terre produise une rente? Je n'hésite pas à répondre affirmativement. Les plus mauvais terrains ne font pas exception à la règle générale, toute terre doit produire un excédant sur les frais de production pour être véritablement utile à la communauté. Cet excédant, c'est la nourriture de ceux qui ne travaillent pas la terre, c'est-à-dire qui se livrent à l'industrie, au commerce, aux sciences, aux arts. Tout pays qui n'a pas dans sa culture de produit net est condamné à la barbarie. Bien que mus par un intérêt tout personnel, les chefs écossais ont été les instruments de cette grande loi sociale qui fait du dégagement de la rente le principe même de la civilisation; sans rente, point de division du travail, et sans division du travail, point de richesse, de bien-être,

¹ J'entends par *rente* ce qu'on entend généralement en France par ce mot, le revenu net du propriétaire : on lui donne quelquefois, surtout dans les écrits des économistes anglais, un autre sens, tout métaphysique, qui a été imaginé par Ricardo, et qui a suscité des discussions interminables ; j'ai toujours évité de le lui donner dans le cours de cet essai. Voir l'examen de la théorie de Ricardo dans mon *Cours d'économie rurale*.

de développement intellectuel. Il est d'ailleurs fort rare qu'en augmentant le produit net, on n'augmente pas aussi le produit brut. La haute Écosse produit infiniment plus aujourd'hui qu'il y a un siècle, non-seulement pour la rente, ce qui est évident, mais pour tout.

On a cité ce mot d'un vieux montagnard, qui résume sous une forme assez piquante les griefs de sa race ; « Dans ma jeunesse, disait-il, un gentilhomme des *Highlands* mesurait son importance à la quantité d'hommes que ses domaines pouvaient nourrir ; quelque temps après la question fut de savoir combien on pouvait y nourrir de gros bétail ; aujourd'hui, on en est venu à compter le nombre des moutons. Nos descendants se demanderont, je suppose, combien un domaine peut produire de rats et de souris. » Cette boutade est spirituelle sans doute, mais elle n'est pas juste. Il suffit d'un seul mot pour y répondre : la population des *Highlands*, qui était en 1750 de 300,000 âmes tout au plus, est de 600,000 aujourd'hui, et les profits comme les salaires de cette population se sont accrus beaucoup plus que les rentes, même dans les montagnes dépeuplées. Ces montagnes ne rapportent, après tout, à leurs propriétaires que 2 à 3 francs par hectare, les fermiers en retirent un revenu à peu près égal, et les simples bergers gagnent jusqu'à 1,000 francs par an, dix fois plus assurément que ne gagnaient leurs pères.

Il en est de même de la population déplacée ; elle mourrait de faim dans l'intérieur, faute d'emploi rémunérateur ; elle prospère sur la côte, où le travail productif ne manque pas. Tout ce peuple, si redouté jadis de ses voisins, a changé ses mœurs de bandit contre des mœurs laborieuses et régulières. Il n'y a donc pas eu, comme dit M. de Sismondi,

économie de travail et de bonheur, mais augmentation notable de l'un et de l'autre.

Une révolution analogue avait eu lieu en Angleterre, tous les documents historiques l'attestent, du temps de Henri VII, c'est-à-dire au moment où la fin de la guerre civile des Deux Roses rendit à ce royaume un peu d'ordre et de sécurité. L'organisation féodale, bonne pour la guerre, fut, alors aussi, incompatible avec la paix. Dès que les seigneurs anglais voulurent avoir moins d'hommes d'armes et plus de revenus, ils firent exactement, à la fin du quinzième siècle, ce que les seigneurs écossais ont fait deux cents ans après : ils réduisirent tant qu'ils purent le nombre de leurs vassaux et les remplacèrent par des moutons. Pendant tout le cours du siècle suivant, cette dépopulation systématique fit des progrès, et, après l'expulsion des ordres monastiques, elle donna naissance à cette multitude de vagabonds qui infestaient les campagnes et qui provoquèrent l'établissement de la fameuse taxe des pauvres. Vers la fin du règne d'Élisabeth seulement, les idées commencèrent à changer, parce que, la population industrielle et commerciale venant à s'accroître, il devint nécessaire de cultiver plus de céréales pour la nourrir ; et les seigneurs anglais n'avaient pas la même justification qu'eurent plus tard ceux de la haute Écosse, le pays qu'ils dépeuplaient étant infiniment plus susceptible de culture.

Walter Scott lui-même, le poète des clans, a reconnu hautement, quand de romancier il s'est fait historien, la nécessité de leur disparition. « Quand nous jetons les yeux, dit-il dans son *Histoire d'Écosse*, sur une perspective de montagnes, par une belle soirée d'été, les rochers,

les forêts et les précipices prennent dans le lointain les formes et les couleurs les plus attrayantes, il faut un effort d'imagination pour se rappeler l'aspect stérile et désolé qu'ils présentent réellement. De même le système des clans montagnards, vu de loin et sous le mirage de la fantaisie, parle puissamment au cœur et à l'imagination ; mais il ne faut pas oublier combien il était ennemi de toute liberté et de tout progrès religieux et moral. Il suffisait du caprice d'un chef pour troubler à tout moment la paix du pays, soit en levant l'étendard de la guerre civile, soit en lâchant sur un canton des basses terres une troupe de bandits, rassemblée dans quelque sombre vallée, *comme des chiens dans un chenil*, pour y répandre le pillage et la désolation. Quelque compassion qu'on puisse sentir pour ceux qui souffrirent de ce changement, quelque regret qu'on éprouve de voir détruire par la violence un état de société qui touchait par tant de points aux dogmes romanesques de l'antique chevalerie, il n'est pas un homme de bon sens qui ne reconnaisse qu'un gouvernement régulier n'en pouvait tolérer l'existence et qui s'afflige de le voir détruit. »

Comme des chiens dans un chenil, personne n'a jamais rien dit de plus fort, et Walter Scôtt ne traite ici que le côté moral et politique de la question, il néglige le côté économique, qui n'est pas moins important.

Nous n'avons rien en France qui ressemble à ces tribus pillardes de l'ancienne Écosse, et sous le rapport de la police publique, nous n'avons besoin d'aucune transportation analogue ; mais l'exemple des *Highlands* n'est pas tout à fait pour nous sans enseignement, en ce qu'il nous apprend à réfléchir sur les conditions d'existence

de quelques-unes de nos populations rurales dans les pays les plus improductifs. N'aurions-nous pas, nous aussi, sur quelques points de notre territoire, une population trop dense pour les facultés du sol qu'elle habite, et qui, tant qu'elle restera aussi nombreuse, ne pourra retirer du travail le plus opiniâtre que des fruits insuffisants ? Ne serait-il pas à désirer, autant dans l'intérêt général que dans celui de ces portions malheureuses de la grande famille, qu'elles fussent en partie déplacées et employées plus utilement ailleurs ? N'y gagnerait-on pas doublement, et dans les pays qu'elles quitteraient, et dans ceux où elles trouveraient de l'emploi ? N'y gagneraient-elles pas elles-mêmes de meilleurs salaires et une existence plus heureuse ? il ne peut être question chez nous, Dieu merci, d'employer la force pour en venir là, ce ne pourrait être que le résultat d'une nécessité librement reconnue par les intéressés ; mais ne pourrait-on pas y préparer d'avance les esprits ?

La solitude faite, tout est devenu facile dans les *Highlands*. Ces montagnes étaient tout à fait déboisées : on a attribué cette nudité à plusieurs causes, notamment aux vents de mer, mais tous les points de cette immense surface ne sont pas également battus par les tempêtes ; le déboisement était dû en grande partie à la même cause qui a si complètement dépouillé l'Afrique française et qui détruit si rapidement dans nos propres montagnes toute espèce de terre végétale, le parcours illimité des troupeaux. Dès que la population s'est retirée, on a fait au pâturage sa part et à la forêt la sienne ; les chefs écossais, devenus grands propriétaires, ont entrepris de gigantesques plantations. Le dernier duc d'Athol a planté

à lui seul 6,000 hectares de mélèzes. Cette magnifique forêt, qui a maintenant plus de soixante ans, a poussé avec une rare vigueur, elle couvre de son noir manteau les montagnes qui s'élèvent au nord du Tay, autour de Dunkeld ; ce n'est pas un des moindres ornements de ce paysage grandiose ; je ne connais que Bade et la Forêt-Noire qui puissent lui être comparés, et je ne sais si la forêt plantée par l'homme ne l'emporte pas sur la forêt naturelle, le mélèze sur le sapin. Autant les bois sont déplacés dans les plaines, sur les terres cultivables qui pourraient porter des céréales, de la viande ou du vin, autant ils sont à leur place sur ces cimes escarpées, où rien ne peut venir ; outre les richesses qu'ils produisent par eux-mêmes, ils défendent les vallées contre les ouragans, régularisent la chute des eaux, et, ce qui n'est jamais à dédaigner, ajoutent à la grandeur des sites : les cascades écumantes du Tay sont dix fois plus belles sous ses majestueux ombrages.

Enfin, et c'est peut-être le trait le plus curieux de cette savante exploitation du désert, on a su tirer un très-bon parti du gibier qui l'habite ; on y trouve naturellement la perdrix blanche, le coq de bruyère, toutes les variétés d'oiseaux aquatiques, et surtout une espèce particulière de perdrix, nommée *grouse*, qui s'y multiplie avec une extrême abondance ; on y a propagé artificiellement le daim et le cerf. Le luxe anglais a donné une grande valeur à ces chasses. Une montagne peuplée de *grouse* se loue pour une saison 50 livres sterling ou 1,250 francs. On a construit au milieu des rochers les plus reculés des pavillons ou *shooting lodges* qui se louent, avec le droit de chasse sur les montagnes environnantes, 500 livres sterl., ou

12,500 fr. Ce qu'on appelle une *forêt*, c'est-à-dire un espace de plusieurs milliers d'hectares non précisément planté d'arbres, mais interdit à toute espèce de bétail et réservé aux daims et aux cerfs, est hors de prix. Tous les grands propriétaires écossais ont, comme Guillaume le Conquérant, créé plusieurs de ces *forêts* dans leurs domaines ; les amateurs y vont à grands frais relancer au milieu des précipices les monarques agiles de la solitude : expéditions aventureuses que rehausse l'attrait de beaucoup de fatigue et d'un peu de danger, et qui réveillent chez ces enfants du Nord, les instincts sauvages de leurs pères.

Rien n'est plus à la mode que la chasse dans les *Highlands* ; le pinceau de Landseer, le peintre favori du *sport* britannique, en a retracé sous toutes les formes les plus dramatiques incidents, et cette agitation, qui vient tous les ans, pendant deux ou trois mois, réveiller, dans les échos endormis, quelque chose du tumulte guerrier des clans, se résume en bons et beaux revenus pour les propriétaires.

L'opinion publique, qui, après avoir beaucoup hésité sur le jugement à porter de l'expulsion des tribus montagnardes, avait fini par la consacrer, a longtemps accepté les *forêts* écossaises comme le reste précieux d'un passé justement détruit. On commence cependant à murmurer contre ces derniers vestiges de l'antique féodalité : les cerfs et les daims sont, dit-on, en trop petit nombre pour utiliser convenablement les vastes étendues qu'on leur abandonne ; il vaudrait mieux y nourrir des moutons. Je comprends ces réclamations quand il s'agit de l'Angleterre, où quelques riches *landlords* s'obstinent à laisser

incultes pour leurs chasses, au milieu de districts populeux, de grands terrains qui pourraient rapporter des récoltes : tel est par exemple, Cannock-Chase, dans le comté de Stafford, qui a bien près de 6,000 hectares ; mais dans la haute Écosse, j'ai peine à croire que la perte soit bien grande. Quelques milliers de moutons de plus ou de moins n'ajouteraient pas beaucoup à l'alimentation nationale, et on y perdrait le dernier refuge de la nature sauvage dans la Grande-Bretagne. Toujours des moutons, c'est bien monotone ; il ne faut pas que la manie s'en mêle. Dépouiller la vie rurale de toute poésie, n'est-ce pas aller trop loin, dans l'intérêt même de la culture, et ne doit-on pas craindre de détruire le charme principal qui attire les riches hors des villes ?

Les pêcheries des *Highlands* ne sont pas moins renommées que les chasses. Dans un pays où l'eau découle de toutes parts, le poisson doit abonder ; le saumon surtout a donné lieu à un commerce énorme. Dans les premiers temps qui ont suivi la pacification de l'Écosse, quiconque possédait une chute sur une rivière a fait immédiatement fortune. Simond parle d'une pêcherie sur le Tay, qui s'affermait, avant 1800, 5 guinées par an, et qui rapportait, en 1810, 2,000 livres sterling, ou 50,000 francs. « Ce n'est pas, dit-il, qu'il y ait plus de poisson, mais plus d'industrie à le prendre et plus de consommateurs. » On a tant fait que le saumon et la truite ne se trouvent plus en aussi grand nombre qu'autrefois ; mais un art nouveau, la pisciculture, vient depuis quelques années ranimer les espérances. Le duc d'Athol actuel est un de ceux qui recherchent avec le plus de soin les moyens de repeupler les lacs et les rivières ; de nombreuses expé-

riences montrent qu'on y réussit. Tout annonce que cette richesse naturelle de la haute Écosse sera conservée et peut-être grossie par l'industrie humaine. Telle est la véritable tâche de l'homme dans un pareil pays; tel est, avec le pâturage et la forêt, le seul genre de culture possible et profitable.

Cette sécurité profonde dont on jouit maintenant dans les *Highlands*, ce calme infini d'une terre sans habitants, ces lacs, ces rochers, ces cascades, ces bruyères, ces souvenirs romanesques et poétiques, tout cet ensemble singulier donne à l'habitation dans ces montagnes un vif attrait, malgré la tristesse du climat. Aux huttes renversées des clans ont succédé des résidences confortables. Non-seulement les anciens chefs se sont fait bâtir des châteaux sur les ruines des chaumières, mais on a vu de riches Anglais acheter des territoires entiers pour y transporter leurs demeures. Il n'y a presque plus sur la surface des *Highlands* de site un peu remarquable où ne s'élève un château moderne. La terre y vaut en moyenne environ 100 francs l'hectare, ce qui permet d'avoir à bon marché de vastes espaces; les habitations sont à plusieurs lieues les unes des autres, et les domaines qui en dépendent peuplés uniquement de troupeaux et de *grouse*; mais si l'extérieur de la maison est inculte et désert, l'intérieur présente toutes les jouissances du luxe : contraste éternellement piquant.

D'excellentes routes, des bateaux à vapeur établis sur les lacs et les golfes, facilitent l'accès des recoins les plus solitaires. L'aspect général du pays est celui d'un vaste parc de plusieurs millions d'hectares, où le plus grand des jardiniers paysagistes a multiplié à l'infini les effets

les plus sublimes. Des milliers de touristes s'y répandent dans la belle saison, si toutefois on peut appeler ainsi l'été de ces contrées, nouvelle source de profits non moins fructueuse que les autres, et que le génie spéculateur des Écossais se garde bien de négliger.

La plus belle de ces résidences seigneuriales est le château de Taymouth, appartenant à lord Breadalbane, et situé au point où la rivière du Tay sort du lac de ce nom, dans le comté de Perth. Lord Breadalbane descend des chefs du clan des Campbell, un des plus puissants de la haute Écosse; ses domaines ont 100 milles anglais ou 40 lieues de long et vont à peu près d'une mer à l'autre : on y a fait le vide par les mêmes moyens qu'ailleurs, et le clan proprement dit n'existe plus; mais à la place de l'antique manoir s'élève aujourd'hui un véritable palais, dont la splendeur a étonné la reine elle-même quand elle est venue le visiter. Le parc, traversé par les eaux bondissantes du Tay naissant, planté d'arbres magnifiques, tout peuplé de lièvres, de perdrix et de faisans, émaillé de massifs de fleurs, réunit aux beautés naturelles de ces gorges agrestes les grâces que peut seul donner l'art le plus exquis et qui paraissaient incompatibles. Pour vaincre ainsi le sol et le climat, il faut beaucoup d'argent; ce sont les pâturages qui l'ont fourni depuis qu'ils ne sont habités que par des troupeaux.

Je suis arrivé à Taymouth par une longue soirée d'été, en longeant la rive gauche du lac Tay, qui n'a pas moins de six lieues de long; quelques fermes apparaissaient de distance en distance sur les bords de cette petite mer, avec leurs champs de turneps et d'avoine; mais sur la montagne proprement dite, on ne voyait aucune trace

d'hommes ou d'habitations. Des moutons à tête noire paissaient sans gardien sur les pentes, et nous montraient, en nous regardant passer, leur petite face de nègre effarouché; des vaches *west-Highlands*, dont la silhouette se dessinait sur les rochers frappés des derniers rayons, remplissaient l'air, à notre approche, de véritables hurlements; et au moment d'arriver au pont de Kenmore, nous vîmes, sous les grands mélèzes plantés par le père du lord actuel, des daims qui descendaient à la faveur des ombres naissantes, pour aller boire dans le lac. Ces tableaux paisibles valent bien les scènes sanglantes qui se sont passées dans ces lieux mêmes, et qu'a si bien racontées Walter Scott dans la *Jolie Fille de Perth*.

Les Shetland, les Hébrides, et les autres îles qui se groupent autour des *Highlands*, n'ont pas encore été également visitées par la civilisation; mais les paquebots à vapeur établissent maintenant des communications régulières avec elles, et dans peu d'années l'emploi des mêmes procédés y aura porté les mêmes conséquences. Un spéculateur anglais, sir James Matheson, a acheté la plus grande des Hébrides, l'île de Lewis tout entière, qui a environ 150,000 hectares d'étendue, et y a commencé une série d'améliorations, dont le point de départ est l'émigration plus ou moins volontaire d'une grande partie des habitants.

CHAPITRE XXIII.

L'IRLANDE.

Autant l'histoire agricole de l'Angleterre et de l'Écosse est brillante, autant celle de l'Irlande est lamentable, au moins jusqu'à ces dernières années. L'avenir de cette île malheureuse a été longtemps une énigme sans mot ; aujourd'hui le problème s'éclaircit, mais à quel prix !

Ce ne sont pas pourtant les ressources naturelles qui lui manquent. De l'aveu même des Anglais, l'Irlande est supérieure à l'Angleterre comme sol. Par une conformation particulière, ses montagnes s'élèvent presque toutes le long des côtes, et l'intérieur forme une vaste plaine. Sa superficie est en tout de 8 millions d'hectares ; les rochers, les lacs et les marais en couvrent environ deux, deux autres sont formés de terrains médiocres ; tout le reste, c'est-à-dire la moitié environ du territoire, est une terre grasse à sous-sol calcaire, ce qui se peut concevoir de mieux. « C'est le plus riche sol que j'aie jamais vu, dit Arthur Young en parlant des comtés de Limerik et de Tipperary, et le plus propre à tout. » Le climat, plus humide encore et plus doux qu'en Angleterre, y rend les extrêmes de la chaleur et du froid plus complètement inconnus, au moins dans les trois quarts de l'île ; la végétation herbacée y est admirable, ce n'est pas sans raison

que le trèfle est devenu l'emblème héraldique de l'*ile verte*, comme on l'appelle. La côte sud-ouest jouit d'un printemps perpétuel, dû aux courants de l'Océan qui viennent des tropiques; on y voit des myrtes en pleine terre, et l'arbre le plus commun est l'arbousier, qu'on appelle aussi l'*arbre aux fraises*.

Aucun pays n'a été plus heureusement doué par le ciel pour la navigation, tant intérieure qu'extérieure. A l'intérieur, des lacs immenses tels que le lac Neagh, d'une superficie d'environ 40,000 hectares; le lac Corrib, qui en couvre 16,000, et une foule d'autres disséminés avec une abondance qu'on ne retrouve nulle part, offrent aux transports des facilités uniques. Le plus beau fleuve des îles Britanniques, le Shannon, moitié fleuve, moitié lac, traverse presque toute l'Irlande de l'est à l'ouest, sur une longueur de 80 lieues, avec cette heureuse singularité qu'il est navigable, sauf quelques interruptions faciles à corriger, depuis son embouchure jusqu'à sa source. D'autres rivières, également navigables, découlant dans tous les sens des différents lacs, forment les rameaux d'un vaste système que de courts canaux peuvent aisément compléter. A l'extérieur, la mer pénètre de toutes parts dans les côtes, et y creuse des baies et des ports innombrables, dont un seul, celui de Cork, abriterait toutes les flottes de l'Europe. La configuration du sol ne se prête pas moins aux voies de communication par terre; routes ordinaires et chemins de fer s'y font avec moins de peine et de frais que dans la Grande-Bretagne.

Malgré ces dons naturels, la misère du peuple irlandais est depuis longtemps proverbiale. Quatre grandes villes, Dublin, Cork, Belfast et Limerick, la première de 250,000

âmes, la seconde de 100, la troisième de 80, la quatrième de 60, placées comme au centre des quatre faces de l'île, en forment les métropoles : Dublin surtout passe à bon droit pour une des plus belles villes de l'Europe, et sa magnificence étonne l'étranger ; mais le reste du pays contient peu de villes, et les campagnes ont un air navrant de pauvreté qui gagne les faubourgs des grandes cités. Ces ports, ces lacs, ces fleuves, qui devraient porter la vie de toutes parts, sont presque délaissés par le commerce. Le produit brut agricole, du moins avant 1847, atteignait à peine la moitié du produit brut anglais à surface égale, et la condition de la population rurale était pire encore que ne semble l'indiquer cette différence dans les produits. Arrêtons-nous d'abord à cette date, qui importe ici plus encore que dans le reste du Royaume-Uni ; recherchons quelle était alors la situation, soit de l'agriculture, soit de la population rurale, et quelles en pouvaient être les causes ; je raconterai ensuite ce qui s'est passé depuis.

Des quatre grandes provinces qui formaient autrefois autant de royaumes, la plus riche au point de vue agricole, était le Leinster, où se trouve Dublin ; après, venait la moitié environ de l'Ulster, où est Belfast ; puis le Munster, où sont les deux ports de Cork et de Limerick ; enfin le Connaught avec une partie de l'Ulster, un des plus pauvres et des plus sauvages pays de la terre. Entre le comté de Meath, en Leinster, où la rente moyenne s'élevait à 100 francs l'hectare, comme dans les meilleurs comtés anglais, et celui de Mayo, en Connaught, où elle tombait à 10 francs, le rapport était de dix à un. En Ulster, les comtés d'Armagh, de Down et d'Antrim, qui se grou-

pent autour de Belfast, en Munster, ceux de Limerick et de Tipperary, les plus fertiles de l'Irlande, rivalisaient pour le produit avec le Leinster; mais, même dans les cantons les plus productifs, la pauvreté du cultivateur réagissait sur la terre. Le défaut de capital frappait les yeux à peu près uniformément; la richesse naturelle du sol en tenait lieu sur les points privilégiés; sur ceux où cette ressource échappait, la misère devenait affreuse.

Des deux espèces de capitaux matériels qui concourent à la production rurale, le premier, le capital foncier, qui se compose des travaux de tout genre accumulés avec le temps pour la mise en valeur du sol et incorporés avec lui, bâtiments, dessèchements, appropriations aux cultures spéciales, manquait presque absolument. Les parcs des riches propriétaires étaient entretenus avec le même soin qu'en Angleterre : mais tandis qu'en Angleterre il est souvent impossible de distinguer le point où finit le parc et où commence la ferme, un contraste affligeant apparaissait dès qu'on sortait de l'enceinte réservée. Plus de fossés d'écoulement, d'arbres, de haies, de clôtures soignées, de chemins propres et bien tracés; partout la terre nue, abandonnée, n'ayant reçu de l'homme d'autre travail que celui qui est absolument nécessaire; plus de ces jolies maisons de ferme anglaises que recouvrent la clématite et le chèvrefeuille, avec leurs dépendances toujours commodes et souvent élégantes, et à leur place des chaumières en terre, que le tenancier élevait lui-même et que le maître ne réparait jamais.

Le second capital, le capital d'exploitation, qui se compose du bétail, des instruments aratoires, des semences, des récoltes en magasin, manquait un peu moins, parce

qu'il est plus impossible de s'en passer. La quantité du gros bétail suffisait presque , à cause des immenses facilités que donnait pour le nourrir la croissance universelle et spontanée de l'herbe ; mais on en avait beaucoup moins qu'on n'aurait pu et dû en avoir, et d'une qualité généralement inférieure. Les porcs, élevés presque tous dans la maison des cultivateurs, donnaient d'assez bons produits ; mais le déficit en moutons était énorme , l'Irlande en possédant proportionnellement huit fois moins que l'Angleterre , et n'ayant pas appris à améliorer les races. Quant aux machines , les plus simples faisaient défaut : à peine des charrues , presque pas de charrettes, des bêches et des hottes pour tous instruments de travail, à côté du pays le plus riche du monde en forces mécaniques appliquées à la culture ; aucune sorte d'avances chez les fermiers , pas même de provisions suffisantes pour leur nourriture , la plupart étant obligés d'emprunter à des conditions onéreuses, jusqu'à la récolte, le grain pour leurs semences et un peu de farine pour leur pain.

Le capital intellectuel ou l'habileté agricole n'avait pas fait plus de progrès. L'assolement quadriennal était à peu près inconnu, sauf dans quelques fermes qui faisaient exception et que dirigeaient des Anglais ou des Écossais. Très-peu de turneps, de féveroles et de prairies artificielles ; les prairies naturelles elles-mêmes , ce trésor inappréciable du sol et du climat, livrées aux eaux crouissantes et aux mauvaises herbes. Faute de moyens suffisants pour entretenir la fertilité de la terre, le froment et l'orge n'avaient pris que peu d'extension ; tout était sacrifié à deux cultures, destinées surtout à la nourriture des hommes, l'avoine et la pomme de terre ; toutes

deux encore assez mal entendues, en ce qu'on les demandait sans interruption au même sol, tant qu'il pouvait en donner.

L'imagination s'effraye quand on essaye de mesurer ce qui manque à un pays dans cet état. Rien que pour donner à l'Irlande le capital qui lui manquait en moutons, comparativement à l'Angleterre, il aurait fallu un demi-milliard ; il en fallait au moins un pour les autres espèces de bétail, 2 ou 3 pour le drainage, autant pour la construction d'habitations plus convenables, pour l'établissement de clôtures et de chemins ruraux, pour l'achat des instruments les plus nécessaires ; 8 milliards de francs, ce n'eût encore été que 1,000 francs par hectare ; l'Angleterre en a absorbé certainement beaucoup plus.

Les partisans exclusifs de la grande propriété avaient lieu d'être embarrassés quand il s'agissait de l'Irlande. La grande propriété y régnait en souveraine, bien plus qu'en Angleterre et même qu'en Écosse. On ne trouvait quelques moyens et petits propriétaires que dans les environs des grandes villes, où un peu de commerce et d'industrie avait développé une classe bourgeoise ; le reste de l'île se partageait en immenses terres de 1,000 à 100,000 acres ¹ ; et, plus ces propriétés étaient grandes, plus elles étaient délabrées. Les plus vastes restaient à l'état de nature, comme le fameux district de Connemara, dans le Connaught, fort connu sous le nom de *Martin's Estate*. Les substitutions, beaucoup plus usitées qu'en Angleterre, rendaient la plupart de ces domaines incommutables. La loi primitive du pays était le *gavelkind* ou

¹ L'acre d'Irlande vaut 65 ares 55 centiares.

partage égal entre les mâles, mais les Anglais avaient importé le droit d'aînesse.

A leur tour, ceux qui considèrent la petite culture comme la panacée universelle, ne devaient pas être moins embarrassés. Si l'Irlande était le pays de la très-grande propriété, c'était aussi par excellence le pays de la très-petite culture. On n'y comptait pas moins de 300,000 fermes au-dessous de 2 hectares; 250,000 avaient de 2 à 6, 80,000 de 6 à 12, 50,000 seulement au delà de 12 hectares. La loi de succession favorisait cette division en ordonnant le partage des baux entre les enfants, ce qui n'était pas, comme en Angleterre, une lettre morte.

Cette union de la grande propriété et de la petite culture, qui a eu de très-bons effets sur quelques points de l'Angleterre et de l'Écosse, en avait de détestables en Irlande. Propriétaires et cultivateurs semblaient s'être donné le mot pour se ruiner eux-mêmes, en ruinant à l'envi l'instrument de leur richesse commune, le sol. Au lieu de ces fécondes habitudes de résidence qui caractérisent les propriétaires anglais, les *landlords* irlandais, toujours absents de leurs domaines, en tiraient scrupuleusement tout le revenu pour le manger ailleurs. Ils les louaient tant qu'ils pouvaient, à longue échéance, à des spéculateurs résidant le plus souvent en Angleterre, et représentés eux-mêmes par des sous-fermiers appelés *middlemen*. Imprévoyants et dissipateurs comme tous ceux qui touchent de l'argent sans savoir comment il se gagne, n'ayant d'ailleurs, faute d'avances faites à propos, que des revenus incertains et précaires, ils menaient presque tous un train supérieur à leurs ressources, et leurs dettes

avaient fini par grossir au point d'absorber la plus grande part de leur fortune apparente.

A leur tour, les *middlemen*, uniquement occupés d'accroître leurs profits sans bourse délier et sans s'inquiéter des conséquences, n'ayant avec la culture proprement dite aucun rapport direct et personnel, avaient sous-loué la terre à l'infini. La population rurale ayant multiplié à l'excès, puisqu'elle s'élevait à 60 têtes environ par hectare, tandis qu'elle est en France de 40, en Angleterre de 30, et dans la basse Écosse de 12, n'avait que trop répondu à cet appel. Une concurrence effrénée s'était établie, pour la possession du sol, entre les cultivateurs. Aucun d'eux ne possédant plus de capital qu'un autre, tous étaient égaux devant les enchères; chaque père de famille voulait devenir tenancier ou locataire de quelques lambeaux de terre qu'il pût cultiver avec sa famille.

Ainsi s'était développé le système des petites locations, ce qu'on a appelé le *cottiers system*. Ce système n'est pas précisément mauvais en soi, quand il n'est pas poussé trop loin. Outre qu'il permet de se passer de capital, lorsqu'on en manque, en le remplaçant par des bras, il a l'avantage de supprimer le salariat proprement dit, c'est-à-dire cette classe d'hommes qui vit uniquement de la demande de travail et qui est soumise à ses vicissitudes. Il n'y avait, à proprement parler, que très-peu de salariés en Irlande, ceux qui ailleurs auraient été des journaliers travaillant au jour le jour, étaient là de petits fermiers. Mais il faut une borne à tout, et la division des exploitations n'en avait pas eu, à cause du nombre toujours croissant des concurrents. Les petits tenanciers avaient

commencé par obtenir des fermes où une famille pouvait vivre à la rigueur en payant la rente ; ces fermes se sont partagées une première fois, puis une seconde, puis une troisième ; et on en était venu à ces 600,000 locations au-dessous de 6 hectares, c'est-à-dire à un point où le cultivateur n'a que le strict nécessaire pour ne pas mourir de faim, où le moindre déficit de récolte commence par rendre impossible le paiement de la rente et finit par être un arrêt de mort pour le tenancier lui-même.

Grâce à l'excellence du sol et à la multitude des bras, le produit brut, quoique inférieur de moitié au produit anglais, était encore assez considérable. On pouvait l'évaluer, en le ramenant aux prix français, à 800 millions de francs, ou, comme en France, 100 francs par hectare, divisés ainsi qu'il suit :

Froment.	60 millions de fr.
Orge.	30
Avoine.	150
Pommes de terre.	250
Lin et jardins.	50
Total des produits végétaux. .	540
Produits animaux.	260 ¹
TOTAL.	800 millions de fr.

Ainsi les produits animaux étaient, comme en France, la moitié des produits végétaux, signe d'une culture épuisante, tandis qu'en Angleterre, en Écosse, les premiers sont supérieurs aux seconds et que la balance pen-

¹ Soit 32 à 33 fr. par hectare ; en France, la moyenne des mêmes produits (bœufs, moutons, chevaux et porcs) est de 26 fr., et en Angleterre de plus de 100.

che tous les jours de leur côté, signe d'une culture améliorante. Ce produit de 100 francs par hectare devait se partager ainsi :

Rente du propriétaire.	32 fr.
Bénéfice des <i>middlemen</i>	8
Impôts.	5
Frais accessoires.	5
Salaires.	50
TOTAL	100 fr.

Réparti sur la population totale de l'île, le produit agricole total donnait 100 francs par tête, tandis qu'en France le même dividende s'élevait à 140 francs, en Angleterre et en Écosse à 200. Répartie sur la population laborieuse rurale, la somme des salaires donnait 80 francs environ par tête, tandis qu'en France la même répartition est de 125 francs, en Angleterre de 160 et en Écosse de 200.

Ce qui ressort de ces chiffres, c'est l'insuffisance de la production par rapport à la population en général et à la population rurale en particulier. En France, notre population totale n'atteignait que 66 têtes humaines par 100 hectares, tandis qu'en Irlande elle s'élevait à 100, et notre population rurale n'équivalait à surface égale qu'aux deux tiers de la population rurale irlandaise. En Angleterre, la population totale était plus nombreuse, mais pour un produit rural double, et la population rurale n'arrivait qu'à la moitié de celle de l'Irlande. En Écosse, les proportions étaient meilleures encore.

Remarquons en outre, en faveur de notre pays, que la population rurale française ne vit pas seulement de salai-

res, elle y joint une portion considérable de la rente, puisqu'elle est propriétaire d'une partie du sol, ainsi qu'une portion du bénéfice, puisqu'elle comprend les fermiers et les métayers, tandis qu'en Irlande, les paysans n'étant pas propriétaires, et les fermiers ou *middlemen* appartenant à la population urbaine, la population rurale vivait uniquement de ce qui représentait les salaires. J'entends en effet ici par salaires tout ce qu'on abandonnait aux petits tenanciers pour rétribuer leur travail, et qui, sans leur être payé sous la forme de salaires proprement dits, constituait cependant de véritables salaires, puisque la rémunération du capital et de l'habileté agricole n'y entraît pour rien.

On a souvent accusé la rente d'être montée en Irlande à un taux exagéré. Il y avait sans doute du vrai dans cette accusation, mais ce n'était pas le taux en lui-même qui la méritait. On voit en effet que la rente n'atteignait en Irlande, comme en France, en Angleterre et même en Écosse, que le tiers environ du produit brut; elle n'était d'ailleurs que nominale dans un grand nombre de cas; la somme réellement perçue tombait au quart, au cinquième du produit net, et peut-être plus bas encore. Une telle rente eût à peine suffi pour nourrir, dans un État bien constitué, la population non rurale; avec une meilleure organisation, elle aurait plutôt dû s'élever que descendre.

On ne pouvait pas plus imputer la misère des cultivateurs à la faible part des salaires dans la répartition. Non-seulement cette part s'élevait en principe à la moitié du produit brut, tandis qu'elle n'est en Angleterre et en Écosse que du quart, mais elle montait souvent plus haut

à cause du non-paiement de la rente. Nulle part peut-être le lot des salaires n'était plus élevé. Contrairement à la rente, il aurait plutôt dû descendre que monter.

Enfin ce n'est pas davantage à la portion représentative du profit qu'on pouvait s'en prendre, car cette part n'arrivait qu'au douzième du produit brut, tandis qu'en Écosse elle monte jusqu'au quart, et en bonne économie rurale, elle eût été loin de suffire.

Le véritable vice de la rente, c'était la manière dont elle se dépensait. Au lieu de servir sur les lieux mêmes à la formation du capital, elle allait se perdre en Angleterre ou sur le continent sans profit pour l'Irlande¹. Cette fuite constante de la rente se manifestait par un courant continu d'exportation des denrées agricoles ; la moitié environ du froment récolté, un quart de l'avoine, la meilleure partie des produits animaux, en tout un tiers environ du produit rural, passait tous les ans d'Irlande en Angleterre, et servait à payer soit la rente, soit l'intérêt de la dette hypothécaire, qui ne faisait qu'un avec elle et qui appartenait en général à des capitalistes anglais. L'exportation enrichit un pays quand il reçoit quelque chose en échange : c'est ce qui arrive en Écosse ; mais quand on exporte toujours sans rien recevoir, comme en Irlande, l'exportation est une ruine. Cette île produi-

¹ Plusieurs économistes anglais, et en particulier M. Mac Culloch, dont l'autorité est grande en ces matières, ont contesté l'influence funeste qu'on attribue généralement à la non-résidence des propriétaires ; les raisons invoquées en faveur de cette opinion appartiennent à la théorie pure, elles mériteraient d'être examinées avec soin, s'il s'agissait ici d'une exposition didactique des principes de la science ; mais du moins en ce qui concerne l'Irlande, la question me paraît tranchée par les faits.

sant tout juste le nécessaire pour la nourriture de ses habitants, ce qui en sortait laissait un vide que rien ne venait remplir.

Une partie de l'impôt suivait la même voie. A coup sûr, l'impôt direct n'était pas en lui-même plus lourd que la rente, puisqu'il ne s'élevait qu'à 5 francs par hectare, tandis qu'en Angleterre il est de 25 ; mais en Angleterre il se dépense sans se déplacer, tandis qu'en Irlande, la plus grande partie, servant à payer le clergé anglican, qui ne résidait guère plus que les propriétaires, constituait, comme la rente, une véritable perte annuelle. Ce qui en restait remplissait bien faiblement le rôle que doit remplir l'impôt dans tout pays bien ordonné, de grossir le capital national en routes, ponts, canaux, ports, édifices communs, et de maintenir la paix publique.

Le profit des *middlemen* n'avait pas tout à fait les mêmes inconvénients, puisqu'il en restait beaucoup en Irlande, mais il n'en revenait guère plus à la culture.

Voilà certes de puissantes causes d'appauvrissement ; elles n'auraient cependant pas suffi pour expliquer l'état de misère où était tombée la plus grande partie de l'Irlande, sans la multiplication insensée de la population rurale ; là était le principe essentiel et comme la racine du mal. Même avec l'exportation régulière de la rente et d'une partie de l'impôt, même avec le défaut de capital tant public que privé, la population rurale aurait pu vivre, si elle avait été, comme en Angleterre, moins nombreuse de moitié. Ce nombre énorme de prolétaires affamés avait bouleversé toutes les conditions de la production. Autrefois l'Irlande était beaucoup moins peuplée : on n'y comptait en 1750 que 2 millions d'âmes, et

en 1800 que 4, au lieu des 8 millions de 1846. L'île tout entière ne formait alors qu'un immense pâturage, ce qui est évidemment sa destination naturelle et la meilleure manière d'en tirer parti. Quand cette population surabondante s'est développée, une culture qui en a été en même temps la cause et l'effet, celle des pommes de terre, s'est étendue parallèlement, et a absorbé tous les soins, tous les travaux, tous les fumiers.

De toutes les cultures connues, la pomme de terre est celle qui peut fournir, surtout en Irlande, la plus grande quantité de nourriture humaine sur une surface donnée de terrain ; cette propriété en fait un des dons les plus précieux de la Providence, mais à condition qu'elle ne s'étende pas trop, car alors elle devient un fléau, en épuisant sans les renouveler les moyens de production.

Il y a d'ailleurs, et l'expérience ne l'a que trop prouvé, un extrême danger à fonder sur un seul produit la subsistance de tout un peuple. Outre que la pomme de terre, quand elle est seule, constitue un aliment grossier et beaucoup moins nourrissant, à égalité de poids et de volume, que les céréales et les légumineuses, ce qui devrait suffire pour n'en pas faire l'ordinaire exclusif des hommes, elle est soumise à d'autres chances que les récoltes de grains, ce qui en fait un complément inestimable de ces cultures, mais doit empêcher de s'y confier absolument. Le vrai rôle de la pomme de terre, dans une bonne économie rurale, consiste à fournir une nourriture abondante aux animaux et un supplément à celle des hommes, afin que, si les autres récoltes viennent à manquer, cette ressource puisse suppléer au déficit. Mais on n'en était pas en Irlande à se demander ce qui valait le mieux ; la né-

cessité parlait, il fallait obéir; la pomme de terre avait déjà couvert le tiers du sol cultivé, et menaçait de s'étendre encore; elle formait à elle seule les trois quarts de la nourriture des campagnes, l'autre quart était formé par un aliment non moins inférieur, l'avoine.

Tant qu'on obtenait ces deux produits avec quelque abondance, le peuple des petits tenanciers vivait mal, mais il vivait, et malheureusement il multipliait. Quand la récolte venait à manquer ou seulement à décroître, la disette les décimait. Comme en même temps ils ne pouvaient payer la rente, le propriétaire ordonnait de les évincer, ce qui n'était pas facile. N'ayant que des baux annuels et verbaux, il ne leur restait d'autre ressource que la résistance armée. Les agents chargés de recouvrer les rentes, les officiers de police chargés d'exécuter les évictions, étaient reçus à coups de fusil; quand ces assassinats donnaient lieu à des poursuites, il ne se trouvait ni un témoin pour charger les accusés ni un jury pour les déclarer coupables. Les tenanciers dépossédés, n'ayant plus aucun moyen d'existence, devenaient des vagabonds nocturnes; leurs enfants et leurs femmes demandaient l'aumône; et comme la taxe des pauvres n'existait pas, remède dangereux sans doute, mais quelquefois nécessaire, il n'y avait pas de bornes à cette progression de la misère et du crime. Les districts les plus fertiles souffraient profondément de ces plaies; le mal arrivait à ses dernières limites dans les plus mauvaises parties de l'île, c'est-à-dire dans l'ouest.

La population du Connaught atteignait presque une tête humaine par hectare, c'est-à-dire l'équivalent de nos riches départements normands, et la nature du sol n'of-

frait que des ressources insuffisantes pour nourrir une pareille population, la moitié des terres, ou 800,000 hectares sur 1,600,000, étant incultivables. Dans les comtés voisins de Donegal et de Kerry, c'était pire encore : les terres cultivées ne formaient que le tiers de la superficie, le reste en montagnes, lacs ou marais. Supposez la population de la Manche, de la Somme ou du Calvados, transportée dans les Hautes ou les Basses-Alpes, et demandez-vous quelle en sera la conséquence ! Ces comtés n'ayant ni industries actives ni villes populeuses, la population tout entière vivait de l'agriculture, si l'on peut donner ce nom à l'épuisement aveugle et famélique des facultés productives du sol. Peut-on s'étonner que même une faible rente de 15 francs par hectare y devînt d'un recouvrement impossible, et que la famine avec toutes ses horreurs y fût en quelque sorte en permanence !

Parmi les expédients imaginés pour tirer de la terre le plus grand parti possible sans capital, il en était deux qui présentaient en apparence au *landlord* de très-grands avantages, et qui en définitive n'étaient pas moins désastreux pour lui que pour le cultivateur. Je veux parler de la tenure en commun et du *conacre*.

Voici ce que c'était que la tenure en commun, qu'on appelait aussi *rundale* ou *runrig*, mot qui paraît d'origine scandinave. On louait une étendue plus ou moins considérable de terre, soit par exemple 50, 100, 200 hectares, à un village dont tous les habitants étaient solidaires. Ceux-ci jouissaient en commun de ce qu'ils ne pouvaient pas cultiver, et se partageaient annuellement le reste par famille ; chaque famille partageait ensuite son lot par tête, si elle le jugeait à propos. Après la récolte, tout ren-

trait en commun, et le partage se faisait à nouveau pour l'année suivante. Nous avons en France, dans les régions les plus arriérées, bon nombre de villages organisés à peu près de cette façon, avec cette différence que la communauté est propriétaire, au lieu d'être fermière. Malgré cet avantage, la jouissance en commun amène partout les mêmes résultats, l'épuisement du sol et la pauvreté des cultivateurs. Cette pauvreté devient de plus en plus grande à mesure que la population s'accroît. On a vu 50 hectares de terre loués ainsi à 100 co-tenants; ils y vivaient dans la dernière misère, et n'arrivaient pas à payer la rente. Ce système était surtout en vigueur dans les régions les moins fertiles. Ces villages n'avaient presque pas de bétail, et les plus simples pratiques agricoles y étaient inconnues.

Le *conacre* ne valait guère mieux. Quand, pour une cause ou pour une autre, une assez grande dose de fertilité s'était accumulée dans un champ, on le louait tout fumé à un ouvrier pour une seule récolte, à un prix exorbitant, ordinairement payable en journées. Celui-ci le plantait en pommes de terre, et l'épuisait tant qu'il pouvait d'un seul coup. Près de Limerick, le louage ordinaire des champs exploités en *conacre* était de 1,000 francs l'hectare. On louait par demi-hectare, par quart d'hectare, quelquefois moins encore. « La concurrence pour la jouissance du sol, surtout quand il offre quelque fertilité, disait un témoin dans l'enquête de 1833, est si grande dans quelques parties de l'Irlande, qu'il n'est peut-être pas de rente demandée qui ne puisse être immédiatement promise. » Là, plus qu'ailleurs, promettre et tenir étaient deux; mais les contractants n'y regardaient pas de si

près, ils avaient l'un et l'autre de ce qu'ils voulaient, l'un la jouissance momentanée du sol, l'autre l'espoir d'une rente démesurée. Le règlement de compte arrivait ensuite comme il pouvait.

L'écobuage, qui ruine l'avenir au profit du présent, était fort usité, ce qui expliquait la grande étendue de terres incultes, bien que cultivables, qu'on rencontrait dans un pays où la terre cultivée était l'objet d'une concurrence si acharnée. Il faut en effet des années de jachère morte pour réparer le mal que font une ou deux mauvaises récoltes dans un sol écobué, à moins que cette pratique ne soit le point de départ d'une culture savante et progressive, ce qui n'arrivait jamais en Irlande.

CHAPITRE XXIV.

L'ÉTAT DE GUERRE.

D'où venait cette différence immense, infinie, entre deux îles voisines, soumises en apparence aux mêmes lois, dont l'une, la moins fertile, pouvait payer des rentes de 75 francs par hectare, d'énormes impôts, des profits considérables, de forts salaires, et entretenir beaucoup mieux une population plus nombreuse, tandis que l'autre, la plus fertile, ne pouvait, avec une population moindre, payer que de faibles rentes, des profits et des impôts plus faibles encore, des salaires insuffisants ? Les causes de cette anomalie si étrange se résument en un seul mot, l'oppression de l'Irlande. Nous avons vu en Angleterre, en Écosse, les conséquences économiques de la liberté ; nous voyons maintenant en Irlande les conséquences de l'état contraire. Nous aurons eu ainsi les deux faces de la même démonstration.

Les Anglais affirment, pour se délivrer de cette responsabilité, que le caractère irlandais a des défauts qui lui sont propres, et qui auraient en tout état de cause arrêté l'essor national. Je veux bien croire que la race celtique n'a pas tout à fait l'énergie de la race anglo-saxonne, mais la différence ne me paraît pas assez grande pour tout expliquer. Plus d'un exemple ancien et mo-

derne prouve que le peuple irlandais a aussi des qualités éminentes. Si, malgré son horrible désorganisation, l'Irlande a produit de vigoureux caractères et de grands courages en tout genre, que serait-ce si la sève nationale n'avait pas été violemment étouffée ! Ce qui n'a pu être qu'un éclair fugitif chez un peuple comprimé, serait devenu, dans un air plus libre, un foyer brillant et durable.

Les Anglais attribuent à la religion catholique une influence énervante. Cette observation peut encore paraître fondée à quelques égards : il est vrai que, dans l'Europe moderne, les nations protestantes montrent en général un génie plus ferme et plus positif que les nations catholiques ; mais il n'en a pas toujours été ainsi, et, de nos jours même, ce n'est pas une règle absolue. L'Espagne et l'Italie, aujourd'hui en arrière, avaient précédé en civilisation la Hollande, l'Angleterre et l'Allemagne, et je ne vois pas que la Belgique catholique, et, jusqu'à un certain point, la France elle-même, soient aujourd'hui fort inférieures à la plupart des pays protestants.

Un fait patent et péremptoire répond d'ailleurs à ces imputations. Depuis quelques années, un grand nombre d'Irlandais quittent leur patrie pour émigrer en Amérique. Dès qu'ils ont touché cette terre nouvelle, où ils ne se trouvent plus sous l'étreinte de l'Angleterre, et où rien ne vient plus arrêter l'activité qui leur est propre, ces hommes démoralisés, abrutis, imprévoyants, se transforment pour prendre rang parmi les citoyens industriels de l'Union. Leur fanatisme même, dont on parle tant, les abandonne, dès que leur culte n'est plus persécuté. En jouissant pour eux-mêmes de la liberté religieuse, ils deviennent tolérants pour autrui, et échappent volontai-

rement à cette domination exclusive de leur clergé, qu'ils acceptent avec tant de passion sur la terre natale. Tous les préjugés du monde ne peuvent rien contre ce fait incontesté, qui prend tous les jours des proportions plus décisives, car ce n'est pas de quelques individus qu'il s'agit, mais de tout un peuple qui fuit l'Europe, où il sert et souffre, pour se relever, indépendant et fier, de l'autre côté de l'Atlantique.

Nul doute, à mes yeux du moins, que si, au lieu d'être placée si près de sa puissante sœur, l'Irlande avait été jetée par la Providence sur un point plus éloigné de l'Océan, elle n'eût eu sa vie originale et forte. Nul doute encore que si, au lieu d'être de beaucoup la plus petite des deux îles voisines, elle eût été la plus grande, elle n'eût pu finir par absorber l'autre et par donner son cachet à la civilisation britannique. Ni le caractère national, ni la foi catholique, n'auraient été des obstacles essentiels à cette destinée si différente. Tout son malheur lui vient de ce qu'étant très-rapprochée, elle est la plus faible, et en même temps de ce qu'elle n'était ni assez proche ni assez faible pour se laisser absorber sans résister, la pire des conditions pour un peuple. L'Écosse a lutté aussi contre son assimilation avec l'Angleterre; mais outre qu'il y avait entre les deux peuples des affinités de race et de croyance qui n'existaient pas entre l'Anglais et l'Irlandais, le voisinage était si immédiat et la disproportion si grande, qu'elle a dû céder à temps. L'Irlande est restée vaincue et réfractaire.

Par une conséquence nécessaire de sa forte nature, le peuple anglais est incompatible avec tout ce qui n'est pas lui. Son génie est exclusif. Il a surtout une haine vic-

lente contre le papisme, qu'il regarde comme inconciliable avec la liberté. L'Irlande n'était pas seulement à ses yeux une voisine redoutable et un ennemi naturel, c'était encore une nationalité odieuse en soi, antipathique à toutes ses idées. Ne pouvant pas la réduire, il a voulu l'écraser.

La grande excuse de l'Angleterre, la voilà. Sans doute il eût cent fois mieux valu, non-seulement pour l'Irlande, mais pour l'Angleterre elle-même, qu'elle eût suivi dès l'origine envers l'*île sœur*, comme elle l'appelle quelquefois, une politique plus humaine; mais après tout, la nation anglaise n'a fait, en essayant de s'incorporer par la force cette terre voisine, que ce qu'ont fait tous les autres peuples. Si les Anglais avaient eu pour les Irlandais des sentiments vraiment fraternels, c'eût été un bel exemple assurément, mais un exemple unique, dans des temps où les nations n'aspiraient qu'à se détruire mutuellement. N'avons-nous pas vu, chez nous comme partout, catholiques et protestants se massacrer sans miséricorde? N'a-t-on pas vu, dans tout le cours de l'histoire, porter le fer et le feu dans des royaumes entiers, pour y détruire le moindre germe d'une nationalité distincte, et fondre ces débris dans de vastes empires? Toutes les grandes unités nationales se sont-elles formées autrement? Le perpétuel malentendu qui fait les démêlés d'homme à homme, de classe à classe et de peuple à peuple, ne subsiste-t-il pas toujours, et ne suffit-il pas d'être né sur les deux rives d'un fleuve pour s'entre-déchirer? A ce point de vue, ce qu'on peut reprocher à l'Angleterre, c'est de n'avoir pas assez fait, puisque l'assimilation n'était pas complète.

Quoi qu'il en soit, l'état de guerre ouverte qui a été de-

puis des siècles la condition normale de l'Irlande dans ses rapports avec l'Angleterre, explique trop bien les contrastes que nous venons de remarquer dans l'économie rurale des deux îles.

La première conséquence est la condition de la propriété. La plupart des propriétés irlandaises ont eu pour origine des confiscations. De là ce fléau qui, sans être précisément propre à l'Irlande, car il se retrouve un peu partout, y a pris une extension particulière, et qu'on appelle l'*absenteism*.

De tout temps, les conquérants venus d'Angleterre ont considéré l'Irlande comme une terre étrangère et hostile qu'il était bon de posséder, mais où il ne fallait pas s'établir. Dès le huitième siècle, ce sentiment se manifeste chez les chevaliers normands, qui ne veulent pas résider dans leurs fiefs d'Irlande; leur patrie adoptive n'est pas là, mais en Angleterre, où leur confédération se groupe tout entière autour de son chef pour défendre en commun leur puissance. Après eux, toutes les fois que l'Angleterre fait un nouvel effort pour soumettre l'Irlande, une nouvelle catégorie de propriétaires anglais ou écossais s'empare des terres, et toujours dans le même esprit, pour en dépouiller la race indigène, pour en tirer tout le profit possible, non pour y demeurer. Sous Élisabeth, 600,000 acres sont distribués ainsi; sous Jacques I^{er}, six comtés entiers sont confisqués et partagés, un d'eux est donné aux corporations de Londres qui le possèdent encore, d'où lui vient son nom de *Londonderry*; sous Charles I^{er}, c'est toute la province de Connaught qui est déclarée la propriété du roi; sous Cromwell, le même système d'expropriation est appliqué aux trois autres, il est même ques-

tion de vendre aux juifs toutes les terres d'Irlande ; sous Charles II, sous Guillaume III, on achève l'œuvre. Tous les gouvernements de l'Angleterre, monarchie absolue des Tudors et des Stuarts, république, restauration, monarchie parlementaire, n'ont qu'une seule et même pensée, exclure les Irlandais de la propriété de l'Irlande.

Presque partout, la propriété est à son origine fondée sur la conquête, mais le temps lui a enlevé peu à peu ce caractère. Le séjour des conquérants au milieu du peuple conquis amène à la longue le mélange des races et la conformité des intérêts ; en Irlande, l'opposition était restée aussi vivace que le premier jour. Un nouvel élément, la religion, avait tracé entre les vainqueurs et les vaincus une de ces lignes indélébiles de démarcation qui éternisent les haines. L'Angleterre devenue protestante avait voulu implanter de force le protestantisme en Irlande ; l'Irlande s'était d'autant plus obstinée à rester catholique que l'Angleterre ne l'était plus. La guerre des deux nationalités avait pris le caractère d'une guerre religieuse, la plus impitoyable de toutes, parce qu'elle donne à des intérêts et des passions terrestres l'excuse apparente de la foi. Après des efforts inouïs, l'Angleterre était parvenue à établir en Irlande un cinquième de protestants ; les quatre autres étaient restés catholiques. Les premiers résidaient presque tous dans les villes, les seconds peuplaient les campagnes. Les propriétaires appartenant en général à un culte et les cultivateurs à l'autre, aucun lien ne pouvait exister entre ces deux classes. Tout les séparait. Les confiscations, qui avaient rendu les uns maîtres du sol et réduit les autres à la condition d'ilotes, n'avaient pu s'accomplir sans d'épouvantables massacres. Ces souvenirs

sanglants, toujours ravivés par les persécutions légales, poussaient jusqu'à la frénésie l'animosité réciproque. Les propriétaires se gardaient bien d'habiter leurs terres, où ils auraient couru des dangers personnels; leurs représentants, les *middlemen*, n'y résidaient pas davantage par la même cause; les uns et les autres pressuraient de loin sans scrupule un peuple détesté, qui leur répondait par des malédictions et souvent par des meurtres.

Outre sa nécessité absolue comme instrument de progrès, la rente se justifie, dans la plupart des pays civilisés, par les capitaux que le temps a enfouis dans le sol. Il y a très-peu de terres, soit en France, soit en Angleterre, dont la valeur actuelle représente autre chose que ces capitaux; souvent même leur valeur est loin de représenter la totalité des capitaux absorbés. En Irlande, la propriété n'avait pas cette justification, qui aurait pu légitimer son origine révolutionnaire. La rente ne servait à aucun progrès sur place, elle n'était le produit d'aucun capital, puisque le propriétaire avait soin de ne faire aucune dépense. Elle se montrait dans toute la brutalité de la force, et n'était au fond, comme tout le reste de la constitution irlandaise, comme la dîme du clergé protestant imposée à la population catholique, qu'un moyen de guerre et d'oppression.

Les substitutions rigoureuses, qui avaient ici un but spécial en sus de leur but aristocratique ordinaire, contribuaient à aggraver ce caractère odieux de la rente. Un petit nombre de propriétés avaient pu passer de main en main et perdre dans ces mutations volontaires leur signification primitive; le reste remontait par une filiation directe à quelqu'une de ces dates néfastes inscrites dans

le cœur des Irlandais comme les moments les plus douloureux de leur longue torture.

Par une autre conséquence de l'état de guerre, l'Angleterre avait étouffé en Irlande toute espèce d'industrie et de commerce. Elle comprend aujourd'hui la faute qu'elle a commise, et elle commence à revenir sur ses pas, quoique lentement et avec des retours de l'antique défiance. Dans le passé, elle a partagé complètement l'erreur commune, elle a cru comme tout le monde que la richesse de ses voisins était incompatible avec la sienne, et elle a tenu à étouffer en Irlande la richesse qui donne la force. Son histoire est pleine des mesures violentes qu'elle a prises dans cette intention. Elle n'y avait que trop réussi. On avait voulu que l'Irlande fût pauvre, elle l'était. Or nous avons vu, soit en Angleterre, soit en Écosse, de quelle importance est pour l'agriculture le voisinage du développement industriel et commercial. Outre qu'il fournit des débouchés et des capitaux, il permet de contenir, par une nouvelle demande de travail, la multiplication illimitée de la population rurale ; c'est par là surtout que son absence a été fatale à l'Irlande. Comme il n'y avait d'autre emploi pour les bras, d'autre moyen de subsistance que la terre, c'est sur la terre que se portait la population tout entière, et, quoique l'île fût moins peuplée en tout que l'Angleterre, les campagnes l'étaient deux fois plus, parce que le travail industriel, qui occupe en Angleterre les deux tiers des bras, manquait absolument.

Cette multiplication de la population rurale avait été encouragée par les propriétaires, parce qu'elle accroissait la concurrence, avilissait les salaires et augmentait la rente du sol, calcul aussi faux que coupable, car la rente

extorquée par ces moyens finissait par devenir illusoire. Partout ailleurs, et surtout en Angleterre, les propriétaires ont à construire et à entretenir les bâtiments qui servent d'habitation à la plupart des cultivateurs, cette obligation les intéresse jusqu'à un certain point à n'en pas trop multiplier le nombre ; en Irlande, chaque famille bâtissant sa hutte, ils avaient ou croyaient avoir l'intérêt contraire. De leur côté, les cultivateurs, excités à l'imprévoyance par leur indigence même, s'inquiétant peu du sort de leurs enfants, qui ne pouvait être ni meilleur ni pire, étaient devenus des *prolétaires* dans toute l'acception du vieux mot latin *proletarii*, qui exprime avec brutalité une des plus tristes conséquences de l'abjection humaine.

Le dirai-je ? il y avait encore, pour cette propagation illimitée, deux causes mystérieuses qui tenaient toutes deux à la condition misérable du peuple. La première est je ne sais quelle loi physiologique qui veut, pour toutes les espèces vivantes, que les moyens de reproduction s'accroissent en proportion des chances de destruction. On peut observer l'action de cette loi chez les animaux, on peut aussi l'étudier dans les familles humaines qui habitent des climats insalubres ; à mesure que les chances de mort deviennent plus nombreuses, le nombre des naissances s'élève ; et soit parmi les animaux, soit parmi les hommes, les races les plus fortes, les mieux nourries, ne sont pas celles qui pullulent le plus ; indifférente pour les individus, la nature prend soin avant tout de conserver les espèces.

La seconde cause était toute politique. L'Irlandais opprimé sentait instinctivement qu'il n'avait d'autre force que le nombre, et qu'il ne pouvait se défendre que par là.

A tous les renouvellements de la grande lutte, l'Angleterre avait procédé par de véritables exterminations, quelques années suffisaient pour remplir les vides. Comme une armée qui serre ses rangs troués par le canon, le peuple irlandais réparait rapidement les brèches faites dans son sein par les guerres et les famines. On avait souvent essayé de lui persuader d'émigrer, il avait toujours refusé. Dépouillé de la propriété du sol natal, il le couvrait de ses enfants, comme d'une protestation éternelle, pour en garder au moins la possession de fait, en attendant le jour de la restitution. La population s'accroissait surtout dans les montagnes de l'Ouest, ces Asturies de l'Irlande, qui ont été de tout temps le dernier rempart de sa nationalité.

Tout ceci montre suffisamment, sans qu'il soit besoin d'avoir recours à des influences de race et de religion, pourquoi les parties protestantes des deux provinces de Leinster et d'Ulster souffraient moins que le reste. Dans le Leinster, une colonie anglaise, et dans l'Ulster, une colonie écossaise, avaient pu s'implanter, la première autour de Dublin, qui est le siège du gouvernement, la seconde autour de Belfast qui n'est qu'à une faible distance de la côte d'Écosse. Elles avaient joui de toutes sortes de privilèges, pendant que des lois terribles, exécutées sans pitié, interdisaient tout travail lucratif aux catholiques.

Le luxe de Dublin, sa population agglomérée, la force militaire qui y réside, le nombre des fonctionnaires richement salariés tout cet ensemble, qui en fait comme la citadelle de l'Angleterre au cœur de l'Irlande, avait eu l'effet qu'ont toujours les capitales artificielles, qui est

d'enrichir leurs environs immédiats aux dépens de la communauté tout entière. Quant à Belfast, la seule industrie digne de ce nom qui existât en Irlande, l'industrie des lins, à la fois agricole et manufacturière, avait pu y fleurir sans opposition de la part des Anglais. On évaluait à 400 millions de francs l'exportation annuelle des toiles de Belfast, et à 30 millions la part des salaires dans ce beau produit. Rien de pareil ne se retrouvait sur les autres points du territoire. Les plus fertiles, comme le Tipperary, étaient précisément ceux où les confiscations, les dévastations, avaient sévi avec le plus de violence, sans cependant en exclure la race indigène ; celle-ci y appelait encore les protestants *cromwelliens* ou partisans de Cromwell, comme si l'effroyable passage de ce tyran sanguinaire avait eu lieu la veille.

Tout le monde a entendu parler de ces bandes de vagabonds armés qui se sont formées de tout temps en Irlande. On les a appelées tour à tour, suivant le signal qu'elles avaient adopté, les enfants blancs, *white-boys*, les défenseurs, *defenders*, les niveleurs, *levellers*, les batteurs, *thrashers*, parce que leur arme était un fléau, les cardeurs, *carders*, parce qu'ils écorchaient leurs victimes avec des instruments à carder, les *rockites*, du nom d'un prétendu capitaine Rock, les *molly maguires*, du nom d'une fantastique femme-chef, comme la Rebecca du pays de Galles, etc. Ces bandes signalaient partout leur passage par d'horribles atrocités : seule vengeance possible pour la pauvre Irlande. A côté du pays le plus paisible de la terre, où l'on ne voit pas un soldat, et où, sans garde nationale, sans armée, sans force publique d'aucun genre, chacun jouit, à l'éternel honneur de la

nation, d'une sécurité parfaite, sous la seule protection de la loi, se trouvait le pays le plus profondément troublé par une perpétuelle jacquerie. Quand les rapt, les homicides, les incendies cessaient un moment, l'agitation ne s'arrêtait pas, elle continuait sous d'autres formes, résumant ses griefs et ses espérances dans ce cri national, répété en toute occasion : *L'Irlande pour les Irlandais !*

Il faut rendre cette justice à l'Angleterre, qu'elle avait fini par reculer devant son œuvre. Il y a trente ans environ, quand des idées plus saines en économie et en politique ont commencé à se faire jour chez elle, on a compris qu'on avait fait fausse route, et qu'il fallait chercher de meilleurs moyens pour s'attacher définitivement *l'île sœur*. L'émancipation politique des catholiques irlandais, en 1829, a été le pas décisif dans cette voie nouvelle. Depuis lors, l'Irlande prend part au gouvernement du Royaume-Uni, le retour des anciennes violences est devenu impossible. C'était beaucoup sans doute, ce n'était pas assez. Tous les ministères qui se sont succédé de 1830 à 1847, ont compté au nombre de leurs principales difficultés la situation de l'Irlande. Tout le monde cherchait de bonne foi le remède à cette misère tenace, qui, produite par les siècles, semblait exiger des siècles pour disparaître; personne ne l'avait trouvé. O'Connell lui-même, quoique parlant au nom de l'Irlande, n'avait indiqué qu'un moyen à la fois impossible et inefficace, le rappel de l'union; impossible, en ce que l'Angleterre ne pouvait pas, après avoir tant fait pour s'incorporer sa voisine, consentir à s'en séparer; inefficace, en ce que le rappel ne touchait en rien aux véritables éléments du problème, la constitu-

tion de la propriété et la surabondance de la population rurale. Les expédients politiques n'y pouvaient rien qu'à la longue ; il fallait un remède plus topique et plus immédiat.

Le peuple irlandais ne s'y était pas trompé : il avait, lui, très-nettement indiqué un remède ; mais on avait fait la sourde oreille, parce que c'était, sous une forme plus ou moins déguisée, un déplacement de propriété. Cela s'appelait tantôt le *tenant-right* (droit du fermier), tantôt la *fixité de tenure*, et paraissait ne s'appliquer qu'aux rapports du propriétaire et du tenancier.

Le *tenant-right* surtout pouvait passer pour inoffensif ; il était usité déjà , non-seulement en Irlande, dans la province d'Ulster , mais en Angleterre même, dans plusieurs comtés , et quelques agronomes l'ont regardé comme très-juste et très-utile. On entend primitivement par là le droit du fermier sortant de se faire rembourser par le fermier entrant les dépenses faites pour des améliorations dont l'effet n'est pas épuisé , *unexhausted improvements*, comme fumures , demi-fumures , marnages , chaulages , façons extraordinaires, etc. Jusque-là rien que de légitime, du moins en apparence ; mais la difficulté commence quand il s'agit de régler cette indemnité. Rien de plus vague , de plus difficile à saisir que les *améliorations non épuisées*, surtout quand il s'agissait de l'Irlande , où personne ne faisait d'améliorations , pas plus le fermier que le propriétaire. Au fond, ce qui se cachait sous ce terme, c'était le droit du fermier sortant de se faire payer une indemnité pour le seul fait de sa dépossession , ce qu'on pourrait appeler le *droit au bail*. On comprend aisément la portée d'un pareil principe.

Même au point de vue de la culture, et déduction faite de la question de propriété, il est au moins douteux que le *tenant-right* soit un usage avantageux. Cette question a été extrêmement controversée en Angleterre; elle a donné lieu à des enquêtes et à des discussions approfondies. On attribuait au *tenant-right* une partie de la prospérité agricole du comté de Lincoln; mais on a fait remarquer avec juste raison qu'il existait aussi dans le *Weald* de Sussex, la partie la plus arriérée de l'Angleterre, et qu'il pouvait être considéré comme une des causes de sa pauvreté rurale. En Écosse, où tout est si bien calculé dans l'intérêt de la culture, la question a été résolue contre le *tenant-right*. Cette coutume donne lieu à beaucoup de fraudes et de chicanes; elle porte les fermiers à se conduire plus en vue de l'indemnité qu'ils obtiendront à leur sortie, que de la bonne culture en elle-même; on a vu des spéculateurs plus habiles ou moins scrupuleux que d'autres, aller de ferme en ferme et d'indemnité en indemnité, en gagnant toujours au change.

De plus, le *tenant-right* devient à la longue pour le fermier entrant une charge énorme qui épuise du premier coup toutes ses ressources, et le laisse sans moyens de faire face aux dépenses les plus indispensables. Dans le Lincoln, dans le Nottingham, où cette coutume subsiste, on évalue de 250 à 300 francs par hectare ce que paye aujourd'hui le fermier entrant pour le *tenant-right* seulement, sans parler des charges ordinaires de la culture; dans le Sussex, la moyenne est de 100 à 150 fr., ce qui est peut-être plus lourd encore à cause du mauvais état du sol. En présence de pareils sacrifices, on comprend que les agronomes anglais soient devenus à

peu près unanimes pour condamner le *tenant-right*, au moins comme règle générale; les longs baux, et dans quelques cas les conventions spéciales, sont considérés comme une solution suffisante de la difficulté ¹.

S'il en est ainsi du *tenant-right* quand il est justifié par des dépenses réelles, que sera-ce de ce droit tel qu'il existait dans quelques parties de l'Irlande et qu'on prétendait le généraliser ! Ici ce qu'avait à payer le fermier entrant, ce n'était pas la rémunération d'améliorations qui n'existaient pas, mais la jouissance paisible de son bail, ou, comme on disait naïvement, la bonne volonté du fermier sortant, *good will*. Il était difficile d'y méconnaître un véritable droit de co-propriété. Quand ce droit existe de temps immémorial, comme en Ulster, où il paraît avoir pris naissance, lors de la grande tentative de colonisation protestante de Jacques I^{er}, et dans la pensée d'attirer des colons étrangers par la perspective d'avantages spéciaux, il n'y a rien à opposer à sa légalité; mais là où il n'était pas dès longtemps établi, on ne pouvait évidemment l'introduire sans changer les conditions de

¹ Le *Cultivateur écossais* ne croit pas que le *tenant-right* soit universellement condamné; je n'ai pas dit non plus que cette opinion fût unanime, mais à peu près unanime parmi les *agronomes* anglais; je sais qu'elle rencontre surtout de l'opposition parmi les *fermiers*, et je ne me dissimule pas les bonnes raisons qu'on donne pour le combattre; je dis seulement que les raisons contraires me paraissent meilleures, et qu'elles sont aujourd'hui plus généralement adoptées. Dans tous les cas, il ne peut y avoir de question que pour le bon sens du *tenant-right* et non pour le mauvais qui se substitue si aisément à l'autre. Je prie aussi de remarquer que je n'ai condamné le *tenant-right* que comme règle générale, et que je l'admets plus ou moins, suivant les cas, comme *convention spéciale*.

la propriété. Nous avons eu aussi en France des tentatives pour fonder quelque chose de pareil : tel est ce qu'on appelle dans certains cantons du département du Nord *le mauvais gré*, c'est-à-dire une véritable coalition entre les cultivateurs pour forcer les propriétaires à louer leurs terres à bas prix ou à donner au préalable une large indemnité au fermier sortant, qu'il ait ou non amélioré le sol; mais cet abus, contraire à toute espèce de progrès agricole et qui démoralise profondément les populations rurales, n'a jamais pris chez nous beaucoup d'extension.

Quels que fussent les torts de la propriété irlandaise, il est tout simple que le gouvernement anglais n'ait pas voulu la condamner à une pareille servitude. Il ne s'agissait pas seulement de réparer les fautes du passé, il fallait encore fonder l'avenir. Or quel aurait été l'avenir de la propriété, et par suite de la culture, qui lui tient par un lien si étroit, si on lui avait d'avance attaché cette lèpre? On a beau dire que, dans l'Ulster, le *tenant-right* a réussi : ce prétendu succès ne prouve rien. Ainsi que l'a très-bien expliqué M. Campbell-Foster dans ses *Lettres sur la condition du peuple irlandais*, publiées en 1846, cette province contient à la fois le comté de Down où règne en effet une assez grande prospérité relative, et celui de Donegal où la misère irlandaise était arrivée à son dernier terme; le *tenant-right* était usité dans tous deux. Que dis-je? le *tenant-right* du Down n'était pas du tout le même que celui du Donegal : le premier seul était conforme à la coutume anglaise, dont l'utilité peut être contestée, mais qui se légitime à beaucoup d'égards; le second était bien le *tenant-right* irlandais, celui qui n'a rien

de commun avec les *unexhausted improvements*. Celui-là coïncidait partout avec la ruine commune, soit du propriétaire, soit du tenancier, il ne s'élevait pas moins qu'à l'équivalent de la valeur même du sol, de sorte que le malheureux qui prenait une ferme était obligé d'en payer la valeur vénale, ou, en d'autres termes, d'acheter la propriété pour être admis à en payer la rente ; il n'y a que le travail insensible du temps qui puisse expliquer l'établissement d'une anomalie aussi bizarre et aussi funeste.

A son tour, la *fixité de tenure* n'était autre chose qu'une vente sous condition de rente perpétuelle, et comme dans ce système le taux de la rente ne devait pas être abandonné au libre arbitre des parties intéressées, mais fixé par acte du parlement sur une évaluation officielle, ce n'était encore qu'une forme d'expropriation. M. de Raumer et M. de Sismondi ont préconisé tous deux ce moyen violent, qui a trouvé des partisans considérables même en Angleterre. Encore un coup, la propriété irlandaise en général ne méritait que peu d'intérêt, soit à cause de son origine, soit à cause de l'usage qu'on en avait fait ; mais en fin de compte, c'était la propriété, c'est-à-dire le plus solide fondement de la société humaine : le nom au moins avait droit au respect, et il y avait dans tous les cas des exceptions nombreuses qu'il n'était pas juste d'envelopper dans la réprobation commune.

Rien ne prouvait d'ailleurs que le remède fût efficace. On consacrait par là l'*absenteism*, un des plus grands maux de l'Irlande, on séparait plus profondément que jamais la rente de l'exploitation. En supposant que la mesure eût pour le moment de bons effets, on créait pour l'avenir une situation compliquée, pleine d'embarras et de diffi-

cultés. Les baux à rente perpétuelle ont été fort en usage en France sous l'ancien régime; ils avaient amené de telles complications d'intérêts, qu'on a jugé nécessaire de les supprimer, ou du moins de les rendre essentiellement rachetables. La faculté de rachat n'eût été en Irlande qu'un palliatif insuffisant : outre qu'à la façon dont elle s'exerce dans les pays en révolution, elle n'eût fait que compléter l'expropriation dans la plupart des cas, elle peut suffire quand le bail à rente perpétuelle n'est qu'une exception; mais quand c'est l'état universel des propriétés, elle ne peut avoir qu'un effet insensible, et les propriétés non libérées restent longtemps la règle.

L'éternel exemple de l'Ulster, qu'on invoquait en faveur de la *fixité de tenure* comme du *tenant-right*, ne prouvait pas plus dans un cas que dans l'autre. Il est vrai que sur quelques points de cette province, toujours pour appeler des colons, on avait eu recours, il y a plusieurs siècles, à des baux perpétuels; mais les points où ce système avait prévalu n'étaient pas les plus prospères. On n'avait cependant réservé pour le propriétaire nominal qu'une rente insignifiante, ou plutôt une simple redevance féodale. Le véritable propriétaire était le tenancier, et, chose remarquable, en ce qu'elle montre bien le véritable point de la difficulté, ces terres, tenues à bail perpétuel, avaient été divisées et subdivisées au moins autant que les autres, si bien qu'avec une rente à peu près nulle la plupart des cultivateurs n'avaient plus de quoi vivre; des districts entiers n'offraient que des fermes d'un ou deux hectares, rarement on en trouvait ayant plus de 5 ou 6.

Une dépossession pure et simple des propriétaires, comme le rêvaient plus ou moins haut les Irlandais, n'au-

rait elle-même remédié qu'imparfaitement au mal. Les propriétés auraient été, comme les fermes, en se partageant, et dès la première génération, on serait retombé dans le même embarras. Si la grande propriété doit avoir des bornes, la petite doit en avoir aussi ; le danger des trop petites propriétés est même plus à redouter que celui des trop grandes.

Il fallait donc avant tout mettre un terme à cette division illimitée des exploitations, d'où sortaient à la fois l'appauvrissement du sol, la misère des cultivateurs et la gêne des propriétaires. Le gouvernement anglais s'occupait aussi sérieusement de faire fleurir en Irlande le travail industriel et commercial, qu'il s'était appliqué autrefois à l'étouffer ; mais le temps était un élément indispensable pour développer cette nouvelle et inépuisable source de travail, et cette multitude de malheureux n'avait pas le temps d'attendre. On avait cru trouver aussi un moyen de relever le taux des salaires en établissant en Irlande la taxe des pauvres, mais le nombre des pauvres était tel qu'elle n'avait pu donner aucun résultat sensible, tout en imposant de lourdes charges à la propriété. D'autres proposaient de distribuer aux paysans les terres incultes ; mais il n'était que trop facile de leur répondre que ces terres étaient pour la plupart incultivables ; et que, pour celles qui pouvaient être mises en valeur, il fallait des dépenses énormes et du temps, ce temps qui manquait pour tout. On multipliait les enquêtes, les études publiques et privées, et on n'arrivait à rien de décisif.

C'est Dieu qui devait se charger de la solution, et elle devait être terrible : tout cet arriéré d'attentats et d'erreurs ne pouvait se solder que par une catastrophe inouïe.

CHAPITRE XXV.

LA FAMINE ET L'EXODE.

L'année 1846, si mauvaise dans toute l'Europe, a été particulièrement fatale à l'Irlande. La maladie des pommes de terre, qui se montrait depuis quelque temps, prit cette année-là une extrême intensité, et emporta les trois quarts de la récolte. La seconde ressource alimentaire des pauvres cultivateurs, l'avoine, manqua également. A cette terrible nouvelle, tout le monde prévint ce qui allait arriver. Le gouvernement anglais, épouvanté, prit les mesures les plus actives pour faire venir des vivres de tous côtés. Bien qu'il dût se préoccuper en même temps de l'Angleterre, où la disette s'annonçait aussi, mais dans de moindres proportions, il fit des efforts inouïs pour donner un supplément extraordinaire de travail au peuple irlandais; il prit à sa solde 500,000 ouvriers, organisa pour les occuper des ateliers nationaux, et dépensa en secours de tout genre 10 millions sterling, ou 250 millions de francs.

Bien différents de leurs pères, qui auraient vu d'un œil sec ces souffrances, les propriétaires firent à leur tour, pour venir au secours de leurs tenanciers, tous les sacrifices possibles; au besoin la loi les y forçait, la taxe des pauvres monta dans une proportion énorme. Rien ne fut

payé en 1847, ni la rente, ni l'impôt, ni l'intérêt de la dette hypothécaire.

Ces générosités tardives ne suffirent pas pour arrêter le fléau : la famine fut universelle et dura plusieurs années. Quand le dénombrement décennal de la population fut fait en 1851, au lieu de donner comme toujours un excédant notable, il révéla un déficit effrayant : 1 million d'habitants sur 8, le huitième de la population, était mort de misère et de faim.

Cette épouvantable calamité a fait ce que n'avaient pu faire des siècles de guerre et d'oppression, elle a vaincu l'Irlande. Le peuple irlandais, en voyant son principal aliment lui échapper, a commencé à comprendre qu'il n'y avait plus assez de place pour lui sur le sol de la patrie. Après avoir jusqu'alors obstinément résisté à toute pensée d'émigration, comme à une désertion devant l'ennemi, il s'est pris tout à coup de la passion opposée : un courant, ou, pour mieux dire, un torrent d'émigration, s'est déclaré. Depuis sept ans, car le mouvement a commencé au plus fort de la famine, 1,500,000 personnes se sont embarquées pour l'Amérique, et ce n'est pas fini. Ceux qui ont trouvé du travail et de l'aisance aux États-Unis écrivent à leurs amis et parents de suivre leur exemple ; ils font plus, ils envoient de l'argent en abondance pour payer le passage des nouveaux émigrants. On évalue à 4 millions sterling, ou 100 millions de francs, la somme totale envoyée ainsi depuis cinq ans. 100 millions de francs ! les malheureux Irlandais n'en avaient jamais rêvé autant. L'Amérique se présente à leurs yeux comme la terre de la richesse et de la liberté, et leur pays natal comme un théâtre de misère, d'esclavage et de

mort. Les liens du patriotisme et de la religion, autrefois si puissants, ne les retiennent plus. Il a fallu remonter jusqu'aux traditions bibliques pour trouver un nom à donner à cette fuite populaire, qui n'a d'analogue que dans la grande migration des Israélites. On l'appelle l'*exode*, comme au temps de Moïse.

Les propriétaires, au lieu de s'opposer au mouvement, le secondent; ils y sont en quelque sorte contraints par la taxe des pauvres qui les ruine, depuis que cette population affamée a été mise à leur charge, et ils ont désormais un grand intérêt à la raréfier.

Rien de plus triste assurément qu'un pareil spectacle, rien ne pouvait être une condamnation plus éclatante de la conduite tenue par l'Angleterre à l'égard de l'Irlande dans les temps passés; mais il faut convenir en même temps que toutes les questions jusqu'ici insolubles se trouvent résolues en principe par cette rapide dépopulation. L'Angleterre y trouve à la fois son châtiment et son salut. Avant peu, la population de l'Irlande aura été réduite d'un tiers, et comme l'émigration et la mortalité n'ont atteint que la partie agricole et catholique, toutes les difficultés fondamentales s'en vont avec elle. Avant 1847, les protestants ne formaient que le cinquième de la population totale, ils vont être bientôt la moitié; la population rurale était de 60 habitants par hectare, elle ne va plus être que de 30, comme en Angleterre; et les contrées les plus sauvages, les plus indomptées, comme le Connaught, après avoir été les plus dévastées par la famine, sont celles où l'*exode* emporte le plus de monde. On peut dire dès à présent que l'état de guerre n'existe plus; la nation irlandaise a quitté la partie. Ceux qui restent ne

sont plus assez nombreux, ni pour soutenir la lutte, ni pour donner de grands embarras par leurs besoins. On sent déjà l'apaisement général à un fait remarquable : les crimes agraires (*agrarian outrages*) ont cessé, la sécurité est maintenant aussi grande en Irlande qu'en Angleterre. Dieu a pris le redoutable moyen dont parle Tacite, il a fait la paix par la solitude.

Ce qui était impossible en économie rurale, devient désormais facile. La trop grande division des exploitations n'est plus une nécessité. Au lieu de 700,000 fermes, on peut, on doit n'en avoir que la moitié et conséquemment d'une étendue double. Où deux familles de cultivateurs ne pouvaient pas vivre, une peut désormais prospérer. La pomme de terre et l'avoine, qui avaient pris une extension démesurée, peuvent se réduire dans de plus justes limites. Les besoins du présent étant moins urgents, on peut songer davantage à l'avenir, l'assolement quadrienal peut s'étendre, et avec lui la richesse rurale, dont il est le symbole. Les prés et pâturages, jusqu'ici trop négligés, commencent à recevoir les soins qu'ils réclament, et qu'ils doivent payer au centuple. L'Irlande redeviendra ce qu'elle n'aurait dû jamais cessé d'être : *l'île verte* par excellence, c'est-à-dire le plus beau pays d'herbages du monde. Les animaux, dont on ne s'occupait pas assez, parce que les hommes ne pouvaient parvenir à se nourrir eux-mêmes, vont recevoir une alimentation plus abondante. On peut enfin reprendre la culture par le commencement, au lieu de s'acharner à rechercher les effets sans les causes, améliorer au lieu d'épuiser. La surabondance des bras n'avilissant plus les salaires, le travail devient plus productif et mieux rétribué, et pourvu que

l'impulsion industrielle et commerciale qui se fait sentir depuis quelques années se maintienne et s'accroisse, l'encombrement des campagnes n'est plus à craindre, quand même la population reprendrait son ancien niveau.

Les Anglais espèrent profiter de cette situation nouvelle pour introduire en Irlande leur système favori, la grande culture. Ils y réussiront sans nul doute dans une certaine mesure ; mais il ne paraît pas qu'elle doive devenir l'état général du pays. La grande culture suppose ce qui manque en Irlande, les capitaux. On fait bien des efforts pour y attirer de riches fermiers anglais ou écossais : toutes les fois que l'un d'eux passe le détroit, tous les journaux en retentissent, pour en amener d'autres ; mais on n'a pas encore pu en séduire beaucoup. Les capitaux craignent de s'aventurer dans un pays actuellement pacifié, il est vrai, mais où le souvenir des plus affreux désordres est récent. Tout semble annoncer que la terre d'Irlande continuera d'être exploitée principalement par les Irlandais ; la régénération agricole marchera moins vite, mais elle aura une base plus large et plus naturelle. Or, l'exploitation par les indigènes suppose la petite ou moyenne culture. L'exemple de l'Écosse montre le parti qu'on peut en tirer, et l'étendue moyenne des exploitations peut être sans inconvénient moins grande en Irlande qu'en Écosse, parce que le sol est plus fertile. 8 ou 10 hectares par ferme dans les bonnes terres, une centaine dans les plus mauvaises où les pâtures doivent dominer, et en moyenne une vingtaine environ, voilà probablement la bonne mesure. Dans ces limites, le cultivateur peut non-seulement vivre et payer la rente, mais faire du capital.

La question pressante, pour que la culture irlandaise

produise elle-même les capitaux qui lui manquent et qui paraissent peu disposés à lui venir d'ailleurs, est celle des baux. Là encore, l'Écosse donne d'excellents exemples, qui ne peuvent manquer d'être suivis. Le *tenant-right*, tel du moins qu'on le comprenait en Irlande, n'est pas nécessaire ; cette machine de guerre n'est plus à sa place dans une société régularisée. Il en est de même des baux perpétuels ; au lieu de les étendre, il est à désirer qu'on les réduise, en rachetant la redevance, et en réunissant la nue propriété à la jouissance de fait. Ce qu'il faut, ce sont de longs baux, avec des rentes modérées, et une attention constante à empêcher la subdivision, ou, si l'on veut conserver la tradition des fermiers *at will*, une grande bienveillance pour les tenanciers de la part des propriétaires. Plus de *middlemen* ou fermiers généraux spéculant sur les sous-locations, plus de tenure en commun, de *conacre*, et de ces diverses combinaisons imaginées pour faire un gain momentané aux dépens du sol, et à leur place, les avances utiles jusqu'ici inusitées et impossibles aux simples tenanciers. Tout en s'arrangeant pour céder à la nécessité et se passer autant que possible en commençant de capitaux tout faits, ceux qu'on peut avoir sont extrêmement utiles pour hâter la formation des autres, telles sont les dépenses en bâtiments, marnages, drainages, etc. Partout où s'établit la grande culture, elle peut s'en charger ; lorsqu'elle manque, ces dépenses fécondes tombent à la charge de la propriété.

A défaut de bienveillance naturelle, la taxe des pauvres qui, maniée avec habileté, a pris décidément en Irlande la valeur d'un puissant levier social, met les propriétaires dans la nécessité de faire des efforts, s'ils ne

veulent voir dévorer, dans les *work-houses*, leur revenu tout entier ; et ce moyen de contrainte, déjà si énergique, n'est pas le seul qui ait été employé pour faire expier ses torts passés à la propriété irlandaise. Une amélioration radicale dans les rapports des *landlords* et des tenanciers, n'était pas possible en grand sans une sorte de révolution dans la propriété. Même en leur supposant des intentions plus éclairées et plus libérales, la plupart des propriétaires, déjà obérés, ne pouvaient plus rien, ils avaient épuisé leur crédit et leurs ressources. Le gouvernement anglais s'est décidé alors à ordonner une liquidation générale.

Cette mesure, la meilleure de beaucoup de toutes celles qui avaient été proposées, a cet avantage, que, sans toucher au principe de la propriété, elle permet d'atteindre les résultats désirés. Ceux des propriétaires qui ne l'étaient plus que de nom disparaîtront, et à leur place viendront de véritables possesseurs qui pourront faire des sacrifices. Ce changement de personnes doit enfin permettre de rompre les substitutions, de diviser les terres trop étendues, de débrouiller le chaos de droits contradictoires qui s'accumule toujours autour des immeubles frappés de mainmorte, et d'enlever à la propriété irlandaise une partie des souvenirs odieux qui s'y rattachent, en brisant la chaîne des traditions : avantages précieux et décisifs, qu'on achète sans doute par les embarras d'une liquidation forcée, mais qui doivent en définitive sauver la propriété irlandaise en lui ôtant son caractère exceptionnel. M. Gustave de Beaumont, qu'il faut toujours citer quand il s'agit de l'Irlande, avait signalé des premiers la nécessité de cette révolution.

En conséquence, une loi rendue en 1849 par le parlement a institué une commission royale de trois membres pour la vente des propriétés endettées en Irlande, *commission for sale of encumbered estates in Ireland*. Les pouvoirs de cette commission n'étaient d'abord que pour trois ans, mais ils ont été prorogés une première fois, et ils viennent de l'être encore. Ils consistent à faire vendre aux enchères, sur la simple pétition d'un créancier ou du propriétaire lui-même, et dans la forme la plus sommaire, les propriétés hypothéquées, et à délivrer à l'acquéreur ce qu'on appelle un titre *parlementaire*, c'est-à-dire parfaitement légal et indiscutable, qui lui confère la propriété absolue, ce qu'on appelle en anglais *fee*. Ceux qui avaient auparavant des droits sur la terre n'en ont plus que sur le prix; la commission est chargée d'examiner la validité de leurs titres et de leur distribuer ce qui leur revient.

Les opérations de la nouvelle cour ont commencé avec le mois de novembre 1849; trois ans après, au mois de novembre 1852, elle avait reçu 2,554 pétitions pour la vente d'autant de propriétés, représentant ensemble une rente annuelle de 34 millions de francs, et chargées d'hypothèques pour 760 millions, c'est-à-dire pour la presque totalité de leur valeur. A la même époque, un tiers environ des propriétés dont la vente était réclamée, soit 839 en tout, avaient été vendues; 500,000 hectares avaient changé de mains. En 1853 et 1854, les ventes ont continué dans la même proportion.

La moyenne des prix de vente a été sur le pied de 5 1/2 à 6 p. 100 du revenu supposé, ou, comme on dit en Angleterre, de dix-huit fois la rente, *eighteen years*

purchase. Cette moyenne a fait jeter les hauts cris aux propriétaires dépossédés, dont un assez grand nombre se sont trouvés ruinés du coup; mais en y regardant de près, on ne la trouve pas tout à fait aussi désavantageuse. Les propriétés situées dans les bons comtés, comme ceux d'Antrim, de Down, de Tyrone, de Meath, de West-Meath et de Dublin, se sont vendues sur le pied de 4 p. 100; si celles qui se trouvaient dans les pays les plus anciennement misérables n'ont trouvé acquéreur qu'à raison de 8 ou 10 p. 100, c'est qu'elles ne valaient pas davantage. Rien n'était plus incertain que la rente annoncée; on avait pris pour base la rente nominale avant 1847, et même alors elle était rarement payée. Au moment de la vente, il y avait un arriéré de plusieurs années, l'avenir paraissait plus menaçant encore que le passé, et pour mettre en valeur ces terres nues, il fallait des dépenses considérables de la part de l'acquéreur.

Il est sans doute fâcheux que ces ventes forcées aient eu lieu dans un moment où l'Irlande venait de passer par une crise terrible; mais n'en est-il pas toujours ainsi? Les crises seules inspirent et justifient les mesures extraordinaires. Ce n'est pas quand le temps est serein qu'on se décide à jeter à l'eau une partie de la cargaison pour préserver le navire des tempêtes futures. Le remède n'arrive que quand le mal est intense; il serait encore plus mal reçu s'il arrivait avant. Peut-être eût-il été possible d'adoucir un peu dans la pratique cette liquidation, de faciliter aux propriétaires endettés les moyens de sauver quelques débris du naufrage; mais au moment où a été rendu l'*encumbered estates act*, l'Angleterre avait déjà fait sans succès d'immenses sacrifices

pour l'Irlande, elle n'était pas d'humeur à aller plus loin.

Quant à la mesure en elle-même, la nécessité n'en peut être mise en doute. Les propriétaires ne pouvaient plus ni payer les intérêts de leurs dettes, ni trouver un sou sur leurs immeubles. Parmi ces hypothèques accumulées, il s'en trouvait du temps de Cromwell. On se sent porté naturellement à plaindre beaucoup un homme qui possédait la veille une belle terre, et qui n'en a plus rien le lendemain; mais ce n'est pas l'expropriation qui a fait le mal, c'est la dette; cet homme n'était depuis longtemps que possesseur nominal : il paye en une fois les erreurs et les folies de plusieurs siècles.

Quand on décompose les chiffres qui précèdent, on trouve que les propriétés liquidées à la fin de 1852 ont été vendues en moyenne 250,000 francs pour 625 hectares d'étendue, ce qui les met à 400 francs l'hectare. Certes, la terre d'Irlande vaut et surtout vaudra davantage, mais il ne faut pas oublier que, dans ce nombre, figurent en immenses quantités des terres incultes, ce qu'on appelle les Highlands d'Irlande, *Irish Highlands*. On cite toujours l'exemple du *Martin's Estate*, ce domaine si vaste, que la loge du portier était à dix lieues françaises du château, et dont l'héritière est morte dans la détresse, au milieu de l'Océan, en fuyant ce sol qui ne lui appartenait plus. On néglige de dire, comme on l'a fait autrefois pour le Sutherland, dans quel état se trouvait cette terre gigantesque, qui ne pouvait plus nourrir ni le maître ni les tenanciers.

Après tout, la cour des *encumbered estates* ne fait vendre que pour 60 à 70 millions de francs de propriétés par an, c'est-à-dire le cinquantième en étendue, mais en valeur,

à peine le centième du sol. A ce compte, la liquidation du dixième le plus obéré de la propriété irlandaise durera dix ans. En France, où nous entourons encore l'expropriation de formalités onéreuses, nuisibles à la fois au créancier, au propriétaire et à la terre, les ventes plus ou moins forcées atteignent aussi par an le centième de la valeur totale de la propriété, et nous n'avons pas, nous, un arriéré de plusieurs siècles à solder. Si les propriétaires irlandais avaient contracté, grâce aux lenteurs interminables et dispendieuses de la cour de chancellerie, l'habitude de ne pas payer leurs dettes, il n'est pas mal qu'ils la perdent, dans leur propre intérêt.

Les conditions des ventes s'améliorent d'ailleurs depuis un an; les plus malades ont passé les premiers, et comme il arrive toujours en pareil cas, ce sont eux qui ont le plus souffert. Les terres se vendent maintenant dans les bons comtés presque aussi cher qu'en Angleterre, et, dans les mauvais, sur le pied de 5 à 6 p. 100. Que l'avenir de l'Irlande continue à s'éclaircir, les prix deviendront tout à fait satisfaisants.

Le symptôme le plus caractéristique qu'offrent ces ventes, c'est que la terre se divise sensiblement. Les commissaires, avec les 839 domaines expropriés à la fin de l'année 1852, avaient fait plus de 4,000 lots qui ont été achetés au prix moyen de 50,000 francs. On en a fait beaucoup de 1,000 livres sterling ou 25,000 francs, et ce ne sont pas ceux qui se sont le moins bien vendus. On s'applaudit généralement de cette division; ainsi se forme peu à peu ce qui manquait à l'Irlande, une classe moyenne. Tous les propriétaires ne sont pas absolument dépossédés; il en est qui conservent des fragments de

leurs anciens *estates*, et dans beaucoup de cas ce fragment, devenu parfaitement liquide, est plus avantageux que le tout obéré. On n'est pas riche en proportion de l'étendue de terre qu'on possède, mais du revenu net qu'on en retire, et quand on peut augmenter le revenu en réduisant l'étendue, on ne doit pas hésiter.

Un autre fait non moins important à constater, c'est que les acquéreurs sont en grande majorité des Irlandais. On avait espéré attirer en Irlande des propriétaires comme des fermiers anglais ou écossais; les uns ont résisté comme les autres, et par les mêmes motifs. L'agriculture réclame aujourd'hui plus que jamais les capitaux, soit en Angleterre, soit en Écosse, et leur promet une rémunération suffisante sans qu'ils aient besoin de se déplacer. Il y a d'ailleurs à l'égard de l'Irlande une défiance traditionnelle qui ne s'effacera pas de sitôt. On n'aime pas le contact de la misère, on redoute le retour des jacqueries, on déteste le papisme et les papistes. Demander à un Anglais de transporter son capital en Irlande, même en lui promettant 8 ou 10 p. 100, c'est, à peu de chose près, proposer à un Français de transporter le sien en Afrique, au milieu des Arabes. De là vient qu'un huitième seulement des propriétés vendues a été acheté par d'autres que des Irlandais, et la plupart de ces acquisitions ont été forcées, ceux qui les ont faites étant des créanciers qui n'ont pas pu trouver d'autre moyen de rentrer dans leurs créances. C'est, entre autres, ce qui est arrivé pour le *Martin's Estate*; il est passé entre les mains d'une compagnie d'assurances sur la vie, créancière hypothécaire, qui cherche maintenant à revendre en détail.

Les sept autres huitièmes ont été en général achetés

par d'anciens *middlemen* qui avaient, eux aussi, des hypothèques sur les domaines qu'ils administraient, comme il arrive toujours aux intendants de bonne maison; et il n'y a pas lieu de s'en affliger, puisque la propriété prend ainsi un caractère plus national.

Tel est donc le double mouvement qui s'accomplit en Irlande par le moyen de la dépopulation d'abord et de l'expropriation ensuite, la concentration de la culture et la division de la propriété, renfermées toutes deux dans de justes limites. La culture se concentre tout juste assez pour mettre un terme à l'extrême division, non pour enlever aux Irlandais la jouissance du sol. Dans sa détestable organisation rurale, l'Irlande avait un excellent élément qu'elle paraît devoir conserver, l'absence presque complète de journaliers proprement dits : presque tous ses cultivateurs pourront être tenanciers comme par le passé et à de meilleures conditions. D'autre part, la division de la propriété suffit pour la rendre plus accessible aux indigènes, c'est-à-dire pour lui faire perdre son caractère étranger et hostile, en même temps qu'elle lui ouvre la ressource du crédit.

Pour la petite propriété proprement dite, dont beaucoup d'excellents esprits, entre autres M. Stuart Mill, dans ses nouveaux *Principes d'économie politique*, avaient réclamé l'introduction, elle me paraît beaucoup moins désirable en présence de pareils faits. Probablement l'Irlande arrivera quelque jour à la petite propriété, c'est sa tendance naturelle; mais, pour le moment, sa population rurale est trop pauvre : elle a besoin de gagner dans la culture de quoi devenir propriétaire; il n'est pas de son intérêt d'y penser auparavant.

Le gouvernement anglais cherche en même temps à fournir à l'Irlande régénérée des capitaux et des débouchés. Il a offert, comme en Angleterre, aux propriétaires qui voudraient faire drainer leurs terres ou réparer leurs bâtiments et leurs chemins d'exploitation, de leur prêter 100 millions de francs, remboursables en vingt-deux ans par des annuités de 6 1/2 p. 100. Bon nombre d'entre eux ont accepté, et ces utiles travaux s'exécutent. Les banques irlandaises, dont l'histoire avait été féconde en catastrophes, ont pris une assiette nouvelle. Au temps des anciennes luttes, les demandes subites de remboursement, *run on the bank*, étaient un des moyens les plus souvent employés par les agitateurs pour porter le désordre dans le pays. Ces perturbations dans la circulation sont désormais beaucoup moins à craindre. Les banques peuvent prendre sans danger un peu plus d'essor, et admettre plus de monde au bénéfice de leurs opérations. Les chemins de fer commencent à couvrir l'île de leur réseau; on s'occupe d'améliorer les ports et les fleuves.

Le perfectionnement des moyens de communication se fait déjà sentir par la hausse des denrées agricoles sur tous les points. L'exportation, qui était autrefois un mal, puisqu'elle enlevait la subsistance du peuple sans compensation, devient un bien depuis que l'Irlande a moins de bouches à nourrir, et que la rente se paye davantage sur place.

Enfin l'enseignement agricole, dont l'Irlande avait bien besoin, a pris une large extension et fait partie d'un système général d'éducation populaire récemment organisé. L'Irlande possédait déjà depuis 1826 le collège agricole de Templemoyle, dans le comté de London-

derry, fondé par une société de souscripteurs, avec une subvention de 17,000 livres sterl. (425,000 francs), de la part des corporations de Londres qui possèdent la plus grande partie du comté ; 60 élèves y recevaient l'instruction théorique et pratique ; une ferme de 68 hectares, dirigée par un habile fermier écossais, était annexée à l'école. Une enquête spéciale avait constaté en 1843, dix-huit ans après sa fondation, que soit par ses élèves, soit par ses exemples, Templemoyle avait heureusement influé sur l'agriculture locale. Dans tous les collèges de l'Irlande, on avait fondé des chaires d'agriculture ; mais l'enseignement agricole n'avait pu suffire pour lutter contre la mauvaise organisation du travail : c'est une semence qui exige pour prospérer de bonnes conditions économiques. Ces conditions étant désormais possibles, le moment de donner utilement un grand essor à l'enseignement est arrivé ; de tous côtés s'élèvent des fermes-écoles, chaque comté en possède plusieurs. On a organisé des cours nomades ; de nouveaux missionnaires vont porter dans les pauvres villages la prédication agricole, on répand jusque dans les chaumières de petits livres à très-bon marché. Rien n'est épargné pour porter à la connaissance du peuple les deux ou trois principes qui sont la base de toute bonne culture, la théorie des assolements, le bon emploi des engrais et amendements, l'art d'élever et d'engraisser le bétail.

Un des exemples les plus remarquables du nouveau système qui tend à s'établir, est l'état actuel de l'immense propriété que possède dans le comté de Kerry un des hommes les plus justement respectés de l'Angleterre, lord Lansdowne ; cette terre n'a pas moins de 400,000

acres anglais ou 40,000 hectares : la plus grande partie en montagnes qui peuvent faire d'excellents pâturages , mais qui ne sont pas également propres à la culture ; un vingtième seulement de cette superficie peut être cultivé avec avantage. Une population de plus de 16,000 âmes s'y était développée, et malgré les efforts persévérants du propriétaire, elle y vivait misérablement. Quand la famine est venue, un quart de cette population a péri, soit par la faim, soit par les maladies, sans qu'il ait été possible de la secourir ; depuis, un autre quart a émigré. Grâce à l'argent qui arrive d'Amérique et aux avances que fait lord Lansdowne pour faciliter l'émigration, ce qui en reste de trop s'écoule avec une telle rapidité, que, dans peu de temps, elle pourrait bien être réduite des *sept huitièmes*, c'est-à-dire à 2,000 âmes seulement. On estime qu'il ne faut pas plus de bras pour la mettre en valeur. Les chaumières des anciens habitants, qui ne valaient pas 50 shillings chacune, tombent sous le marteau, et à leur place s'élèvent des maisons moins nombreuses, mais plus confortables, et construites cette fois par le propriétaire, pour les nouveaux tenanciers.

C'est toujours le système des *cottiers*, ou petits fermiers, qui sera suivi chez lord Lansdowne, car encore un coup il ne paraît pas qu'il y en ait d'autre de possible en grand : mais l'application de ce système promet d'être à l'avenir aussi avantageuse, soit pour le propriétaire, soit pour le tenancier, qu'elle a été jusqu'ici désastreuse pour tous. Au lieu de 3,000 fermes, il en faudrait en tout 400 ; l'étendue cultivée serait réduite à ce qui peut payer largement les frais de culture, c'est-à-dire à 5 ou 6 hectares par famille, ou 2,000 hectares en tout ; le reste for-

merait des pâturages où le bétail remplacerait les hommes. C'est, comme on voit, le système suivi dans les *Highlands*, mais avec moins de rigueur, parce que le sol et le climat se prêtent mieux au travail de l'homme et à la nourriture du bétail. Le revenu de chaque famille sera au moins quadruplé, la rente du propriétaire montera dans une proportion analogue. La rente nominale de cette immense propriété est de 9,000 livres sterling ou 225,000 fr. dont la taxe des pauvres prend près de la moitié. Pendant quelques années, la plus grande partie du reste sera absorbée par les secours donnés à l'émigration, par la construction des nouvelles maisons de ferme, l'achat de quelques instruments, la création de chemins et de clôtures, la multiplication du bétail; mais à la fin, ces efforts passagers auront leur récompense. Il en sera de même partout où le propriétaire pourra faire des avances analogues.

Tout marche donc en Irlande vers une solution prochaine; dans ses desseins mystérieux, la Providence fait sortir quelquefois le bien de l'excès du mal.

Je termine ici la tâche que je m'étais imposée, de faire connaître sommairement l'économie rurale des trois royaumes. Ce que je viens de raconter de l'Irlande ne me paraît pas la moins utile des leçons qui ressortent de ce tableau. Si nous n'avons rien à y apprendre pour la bonne constitution de la culture, nous pouvons y voir les inconvénients et les dangers de la mauvaise. La France ne nous offre nulle part quelque chose d'absolument identique; l'état de guerre entre deux peuples, qui a fait le malheur de l'Irlande, ne se retrouve pas chez nous. Nous avons cependant plus d'un point de notre territoire où,

pour d'autres causes, la même situation économique se produit, quoique avec moins d'intensité. Rien n'y manque, ni l'*absenteism*, ni le *middleman*, ni l'excès de la population rurale, ni la dette écrasante de la propriété, ni la misère du cultivateur, ni l'épuisement du sol. Nous venons de voir où conduit une pareille situation, quand elle est poussée à ses dernières limites. Apprenons par là à ne pas nous endormir sur ces abîmes; sachons surtout nous garder de spéculer sur l'avilissement des salaires par la surabondance des bras; il n'y a pas de plus grande et plus fatale erreur. Les bonnes rentes ne sont durables qu'avec les bons salaires, de même que les bons salaires avec les bonnes rentes; tout doit monter ou descendre à la fois. Augmenter les produits sans augmenter proportionnellement le nombre des hommes, et accroître ainsi l'aisance moyenne, voilà le dernier mot de la science économique, la solution des plus grandes difficultés sociales.

APPENDICE.

I.

UN MEETING

DE LA SOCIÉTÉ ROYALE D'AGRICULTURE D'ANGLETERRE.

Lettre à M. le directeur de la Revue des Deux-Mondes.

Londres, 25 juillet 1853.

Permettez-moi, monsieur, d'interrompre un moment mes études commencées sur l'économie rurale en Angleterre, en Écosse et en Irlande, pour vous adresser le récit d'un épisode récent qui se rattache à ce sujet : je veux parler du *meeting* annuel de la *Société royale d'agriculture* d'Angleterre, qui vient de se tenir à Gloucester pour 1853, et auquel j'ai eu le plaisir d'assister.

La Société royale d'agriculture est, comme vous savez, une des plus importantes parmi ces associations libres qui se forment chez nos voisins, pour satisfaire à tous les grands intérêts. Elle compte, parmi ses 5,000 membres, les hommes les plus considérables du pays, en même temps que beaucoup de simples fermiers, et rend de très-grands services à l'agriculture nationale par les encouragements qu'elle donne à toutes les études agricoles. Nous avons à Paris une Société nationale et centrale d'agriculture qui fait quelque chose de pareil, mais avec moins de largeur, parce qu'elle a moins d'argent. Cette Société, composée

d'hommes éminents, a trop le caractère d'une académie, sa base n'est pas assez large. Elle se complétait par une autre institution, le *Congrès central d'agriculture*, beaucoup plus accessible à tous, mais qui aujourd'hui n'existe plus, de sorte qu'en réalité nous n'avons rien en France qui corresponde exactement à la Société royale d'Angleterre, ce qui est regrettable assurément, car il n'y a pas d'institution plus utile.

La Société royale, et c'est là le but principal de sa fondation, ouvre chaque année un grand concours de bestiaux et de machines aratoires, où elle convoque tous les producteurs de l'Angleterre. Le lieu où se tiennent ces concours change tous les ans, afin que toutes les parties du pays aient successivement des facilités spéciales pour en profiter. Le premier a eu lieu en 1839, à Oxford, qui est la ville la plus centrale du sud de l'Angleterre; en 1840, on a choisi Cambridge, qui est le centre des comtés de l'Est; en 1841, la grande cité commerciale de Liverpool; en 1842, un autre grand port de l'Ouest, Bristol; en 1843, Derby, capitale du comté montueux du même nom; en 1844, Southampton, le port bien connu de la Manche; en 1845, Shrewsbury, sur la frontière du pays de Galles; en 1846, Newcastle, le grand port du Nord; en 1847, Northampton; en 1848, York; en 1849, Norwich, capitale du comté agricole de Norfolk; en 1850, Exeter, capitale du Devonshire; en 1851, à cause de l'exposition universelle, Windsor, à la porte de Londres; en 1852, Lewes, près de Brighton, dans le comté de Sussex; cette année enfin, Gloucester. Il n'est pas un seul point de l'Angleterre où l'on ne puisse aujourd'hui, grâce au réseau des chemins de fer, arriver en quelques heures des lieux les plus éloignés. Pour favoriser les concours de la Société royale, tous les *railways* transportent les bestiaux de concours *gratuitement*, et les machines à moitié prix. Des convois spéciaux transportent également les personnes à des prix réduits et avec des vitesses exceptionnelles.

Depuis plus de quinze jours, tous les murs de Londres et des autres villes d'Angleterre étaient couverts de grandes affiches

annonçant pour le 13 de ce mois l'*agricultural show* de Gloucester. Tous les journaux en avaient d'avance parlé avec détail. On s'en entretenait presque autant que du camp de Chobham et de la grande revue passée par la reine. Ici, dès qu'il s'agit de l'agriculture, toutes les attentions sont éveillées; ceux mêmes qui ne s'y intéressent pas veulent avoir l'air de s'y intéresser, pour obéir à la mode. Il y a bien peu de familles riches qui ne comptent au moins un membre dans la Société royale, et dans le monde le plus élégant, l'agriculture est un des sujets de conversation les mieux goûtés. La période de transition et de crise que l'agriculture anglaise vient de traverser ajoute à l'intérêt habituel qu'elle inspire. Tout le monde veut savoir si de nouveaux perfectionnements sont introduits dans la production du bétail, et surtout si l'emploi des machines, que l'on considère comme devant avoir un jour pour la culture les mêmes conséquences que pour l'industrie, fait des progrès. Rien ne manquait donc à l'*attraction* de la fête, comme disent nos voisins.

Gloucester est une ville d'environ 40,000 âmes, à 114 milles anglais ou 45 lieues de Londres. On y va par le *great Western Railway*. Parti de Londres à huit heures et demie du matin, j'étais à Gloucester vers une heure de l'après-midi. Le chemin de fer remonte la vallée de la Tamise jusque près de sa source; on traverse les comtés de Bucks et de Berks, on passe sur les limites de ceux de Wilts et d'Oxford. Jusqu'à Reading, c'est l'argile tenace des environs de Londres; après Reading, la chaîne crayeuse qui court du comté de Cambridge à celui de Wilts; après Didcot, le terrain oolithique du Sud-Ouest; on arrive à Gloucester par les plateaux ou *cotswolds*. Sur tout ce parcours, notamment dans la partie crayeuse, le sol est généralement plus que médiocre. Le paysage n'est cependant pas sans charme; partout ce sont les mêmes champs carrés, entourés de haies, où se succèdent les cultures de l'assolement quadriennal; ici, le sol préparé pour les turneps; plus loin, de l'orge ou de l'avoine, puis du trèfle, et enfin du froment; de distance en distance, quelques prairies qui

venaient d'être fauchées, et dont le foin blanchissait sous la pluie, avec de nombreux pâturages livrés au bétail.

La ville de Gloucester avait bien fait les choses. Les rues ornées d'arcs de triomphe de feuillage, les maisons pavoisées de drapeaux aux couleurs nationales, des guirlandes de fleurs formant des devises appropriées à la circonstance : *Honneur à l'agriculture ! Dieu protège la charrue !* le mot *welcome*, bienvenue, inscrit de toutes parts, la population entière sur pied, les saltimbanques, les théâtres ambulants, les chanteurs des rues, les marchands de fruits et de *ginger beer*, tout avait un air de fête. Après avoir jeté un coup d'œil sur la cathédrale, qui a une grande réputation, et qui la mérite, je m'acheminai avec le nombreux concours de curieux arrivés en même temps que moi, vers le théâtre de l'exposition, situé à un mille anglais de la ville. La route était couverte d'omnibus, de voitures, de cavaliers, de piétons, qui allaient et venaient sans cesse.

Suivant l'usage éternellement suivi en Angleterre, on payait à la porte, pour entrer dans l'enceinte, une demi-couronne ou environ 3 francs, pour voir les machines, le lendemain une autre demi-couronne pour voir les animaux, un schilling pour acheter chacun des deux catalogues, en tout 9 francs que tout visiteur devait payer à la Société. J'ai calculé combien chacun des étrangers venus à Gloucester avait dû dépenser pour son voyage, et j'ai trouvé au moins 100 francs par tête ; le lit seul coûtait pour une nuit une demi-guinée ou 13 francs. Je doute qu'en France l'amour de l'agriculture attirât beaucoup de monde dans de pareilles conditions. J'ai ouï dire qu'au dernier concours d'Orléans, dont le gouvernement avait pourtant fait tous les frais, et qui n'était qu'à trente lieues de Paris, il n'y avait pas une bien nombreuse assistance ; à Gloucester, plus de 40 mille personnes ont payé à la porte pour entrer. Cet empressement des Anglais est d'autant plus remarquable, que le concours de la Société royale n'est pas le seul ; il n'y a presque pas de comté qui n'ait sa société particulière et ses concours spéciaux, dont le

public volontaire paye également la dépense. La chose commence même à être poussée à l'excès, cette succession si rapide de *meetings* et d'*exhibitions* impose aux cultivateurs qui veulent se tenir au courant un véritable sacrifice de temps et d'argent.

L'exhibition de la Société royale était divisée en deux parties, les machines et les animaux; les produits agricoles n'y sont pas appelés, je ne sais pourquoi. Il me paraîtrait utile de comparer aussi les blés, les orges, les avoines, les racines, les fromages, les beurres, etc.

Le département des machines, de beaucoup le plus important, couvrait 10 acres ou 4 hectares de terrain. En 1839, à la première exposition de la Société royale, il y avait en tout 23 instruments, et dans ce temps-là les *gentlemen farmers* protestaient en toute occasion qu'ils ne s'étaient jamais servis et ne se serviraient jamais que des instruments connus de leurs pères. Cette année, plus de deux mille machines, envoyées par 121 exposants, prenaient part au concours. Sans doute, plusieurs sont encore à l'essai, et ce sont les plus dispendieuses; mais le plus grand nombre est d'un usage courant, et d'un bout à l'autre de la Grande-Bretagne, les fabricants en vendent des quantités considérables. Les prix des plus recherchées baissent d'année en année, ce qui indique un débit croissant; ainsi, le célèbre rouleau de Croskill, qui se vendait dans l'origine 20 livres, se donne aujourd'hui pour 14, avec six mois de crédit ou 5 p. 100 d'escompte, et quand on en prend trois à la fois, l'escompte est de 15 p. 100, 14 livres sterling ou 350 francs, c'est encore beaucoup pour un rouleau, sans compter les frais de port qui peuvent être énormes, car c'est une lourde machine qui ne peut être traînée que par trois chevaux; il n'en est pas moins remarquable, pour quiconque la connaît, qu'on puisse la donner pour ce prix-là, surtout avec la hausse du fer.

On retrouvait à Glocester tous les instruments dont l'expérience de ces dernières années a prouvé l'utilité, et qui font partie aujourd'hui de toute ferme bien tenue : tels sont, avec le

rouleau brise-mottes de Croskill, la herse de Norwége du même fabricant, qui coûte le même prix que son rouleau ; les semoirs de Garrett, qui se vendent jusqu'à 1,000 et 1,200 francs : la houe à cheval du même, du prix de 400 francs ; la charrue de Ransome, du prix de 100 francs ; le scarificateur de Biddell, de 500 francs ; celui de Bentall, qui n'en coûte que 170 ; les machines à fabriquer les tuyaux de drainage, les hache-paille, les coupe-racines, etc., etc. L'attention se détournait de ces excellents instruments, maintenant généralement connus, pour se porter sur les instruments nouveaux, comme un distributeur d'engrais exposé par Garrett, une machine fort compliquée par le même pour éclaircir les turneps, et, par-dessus tout, les machines à moissonner et les machines à vapeur. 12 machines à moissonner, 23 machines à vapeur, attestaient, par leur nombre et leur importance, l'intérêt qui s'attache aujourd'hui en Angleterre à ces nouveaux progrès de l'art agricole ; tous les grands fabricants d'instruments aratoires avaient tenu à honneur d'envoyer leur contingent.

On sait le bruit que fit en 1851, lors de son apparition à l'Exposition universelle, la machine américaine à moissonner de Mac-Cormick, venue du fond de l'Illinois. Je l'avais vue alors fonctionner dans une ferme près de Londres, et j'avais pu apprécier ce qu'elle avait à la fois d'ingénieux et d'incomplet. Parfaitement à sa place dans un pays comme l'Illinois, où la terre est pour rien et la main-d'œuvre hors de prix, elle ne répondait pas encore suffisamment aux besoins d'un pays comme l'Angleterre, où la perfection du travail n'est pas moins à considérer que la promptitude ; mais l'imagination des agronomes anglais avait été frappée du résultat obtenu : il était désormais évident qu'une machine à moissonner était possible, il ne s'agissait plus que de la perfectionner. Or, l'utilité d'une pareille machine devient de plus en plus sensible depuis que les troupes d'Irlandais faméliques qui venaient tous les ans couper les blés en Angleterre, sont en train de disparaître par l'émigration, et que la demande crois-

sante de travail pour le commerce, les manufactures et l'agriculture elle-même, fait monter les salaires en quelque sorte à vue d'œil.

On attache donc un grand prix au succès de la machine à moissonner, *reaping machine*. J'ai fait le voyage de Londres à Gloucester avec de simples fermiers, non des millionnaires qui se ruinent à cultiver pour leur agrément, mais des cultivateurs praticiens ayant de lourdes rentes à payer, qui faisaient leurs cinquante lieues uniquement pour voir par eux-mêmes si le problème était résolu : tous disaient que la difficulté de trouver des moissonneurs devenait un sérieux embarras. Je n'ai pas besoin d'ajouter qu'ils étaient déjà munis de machines à battre, *thrashing machines*. Ces sortes d'instruments, qui coûtent en moyenne un millier de francs, sont maintenant très-répandus ; il y en avait vingt-quatre à l'exposition de Gloucester. Mes compagnons de voyage disaient qu'avec leur secours, ce qui coûtait autrefois des *shillings* s'obtenait aujourd'hui avec des *pence*, et ils espéraient bien que la machine à moissonner finirait un jour ou l'autre par leur donner les mêmes avantages. Je le souhaite, car ils m'avaient l'air de bien braves gens et tout entiers à leur affaire. Ils n'ont pas dit un mot pendant tout le voyage qui ne s'appliquât à des questions agricoles ; ils paraissaient fort au courant de tout ce qui se fait en culture d'un bout à l'autre de l'Angleterre, et doivent être des lecteurs assidus du *Mark lane Express* et du *Farmer's Magazine*.

Le prix de 20 souverains (500 francs) promis par la Société royale pour la meilleure *reaping machine* n'a pas encore été décerné ; on veut attendre l'époque de la moisson pour essayer sur place celles qui ont été envoyées au concours. On s'est borné à en choisir six sur douze pour les admettre à l'épreuve définitive. Celle qui paraît avoir le plus de chances de l'emporter, pour toutes sortes de raisons, est celle dite de Bell. Au moment où la machine américaine de Mac-Cormick excitait la plus grande rumeur, il y a deux ans, on apprit tout à coup qu'un Écossais

nommé Bell avait déjà inventé un instrument du même genre et qu'on s'en servait obscurément dans une ferme depuis environ douze ans. De là une vive émotion dans toute la Grande-Bretagne. L'orgueil national, qui venait de subir plusieurs échecs de la part des *Yankees*, notamment dans la fameuse régate de l'île de Wight, où un *yacht* américain avait si complètement battu l'élite des *yachts* anglais, s'est attaché à la machine de Bell pour l'opposer à celle de Mac-Cormick et à toutes les autres qui sont venues d'Amérique depuis. Elle a déjà obtenu le prix de la Société d'agriculture d'Écosse au dernier *meeting* de Perth, et le grand fabricant d'instruments aratoires du Yorkshire, William Crosskill, s'en étant emparé pour l'importer en Angleterre, elle y paraît destinée au même succès.

Outre son origine nationale, la machine de Bell paraît avoir une véritable supériorité sur ses rivales d'Amérique; elle est beaucoup plus chère, puisqu'elle coûte 42 livres sterl., tandis que celle de Hussey n'en coûte que 25, et de plus elle paraît plus lourde; mais elle n'emploie qu'un homme, tandis que les autres en exigent généralement deux. Outre le charretier qui conduit les chevaux, la machine de Mac-Cormick a besoin d'un ouvrier qui ramasse avec un râteau les épis sciés par l'appareil tranchant, tandis que dans celle de Bell cette besogne est faite par la machine elle-même. Quant à la précision du travail, on la dit plus grande, et c'était bien nécessaire; car la machine de Mac-Cormick, la seule que j'ai vue marcher, laissait encore beaucoup de paille et souvent beaucoup d'épis sur le sol. L'inventeur affirme que dans sa pratique, elle moissonne parfaitement 12 acres ou près de 5 hectares de froment, orge ou avoine, par jour : l'expérience décidera. Je n'essaie pas de la décrire; une description sans figures serait tout à fait inintelligible¹.

La Société royale avait promis en même temps un prix de

¹ C'est, en effet, la machine de Bell qui, après une expérience faite chez M. Pusey, président de la *Société royale*, a obtenu le prix.

10 souverains pour la meilleure machine à faucher, *mowing machine* ; le prix n'a pas été donné, bien que onze instruments aient concouru : les juges n'ont pas trouvé que le résultat désirable fût suffisamment obtenu.

Arrivons aux machines à vapeur, *steam engines*. Voilà, plus encore que la machine à moissonner, la grande affaire actuelle de l'agriculture anglaise. Ici seulement la question change un peu de nature : pour le *reaper*, c'est la valeur même de l'instrument qui est en cause. Pour le *steam engine*, l'utilité n'est pas douteuse : toute la difficulté est dans le prix. Sous ce rapport même, le progrès est sensible. A l'exposition de Norwich, en 1849, la meilleure machine à vapeur pour les usages agricoles était celle de Garrett, qui consommait 11,50 livres anglaises de charbon par cheval de vapeur et par heure. A Exeter, en 1850, Hornsby avait déjà réduit cette consommation à 7,56 livres. En 1851, à la grande exposition, le même la réduisit à 6,79, et en 1852 à Lewes, à 4,66 ; cette année, c'est Clayton qui a obtenu le prix avec 4,32. Voilà en quatre ans une économie de près des deux tiers sur la consommation du charbon, et il est probable qu'on ne s'arrêtera pas là. Tels sont les effets de la libre concurrence.

Le 6 juin dernier, à la séance d'une autre association agricole, le Club des fermiers de Londres, car les sociétés de ce genre foisonnent en Angleterre, une conversation fort intéressante a eu lieu sur les mérites comparatifs des machines à vapeur fixes et des portatives pour l'agriculture. Un des principaux fabricants d'instruments aratoires du comté de Suffolk, M. Ramsom, a pris la parole. Dans un discours parfaitement technique, qui a été rapporté par tous les journaux agricoles, et qui suppose dans ceux qui l'écoutaient des connaissances assez étendues en mécanique, il est entré dans les détails les plus précis sur la construction des machines à vapeur, et, après avoir longuement parlé de haute et basse pression, de bouilleurs, etc., il a conclu que les machines fixes, étant les plus économiques, devaient être préférées toutes les fois que l'exploitation était assez considérable et

assez concentrée pour les occuper, mais que dans de moindres fermes, la machine portative valait mieux, parce qu'elle permettait à plusieurs cultivateurs de s'associer pour en avoir une. Cette opinion a été partagée par le club, et la Société royale s'y est ralliée, car elle a primé en même temps une machine fixe et une portative ; c'est Clayton qui a eu les deux prix.

Voilà donc la machine à vapeur tout à fait naturalisée dans l'agriculture. C'était un beau et curieux spectacle que de voir à l'exposition de Gloucester ces 23 machines mises pour la plupart en mouvement par le souffle de feu qui les anime, et accomplissant sous les yeux du public leurs principaux travaux, battant le blé, hachant la paille, broyant les fèves et les tourteaux, etc. La machine portative de Clayton, de la force de 6 chevaux, consommant 30 livres anglaises de charbon par heure, ou 13 kilos 600 grammes, coûte 220 livres sterling ou 5,500 francs ; une autre, de la force de 4 chevaux seulement, consommant 24 livres anglaises de charbon par heure, coûte 180 livres ou 4,500 francs. La machine fixe, de la force de 6 chevaux, coûte 165 livres ou 4,125 francs. Ces prix sont sans doute élevés ; mais ils ne sont pas inabordables pour un grand nombre de fermiers anglais, et ils se réduiront sans doute. Même en Angleterre, les plus utiles machines n'entreront largement dans les habitudes qu'autant qu'on les aura à bon compte. En Amérique, elles sont généralement à meilleur marché qu'en Angleterre, et les consommateurs anglais se plaignent avec raison de cette différence, qui ne peut pas durer.

Ce que j'en dis n'est pas pour engager les cultivateurs français à adopter aveuglément toutes ces machines. Pour les neuf dixièmes de la France au moins, c'est un progrès qui ne peut s'accomplir qu'après avoir été précédé par beaucoup d'autres. Tout se tient dans l'organisation agricole d'un pays, l'organisation agricole elle-même n'est qu'une part de l'ensemble économique et social. Même pour cette portion du territoire français qui se trouve dans des conditions économiques analogues à celles

de l'Angleterre, l'importation des machines anglaises ne peut se faire utilement qu'avec de grands ménagements. Le haut prix du fer, l'inexpérience de nos fabricants, la mauvaise volonté de nos ouvriers ruraux, moins accoutumés que les Anglais à l'usage des machines, la diversité de nos cultures, la division plus grande de nos exploitations, le défaut de capital chez beaucoup de nos cultivateurs, la densité de notre population agricole, tout met des obstacles à cette importation. A mesure qu'on s'éloigne de Paris et des autres centres de consommation, les conditions défavorables vont en s'aggravant. Dans quelques années, la population agricole proprement dite sera en Angleterre le sixième seulement de la population totale ; en France, elle descend rarement au-dessous de la moitié, et, sur beaucoup de points, elle dépasse encore les trois quarts ; il y a peu de place pour les machines là où les bras abondent à ce point.

Mais les révolutions vont vite de nos jours, et si l'emploi des machines aratoires n'est pas encore une nécessité chez nous comme en Angleterre, le temps n'est peut-être pas loin où elles commenceront à le devenir. A l'heure qu'il est, une épargne subite et notable de main-d'œuvre amènerait dans nos campagnes, surchargées de familles pauvres, un véritable bouleversement ; il est donc heureux à beaucoup d'égards que d'autres causes rendent un large emploi des machines à peu près impossible. Cependant, à mesure que les débouchés s'ouvriront, que le trop-plein des campagnes s'écoulera, que la demande croissante de produits exigera un surcroît de production, que les procédés perfectionnés s'introduiront dans la pratique pour y faire face, que les rentes, les profits et les salaires tendront à s'élever à la fois par l'effet d'une plus grande richesse rurale et d'une meilleure distribution du travail, les machines arriveront peu à peu, non exactement semblables à celles de l'Angleterre, parce que la diversité de nos sols, de nos climats et de nos cultures exigera toujours des différences, mais conformes au même principe économique. Nous voyons déjà depuis quelques années, dans les

régions les plus avancées, s'introduire avec succès la machine à battre, le coupe-racines, le hache-paille, les rouleaux perfectionnés, les semoirs, etc.

Tout annonce d'ailleurs en Angleterre de prochains et immenses perfectionnements. Un petit livre récemment publié sous ce titre bizarre, *Talpa*, contient à cet égard, sous des formes piquantes et humoristiques, des aperçus qui, pour être hardis jusqu'à l'étrangeté, n'en sont pas moins dignes d'attention. L'auteur fait le procès à la bêche, à la charrue, à la herse, à tous les instruments usités jusqu'à ce jour pour travailler la terre, et qu'il considère comme l'enfance de l'art. Selon lui, le type du bon cultivateur, c'est, le croirait-on? la taupe, ce petit travailleur souterrain que la plupart d'entre nous proscrivent sans miséricorde. Déjà les plus éclairés commençaient à s'apercevoir que cet animal si détesté, si poursuivi, n'était pas aussi dangereux qu'il en avait l'air, et qu'à la seule condition d'étendre avec soin les taupinières, il nous apportait, en fouillant la terre sans relâche, un véritable secours. On avait même, sur cette donnée, inventé en Angleterre une espèce de charrue à sous-sol fort ingénieuse, qu'on avait appelée *charrue-taupe*, parce qu'elle imitait jusqu'à un certain point l'œuvre ténébreuse de l'infatigable mineur; mais personne n'avait songé jusqu'ici à faire de cette humble bête le modèle complet de l'agriculture perfectionnée. Cette initiative était réservée à l'auteur anonyme de *Talpa*, et en vérité, en le lisant, on se sent porté à croire qu'il pourrait y avoir beaucoup de vrai dans ses idées. Nous en avons tant vu en fait d'inventions originales, que rien ne nous paraît plus impossible.

Voici comment l'auteur justifie son assertion : « Ce que recherchent les cultivateurs, dit-il, c'est le moyen de réduire la terre en poussière, afin d'en extirper les plantes adventices, et de la rendre complètement perméable aux engrais et aux influences atmosphériques; or, c'est précisément ce que fait la taupe, l'idéal de la bonne culture serait de réduire le sol entier

d'un champ à l'état où se trouve la terre des taupinières. Pour cela, que faut-il ? Imiter la taupe, s'armer comme elle de griffes et gratter la terre de manière à la pulvériser. La bêche et la charrue sont des instruments arriérés ; ce qu'il faut, ce sont des multitudes de pattes de taupe mises en mouvement par une force assez puissante pour vaincre la résistance des terres les plus compactes. Cette force, on ne l'avait pas jusqu'ici ; mais aujourd'hui on la possède, c'est la vapeur, éminemment propre à produire un mouvement de rotation en avant, et à fouiller le sol avec des griffes de fer comme elle bat déjà l'eau avec des roues. »

Cette idée renferme peut-être le germe d'une révolution radicale. Plusieurs indices montrent déjà que le génie mécanique est sur la voie. A l'exposition de Glocester, le jury a décerné une médaille à une machine nouvelle nommée machine à piocher (*digging-machine*), qui repose exactement sur ce principe. Encore un pas, et les mille pattes de taupe seront trouvées. On commence même à dire vaguement qu'elles le sont, et qu'un inventeur américain a résolu le problème en combinant la force de la vapeur avec celle des chevaux. La grande difficulté qui empêchait jusqu'ici le labourage à la vapeur serait ainsi tournée. Ce ne serait pas précisément du labourage, ce serait mieux : toutes les façons successives qui se donnent aujourd'hui à la terre se donneraient à la fois et par un même instrument, immense économie de temps et de force. Avant peu, l'expérience sera faite ; un des plus grands constructeurs d'instruments aratoires de l'Angleterre s'en occupe, dit-on, car on va vite dans ce pays-là, et les idées n'y restent pas longtemps à l'état théorique. Nous verrons bien. Si la tentative réussit, nous dirons que, nous aussi, nous en avons trouvé le germe dans la *défonceuse* de M. Guibal, couronnée deux fois au concours de Versailles, et nous aurons quelque raison ; mais, hélas ! le germe n'a pas été fécondé.

Le département des animaux contenait à Glocester plus de mille têtes. Voilà encore des chiffres qui montrent une véritable émulation chez les éleveurs. Les belles espèces de bétail sont

maintenant généralement répandues en Angleterre. Je visitais, il y a quelques jours, un des coins du comté de Bucks ; dans les plus petites fermes, j'ai trouvé des taureaux courtes-cornes, des vaches d'Ayrshire et d'Alderney. L'exposition de cette année, malgré le nombre et la beauté des animaux exposés, n'a pourtant pas complètement satisfait les amateurs. On a remarqué une diminution dans le nombre sur les années précédentes ; il y avait eu à Windsor, en 1851, plus de 4,200 têtes de bétail. On a trouvé aussi que, pour la qualité, certaines espèces, surtout les bœufs courtes-cornes, laissaient à désirer. Cet affaiblissement tient à plusieurs causes, d'abord le trop grand nombre d'expositions et de concours qui se tiennent presque à la fois sur tous les points du territoire, ensuite le degré de perfection où l'on est arrivé pour l'élève du bétail et qui ne paraît pas susceptible d'être dépassé ; on pourrait plutôt remarquer un mouvement en arrière, un commencement de réaction contre les races qui prennent la graisse trop vite et trop abondamment, et qui pourraient bien aboutir à une dégénérescence.

Lord Ducie, qui vient de mourir après avoir rendu tant de services à l'agriculture anglaise, avait fait décider par la Société royale que les animaux trop gras pour faire de bons reproducteurs ne seraient pas admis au concours de Gloucester. Cette réforme était devenue nécessaire ; pour obtenir les prix, les éleveurs poussaient leurs animaux de concours à un tel état d'obésité que quelques-uns pouvaient à peine se soutenir. Outre que ces prétendus reproducteurs n'étaient bons qu'à abattre, les consommateurs commencent à s'insurger contre l'excès de graisse que présente quelquefois la viande de boucherie. Les Anglais aiment plus que nous la viande grasse, mais il y a une borne à tout, et le but allait évidemment être dépassé. L'exclusion prononcée sur la proposition de lord Ducie a donc satisfait à un besoin de l'opinion, mais elle n'a pas été aussi bien reçue parmi les éleveurs. Plusieurs d'entre eux, et des plus éminents, n'ont pas paru au concours sous prétexte qu'il était fort difficile de saisir le point précis où un

animal était assez gras pour avoir toute sa beauté sans l'être trop aux yeux de la Société royale. De là la froideur qui s'est fait sentir à l'exposition de Glocester, comme il arrive toujours dans les moments de transition. Il est possible aussi que la pluie diluvienne, une de ces pluies comme on n'en voit qu'en Angleterre, et dans l'ouest de l'Angleterre, qui n'a cessé de tomber pendant trente-six heures, et qui avait rendu impraticables les abords de l'exposition, ait eu son influence sur les dispositions des curieux.

Rien n'est plus difficile que la rédaction d'un bon programme pour un concours d'animaux. Toutes sortes de questions s'y rattachent. Les races de bétail sont multiples, elles varient suivant les natures du sol et les besoins économiques, la plupart de leurs qualités s'excluent mutuellement, et il est à peu près impossible de les ramener à un type unique de perfection. Voyez, par exemple, le bétail à cornes : on peut lui demander principalement, suivant les lieux, ou du travail, ou du lait, ou de la viande ; or, les meilleures races de travail étant peu laitières et peu propres à la production rapide de la viande, si vous primez le travail, vous excluez les grandes qualités du laitage et de la boucherie, et si vous primez celles-ci, vous excluez le travail. Il y a plus ; même en primant à part chaque qualité spéciale, comme le travail, la viande ou le lait, il y a des races qui sont plus travailleuses, plus laitières et plus propres à la boucherie que les autres, et comme il n'est pas possible d'avoir ces races partout, parce qu'elles ne s'accommodent pas également de tous les climats et de toutes les autres conditions de culture, si vous les admettez au concours là où elles ne sont pas naturalisées, vous excluez par ce seul fait les races du pays qui leur sont inférieures, mais mieux appropriées qu'elles aux circonstances locales, et si vous ne les admettez pas, vous ne présentez pas au cultivateur des types supérieurs à ceux qu'il possède, vous ne le poussez pas dans la voie du progrès.

La Société royale a pris son parti, elle prime par races. Ainsi, pour les bêtes à cornes, elle admet quatre catégories qui con-

courent pour des prix spéciaux, les *courtes-cornes*, les Hereford, les Devon, et toutes les autres races réunies ensemble; à Glocester, elle a fait en outre une catégorie spéciale pour les races du pays de Galles, à cause du voisinage de cette région exceptionnelle; pour les moutons, elle admet trois catégories, les Leicester d'abord, les *south-down* et les autres races à laine courte ensuite, et enfin les races à longue laine autres que les Leicester. Je ne puis dire que ce programme me satisfasse complètement; la qualité laitière, la première de toutes à mon avis dans le gros bétail, est trop sacrifiée dans cette classification aux qualités de boucherie : je sais bien que dans chaque catégorie, on prime avec le plus beau taureau, la plus belle vache et la plus belle génisse, mais ce n'est pas assez, et je voudrais voir les meilleures laitières primées à part, surtout quand la scène se passe à Glocester, c'est-à-dire au centre d'un pays qui tire toute sa richesse agricole de ses fromageries; même au point de vue de la boucherie, la division par races, excellente en soi et parfaitement conforme à un ordre considérable de faits, ne devrait pas être exclusive; après avoir donné lieu à des concours particuliers, toutes ces races devraient concourir entre elles pour un prix principal.

Cette distinction par races, ainsi posée d'une manière absolue, a cet inconvénient entre autres, qu'elle semble écarter les croisements. La Société royale semble poser en principe qu'il faut chercher uniquement à améliorer les races par elles-mêmes, sans y introduire de sang étranger. Si le principe contraire était posé avec la même rigueur, je le repousserais également; je crois qu'il y a des cas où les croisements sont utiles, d'autres où ils doivent être évités avec soin, pour s'en tenir aux races locales dans toute leur pureté, d'autres enfin où le mieux est d'abandonner la race locale et de la remplacer immédiatement par une autre; tout dépend des circonstances, je ne repousse qu'un principe absolu, quel qu'il soit. Nous avons vu en France de grands efforts faits dans un sens contraire; on a tenté systé-

matiquement d'introduire partout le sang anglais parmi les chevaux et le sang Durham parmi les bêtes à cornes; ces tentatives ont échoué, c'est ce qui devait être : on ne défait pas en un jour l'œuvre des siècles, et les races locales ont leur raison d'être, qui sait bien se faire respecter; mais cela n'empêche pas que le cheval anglais ne soit le meilleur cheval de course et le bœuf Durham le meilleur bœuf de boucherie qui existe, et partout où se rencontrent à la fois et une demande suffisante de chevaux de course ou de bœufs de boucherie, et un moyen suffisant de les produire dans des conditions marchandes, il vaut mieux adopter ces types perfectionnés que rester dans l'ornière; il vaut mieux enfin, si l'on ne peut pas les avoir purs, s'en servir pour des croisements, là où ces croisements peuvent se faire dans de bonnes conditions.

Cette question des programmes est un peu moins compliquée en Angleterre qu'en France, parce qu'un des principaux éléments de la difficulté chez nous, le travail, disparaît chez eux à peu près complètement. Je ne doute pas cependant que la Société royale ne soit amenée un jour à modifier son programme. En revanche, une partie de ce programme qui me paraît excellente et qu'il serait bien à désirer de voir introduire dans nos propres concours, c'est celle qui consiste à primer des femelles ¹. Ce n'est pas assez que d'avoir de bons reproducteurs mâles, il faut aussi de bonnes femelles : tous les éleveurs le savent parfaitement, tant que la mère est défectueuse, le produit n'est pas bon, quelle que soit la valeur du père. On a donné à Glocester autant de prix pour les juments, les vaches, les brebis et les truies, que pour les taureaux, les étalons, les béliers et les verrats; on avait même primé à part, ce qui me paraît moins nécessaire, les meilleurs élèves dans les deux sexes.

Les porcs étaient partagés en grandes et petites races, division

¹ Ce vœu a été entendu, et l'on a admis les femelles à nos concours.

qui n'est peut-être pas parfaitement logique; car ici le but étant le même pour tous, rien n'oblige à avoir une race plus ou moins grande; ce qui importe, c'est la quantité et la qualité de la viande qu'on obtient avec une quantité donnée de nourriture, que la race soit grande ou non.

Le prix pour les bœufs *courtes-cornes* ou de Durham a été obtenu par lord Berners; c'était la partie du concours la plus faible. Les Hereford, dont le pays est très-voisin de Gloucester, ont paru supérieurs; c'est encore un lord, lord Berwick, qui a eu le prix. M. George Turner a obtenu, comme d'ordinaire, tous les prix pour la race du Devonshire. Les races galloises ont excité peu d'intérêt. Pour les moutons, ce sont encore les vainqueurs habituels qui l'ont emporté. La Société royale ne prime pas les chevaux de course; elle n'accorde de prix qu'aux chevaux de trait employés par l'agriculture et à ce qu'on appelle les *roadsters*, chevaux de route, trotteurs. Bien qu'ici les prix ne fussent pas accordés par races, c'est la race de Suffolk qui a eu, comme toujours, le prix pour les chevaux agricoles; l'ancienne supériorité de cette race ne se dément pas. Les porcs étaient presque tous admirables.

Une dernière exhibition fermait la marche, celle des volailles. Les Anglais attachent tous les jours un plus grand prix à avoir de belles volailles, bien que leur climat s'y prête peu; nul doute qu'ils ne finissent par en venir à bout. La race cochinchinoise, la favorite du moment, a cédé cette fois à la race nationale dite de Dorking, nom d'un district du comté de Surrey dont elle est originaire. C'est le capitaine Hornby, de la marine royale, qui a eu le prix pour un coq et deux poules vraiment magnifiques. Je voudrais bien savoir ce qu'on dirait en France si un officier de marine occupait ses loisirs à élever des poules; je ne vois pourtant pas que la marine royale d'Angleterre en soit plus mauvaise.

Plus de mille personnes ont assisté au dîner qui termine d'ordinaire ces sortes de solennités, bien que le prix du billet fût de

10 shillings ou 12 francs 50 centimes. Un immense pavillon, dressé par les soins de la Société royale, contenait un nombre suffisant de tables, dominées, suivant l'usage anglais, par la *high table*, où ont pris place les personnes de marque. Lord Ashburton présidait, ayant à sa droite le lord-maire de la ville de Gloucester, et à sa gauche le ministre des États-Unis; parmi les assistants, on remarquait lord Powis, lord Harrowby, lord Leicester, le marquis de Bath, le comte de Jersey et d'autres membres de la pairie, un grand nombre de membres de la chambre des communes, les professeurs du collège agricole de Cirencester, les fermiers et éleveurs les plus connus de l'Angleterre, et parmi les étrangers le général Arista, ancien président du Mexique, et le célèbre juge de la Nouvelle-Écosse, Halliburton, l'auteur de *Sam Slick*, dont la *Revue* a déjà plusieurs fois entretenu ses lecteurs.

Le dîner se composait de viandes froides avec une pinte de *sherry*; tout s'est passé dans cet ordre parfait, naturel aux Anglais. Nul n'a touché aux plats placés devant lui avant que le président n'ait prononcé les quelques mots du *benedicite* anglais qui donnent le signal du repas; nul n'a continué après que le président a prononcé les quelques mots qui remplacent les *grâces*. J'admirais dans mon coin ces usages religieux universellement respectés, cette patience d'une telle foule en présence d'un service nécessairement insuffisant, et surtout cette bienveillance générale qui se lisait sur ces bonnes figures de cultivateurs.

Le moment des toasts était venu; le président a commencé par porter suivant l'usage, au milieu d'un profond silence, le toast national à la reine et à la famille royale; l'assemblée entière, debout, y a répondu par l'enthousiasme traditionnel et avec les dix salves de hourras requises en pareil cas. Voilà déjà bien des fois que j'assiste à l'accomplissement de cette formalité indispensable de toute réunion anglaise, et ce n'est jamais sans émotion que je vois ce grand peuple renouveler avec orgueil

cet acte de respect et d'amour pour la personnification de la majesté nationale. Le nom de la reine représente pour tout Anglais l'ensemble de cette organisation politique qui fait à la fois la puissance du pays et la liberté de chacun de ses membres, et certes cette démonstration n'est jamais mieux à sa place que quand il s'agit de l'agriculture, qui doit toute sa prospérité au régime constitutionnel dont l'histoire se confond avec celle de la maison de Hanovre.

Après les toasts *loyaux*, comme on les appelle, les toasts particuliers et les discours. M. Ingersoll, ministre des États-Unis, a répondu à celui dont il a été l'objet avec l'aplomb et la facilité dont il a déjà fait preuve dans plusieurs réunions semblables. C'est encore un des excellents usages de l'Angleterre que cette habitude d'appeler les étrangers de distinction, aussi bien que les personnages importants du pays, à ces grandes assemblées. La nation peut ainsi connaître personnellement, outre ses propres chefs, ceux qui représentent auprès d'elle les nations étrangères. M. Ingersoll n'est pas seulement le ministre des États-Unis auprès du gouvernement anglais, il a eu déjà plusieurs fois l'occasion de parler au public dans des *meetings*, et ses discours, reproduits par tous les journaux, sont lus par l'Angleterre entière. Tout le monde aujourd'hui connaît M. Ingersoll et ses arguments en faveur de l'émigration anglaise en Amérique. Il en est de même d'Halliburton. Sans cette occasion, la plupart de ceux qui étaient présents n'auraient jamais vu l'honnête visage de Sam Slick ni entendu sa parole pleine d'une bonhomie facétieuse. Aujourd'hui l'auditoire, qu'il a amusé par ses saillies et qui a ri de si bon cœur en l'écoutant, ne l'oubliera plus.

Le discours du président, lord Ashburton, me paraît particulièrement digne de remarque au milieu de tous ceux qui ont été prononcés. Le noble lord a développé cette idée, que, de toutes les industries britanniques, l'agriculture était la plus florissante, la plus perfectionnée, et il a eu raison. « D'autres nations, a-t-il dit, peuvent nous disputer la palme pour les manufactures et le

commerce : la France produit de plus belles soieries , la Suisse de meilleures cotonnades , l'Amérique nous égale pour la navigation ; mais le produit de l'agriculture anglaise est sans égal. Le monde entier vient apprendre l'agriculture à notre école. » L'orateur s'est d'autant plus félicité de ce succès , qu'eu égard aux risques de tout genre qui menacent le cultivateur , l'agriculture lui paraît le plus difficile , le plus chanceux de tous les arts , celui qui fait le plus grand honneur à l'énergie humaine. L'existence du cultivateur ne lui paraît comparable qu'à celle du marin qui conduit sa barque au milieu des tempêtes de l'Océan. « Comme le marin , s'est-il écrié , vous luttez sans cesse contre les vicissitudes des éléments. Vous ne pouvez arrêter les déluges de pluie , mais vous écoutez par le drainage l'humidité surabondante ; vous ne pouvez prévenir la sécheresse , mais vous pulvériser la terre par vos machines à une telle profondeur , vous donnez une telle vigueur aux plantes par vos engrais , que vous la défiez ; vous ne pouvez empêcher la multiplication des insectes nuisibles , mais vous pressez par des moyens artificiels la végétation de vos turneps de manière à leur échapper. Vous avez inventé des races d'animaux qui vous permettent de faire un bœuf dans vingt mois et un mouton dans quinze ; vous avez appelé la vapeur à vous aider dans votre œuvre , et la vapeur vous a obéi : en un mot , vous avez ôté à l'agriculture son caractère empirique pour en faire la première des sciences et le premier des arts , ralliant sous une direction unique , dans une intime coopération , les travaux du chimiste , du physiologiste et du mécanicien. Oui , nous les cultivateurs d'Angleterre , plus contrariés qu'aucune autre industrie par la nature , accablés en outre de lourdes charges , nous avons par notre courage et notre persévérance élevé notre profession au premier rang ; *nous avons fait de grands et généreux sacrifices au bien public , et après ces sacrifices , nous avons fait de plus grands progrès que ceux mêmes qui nous les avaient demandés ! »*

Ces derniers mots résument parfaitement la situation actuelle

des esprits en Angleterre , notamment dans la classe agricole. Bien différents des Français, qui se plaignent toujours, les Anglais n'aiment pas à se plaindre ; ils ne se plaignent jamais longtemps. Habitué de temps immémorial à ne compter que sur eux-mêmes, ils sont mal à l'aise dans l'opposition. Leur système de gouvernement étant à leurs yeux le meilleur qui existe , quiconque est en définitive condamné par la majorité doit avoir tort, et une libre carrière étant ouverte à tous les efforts individuels , quiconque ne sait pas faire ses affaires doit être un maladroit. Ils tiennent donc à réussir dans ce qu'ils font, autant par amour-propre que par intérêt ; plus ils rencontrent d'obstacles, plus ils sont jaloux de les surmonter. Après l'abolition des *corn-laws*, il y a eu parmi les agriculteurs un moment de découragement à peu près universel. Tant qu'on a cru possible de revenir sur la mesure, on a jeté les hauts cris ; dès qu'on a vu que c'était impossible, on a pris son parti, et peu à peu l'optimisme naturel est revenu. Vous rencontrez aujourd'hui nombre de gens qui vous disent que les *corn-laws* ont fait le plus grand tort à l'agriculture nationale, et que ses véritables progrès vont dater de leur abolition, ce qui est très-exagéré sans doute, mais avec un fond de vérité, au moins pour l'avenir.

Dans ce pays où la terre produit en moyenne deux fois plus qu'en France, il est maintenant généralement reconnu qu'on peut doubler encore la production. Les cultivateurs eux-mêmes en conviennent. Ce progrès n'est pas encore réalisé, mais on le sent, on le voit venir, on en possède tous les éléments ; cela suffit. L'agriculture reprend le haut ton et réclame de nouveau sa place, par la voix de lord Ashburton, à la tête des industries nationales. Noble et frappant spectacle assurément, et qui fait le plus grand honneur à cette nation vigoureuse ! « Nous nous endormions dans la protection, vous disent aujourd'hui de simples fermiers, nous ne faisons pas tout ce que nous pouvions faire ; nous avons toujours devant nous un inconnu, nous n'osions pas nous lancer, dans la crainte que l'abolition des *corn-laws*, réclamée par tant

de puissants intérêts, ne vînt nous surprendre; aujourd'hui le nuage est dissipé, le monstre que nous redoutions est venu, nous l'avons mesuré, et nous avons vu qu'il n'était pas si terrible; le sol est affermi sous nos pas, nous n'avons plus rien à craindre, nous ne dépendons plus que de Dieu et de nous. »

Une circonstance inattendue pour beaucoup de gens, quoique par d'autres prévue et prédite, est venue depuis quelque temps fortifier cette confiance. On avait travaillé dans la persuasion que les prix des denrées agricoles resteraient ce qu'ils étaient depuis 1848, c'est-à-dire d'environ 25 p. 100 au-dessous des anciens, et au moment où l'on espérait regagner par une culture perfectionnée cette différence sur le prix de revient, les prix ont recommencé à monter. Depuis six mois environ, malgré l'accroissement continu de la production nationale, malgré les importations de blé et de viande que le monde entier envoie en Angleterre, une hausse persistante s'est déclarée. L'immense essor que le *free trade* a donné au commerce et qui se manifeste par les rapports officiels sur les importations et exportations, la prodigieuse prospérité qui en résulte pour toutes les classes de la nation et qui se révèle à son tour par les états du revenu public, ont augmenté la consommation à un tel point, que les moyens d'approvisionnement redeviennent insuffisants. Les pluies continues de l'été, en donnant des inquiétudes sérieuses sur la récolte, ont précipité le mouvement. Dans le seul marché de lundi dernier, à Londres, le blé a monté de 3 shillings; le quarter de froment, qui se vendait 40 shillings il y a un an, en vaut aujourd'hui 54, soit 23 fr. l'hectolitre au lieu de 17. La viande avait déjà subi une augmentation analogue, et le troisième des grands produits agricoles anglais, la laine, avait dû au redoublement d'activité des manufactures, à la diminution des arrivages de l'Australie depuis la fièvre de l'or, une hausse non moins forte.

Ainsi, l'agriculture gagne à la fois des deux mains; elle augmente ses produits, elle diminue ses frais, et elle vend aussi cher qu'autrefois. Cette hausse, qui lui est si avantageuse, n'a plus

rien d'artificiel et de forcé ; c'est la conséquence de la nature des choses et non d'un privilège légal, l'agriculture peut en profiter en toute sûreté de conscience. Elle sera sans doute suivie d'une nouvelle baisse, car de toutes parts le génie commercial est en quête de nouveaux moyens d'approvisionnement ; le besoin qu'on a des blés de la mer Noire et de la Baltique est la grande cause qui arrête la guerre contre la Russie ; on va jusqu'en Amérique chercher d'énormes quantités de farine et de maïs. La concurrence réduit partout les frais de transport ; aujourd'hui un bœuf vient du centre de l'Irlande à Londres pour 25 francs, la distance est de 510 milles anglais ou plus de 200 lieues ; de Rotterdam à Londres, le port d'un bœuf est de 18 francs, celui d'un veau de 6 francs, celui d'un mouton de 3 francs. Malgré ces facilités, il ne paraît pas probable que la baisse future soit jamais aussi forte qu'après 1848. — Bien que, depuis trente-huit ans, 3 millions et demi d'Anglais, Écossais ou Irlandais, aient quitté le Royaume-Uni pour les régions les plus lointaines, bien que l'émigration se soit élevée l'année dernière à 4,000 personnes par jour, le flot de la population monte toujours, au moins dans la Grande-Bretagne, et la demande de travail monte plus vite encore. Au train qu'ont pris les choses, on ne serait pas surpris de voir bientôt la viande à Londres à 1 shilling la livre anglaise, ou 3 fr. le kilo. Quel immense surcroît de consommation une pareille hausse suppose !

Le colonel Challoner a porté un toast à l'union de l'agriculture, des manufactures et du commerce, qui contenait, sous une autre forme, la reproduction des opinions émises par lord Ashburton. Lord Harrowby en a porté à son tour un aux classes laborieuses, qui n'était encore que l'expression de cette grande idée, que tous les intérêts bien entendus sont solidaires, ceux des classes inférieures avec ceux des classes supérieures, aussi bien que ceux de l'agriculture avec ceux de l'industrie et du commerce. Quand une nation en est là, tout devient possible pour elle, un avenir indéfini s'ouvre pour la grandeur nationale comme pour la prospérité

des individus. Il y a déjà longtemps qu'on s'en doute en Angleterre, car Pope l'a dit un des premiers dans un vers admirable, *toute discorde n'est qu'une harmonie incomprise* :

All discord harmony not understood.

Tel est le résumé rapide de cette belle fête. L'année prochaine, le *meeting* de la Société royale se tiendra à Lincoln, au centre du comté le plus florissant peut-être sous le rapport agricole.

Ceux qui ont fait cette année le voyage de Gloucester pour voir l'exposition ont pu compléter leur excursion en visitant, à peu de distance de cette ville, le collège royal agricole de Cirencester, fondé en 1845 par une société de souscripteurs, sous le patronage du prince Albert ; les plus grands noms de l'aristocratie anglaise figurent parmi ces souscripteurs comme parmi ceux de la Société royale. On y enseigne les sciences au point de vue de la culture. Une ferme de 700 acres ou 280 hectares, louée à lord Bathurst, y est annexée ; les bâtiments sont disposés pour recevoir 200 élèves. Le collège royal de Cirencester a été fondé quelques années avant notre institut agronomique, et il lui a survécu, bien que les pertes, s'il y en avait, dussent être supportées par des bourses privées : encore une leçon que nous donnent nos voisins.

Agréez, etc.

L. L.

II.

L'AGRICULTURE ANGLAISE

EN 1857.

Décembre 1857.

Je n'ai pas fait de nouveau voyage en Angleterre depuis 1853. Je ne puis donc parler que par ouï dire de l'état actuel de l'agriculture anglaise et des progrès qu'elle a faits depuis quatre ans; heureusement les documents à consulter sont nombreux et peuvent jusqu'à un certain point suppléer à l'étude des lieux. Indépendamment des publications anglaises qui abondent toujours sur ce sujet, on commence à s'en occuper beaucoup en France. Les deux concours universels de 1855 et 1856 ont popularisé parmi nous, soit les animaux, soit les machines dont cet *Essai* n'avait pu que faire connaître en gros l'existence. Beaucoup de grands cultivateurs anglais sont venus à Paris et ont fraternisé avec les nôtres, soit dans les jurys des concours, soit ailleurs. Nous avons vu M. Evelyn Denison, alors président de la Société royale d'agriculture d'Angleterre, aujourd'hui speaker ou président de la Chambre des communes, s'asseoir auprès des représentants les plus accrédités de notre agriculture nationale et distribuer avec eux les récompenses qu'Anglais et Français sollicitaient avec une égale ardeur. Auprès de lui, se pressaient les éleveurs les plus distingués de l'Angleterre et de l'Écosse.

De notre côté, le *Journal d'agriculture pratique*, dirigé par M. Barral, s'est enrichi d'une chronique agricole anglaise, rédigée en pleine connaissance de cause par un Français qui habite

l'Angleterre. M. Barral lui-même et quelques-uns de ses collaborateurs ont plusieurs fois passé le détroit pour assister aux principaux concours de nos voisins, et en ont rapporté, soit des comptes rendus intéressants, soit des plans de machines et des dessins d'animaux primés. Un grand nombre de nos agronomes ont fait et font tous les jours le voyage. On a vu l'année dernière, au concours de Chelmsford, un grand propriétaire français, à la fois agriculteur et industriel, qui, par l'étendue de sa fortune et par l'usage qu'il en fait, peut parfaitement aller de pair avec la grande propriété anglaise, M. le marquis de Vogué, répondre aux Anglais dans leur propre langue, à propos d'un toast porté en l'honneur de l'agriculture française, et publier à son retour une excellente relation de son voyage.

Je pourrais donc me borner à renvoyer à ces nombreuses sources, beaucoup plus détaillées, beaucoup plus précises, qu'il n'est possible de l'être dans un simple et sommaire aperçu, ceux qui désirent se tenir au courant de la marche de l'économie rurale chez nos voisins. L'élan est donné maintenant, non-seulement en France, mais sur le continent tout entier. Entre autres documents étrangers, j'ai sous les yeux un rapport au Conseil fédéral suisse sur l'état de l'agriculture anglaise en 1856 par un envoyé spécial de ce gouvernement, M. de Gingins. On ne conteste plus nulle part, pas même en Belgique, où l'on pourrait cependant soutenir la comparaison sans trop de désavantage, la supériorité de cette organisation rurale. On l'étudie dans tous ses détails, on cherche à l'imiter, peut-être même avec trop de zèle et de précipitation. Comme recherche des procédés pratiques qui peuvent servir à augmenter les produits du sol, il n'y a rien à faire qui ne soit fait et bien fait par d'autres ; comme dernier coup d'œil jeté sur l'ensemble de l'économie rurale anglaise, j'ai encore quelques mots à dire.

Tout annonce que depuis quatre ans la production agricole française, au lieu de s'accroître, a diminué d'un cinquième environ ; quand même le haut prix des subsistances et des matières

premières, la nécessité d'une importation énorme qui n'a pas pu encore remplir tous les vides, et le temps d'arrêt qui s'est déclaré dans le progrès de la population nationale, ne suffiraient pas pour démontrer l'intensité de ce déficit, chacun a pu juger par soi-même de la diminution de récolte, de 1853 à 1856, en céréales, pommes de terre, vin, soie et fourrages. Il n'en a pas été de même dans le Royaume-Uni; ce pays ne produit ni vin ni soie, et par conséquent les maladies de la vigne et du ver à soie, qui ont si cruellement sévi sur les régions méridionales de l'Europe, ne lui ont causé aucun dommage. Quant aux autres cultures, l'humidité extraordinaire des printemps et des étés, qui a eu sur le continent de si fâcheuses conséquences, ne pouvait pas en avoir autant dans ces îles brumeuses, où l'excès des brouillards et des pluies est en quelque sorte la règle. De tout temps l'agriculture anglaise a eu à se défendre contre cet ennemi, et c'est précisément au moment où elle venait d'appliquer en grand le plus puissant moyen d'écoulement connu, le drainage tubulaire, qu'est survenue cette succession d'années pluvieuses. On sait d'ailleurs, par ce qui s'est passé en France, que les contrées les mieux cultivées, celles où de nombreux capitaux ont été, de longue main, enfouis dans le sol, et où la culture enrichie par de longs bénéfices dispose en abondance de capitaux nouveaux, sont moins éprouvées que les autres par les intempéries.

Deux grands faits servent à montrer cette augmentation constante de la production agricole en Angleterre. Le premier est l'accroissement continu de la population et de la consommation; le second, l'état stationnaire et presque rétrograde de l'importation des denrées alimentaires.

Si l'on s'arrêtait à l'excédant annuel des naissances sur les décès, la population des îles britanniques se serait accrue, de 1851 à 1856, dans une proportion énorme; mais ce n'est là qu'un des côtés de la question, il faut aussi tenir compte de l'émigration qui est, comme on sait, extrêmement active. Somme toute, la Grande-Bretagne doit avoir gagné dans cette période quin-

quennale un million de nouveaux habitants, mais l'Irlande a encore diminué de 500,000, ce qui donne pour l'ensemble du Royaume-Uni une augmentation totale de 500,000. Il est en même temps à remarquer que le million d'habitants nouveaux en Angleterre et en Écosse appartient à la portion la plus aisée, la mieux nourrie, de la nation, tandis que les 500,000 qui manquent à l'Irlande appartenaient à la portion la plus pauvre, ce qui fait supposer, dans la consommation, un accroissement plus marqué que dans la population elle-même.

Pour subvenir à cette consommation croissante, l'importation n'a apporté aucun nouveau contingent, elle a, au contraire, plutôt diminué, tandis qu'on la voyait en France s'élever à des quantités inconnues jusqu'alors, en blé, viande, et autres denrées agricoles. Fort heureusement pour nous, les besoins de nos voisins ne se sont pas accrus avec les nôtres; sinon, nous eussions vu les prix monter à des taux effrayants.

Sur 60 millions de *quarters* (près de 180 millions d'hectolitres) de grains étrangers de toute sorte, froment, maïs, orge ou avoine, entrés et consommés dans le Royaume-Uni dans les huit années qui se sont écoulées de 1849 à 1856, on en a reçu dans la première période de quatre ans, de 1849 à 1852, 32 millions de *quarters*, et dans la seconde, de 1853 à 1856, 28 millions; soit une moyenne annuelle de 8 millions de *quarters* pour l'une et de 7 millions pour l'autre.

Sur 30 millions de quintaux de farines entrés dans le même laps de temps, la première période figure pour 16 et la seconde pour 14; soit une moyenne annuelle de 4 millions de quintaux pour l'une et de 3 millions et demi pour l'autre.

Si les importations d'animaux vivants et de viandes fraîches et salées n'ont pas diminué, elles n'ont pas augmenté non plus; elles sont loin d'ailleurs d'avoir l'importance des importations de farineux alimentaires. Les moutons en particulier baissent progressivement; de 259,000 moutons étrangers introduits en 1853, on est tombé à 145,000 en 1856.

Le premier semestre de 1857 accuse une diminution encore plus marquée ; si cette réduction se maintient, on n'aura importé cette année en grains et farines que *les deux tiers* environ de 1856 et en viande et animaux vivants *la moitié* ; les moutons continuent à décroître rapidement, il n'en est entré que 30,000 dans ce premier semestre.

En même temps, on n'a vu nulle part en Angleterre le prix du blé s'élever jusqu'à 35 et 40 fr. l'hectolitre, comme nous l'avons vu en France sur quelques points, et le prix de la viande s'est maintenu à Londres plutôt au-dessous qu'au-dessus de ce qu'il est à Paris, tandis qu'il était autrefois fort supérieur.

Il ressort évidemment de ces chiffres que, puisque la consommation s'est accrue pendant que l'importation diminuait, la production intérieure a dû faire des progrès constants. Résultat d'autant plus remarquable qu'il coïncide avec une succession de mauvaises récoltes sur le continent. Si les circonstances atmosphériques redeviennent plus favorables, comme elles l'ont déjà été en 1857, l'agriculture anglaise regagnera probablement une grande partie des 500 millions que le Royaume-Uni dépense tous les ans pour acheter des subsistances au dehors, et dans tous les cas, elle tiendra largement tête au progrès de la population nationale. L'impulsion donnée par la grande crise de 1848, que j'ai tâché de décrire dans les chapitres 12 et 13 de mon *Essai*, la *réforme douanière* et le *High farming*, s'est soutenue et fortifiée ; la guerre d'Orient, qui a consommé proportionnellement en Angleterre moins d'hommes et de capitaux qu'en France, a pu la ralentir mais non l'arrêter. Parmi ceux qui ont fait plus récemment que moi le voyage d'Angleterre, il n'en est pas un qui ne l'ait constaté.

Ceux qui en douteraient encore n'ont qu'à lire les détails que donnent à ce sujet M. le marquis de Vogué et le délégué du gouvernement suisse, M. de Gingins. « Le progrès de l'industrie, dit ce dernier dans son rapport officiel publié par ordre du Conseil fédéral, l'accroissement des débouchés, l'habileté de la

culture, ont peu à peu cicatrisé les blessures qu'avait portées le libre échange à la cause agricole. *Aujourd'hui tout est réparé et plus que réparé.* Je demandais à un fermier s'il ne regrettait pas le temps de la protection. « La protection ! me répondit-il avec « un sourire où l'orgueil du succès se mêlait à l'amertume des « souffrances passées, *on nous l'offrirait aujourd'hui, nous n'en « voudrions plus...* » Le libre échange est désormais consacré comme un axiome, et la protection, tombée devant la prospérité générale, n'existe plus que dans l'histoire. »

Pour mesurer l'importance des capitaux qui continuent à se porter vers la terre, on peut citer l'exemple du drainage. Bien que le drainage n'ait pas marché aussi vite qu'on aurait pu s'y attendre, on peut évaluer à 25 millions de francs par an, dont la moitié environ prêtée par l'État, ce qui se dépense annuellement pour ce travail dans le Royaume-Uni ; en France, on ne dépense guère jusqu'ici, malgré les encouragements de l'administration, que le vingtième de cette somme. Le douzième environ des terres est aujourd'hui drainé en Angleterre ; en France, le millième. Quarante autres millions sont consacrés tous les ans par nos voisins à acheter du guano, tandis que nous n'en achetons que pour deux ou trois millions au plus. Les autres branches de la culture présentent des différences analogues.

Dans son rapport au Conseil fédéral, M. de Gingins cite, comme exemple de ce que peut rapporter le *High farming*, un fermier écossais, nommé David Mac Culloch, dont je regrette de n'avoir pas visité la ferme, située dans l'un des coins les plus reculés de l'Écosse. Cette ferme se compose en tout de 100 hectares de mauvaises terres ; la rente et les taxes s'élèvent à 7,000 fr. environ par an, les achats d'engrais supplémentaires à 8,000, ceux de nourriture artificielle, comme fèves et tourteaux, à 9,000, les salaires des domestiques et journaliers à 13,500, l'imprévu à 2,500 ; en tout, 40,000. « Après avoir payé sa rente, ses impôts, tous ses frais, et avoir amélioré son domaine, M. Mac Culloch met de côté chaque année, dit M. de Gingins, de 20 à

25,000 *francs de revenu net*. Ces chiffres presque fabuleux m'ont été certifiés par un homme du métier, qui les a relevés lui-même sur les livres. Il vient de m'écrire que M. Mac Culloch persévère dans cet énergique système de culture avec une proportion de bénéfice qui va toujours croissant. »

M. de Gingins fait à ce sujet la réflexion suivante, qui me paraît aussi juste que bien exprimée. « La terre est à la fois le plus exigeant des créanciers et le plus exact des débiteurs; elle ne rend que ce qu'on lui prête, mais elle rend tout ce qu'on lui prête. Le fermier anglais ne craint pas de lui faire des avances qu'il sait devoir lui être remboursées un jour. Il appelle cela *embarquer* son capital. Ajoutons qu'aucun peuple ne s'entend mieux à le *débarquer*. »

Ainsi que je l'ai déjà dit, ces progrès ne tiennent pas précisément à l'étendue des fermes. On a paru généralement assez surpris de ce que j'ai avancé dans mon *Essai* sur l'étendue moyenne des fermes anglaises; voici un document authentique qui a paru depuis la publication de mon travail et qui vient à l'appui de mes affirmations; c'est le relevé des fermes de la Grande-Bretagne, publié par les commissaires du dénombrement de 1851, avec l'indication de leur étendue :

ÉTENDUE DES FERMES.	ANGLETERRE et GALLES.	ÉCOSSE.	PETITES ILES.	TOTAL.
Au-dessous de 100 acres.	142,358	44,469	3,746	190,573
De 100 acres.	45,752	7,009	151	52,912
De 200.	18,401	12,166	36	20,603
De 300.	8,061	961	9	9,031
De 400.	3,585	471	7	4,063
De 500.	1,971	272	5	2,248
De 600. . . . , ...	2,372	442	2	2,816
De 1,000 et au-dessus.	771	360	1	1,132
Total. .	223,378	36,150	3,957	283,378

2,558 fermes dont l'étendue précise n'a pu être constatée

manquent à ce tableau, ce qui porte le total des fermes de la Grande-Bretagne à 286,000 en nombre rond (exactement 285,936). Les deux tiers ont moins de 100 acres ou 40 hectares d'étendue ; 1,132 seulement ont 1,000 acres ou 400 hectares et au delà. C'est ce millier de grandes fermes qui frappe les regards et trompe sur la division véritable des exploitations. L'étendue moyenne est de 102 acres ou 41 hectares de terre cultivée.

Pour l'état de la propriété, j'avais cru devoir aussi relever quelques-unes des exagérations qui ont cours et qui nous représentent l'Angleterre comme partagée en immenses terres substituées à perpétuité. Loin de voir dans la substitution un encouragement au progrès agricole, j'y voyais au contraire un obstacle, et j'avais affirmé que les Anglais tendaient beaucoup plus à la réduire qu'à l'étendre. Plusieurs faits survenus depuis 1853 m'ont donné raison. Des actes du parlement ont autorisé les détenteurs de biens substitués à emprunter *sur hypothèque* pour travaux de drainage et autres améliorations agricoles. Mais ce qui montre surtout la direction actuelle des idées, c'est le projet de loi qui vient d'être annoncé dans le discours de la reine à l'ouverture du Parlement, *pour amender et simplifier les lois relatives à la transmission de la propriété foncière*.

Les Anglais n'agissent jamais révolutionnairement, leur habitude est de marcher pas à pas mais sans jamais s'arrêter ni revenir en arrière. Le nouveau mode d'enregistrement n'aura donc rien en apparence de bien radical ; il ne sera, dit-on, que facultatif ; au fond, ce n'est rien moins que l'abandon implicite des anciens préjugés sur l'immobilisation de la propriété. Un mot a été prononcé qui fait et fera son chemin, *free trade in land*, libre commerce de la terre ; le *free trade* a trop bien réussi à l'Angleterre dans l'ordre industriel et commercial, pour qu'elle ne soit pas tentée de l'introduire de plus en plus dans le monde des intérêts ruraux. L'aristocratie elle-même est intéressée à posséder moins de terre et plus d'argent, et elle commence à le comprendre. L'unique obstacle vient des hommes

d'affaires qui vivent de l'antique désordre des titres féodaux de propriété.

Des quatre grands concours annuels, tenus par la Société royale d'agriculture d'Angleterre depuis 1853, celui de 1854 a eu lieu à Lincoln, chef-lieu du comté agricole de ce nom ; celui de 1855 à Carlisle, capitale du comté de Cumberland, sur la frontière de l'Écosse ; celui de 1856 à Chelmsford, chef-lieu du comté d'Essex ; celui de 1857 à Salisbury, capitale du comté de Wilts. Chacun de ces concours a continué le succès des précédents et confirmé les services rendus par la *Société royale* à l'agriculture.

On sait que nos voisins sont moins tourmentés que nous du besoin de nouveauté, de variété, et qu'ils cherchent moins leurs succès dans le changement que dans le perfectionnement continu des mêmes procédés, ce qui ne les empêche pas d'être en fin de compte les plus grands novateurs qui existent, mais sans engouement et comme malgré eux. Il ne faut donc rien demander de bien nouveau à ces concours ; comme gros bétail, ce sont toujours des *durham*, des *hereford* et des *devon* ; comme moutons, des *dishley*, des *south downs* et des *cotswolds* ; comme cultures, du froment, de l'orge et de l'avoine, des turneps, des pommes de terre, du trèfle et du *ray-grass* ; comme instruments, des charries, des rouleaux, des herses, des machines à fabriquer des tuyaux de drainage, et surtout des tentatives de plus en plus multipliées, de plus en plus heureuses, pour appliquer la vapeur aux travaux des champs. Ajoutons que, comme magnificence de mise en scène, les Anglais n'ont rien de comparable à notre exposition de 1856, et qu'il ne leur serait certainement jamais venu dans l'esprit de construire un palais de dix-huit millions pour y exposer des animaux.

Mais si ces concours sont moins splendides que les nôtres, ils sont plus sérieux. Presque tous les *durham* et les *south-downs* que renferme la France, figuraient à notre grande exposition, tandis que ceux des expositions anglaises représentent bien réellement une population animale qui remplit au dehors les étables.

Ici, c'est l'État qui paye et qui gouverne tout à son gré ; là-bas, ce sont les agriculteurs eux-mêmes qui font volontairement tous les frais, et le public manifeste par son empressement, sur les coins les plus reculés du territoire, la part qu'il prend à ces utiles solennités. Bien que Salisbury ne soit qu'une petite ville de 10,000 âmes, 35,000 personnes ont payé cette année pour entrer dans l'enceinte du concours. « Malgré cette foule énorme, dit M. Barral dans le *Journal d'agriculture pratique*, il n'y a pas eu le moindre désordre : dans les rues se pressaient de longues lignes de piétons et circulaient des milliers d'équipages ; dans l'intérieur du *show-yard*, il n'y avait absolument ni agent de police, ni factionnaire, ni commissaire, ni sous-commissaire d'aucune espèce pour diriger ou gêner les visiteurs. Chacun circulait librement autour des instruments, ou examinait avec une égale liberté tous les animaux, sans se heurter contre quelque une de ces stupides consignes qu'en France des autorités secondaires ne manquent jamais d'imaginer. »

Le même M. Barral remarque que l'exposition de Salisbury, bien qu'organisée par une simple société de souscripteurs, présentait une telle étendue que le visiteur n'avait pas à faire *moins de vingt kilomètres* pour passer devant tous les objets offerts à son examen. Le prince Albert a donné l'exemple, il a voulu tout voir, et les hommes les plus élevés en dignité, les femmes les plus distinguées de la haute société anglaise, ont tenu à honneur de faire comme lui.

Nous ne connaissons pas les résultats des relevés statistiques que fait chez nous le gouvernement, et qui ne sont pas encore livrés à la publicité ; mais si j'en crois les renseignements qui m'arrivent de plusieurs points à la fois, le nombre de nos moutons s'est plutôt diminué qu'accru depuis dix ans. J'avais cru devoir l'évaluer en 1847 à 35 millions de têtes, c'est tout au plus s'ils atteignent aujourd'hui ce chiffre. Dans le Royaume-Uni, au contraire, le nombre va toujours croissant. Il était comme chez nous d'environ 35 millions de têtes en 1847, on l'évalue aujourd'hui

à 40 millions (*Farmer's Magazine*, n° de janvier 1857, page 62). L'augmentation est peu notable pour l'Angleterre proprement dite, qui possédait déjà un si magnifique capital en moutons; l'Écosse et l'Irlande, qui en étaient beaucoup moins pourvues, ont fait des progrès plus rapides. D'après les documents les plus estimés, l'Irlande n'avait en 1847 que 2 millions de moutons, et l'Écosse 4 millions. Les nouvelles statistiques, faites avec une précision aussi exacte que possible, ont révélé en Irlande, en 1856, l'existence de 4 millions de têtes, et en Écosse de 6 millions. Il est possible que les évaluations de 1847 fussent un peu au-dessous de la vérité; dans tous les cas, l'accroissement a dû être sensible: la réduction progressive des importations de moutons en donne la preuve.

Pendant que la quantité s'accroît, la qualité ne cesse de s'améliorer. Les *south-downs* surtout se répandent de plus en plus; ce précieux animal, que la nature de sa toison rend heureusement insensible à l'humidité du climat anglais, est doué d'un tempérament vigoureux et énergique qui le met à l'abri des maladies épidémiques, si fatales à nos troupeaux. Un fermier du comté de Cambridge, M. Jonas Webb, bien connu de nos éleveurs, depuis qu'il a pris part à nos grands concours de 1856 et 1857, a maintenant la vogue pour cette race; ses béliers se louent aux enchères pour une saison, et on assure que la location de cette année lui a rapporté près de 80,000 fr.: un de ses béliers s'est loué 5,000 fr., et comme, suivant l'usage anglais, le prix de vente est le double du prix de location, celui qui l'avait loué l'a acheté ensuite 10,000 fr.

Pour l'espèce bovine, on cite des exemples non moins frappants. Le célèbre taureau *courtes-cornes*, *master-butterfly*, que nous avons vu à Paris l'année dernière, a été vendu pour l'Australie 30,000 fr.; d'autres se sont vendus 25,000 fr. pour l'Amérique. Que ces prix aient été élevés à dessein par les acheteurs eux-mêmes, pour donner à leur marchandise une plus grande valeur de l'autre côté de l'Océan, c'est possible et même pro-

bable, le génie de la spéculation et de la réclame n'abandonne jamais la race anglo-saxonne ; mais il y a un fond sérieux sous ces exagérations calculées, il vaut encore mieux payer un beau taureau 30,000 fr. que donner le même prix de quelque rareté inutile, qui n'a pour elle que la fantaisie passagère de la mode.

La machine à moissonner, depuis longtemps employée en Amérique, commence à pénétrer en Angleterre dans les cultures ; elle s'est encore perfectionnée et ne laisse plus maintenant que bien peu de chose à désirer. La charrue à vapeur, de M. Fowler, si elle n'a pas tout à fait touché le but, en a beaucoup approché ; cette charrue a été importée en France, dans le département de Seine-et-Marne, par M. de Baulny. Une autre machine, inventée par un Canadien nommé Robert Romaine et fabriquée par Crosskill, a été essayée publiquement le 11 septembre dernier, à Beverley, et avec un assez grand succès. Ce n'est pas à proprement parler une charrue, mais une machine à piocher ; on l'appelle cultivateur à vapeur, *steam cultivator*, c'est celle dont j'avais entendu parler en 1853 ; elle diffère de la *piocheuse* française de MM. Barrat en ce qu'au lieu de faire marcher de véritables pioches, elle met en mouvement un énorme rouleau armé de pointes recourbées, comme la *défonceuse* Guibal.

De toutes ces inventions, la plus curieuse, la plus originale, celle dont le succès paraît le plus probable, est le cheval de vapeur, *steam horse*, de M. Boydell. C'est une locomobile portant avec elle un chemin de fer sans fin destiné à la soutenir ; partout où elle a paru, elle a excité une sorte d'enthousiasme. Grâce à cette heureuse addition, elle va et vient sur les routes les plus mauvaises et sur les terrains les plus détrempés, elle gravit les pentes les plus escarpées, avance et recule à volonté. L'inventeur a la prétention de l'atteler comme un cheval à toute espèce de véhicule. Reste à résoudre une grande question, celle du prix de revient ; car l'opinion commence à s'accréditer parmi les fermiers anglais, après toutes ces expériences, que,

sauf un petit nombre de cas exceptionnels, le plus économique des moteurs agricoles est encore le cheval de chair et d'os.

Cette terrible question des frais de revient s'est élevée aussi pour le nouveau mode de distribution des engrais liquides par des tuyaux souterrains. On a profité de quelques circonstances malheureuses survenues récemment, comme la déconfiture d'un fermier écossais, nommé Kennedy, qui l'avait largement appliqué dans sa ferme; pour jeter de la défaveur sur ce système. Une discussion assez vive a commencé et se poursuit encore, dans les journaux agricoles anglais. Elle finira probablement, comme la plupart des discussions de ce monde, par une transaction. D'une part, on a exagéré les avantages du système tubulaire; de l'autre, on en exagère les inconvénients. Très-probablement, ce système n'est pas *toujours* profitable; probablement aussi, il n'est pas *toujours* ruineux. Que l'engouement tombe, il n'y a pas de mal, pourvu que la vérité reste. De l'aveu même de ses ennemis, ce mode d'arrosage est employé avec avantage sur plusieurs points; on cite en Angleterre les propriétés de lord Essex, et en Écosse la ferme de M. Harvey près de Glasgow.

Une des parties les plus contestées du système est celle qui a pour but de répandre les immondices des villes dans les campagnes. Une entreprise aussi neuve, aussi immense, ne pouvait, en effet, passer dans la pratique sans de grandes difficultés. Qu'on ne puisse la réaliser dans certaines villes sans des frais tout à fait démesurés, c'est ce qui se comprend sans peine; mais il doit être, au contraire, assez facile de l'établir à peu de frais dans certaines autres, placées dans de meilleures conditions. Il serait, dans tous les cas, bien à regretter qu'on renoncât légèrement, parce qu'on rencontre quelques obstacles inévitables, à utiliser de si énormes quantités d'engrais. Heureusement de pareils découragements sont peu dans les habitudes anglaises.

Dans une de ces réunions qui se tiennent souvent en Angleterre chez un cultivateur renommé, pour étudier sur place les procédés et les résultats, le public agricole a été témoin, l'année

dernière, d'un véritable tour de force. C'était chez M. Fisher Hobbs, membre de la Société royale d'agriculture. Un champ de 15 acres ou 6 hectares était couvert le matin d'une superbe récolte de froment parvenue à sa maturité ; après que les visiteurs l'ont admiré dans cet état, il a été moissonné à la machine, et une partie du grain, moulue immédiatement, a servi à faire le pain qu'on a mangé au repas offert suivant l'usage aux hôtes du domaine ; en même temps, le champ a été labouré à la vapeur, fumé largement, et ensemencé en turneps avant la chute du jour. Je tiens ces détails d'un témoin oculaire. De pareils prodiges ne s'accomplissent pas sans de grands frais et ne peuvent prétendre à donner immédiatement des résultats rémunérateurs. Ils servent seulement à montrer l'état des esprits et l'indomptable persévérance des efforts.

Parmi les améliorations qui préoccupent le plus le monde agricole, se trouve toujours la construction d'habitations saines et commodas pour les ouvriers ruraux. La séance mensuelle du mois de mai 1857, au *club central des fermiers* de Londres, a été consacrée à une conversation approfondie sur cette question. Dans toutes les expositions, dans tous les journaux d'agriculture, figurent des plans de nouveaux *cottages*. On les adosse en général à deux, à trois ou à quatre, pour diminuer les frais. Des actes du Parlement ont été rendus pour autoriser dans les trois royaumes la formation de compagnies spécialement adonnées à ces constructions, et pour régler les conditions de location et autres. On vante surtout les *cottages* construits par le duc de Bedford pour les ouvriers de ses domaines. Ils se louent d'un shelling à un shelling et demi par semaine, ou d'un fr. 25 c. à 2 fr., suivant leur grandeur ; la dépense d'établissement varie de 50 à 100 livres sterling, ou de 1,250 à 2,500 francs. Les ouvriers du duc gagnant en général des salaires de 12 shillings par semaine ou 2 francs 50 centimes par jour de travail, peuvent facilement consacrer un shelling ou un shelling et demi au logement de leur famille. Ces habitations sont aérées, claires, sèches, pourvues de tout ce qui

est nécessaire pour les besoins de la vie, quelquefois même assez élégantes; elles agissent physiquement et moralement sur les populations rurales en leur donnant des habitudes d'ordre et de décence en même temps qu'elles augmentent leur bien-être et leur santé. Mieux vaut bâtir un peu moins de palais et un peu plus de ces modestes résidences; un million de francs suffit pour en élever 500.

Vers le même temps où se tenait cette année à Salisbury le concours de la Société royale d'agriculture d'Angleterre, la Société d'Écosse tenait le sien à Glasgow et la Société d'Irlande le sien à Waterford. Chacun des trois royaumes a, comme on voit, sa société d'agriculture distincte et ses expositions particulières; nos voisins tiennent moins que nous à l'unité, et ils ont quelque raison. Nos prétendues expositions nationales ne sont nationales que de nom; un quart seulement de la France y prend sérieusement part, les trois autres n'y figurent qu'à peine et quelquefois même pas du tout. On y supplée jusqu'à un certain point par les concours régionaux, mais il s'en faut de beaucoup que ces concours aient l'éclat et l'importance de ceux d'Écosse et d'Irlande. Ils sont organisés par des fonctionnaires qui n'y apportent qu'une connaissance imparfaite des besoins et des ressources du pays; pas plus que le concours central, ils ne sont l'émanation directe de l'agriculture elle-même.

Bien autre est le spectacle que présentent les expositions écossaises. On y est bien véritablement en Écosse, et ceux qui les organisent sont plus portés à exagérer qu'à atténuer les différences qui distinguent l'économie rurale de cette partie de la Grande-Bretagne. Tout le monde sait qu'une vive émulation et même une sorte de rivalité existe entre les agriculteurs d'Écosse et ceux d'Angleterre. Ce ne sont plus ni les mêmes concurrents, ni les mêmes machines, ni les mêmes animaux. Pour le gros bétail, c'est la race laitière du comté d'Ayr qui domine, et à côté des *courtes-cornes* qui s'introduisent peu à peu, on voit les races na-

tionales d'Angus, des *Highlands* et de Galloway; pour les moutons, les *cheviot* et les *Blackfaced* tiennent tête aux *Dishley* et aux *South-downs*; pour les instruments, je ne puis mieux faire que de citer encore ce qu'en dit M. Barral, qui était à Glasgow comme à Salisbury :

« Il n'y a pas en Écosse de très-grandes fabriques d'instruments d'agriculture, comparables à celles de l'Angleterre et telles que les usines de Ransome, de Garrett, de Crosskill, de Clayton et Shuttleworth, de Howard, etc. Les fabricants sont plus nombreux, répartis dans tous les districts, et ils se rapprochent beaucoup des fabricants français. Au concours de Glasgow, on ne voyait pas ces expositions individuelles, embrassant comme à Salisbury des centaines d'engins différents envoyés par une seule maison. Ce sont plutôt des charrons et forgerons de village que de grands manufacturiers; mais des charrons et forgerons d'une grande habileté, se servant des fers et aciers de la meilleure qualité, recevant des forges les pièces principales de leurs instruments, toutes fondues, laminées ou forgées suivant des modèles reconnus supérieurs d'un consentement unanime. La simplicité, la rusticité, tels sont les caractères de tous les instruments écossais. *Peut-être les constructeurs français feraient-ils bien d'aller chercher leurs modèles dans ce pays plutôt qu'en Angleterre, où la perfection n'est souvent achetée qu'au prix d'une complication excessive.* »

M. Barral termine sa relation du concours de Glasgow par le petit épisode suivant. « Un soir, après un banquet où étaient réunis les jurés et les principaux exposants, on s'est rendu à l'hôtel de ville, et là, le lord prévôt a donné la parole à M. Anderson, professeur à l'Université d'Édimbourg, chimiste de la Société d'agriculture d'Écosse. Pendant une heure, M. Anderson a fait une lecture sur les méthodes que doit suivre le fermier pour se protéger lui-même contre la falsification des engrais. M. Anderson a été justement applaudi. Nous voudrions voir en France deux cents agriculteurs ou fermiers venir ainsi, après

dîner, sous la présidence du maire d'une cité de 400,000 âmes, écouter une leçon de chimie agricole. »

Mais ce qui a surtout réalisé les espérances que j'avais cru pouvoir exprimer dans mon *Essai*, c'est l'Irlande. L'*exode* n'est malheureusement pas terminé, puisque la population a encore diminué de 500,000 âmes, mais il commence à se ralentir. En même temps, la révolution agricole s'accomplit sans interruption. En 1841, les fermes excédant 30 acres ou 12 hectares ne formaient que 7 pour cent du nombre total; à la fin de 1855, elles étaient de plus de 26 pour cent, et occupaient au delà des trois quarts de la surface du pays. Une transformation aussi radicale et aussi rapide est probablement sans exemple. En 1847, les récoltes vertes (*green crops*) ne couvraient que 700,000 acres; en 1855, leur étendue avait presque doublé. En 1841, le bétail d'Irlande était évalué 19 millions 400,000 livres sterling. En 1855, il valait aux mêmes prix 33 millions 500,000. En 1841, 6 millions 250,000 acres incultes; en 1855, 4 millions 900,000 seulement. Enfin, ce qui donne la mesure la plus exacte du surcroît de bien-être, les droits d'excise ou de consommation qui rapportaient en 1850 1,400,000 livres sterling, se sont élevés en 1856, malgré la diminution de population, à 2,600,000.

En huit ans, du 29 octobre 1849 au 25 mai 1857, la cour des domaines endettés a mis en vente 11,123 lots de propriétés, qui ont été adjugés à 7,216 acquéreurs, dont 6,902 Irlandais, et qui ont produit plus de 20 millions sterling ou 500 millions de francs, ce qui donne toujours la même moyenne de 50,000 francs par lot, comme en 1853. La révolution dans la propriété a marché du même pas que la révolution dans la culture. Parmi les nouveaux acquéreurs, la plupart versent en abondance dans le sol les capitaux qui lui manquaient. On cite entre autres M. Allan Pollock de Glasgow, qui a acheté en 1853, dans le comté de Gallway, pour 230,000 livres sterling de terres, et qui y a dépensé déjà 150,000 livres ou près de 4 millions de francs; en 1853, il n'avait que 100 acres en récoltes vertes; en 1856, il

en a eu 2,000 et 3,000 en blé. (*Revue d'Édimbourg*, numéro de juillet 1857.)

Le dernier concours de Waterford a montré que la race améliorée de *Durham* se répand en Irlande, ce qui est le signe le plus sûr d'une culture progressive.

Au milieu de cette prospérité, deux grandes crises viennent d'éclater, qui, bien qu'étrangères en apparence à l'agriculture, auront cependant leur retentissement dans le monde rural, car tout s'enchaîne pour le mal comme pour le bien.

L'Angleterre s'était laissée aller dans l'Inde à l'esprit de conquête et d'usurpation; elle en porte aujourd'hui la peine. Les moyens dont elle disposait étaient peu en rapport avec la grandeur de l'entreprise, car elle gouvernait 200 millions de sujets hindous ou musulmans avec 40,000 soldats européens, tandis que nous en employons le double pour contenir en Afrique une population cent fois moindre. C'était un peu trop compter sur la supériorité de race et de civilisation. Elle châtiara sans aucun doute les cipayes révoltés; mais essayera-t-elle de rétablir exactement sur le même pied sa domination ébranlée? On doit en douter, dans son propre intérêt. Elle a eu jusqu'ici cet heureux privilège, qu'elle a pu se soustraire à l'immense appareil de guerre qui épuise les nations du continent, elle doit à cette circonstance une partie de ses progrès agricoles, industriels et commerciaux; il serait désastreux pour elle d'y renoncer. Tout annonce donc qu'elle se bornera désormais à embrasser dans l'Inde ce qu'elle pourra étreindre avec l'organisation traditionnelle de son armée, modifiée peut-être dans quelques détails, mais non dans ses bases essentielles, et qu'elle continuera à ménager ses capitaux et ses hommes pour les appliquer à des travaux productifs, soit chez elle, soit dans ses colonies: là est le véritable principe de sa puissance, elle est trop habile pour y porter atteinte.

Une de ces crises commerciales, qui reviennent malheureusement à des époques périodiques dans tous les grands États producteurs, a suivi de près l'insurrection des cipayes. Là aussi, la

robuste constitution britannique a résisté avec énergie à la secousse, qui lui est venue en grande partie d'Amérique. La banque d'Angleterre a tenu tête à l'orage, mais les banques d'Écosse et leurs analogues, les *joint stock banks* des provinces d'Angleterre, ont été fortement ébranlées, quelques-unes ont succombé. On attribue leur chute à la quantité des dépôts qu'elles reçoivent et dont elles payent l'intérêt. Il serait imprudent de se prononcer d'avance sur cette question, qui va faire l'objet d'une de ces grandes enquêtes publiques, l'honneur et la force des institutions libres; mais il est bien à désirer que, si la constitution des banques de province doit être modifiée dans un sens plus restrictif, l'agriculture n'y perde pas une de ses ressources, car ces banques et leurs succursales prêtaient toutes aux cultivateurs.

FIN DE L'APPENDICE.

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages
Préface de la première édition (1854).	v
Avertissement de la seconde édition (1855).	ix
Avertissement de la troisième édition (1857).	xii
 CHAP. I. Le sol et le climat.	 1
II. Les moutons.	15
III. Le gros bétail.	33
IV. Les cultures.	51
V. Le produit brut.	72
VI. Les rentes, les profits et les salaires.	85
VII. Constitution de la propriété.	101
VIII. Constitution de la culture.	117
IX. La vie rurale.	131
X. Les institutions politiques.	150
XI. Les débouchés.	165
XII. La réforme douanière.	185
XIII. Le high farming.	199
XIV. Les comtés du sud.	216
XV. Les comtés de l'est.	236
XVI. Les comtés de l'ouest.	252
XVII. Les comtés du centre.	265

	Pages
XVIII. Les comtés du nord.	284
XIX. Le pays de Galles et les îles.	298
XX. L'Écosse.	310
XXI. Suite de l'Écosse : les Lowlands.	330
XXII. Fin de l'Écosse : les Highlands.	346
XXIII. L'Irlande.	372
XXIV. Suite de l'Irlande : l'état de guerre.	390
XXV. Fin de l'Irlande : la famine et l'exode.	409

APPENDICE.

I. Le meeting agricole de Gloucester en 1853.	427
II. L'agriculture anglaise en 1857.	452

FIN DE LA TABLE.

